

« Initiatives » : développer les services

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14980 - 7 F

MERCREDI 3 MARS 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUREN

BOURSE

Nouvelles démissions

La crise économique s'aggrave au Brésil

Valse des prix et des ministres

L'AMÉRIQUE latine fait desor-
lunais figure de modèle, aux
yeux des organismes monétaires
internationaux. La majorité des
Etats ont mis en œuvre des poli-
tiques d'assainissement économi-
que, se sortant peu à peu du piège
de l'endettement, et attirant des
investissements étrangers massifs.
Du Mexique à l'Argentine, en pas-
sant par la Bolivie ou le Chili, tous
les gouvernements placent le
redressement économique au som-
met de leurs préoccupations. A
une exception près, le Brésil. Le
premier emprunteur du monde en
développement (la dette extérieure
atteint 120 milliards de dollars)
paraît enlisé dans des difficultés
économiques de plus en plus com-
plexes.

De plan Cruzado en plan Cru-
zadão, le Brésil se bat depuis
longtemps déjà contre une inflation
galopante. Sans se doter d'armes
très efficaces, puisque les cinq tem-
pêtes sévères de contrôle des
prix monétaires entre 1986 et 1991
ont été renversées en cause par des
scandales politiques, des mesures
électorales, ou hypothéquées par
la désobéissance passive des
vingt-trois Etats fédérés. Résultat,
la hausse des prix s'élève à
1150 % l'an dernier. Chaque mois,
les prix s'accroissent de 30 % en-
viron, sous l'effet d'une émission
monétaire non contrôlée, d'un
endettement interne gigantesque,
et surtout par les conséquences
perverses des anticipations sur l'in-
flation future.

A la veille de la démission de
M. Collor, le président Itamar
Franco lui avait donné trois mois
pour juguler l'inflation. Comme si
quelques semaines suffisaient pour
draguer un fleuve qui mine le pays
depuis plusieurs années. Comme si
un simple incantation pouvait
éliminer des déséquilibres macro-
économiques structurels. Certes, la
population s'est habituée à la valse
quotidienne des prix - une partie
en vit même - et les entreprises
ont même trouvé les moyens de
gonfler leur trésorerie, en jouant
sur les cours de change. Mais l'ab-
sence de toute réforme économi-
que crédible constitue une plaie
pour le pays, qui a fort besoin de
s'ouvrir davantage à la concurren-
ce étrangère et de restructurer
son industrie. Or, le président Ita-
mar Franco voudrait obtenir à la
fois une diminution de l'inflation et
une relance de l'activité. Mais il
l'est contenté pour le moment de
demi-mesures au caractère très
populiste. La relance d'une coo-
pération Volkswagen « Made in Bra-
zil » est à elle seule un symbole.

LA tourmente économique
L'arrange pas non plus les
relations avec les voisins. Le ton a
récentement monté entre Buenos-
Aires et Brasilia, les Argentins
dénonçant les exportations à bas
prix du Brésil, alors qu'eux-mêmes,
pour prévenir un retour de l'infla-
tion, maintiennent le taux de
change symbolique - et très élevé -
d'un peso pour un dollar. En
1993, l'Argentine battra tous les
records d'hyperinflation. L'an der-
nier, la hausse des prix a été limi-
tée à moins de 20 %. L'Argentine
et le Brésil doivent à terme faire
partie d'une même zone de libre
échange, le Mercosur, aux côtés
de l'Uruguay et du Paraguay. Or
l'adhésion de l'immense Brésil est
indispensable pour tout projet d'a-
liance régionale. La réforme écon-
omique brésilienne est un enjeu
pour le continent tout entier.

M0147 - 0303 0 - 7.00 F

Attendant des progrès dans les négociations avec Israël

La Syrie a amorcé une timide libéralisation

Laissant entendre que des progrès substantiels pourraient
être prochainement réalisés dans les pourparlers avec la Syrie,
le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, dans des propos
reportés lundi 1^{er} mars à Jérusalem, a déclaré que l'Etat juif
« ferait de son mieux » pour ne pas restituer la totalité du
plateau du Golan... Se préparant à l'éventualité d'un accord de
paix, Damas a déjà amorcé une timide libéralisation, notam-
ment dans le domaine économique.

DAMAS

de notre envoyée spéciale

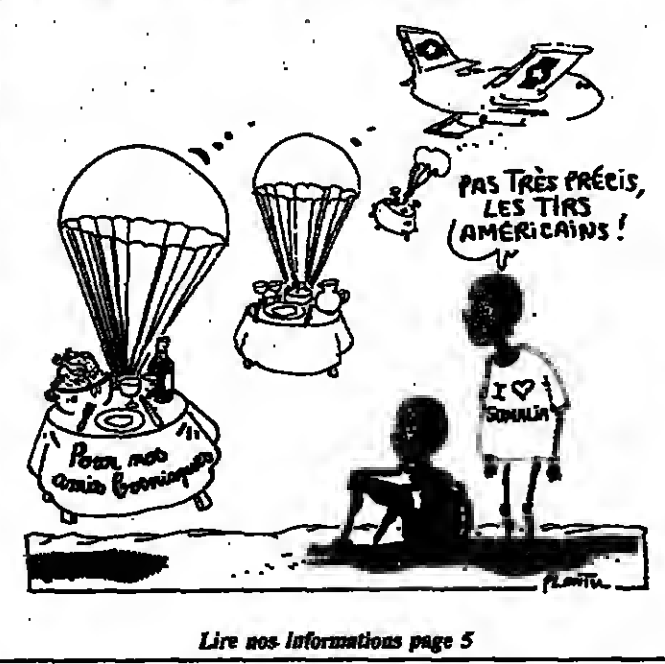
On les voit partout, à Damas
et ailleurs; ils sont pour l'instant,
aux yeux des Syriens, le seul
signe tangible et positif de la
timide ouverture économique
poursuivie depuis deux ans : pro-
pres, confortables et très bon
marché, les mini-bus privés ont
mis fin au cauchemar des trans-
ports publics défilants. Ce n'est
qu'un des indices des change-
ments qui s'opèrent discrètement
en Syrie, donnant à la population
quelques espoirs pour l'avenir.

« Les choses évoluent lentement.
Le régime veut montrer qu'il est

prêt à faire quelque chose mais
rien de décisif n'interviendra
avant des résultats concrets dans
le processus de paix », affirme le
représentant d'un parti politique.
« Nous sommes prêts pour la paix
s'il y a quelque chose de positif,
pour l'instant, le problème étant
qu'Israël exige la normalisation
de ses rapports avec lui pour la
restitution du Golan, alors que le
Golan ne suffit pas à la Syrie
pour envisager un traité de paix.
Celui-ci ne pourra intervenir qu'à
l'issue du règlement du problème
palestinien; alors seulement la
paix sera globale et totale. »

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite page 6

Les parachutages de vivres en Bosnie



Lire nos informations page 5

Provence-Alpes-Côte d'Azur : le temps du reflux

Sans grand espoir dans les autres départements
les socialistes peuvent limiter leurs pertes dans les Bouches-du-Rhône

MARSEILLE

de notre correspondant régional

« Il y a, ici, un fond de culture
populaire de gauche, toujours
vivant, qui devrait m'aider. Cela
se voit à peu de chose, très
peu de chose. Mais je suis
confiant, j'explique aux gens qu'il
faut défendre les acquis sociaux et
lutter contre les risques d'une
société à deux vitesses qui se
profile à l'horizon. Souvenez-vous du
référendum sur Maastricht. Ils ont
eu la tentation de voter « non ».
Et puis, ils ont réfléchi aux
enjeux. Et il y a eu un petit
« oui ». De la même façon, pour
ces législatives, après avoir beau-
coup critiqué le gouvernement, le
pouvoir socialiste, ils vont réflé-
chir à ce que peut leur apporter la

droite. » Dans sa circonscription
d'Arles, le ministre de la justice,
Michel Vauzelle, analyse, de
façon cartésienne, ses chances de
réélection.

En 1988, au second tour de
scrutin, il avait distancé de près
de 10 points son adversaire de
droite, M^{me} Thérèse Aillaud,
maire et conseiller général (app.
UDF) de Tarascon, qu'il
retrouve, aujourd'hui, sur son
chemin. Cinq ans plus tard,
M. Vauzelle se contenterait bien
d'un « petit » succès. Son cas va
servir de baromètre électoral. S'il
est battu, compte tenu de la
marge dont il dispose, cela signi-
fiera que le PS aura essuyé une
grosse dépression dans la région.
Dans le cas inverse, il s'agira de
grains plus localisés qui épargne-

ront davantage de sortants socia-
listes.

Heureux temps, pour la
gauche, que celui de la vague
rose de 1981, où elle totalisait,
PS et PC réunis, vingt et un des
vingt-huit sièges de députés de la
région PACA.

GUY PORTE
Lire la suite page 8
et nos informations pages 7 à 9

Un entretien
avec M. Chevenement

Faute de réponses claires aux
questions de fond, le « big bang »
sara vite suivi d'une plongée
dans la « soupe primitive ».

Le territoire de Gaza isolé

Conséquence de l'assassinat
de deux Israéliens à Tal-
Aviv.

Lire page 6

L'Inde libère sa monnaie

A l'occasion de la présenta-
tion du budget, le gouverne-
ment a décidé de rendre le
roupie convertible.

Lire page 18

SCIENCES - MÉDECINE

• Crimes de jeunesse
• Deux bateaux romains mis
au jour à Marseille • L'avi-
sion rentre à l'Académie • La
fin du supplice de Tentalé
norvégien.

Pages 11 à 13

Le sommaire complet se trouve page 24

LITTÉRAIRES, ELARGISSEZ VOS HORIZONS

LE CONCOURS KHAGNE ISG

- Concours ouvert uniquement aux élèves issus d'une classe préparatoire (Première Supérieure)
- Epreuves écrites spécifiques
- Quota de places réservées pour l'Admission

Epreuves écrites : 4 et 5 mai 1993
Admissibilité : 1er juin 1993
Epreuves orales : du 8 au 27 juin 1993
Admission : 5 juillet 1993
Clôture des Inscriptions : 5 mars 1993

ISG INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

Établissement reconnu par l'État - Diplôme homologué par l'État
Pour tout renseignement, contactez Dominique BEANARD au 01.67.67.67.67
67, rue de Lema - 75116 Paris, FRANCE - Téléphone : (1) 45.55.61.00

Les humiliées de Guilvinec

Dure pour les marins-pêcheurs, la crise l'est aussi pour leurs épouses. « Les terriens ne peuvent pas comprendre »

GUILVINEC

de notre envoyée spéciale

On ne citera aucun nom. Juste quelques prénoms. On le leur a promis. C'était la condition. Les femmes, à Guilvinec (Finistère), ne parlent que sous couvert d'anonymat. « Ici, on ne se raconte pas », « Ici, on se dit pas », « Sa misère, ici, on ne la dit pas ». Appelez cela pudeur, orgueil, timidité, tradition... Quels que soient leur âge, leur caractère, leur condition, les femmes de pêcheurs ne se livrent jamais volontiers. On peut parler du temps, de la maison et des enfants. Très peu de sentiments. Et plus rarement d'argent. Seulement voilà. La pêche vit un marasme et leurs hommes un cruchement. Des marées misérables, des tonnes d'inventures, des paies amputées de moitié ou des deux tiers... Le vent

de la révolte a soufflé sur les quais. Certains ont « fait » Roscoff, Run-
gis, Bruxelles. D'autres, à peine
débarqués, se sont vite inscrits
pour « toute action à venir » tandis
que les premiers tentent de repren-
dre la mer. Et les femmes, d'ordi-
naire si discrètes, se sont mises en
colère.

Relancé il y a trois ans, le
Comité des femmes de marins de
Guilvinec est, depuis le début du
conflit, à la pointe de l'action. C'est
à lui notamment que l'on doit les
premières manifestations et un
siège pacifique de la préfecture de
Quimper. Ce sont ses militantes
qui ont distribué la cargaison quo-
tidienne des poissons invendus
(opérations sourire dans les villes,
distribution à Emmaüs, dans les
écoles ou aux Restos du cœur).

ANNICK COJEAN
Lire la suite page 19

DÉBATS

Big Bang

Quelle refondation pour le socialisme français ?

par Alain Bergounioux et Gérard Grunberg

LES appels à la rénovation constituent un classique de la parole politique. Dans une année, même paisible, on n'arrive guère à les compter. Mais de temps à autre un de ces appels sonne juste et rencontre un écho profond. A l'évidence, il en va ainsi avec le discours de Michel Rocard à Montoulu le 17 février. La conjonction de deux élections difficiles pour le Parti socialiste — explique le moment, le jour et le lieu. Mais, l'onde de choc provoquée par Michel Rocard va manifestement au-delà. Aux yeux de tous, le socialisme français se trouve à un tournant. Tout appelle, en effet, une « refondation » ample, tant les points de repère sont aujourd'hui brouillés. Le socialisme français a déjà connu dans son histoire plusieurs crises qui l'ont amené à se remettre en cause.

Mais la crise actuelle ne ressemble pas aux crises du passé. La nouvelle refondation qu'appelle le socialisme ne peut se faire selon les schémas des refondations antérieures.

L'histoire du Parti socialiste n'offre pas un cours linéaire, elle a, au contraire, un caractère cyclique. Quinze années après sa création, la SFIO connaît la scission en 1920 et une minorité seulement refuse le communisme. En 1940, le Parti est paralysé par l'opposition entre « socialistes » et « bolchevistes ». Il ne se reconstitue difficilement qu'à travers la Résistance au prix d'une sévère épreuve. La victoire de Guy Mollet au congrès d'août 1946 ne permet de renouer que momentanément les fils de la continuité. La « troisième force » de guerre froide, les choix demandés par la décolonisation, le défi que constitue la V^e République entraînent l'éclatement et la division. Depuis l'élection présidentielle de 1965, la recomposition demande plus de six années. Le dernier cycle ouvert à Epinay, marqué par le plus long exercice du pouvoir qu'ait connu le socialisme français, s'achève aujourd'hui.

Que finalement, à peu près d'une génération à l'autre, tout ou presque soit à reprendre traduit une fragilité inhérente au socialisme français qui rend compte de la nécessité périodique de la « refondation ». Cette fragilité a une origine qui peut paraître paradoxale, mais qui n'a cessé de façonner l'identité du socialisme français. Le décalage entre l'éclatement précoce de la République et le développement tardif du mouvement ouvrier explique, à la fois d'un côté la prégnance de la

culture républicaine avec notamment la division entre la droite et la gauche, clivage de nature politique, de l'autre côté, la méfiance anarcho-syndicaliste pour la République bourgeoise, la défiance vis-à-vis des élus, finalement la dichotomie consacrée par la charte d'Amiens entre le combat syndical et l'action politique, renforcée, pour les socialistes, par l'emprise du communisme sur une part du mouvement syndical.

Une double impossibilité

Les socialistes se sont ainsi trouvés longtemps devant une double impossibilité, celle de la lutte contre les républicains et celle du compromis durable avec la bourgeoisie, devant donc la tâche de rassembler socialistes et républicains sans pour autant compromettre les premiers dans le partage du pouvoir avec les seconds. Tel est l'exercice de voltige qu'ont pratiqué tous les dirigeants socialistes depuis jadis jusqu'à Mitterrand. Les traits essentiels du Parti socialiste en ont découlé dessinant une sorte de modèle générique : l'importance de la doctrine marxiste, « marqueur » idéologique d'autant plus important que l'identité est régulièrement en question, l'existence de courants divisés sur l'interprétation de cette doctrine, la faiblesse de la base sociale et une réelle dépendance vis-à-vis de l'environnement, la légèreté des structures organisationnelles, un faible degré de cohésion qui rend indispensable le rôle d'un leader, maître de la « synthèse ».

Il est aisé de comprendre pourquoi le pouvoir a toujours été une épreuve pour le socialisme. Que ce soit en 1936, à la Libération, encore plus dans les gouvernements de « troisième force », et, récemment, depuis 1981, il a non seulement mis en évidence l'écart entre des promesses et des réalités (mais cela est commun à tous les partis) mais surtout mis à mal l'identité contradictoire du Parti socialiste. A chaque fois, les socialistes ont dû travailler à refonder leur identité. Ils l'ont fait en retrouvant une intransigence idéologique, en condamnant les alliances à droite, en se réunissant autour d'un leader. Au fur et à mesure évidemment que, le temps passant, le Parti socialiste s'est intégré pleinement dans le jeu politique, les refondations ont été plus difficiles. Mais il a été possible qu'elles gardent les mêmes caractères — car la structure de la

gauche, le Parti socialiste assis dans un entre-deux, entre une gauche modérée et une gauche révolutionnaire, pouvait conserver une capacité de synthèse conciliant la « réforme » et la « révolution », en un mot la République et le socialisme. De cette faiblesse, le socialisme coexistait avec le communisme selon les hommes et selon les périodes a pu tirer les ressources de ces renouveau successifs malgré les crises traversées.

Aujourd'hui, la crise paraît plus grave. Elle va bien au-delà de l'usage naturel du pouvoir. Car, à la fois, la doctrine et la stratégie sont en cause. La doctrine, bien sûr. Le déclin du marxisme est patent. Mais c'est surtout la réalité qu'il recouvre qui est en cause. Le choix du printemps 1983, qui, sous la question du maintien ou non du franc dans le SME, amène de fait l'acceptation d'une économie de marché ouverte sur le monde, remet en cause ce qui était le cœur de la doctrine depuis le Front populaire, la confiance quasi exclusive dans l'action réformatrice de l'Etat national. La nationalisation était devenue depuis cette date le critère de l'orthodoxie socialiste en étant censée répondre aux nécessités économiques, sociales et politiques. Le projet socialiste de décembre 1991 en a pris acte.

L'usage du pouvoir

La stratégie également est en cause. L'union de la gauche tripartite, gauche républicaine, gauche socialiste, gauche communiste, n'a plus le sens qu'elle a en longtemps dans la mesure où le Parti communiste n'a plus de légitimité réelle tant qu'il n'a pas mis en œuvre la même mutation que le communisme italien. Une troisième dimension s'ajoute à ces deux données déjà importantes. Elle tient dans la crise morale que traverse le Parti socialiste. On peut certes répondre qu'il en allait ainsi dans les crises précédentes. La crise morale provoquée par l'union sacrée de 1914 à 1917 ou pas été pour rien dans l'affaiblissement de 1920. L'attitude collaborationniste d'un courant de la SFIO a handicapé les socialistes à la Libération. L'absence de dénonciation des actes de torture pendant la guerre d'Algérie a profondément discrédité le « socialisme mitterrandien ». Aujourd'hui, la crise morale a une origine en un sens moins dramatique mais non moins grave. Les « affaires » ne touchent qu'une petite minorité de personnes. Mais l'impression est forte que les socialistes n'ont pas maîtrisé non l'exercice du pouvoir — au contraire, ils ont fait la preuve de leur capacité à gouverner — mais l'usage du pouvoir.

Si une refondation est à nouveau nécessaire, elle ne peut donc ressembler à celles d'hier, pour des raisons qui tiennent à la fois à l'évolution du Parti socialiste français et à la situation générale du socialisme démocratique aujourd'hui.

Les refondations ou tentatives de refondation successives du Parti socialiste jusqu'au congrès d'Epinay ont voulu signifier un retour à la fidélité doctrinale, une critique de l'exercice du pouvoir, une volonté d'effacer la coupure de Tours dès que les conditions le permettaient, la réaffirmation de la primauté du parti sur le pouvoir, du militant sur l'élite, enfin, l'irréductibilité du « Parti socialiste de toujours » à toute autre formation politique. La refondation d'Epinay en 1971 a représenté un modèle différent d'adaptation. François Mitterrand a entendu réévaluer l'objectif du pouvoir. Mais, dans les conditions du moment, il s'agit d'échanger en quelque sorte cette réévaluation, et ce qu'elle exigeait du point de vue de sa propre autonomie par rapport au parti, contre

le retour à l'orthodoxie doctrinale — rupture avec le capitalisme, union avec le Parti communiste, refaçon des concepts marxistes, rejet de la social-démocratie, — qui conduisait à mesurer l'ampleur des transformations à apporter à l'heure des nationalisations réalisées. Ce modèle d'adaptation a révélé son efficacité : reconstitution d'un grand Parti socialiste et victoire électorale.

Pourtant, son coût est apparu de plus en plus lourd au fur et à mesure que l'exercice du pouvoir se prolongeait, surtout après le tournant de la politique gouvernementale en 1983. La position prééminente de François Mitterrand, à la fois dans l'Etat et dans le parti, jointe au fait qu'il n'éprouve pas le besoin de hâter la révision doctrinale d'un parti de plus en plus en porte à faux par rapport à l'action gouvernementale, eurent pour conséquence que le parti put ainsi entretenir l'illusion que la politique gouvernementale socialiste ne l'engageait pas totalement, se réservant le rôle d'aiguillon du gouvernement et différant le plus longtemps possible le moment de la révision doctrinale. Lorsque celle-ci fut enfin lieu à la fin de l'année 1991, ce fut dans des conditions telles qu'elle fut davantage un état des lieux courageux et lucide de la fin de l'orthodoxie socialiste qu'une véritable redéfinition, maîtrisée et assumée, des objectifs futurs du socialisme français.

La nouvelle refondation ne peut à l'évidence reproduire le modèle d'Epinay et moins encore celui des refondations antérieures. Les circonstances exceptionnelles ne peuvent être invoquées pour justifier les dix années de gouvernement socialiste. Le Parti socialiste se dit désormais volontiers social-démocrate et il a renoncé à faire des nationalisations le moyen et la mesure du changement socialiste. L'alliance préférentielle avec le Parti communiste appartient au passé. Le surgissement des « écologistes » et la permanence d'une sensibilité centrée l'obligent, compte tenu de son propre affaiblissement, à repenser ses alliances. Surtout, en devenant un parti à vocation gouvernementale, il est contraint de terminer lui-même le mouvement d'inversion des priorités commencé par François Mitterrand, cessant d'être un instrument pour devenir acteur à part entière et redéfinissant ses objectifs à partir des buts et des contraintes de l'action gouvernementale. Plus que jamais, sauf à se résoudre à se dissoudre, François Mitterrand avait jadis interrompu le cours, il lui faut mettre au centre de sa réflexion et au premier rang de ses préoccupations la reconquête d'une capacité de transformation sociale dans l'action gouvernementale même dont la crédibilité est aujourd'hui fortement entamée.

La difficulté est qu'au moment où le socialisme français prend enfin le cap social-démocrate pour tenter de retrouver un équilibre et une identité, la social-démocratie elle-même traverse une crise qui, si elle n'est pas la première de sa longue histoire, n'est pas moins une grave gravité particulière. Cette crise est à la fois politique, idéologique et organisationnelle, et le parti français la subit comme ses homologues européens.

Crise politique et idéologique, car les deux sont liées. A partir de la fin des années 30, les partis socialistes avaient pu assumer l'exercice du pouvoir normal en régime capitaliste et effectuer leur révision doctrinale sans abandonner leur objectif de transformation sociale. Cela avait été rendu possible par la mise en œuvre de politiques gouvernementales d'inspiration keynésienne qui produisaient à la fois le plein emploi, la modération économique, et permettaient le financement des régimes de protection sociale. Les chocs

pétroliers des années 70 et 80 et les déréglés monétaires ont ouvert une période nouvelle au cours de laquelle le « keynésianisme dans un seul pays » qui fondait le compromis social-démocrate a perdu sa pertinence. Le passage du « capitalisme organisé » au « capitalisme désorganisé », l'ouverture continue des marchés et le ralentissement de la croissance ont provoqué une augmentation structurelle du chômage.

Défaites électorales

L'après croissance de la concurrence économique, les limites des finances publiques et l'accroissement du chômage ont conduit les gouvernements, notamment socialistes, à privilégier à la fois la compétitivité des entreprises et la limite des déficits, et donc à priver la modération salariale. Les tensions internes produites par ces tentatives gouvernementales ont eu pour conséquences les défaites électorales du socialisme anglais, en 1979, puis allemand en 1982. Les sociaux-démocrates suédois ont connu le même sort un peu plus tard. Aujourd'hui, ces trois partis sont dans l'opposition. Depuis plus d'une décennie, les socialistes ont été confrontés au dilemme suivant : aller de plus en plus loin, dans la révision doctrinale et les politiques gouvernementales suivies dans le sens d'une modernisation de leur capitalisme national — par exemple en Espagne, dès l'arrivée au pouvoir en 1982, ou en France, après le tournant de 1983 — ou tenter, comme ce Grand-Éclairage après la défaite de 1979, jusqu'en 1983, un raidissement doctrinal qui n'a eu pour conséquence que l'aggravation de la perte de crédibilité gouvernementale.

A la fin des années 80, les grands partis socialistes ont remis leurs projets et programmes en chantier dans le but de tirer toutes les conséquences du changement des conditions sociales et économiques, abandonnant, comme en Suède, une grande partie de ce qui leur restait encore de spécificité socialiste. Le progrès des idées libérales, l'écroulement du communisme, l'individualisation croissante et l'apparition de demandes qui n'étaient pas prises en charge ou pas suffisamment, écologie, droit des femmes, besoins de sécurité, ont conduit les partis socialistes à élargir leur champ de réflexion et d'action, et à réduire l'aspect productiviste de leur programme. Mais cela ne suffit pas dans la période à venir où la question du chômage structurel est devenue un défi et un enjeu central pour les socialistes. Les débats dans les milieux intellectuels proches de la social-démocratie allemande, appelant à une réflexion sur le partage du travail et l'établissement d'un keynésianisme à l'échelle européenne, voire au-delà, indiquent de nouvelles directions. Les socialistes sont contraints de renouveler les schémas qui, hier, avaient marqué l'âge d'or de la social-démocratie, celui de la croissance et celui du plein-emploi. Or est loin de la simple révision des dogmes marxistes que vient d'effectuer le parti français. Il s'agit de beaucoup plus que cela, d'une explosion des cadres de référence à l'aide desquels étaient éva-

lués le progrès social, le rôle de l'Etat, la place du travail dans la société. On mesure ainsi l'ampleur du travail de réflexion à mener.

Or les partis socialistes n'ont pas d'autre issue que de progresser dans cette voie car le repli vers le statut de partis d'opposition n'a plus de sens maintenant qu'ils ont abandonné leur vieux fonds idéologique — même si demeure l'engagement en faveur des politiques de solidarité et de justice sociale — et qu'ils sont devenus des partis politiques « généralistes », c'est-à-dire ayant vocation à gouverner. La crédibilité gouvernementale est désormais la seule mesure de leur succès et la seule raison de leur action. Ils sont faits pour gouverner ou pour périr.

Crise organisationnelle aussi, et plus largement crise de la forme partisane traditionnelle, avec ce que le politologue Bernard Manin a appelé le passage de la démocratie de partis à la démocratie du public, du fait du développement des grands canaux modernes de la communication et de l'information relativement neutres que sont la télévision et les sondages d'opinion.

Crise de la représentation

Le rôle des partis est à repenser d'autant que ces transformations de la démocratie représentative les font apparaître à l'opinion comme fermés sur eux-mêmes, incapables de prendre en compte les soucis des gouvernés, établissant une barrière entre eux, au mieux arrogants, au pire corrompus. La persistance de la crise économique accentue encore cette crise de la représentation. Les partis socialistes ne sont pas les seuls à souffrir d'une telle crise de confiance. Mais elle les frappe d'autant plus durement — surtout lorsqu'ils sont atteints par des scandales comme actuellement les partis socialistes de l'Europe du Sud — qu'ils ont prétendu, depuis plus d'un siècle, assurer la véritable expression du peuple et opposer la vertu de l'action collective désintéressée à la puissance de l'argent, l'idéologie et le politicien. Le réflexe et le renouveau doivent ainsi également concerner la forme parti elle-même. Ceux des partis qui ne pourront mener à temps cette réflexion risquent d'être condamnés d'autant que les bases traditionnelles des partis sociaux-démocrates sont en voie de dissolution rapide. Les partis socialistes ne feront pas l'économie d'une réflexion hardie sur les nécessités du nouvel âge démocratique.

Puisque le Parti socialiste français se veut aujourd'hui social-démocrate, il ne peut refuser de participer à la tâche de réflexion qui est celle de toute la social-démocratie européenne aujourd'hui. L'enjeu est de reconstruire une conception du progrès social répondant aux changements intervenus dans l'organisation des sociétés modernes et dans l'ordre de la représentation politique.

► Alain Bergounioux et Gérard Grunberg sont les auteurs de *Le Long Remords du pouvoir. Le Parti socialiste français (1905-1992)*, Fayard.

FONDATION DE CULTURE INTERNATIONALE ARMANDO VERDIGLIONE

Le ciel d'Europe
Congrès de la deuxième renaissance
Paris, 4-5-6 mars 1993
Maison de la Chimie - 28, rue Saint-Dominique, Paris 7ème
Entrée libre

La Russie dans l'Europe	Fondamentalisme
L'Est de l'Europe	populisme, provincialisme, racisme
L'Italie	L'Europe de Sarajévo
La Méditerranée et l'Europe	Inventer la politique
Les médias dans l'invention de l'Europe	L'éthique et l'Europe
Arts et inventions de la deuxième renaissance	La charte européenne de la tolérance
L'intellectuel et la République	Les femmes
La nouvelle langue diplomatique	L'écriture, la société
Logique et chiffre de la parole	Science et finances
Le roman dans l'Europe du troisième millénaire	La malice et la santé
Science, art et culture	L'image de l'Europe
Nation ou tribalisme?	du troisième millénaire
La recherche de l'origine, le localisme	L'anti-sémitisme d'aujourd'hui
La cité planétaire	

B. ACHMADULINA, J. AFANASIEV, F. ARRABAL, A. ATTI, E. AYERIN, P. BANDIERA, Y. BERGER, A. BITOV, E. BONNIER, S. BOYANOV, T. BRACHET, R. BUSA, V. BYKOV, P. CALCAINO, L. CARUTO, A. CAVICCHIOLO, A. CHERKIZOV, R. CHINAGLIA, R. DADOUN, P. DAX, L. DAL SANTO, S. DALLA VAL, R. DAUDIEL, A. DEPUY, D. DESANTI, J.-P. DOLLÉ, J. EDLIS, V. ENORIEV, J.-P. FAYE, E. FONTAINE, V. FORRESTER, C. FOS, L. FOSS, C. FRUA DE ANGELL, J. FUKSIEWICZ, R. GALTEVA, S. GAVRONSKY, D. GRISONI, G. GLEICHMANN, A. GLIBOTA, C.-L. GRANDPIERRE, M. HALTER, J. HENRIC, N. IVANOVA, P. KARE, P. KAUFMANN, V. KURAEV, A. KUSNER, E. KUZNETSOV, B.-H. LEVY, D. LICHACOV, M. MAFESOLI, M. MAIOCCI, J. MAMLEJEV, J. MARTINEZ, A. MARTINI, A. MARX, G. MATHÉ, P. MATHIS, M. MESCHINI, B. MESSERER, E. MORIN, J. NAGIBIN, G. NARIA, J.-D. NASIO, A. NEGRI, M. R. OKTOLAN, J. OURY, J.-J. PAUVERT, U. PETERS, L. PUJOS, C. POMERANTZ, L. PONOMAREV, M. POPOVIC, A. QUASIMODO, J. RAMONEDA, I. RODNYANSKAJA, D. ROULOT, G. SCARFETTA, V. SELJUNIN, A. SEVCHENKO, M. SERIO, A. SIGOV, C. SINI, A. SPADAFORA, G. STAROVOTOVA, M. SVENSSON, G. TAGLIAPIETRA, G. TOSUNJIAN, A. TRONE, P. UNGARI, M. VENUZI, A. VERDIGLIONE, V. VETTORI, I. VIANU, A. ZENOV, L. ZOLOTTUSKI, J. ZWAGLEN

Le Monde de l'éducation

Mars 1993
Cahier spécialUne grande enquête
sur les jeunes d'aujourd'hui

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guilo, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Arnalric, Thomas Farenzi,
Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-55-25-25
Télécopieur : 40-55-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-55-25-25
Télécopieur : 40-50-30-10

هناك من النحل

مكتبة النخيل

ÉTRANGER

BRÉSIL : la démission du ministre de l'économie et du président de la Banque centrale

Le gouvernement hésite entre la stabilisation et la relance

Le ministre brésilien de l'économie et des finances, M. Paulo Haddad, et le président de la Banque centrale, M. Gustavo Loyola, ont présenté, lundi 1^{er} mars, leur démission, aussitôt acceptée. Remplacé par M. Eliseu Resende, un ingénieur qui dirigeait la compagnie nationale d'électricité, M. Haddad est le deuxième ministre de l'économie à quitter le gouvernement du président Itamar Franco, avec lequel il était en profond désaccord.

La réaction des marchés boursiers a été à la mesure de l'incertitude que suscitent les intentions réelles du président Franco, soupçonné de revenir à une politique populiste, susceptible d'aggraver l'inflation galopante.

RIO DE JANEIRO
de notre correspondant

Le Brésil aura connu, en cinq mois, quatre ministres de l'économie et des finances. « C'est tout simplement lamentable », estime crûment l'ancien président de la

Banque centrale, M. Carlos Looz, en disant que ce nouvel épisode « illustre parfaitement les problèmes actuels du Brésil » et les hésitations de ses gouvernants sur la politique à mener.

Face à une inflation redevenue galopante dans un contexte de stagnation, faut-il privilégier la stabilisation et la modernisation de l'économie, comme le fit l'ancien président Fernando Collor de Mello, ou sa relance, comme semble vouloir le faire son successeur ? Après la condamnation pour corruption de M. Collor, son ministre de l'économie, M. Marcello Marinho, avait quitté son poste au tout début d'octobre. Ses successeurs, M. Gustavo Krauze puis M. Paulo Haddad, n'ont chacun assumé leurs fonctions que deux mois environ.

Réformes en panne

Les raisons invoquées par les deux derniers ministres démissionnaires mettent directement ou indirectement en cause le chef de l'Etat. M. Haddad a ainsi pas caché qu'il déplorait « le caractère uniquement politique et clientéliste des récentes nominations à la Banque centrale et dans les organismes financiers nationaux ». Lors d'une

conférence de presse donnée lundi, l'ancien ministre a résumé sa position en affirmant « avoir préféré être loyal à son éthique, plutôt qu'à son pouvoir ».

Une crise larvée opposait en fait depuis plusieurs semaines le chef de l'Etat et son ministre de l'économie. Refusant d'accorder un délai à M. Haddad pour la présentation d'un nouveau plan de stabilisation, le président Franco lui avait intimé l'ordre, la semaine passée, de juguler en trois mois une inflation dont le taux mensuel est de 30 %.

Les décisions les plus simples donnaient matière à controverse, comme l'illustra la « guerre des trois zéros » sur le cruzeiro (voir encadré). Pour réaffirmer ses vues contestées et son autorité, le président avait même téléphoné à un éditeur de la presse pour déclarer : « Celui qui commande dans le gouvernement c'est moi, et le ministre de l'économie, comme n'importe quel autre, ne reste au gouvernement que par ma volonté ».

Cette nouvelle démission ne fait qu'ajouter à la confusion ambiante. Les réformes structurelles lancées sous M. Collor (fiscalité, douanes, modernisation de la législation des

brevets et des ports) sont différées, l'important plan de privatisation a été suspendu par M. Franco, au moins temporairement. Les difficiles négociations menées sur la restructuration de l'énorme dette du pays devaient vraisemblablement être, une fois encore, reportées à une date ultérieure. Une mission du FMI était arrivée lundi, dans le cadre d'une mission d'évaluation, à l'issue de laquelle le sort d'un crédit-relais de deux milliards de dollars devait être revu.

Un nouveau « soldat du président »

La réaction des marchés a largement reflété l'inquiétude ambiante. La Bourse de São Paulo a accusé une baisse de 5,5 %, celle de Rio de Janeiro de 4,1 %, alors que l'or et le dollar étaient cotés à la hausse (plus 1,65 % et 3 % respectivement). Cette crise intervient alors que la confiance des milieux économiques semblait progressivement revenir, un capital enjourné de nouveau presque réduit à néant.

Dans sa toute première déclaration, le nouveau ministre, M. Eliseu Resende, âgé de soixante-quatre ans, s'est présenté comme un simple « soldat du président » et s'est refusé à convoquer un nouveau plan de choc. Ministre des trans-

ports entre 1979 et 1985 sous le gouvernement militaire, cet ingénieur est un ami personnel du président, originaire, comme lui, de l'Etat du Minas Gerais, dans le sud du pays.

Le chef de l'Etat, dorénavant presque exclusivement entouré par des amis politiques ou par des proches, n'a toujours pas tracé les grandes lignes de son programme économique. Il s'est contenté, depuis son accession au pouvoir en octobre dernier, d'aborder des problèmes ponctuels (prix des médicaments ou relance de la fabrication de la Coccinelle comme voiture populaire). Un blocage des prix d'une dizaine de produits alimentaires de base (riz, sucre, huile, haricots...) a d'autre part été annoncé lundi.

Beaucoup d'observateurs craignent que la tendance populiste du gouvernement Franco ne s'accroisse. L'ancien président de la Banque centrale d'exclut pas un éventuel blocage du taux de change. « D'une manière générale », dit M. Lagoni, le discours s'oriente de plus en plus vers une relance de la croissance et non pas vers une stabilisation de l'économie. Avec tous les risques graves d'explosion de l'inflation que cela comporte. »

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Guerre des zéros autour du cruzeiro
RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Les trois derniers zéros qui élargissent la monnaie brésilienne font l'objet depuis plusieurs mois d'une querelle à rebondissement. L'inflation, dont le taux a atteint 30 % en janvier et autant en février, rogne chaque jour la valeur du cruzeiro. Ainal, entre l'annonce du lancement du nouveau billet de 500 000 cruzeiros, et son arrivée six semaines plus tard dans les banques, il avait déjà perdu 42 % de sa valeur. Aujourd'hui, 1 000 cruzeiros ne valent que 0,008 franc, et le meagre salaire minimum (équivalent à 300 francs) dépasse le million, 1,25 million très exactement.

Pour faciliter la tâche, ne serait-ce que d'un simple utilisateur de calculatrice, la banque centrale avait imaginé de supprimer trois zéros à la fin de l'année dernière. Le président Itamar Franco s'était alors opposé à une mesure jugée « démoralisante ». Dans la rue, le cruzeiro amplifié est déjà pourtant « monnaie courante ». Le caferier ne demande que 5 cruzeiros pour un jus d'orange et le chauffeur de taxi, 20 pour une simple course. L'agilité mentale des Brésiliens n'est plus à démontrer : ils ont connu, en dix ans, le cruzeiro, le cruzado, le cruzeiro novo, le cruzeiro novo, le cruzeiro novo, le cruzeiro novo.

Cette gymnastique déroute totalement le touriste de passage qui ne sait plus s'il vient de dépenser des fortunes, de se faire avoir, ou de réaliser l'affaire de sa vie. Les entrepreneurs, qui ne peuvent légalement faire autrement, s'assurent à des acrobates comptables « plus compliqués » que les informaticiens développant des logiciels d'imagination pour faire rentrer dans leurs programmes les milliers de milliards, tout en envisageant d'utiliser les trillions. Les commerçants demandent souvent un paiement « par tranche de million », leurs caisses enregistreuse étant dépassées par les zéros.

Conscient de cette aberration, le ministre de l'économie et des finances démissionnaire avait donc reproposé la suppression de ces trois zéros. Mais le chef de l'Etat est au nouveau intervenu, assurant qu'il avait été désagréablement surpris en apprenant ce projet. Selon son porte-parole, le président n'avait pas pensé à ce dossier, n'en avait pas eu l'initiative, n'en avait pas eu l'initiative. Nul ne sait si le nouveau ministre de l'économie osera relancer cette guerre des trois zéros.

D. H.-G.

Colombie : Medellin à feu et à sang

Neuf voitures piégées en six semaines, 3 600 crimes en six mois, la capitale de la drogue est la proie de multiples vendettas

MEDELLIN
de notre envoyé spécial

Deux hommes gisent sur le trottoir, la tête troncée, au coin de la 50^e Rue, au centre de Medellin. Le sang fait une petite rigole dans le carrousel. La nuit est tiède et moite. Les voitures passent, encore sur sa moto. Pas un policier, pas un militaire en vue. La capitale de l'Antioquia, militarisée depuis la semaine dernière pour la chasse à Pablo Escobar, le chef du cartel de la drogue de Medellin, reste une ville ouverte à la délinquance et aux règlements de comptes.

Une demi-douzaine de jeunes Noirs, en jean et t-shirt de corps, contemplant cette scène si banale de western. L'un d'eux pose un journal sur le visage des cadavres anonymes. La rue est jonchée de papiers sales. Les éboueurs sont en grève depuis une semaine, et cette ordure insupportable ajoute au côté sinistre du décor.

A cinquante mètres de là, les façades de la Maison du café et de l'immeuble des télécommunications sont criblées d'obus. La dernière voiture piégée a frappé vendredi dernier le cœur même de la ville. Medellin est fiévre, traumatisée. Cette nuit, les rues du centre, de la 50^e à la 70^e, si animées d'habitude, sont quasiment désertes. La Columbia n'est qu'un long boulevard obscur. Les restaurants et les discothèques, qui se succèdent au long de la 70^e, éclairés par de faibles luminaires, ont perdu leurs clients.

Les communes, ces immenses quartiers populaires du nord-est et du nord-ouest, qui se font face comme les tribunes d'un stade gigantesque, sont recroquevillées sur leur agio. A Bellavista, les policiers de quartier écoutent au loin les échos de rafales d'armes automatiques. « La nuit, dit un lieutenant, policiers et militaires sont consignés dans leur cantonnement. » Seules les patrouilles, assez rares semble-t-il, circulent.

Les communes, 600 000 habitants, viviers de sicarios, les tueurs à gages, appartiennent plus que jamais aux milices popu-

lares, dont les autorités affirment qu'elles sont passées au service du cartel. L'alliance de groupes dissidents de la guérilla et de narcos locaux est un thème largement débattu. Vrai ? Faux ? Medellin est en proie à une nouvelle vague de violence, la plus violente du pays le plus violent du monde.

Tueur à gages kamikaze...

« C'est pire qu'il y a dix ans », affirme Maria Angelica, la directrice des ventes d'un supermarché. Il y a dix ans, on lui a volé sa voiture. Elle était au volant, en pleurs, elle a été tuée. Un jeune type l'a braquée avec un revolver, à visage découvert. Personne, dans la file de voitures, n'a bronché. Terrorisée, elle a donné ses clés. « C'était une Sprint, dit-elle, dernier modèle, toute neuve, vert olive. On m'a volé une illusion... » Elle ajoute avec une lueur d'excitation dans le regard : « Au moins, j'ai sauvé ma vie. » Jours tranquilles à Medellin...

Trois mille six cents crimes en six mois ; neuf voitures piégées depuis un mois et demi ; en tout une bonne tonne de dynamite. Quarante meurtres depuis deux semaines, attribués aux vendettas

entre cartels rivaux, guerre entre Pablo Escobar et la police. Les deux cadavres de la 50^e Rue s'ajoutent à la dizaine de tués par balles du dernier week-end.

Des meurtres sans mobile apparent. Narcotraficant ? Peut-être, mais pas sûr, et pas tous. La ville entière s'interroge. « L'industrie des sicarios est de nouveau en expansion rapide », affirme M. Oscar Paredes, directeur régional du DAS, la police secrète. « Trop facile, ajoute un recteur d'université, de tout mettre sur le dos de Pablo Escobar. » De fait, la violence est partout, multiforme, sans barrières et sans possibilité pour les autorités du moindre contrôle réel.

Assassinat d'un riche homme d'affaires proche de Pablo Escobar

M. Luis Guillermo Londono White, riche homme d'affaires proche de Pablo Escobar, le chef du cartel de la drogue de Medellin, a été enlevé et assassiné, lundi 1^{er} mars, par un commando d'une trentaine d'hommes, au réclamation de l'organisation Pages (Personnes persécutées par Pablo Escobar). Le même jour, M. Jose Fernando Posada, le cerveau

financier du cartel, s'est livré à la police.

La semaine dernière, près de six millions de dollars ont été saisis sur neuf cents comptes en banque, et deux cent cinquante personnes ont été arrêtées en Colombie, au cours d'une vaste opération contre les réseaux de blanchiment de l'argent de la drogue.

Militaires de la 4^e brigade, troupes d'élite et parachutistes venus de Bogota la semaine dernière, superflus du groupe spécial de recherche du paraio, milices populaires, guérilleros dissidents ou encore affiliés au FARC communiste, ou à l'ELN castriste, tués à la page du cartel de Cali, rival de Medellin, shires de pepes (personnes persécutées par Pablo Escobar), organisations clandestines financées par d'anciens membres du cartel de Pablo ayant jéré d'avoir le peu du « patron », groupes d'autodéfense et paramilitaires du moyen Magdalena et de l'Uraba (nord-Antioquia), gardes du corps des officiers, des notables, des industriels

menacés d'enlèvement (un millier d'entre eux ont préféré quitter provisoirement la ville), sicarios du groupe : cela fait beaucoup de gens en armes, d'alliances et de rivalités toujours susceptibles de retournement.

Qui tue qui et pourquoi ? Questions sans réponses. Bilan de la dernière semaine à Medellin : Gloria Londono, vingt-huit ans, avocate, maire d'Abirigui, assassinée. Six jeunes molards, adeptes de moto-cross, massacrés dans une station-service. « Le fils de Pablo Escobar protège aussi ce sport », constate un officier du DAS. Cinq autres jeunes garçons abasus à Campo Valdes, un quartier populaire du nord-est. Jose Molina, trente-cinq ans, dirigeant du principal syndicat agricole de l'Uraba, assassiné près de la salle des congrès.

Un inconnu, portant brassard de la police secrète, armé d'un fusil d'assaut, réussit à pénétrer dans les locaux de la mairie d'Envigado, pourtant considérée comme un véritable bunker. Il mitrailla couloirs et bureaux à la recherche du maire. Sans succès. Il ressortit et se suicida « ou cyanure », selon la version officielle. Un tueur à gages kamikaze : c'est la dernière et surprenante variante de la violence locale.

MARCEL NIEDERGAANG

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN
Le président s'est rendu au Pakistan pour des négociations

Le président afghan est arrivé, lundi 1^{er} mars, à Islamabad pour y participer aux pourparlers organisés par le gouvernement pakistanais afin de restaurer le paix à Kaboul. M. Burhanuddin Rabbani est l'hôte du premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, qui a également invité plusieurs dirigeants afghans, parmi lesquels le chef fondamentaliste Gulbuddin Hekmatyar. Mais on ne sait si ce dernier acceptera de se rendre à Islamabad, et aucun calendrier n'a encore été annoncé pour ces pourparlers.

D'autre part, le ministre de la défense de Kaboul, M. Ahmad Shah Massoud, cité par l'agence américaine UPI, a demandé qu'un comité de religieux islamiques, de juristes et d'intellectuels soit formé pour aider à trouver une solution au conflit entre factions afghanes. Il a accusé, sans les

nommer, « ces poys qui ont donné une aide militaire et financière à Hekmatyar », un homme qui ne cherche que le pouvoir et qui est prêt à tout pour y parvenir. « Nous voulons un règlement politique obtenu par la négociation. Mais si nous devons nous battre, ce sera une opération éclair. Nous nous préparons pour de nouveaux combats, et nous en ferons une guerre très brève », a-t-il affirmé.

MAROC
De « graves problèmes » de droits de l'homme officiellement reconnus

Fondé en 1989 par le roi Hassan II, le Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH) a admis, lundi 1^{er} mars à Rabat, qu'il existait de « graves problèmes ».

Lors d'une conférence de presse, le premier du genre, les dirigeants du CCDH ont indiqué que les « problèmes des détenus politiques, l'entrave au droit à la circulation dont souffrent plu-

sieurs citoyens privés de leur passeport, ainsi que la situation dégradante et décevante dans les prisons européennes feront prochainement l'objet d'un examen très approfondi pour leur trouver des solutions. »

La question des grèves de la foim entamées récemment par plusieurs délégués politiques à Kénitra et Casablanca (le Monde daté 28 février-1^{er} mars) sera examinée en priorité, a fait savoir le Conseil. - (AFP)

CONGO : treize-trois Zaïrois expulsés ont péri dans un naufrage

De sources hospitalières, on a indiqué, lundi 1^{er} mars à Brazzaville, que treize-trois Zaïrois sont morts noyés, à la suite de l'échouement de la passerelle d'un bateau qui assurait la traversée du fleuve Congo, entre Brazzaville et Kinshasa. Le bateau assurait le transport de Zaïrois expulsés du Congo. Les autorités congolaises se livrent actuellement à des expulsions massives d'émigrants qui cherchent à fuir la misère et les violences politiques au Zaïre. - (AFP, Reuters)

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

IUA
SAN FRANCISCO

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,
spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

Ph. D. Doctorate of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission : Diplômés de l'enseignement supérieur en management : DEA - DESS - MBA...

■ Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-dissertation de 2 ans hors résidence.

MBA Master of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission 3^e Cycle : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises.

■ Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris
Tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme accrédité en Ase - AMA HONG KONG

IUA
SAN FRANCISCO

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

L'attentat du World Trade Center a mis en lumière l'insuffisance des conditions de sécurité dans les gratte-ciel

L'explosion qui a secoué le World Trade Center le 26 février, faisant cinq morts et un millier de blessés et creusant un cratère de plus de 30 mètres sur six étages en sous-sol, provenait d'une charge de 500 à 700 kilos, sans doute de dynamite, transportée à bord d'une camionnette, a indiqué, lundi 1^{er} mars, M. James Cox, directeur new-yorkais du FBI. L'attentat pourrait être l'œuvre d'un cartel de la drogue ou d'un groupe terroriste. Tous les jours d'après le FBI, la vérification des plaques d'immatriculation des véhicules entrés dans le parking peu de temps avant l'explosion a apporté des indications utiles. Les policiers ont indiqué de leur côté qu'ils étaient en possession de deux bandes vidéo filmant l'entrée du garage. L'attentat a relancé le débat sur les conditions de sécurité dans les gratte-ciel.

NEW-YORK

de notre correspondant

« On recommence. Comme d'habitude. » Pour les 2 500 employés des bureaux de commerce abrités dans l'un des bâtiments du World Trade Center et qui ont été les seuls loca-

taires autorisés à regagner leur lieu de travail lundi, la vie a repris son cours. A cette nuance près que la ventilation est réduite au minimum et qu'il n'y a ni eau ni chauffage. La peur d'une nouvelle explosion ? La plupart affirment qu'ils n'y pensent pas. Après tout, ils travaillent sur des marchés à hauts risques et le danger fait déjà partie de leur quotidien.

En revanche, parmi les 55 000 personnes qui ont échappé au piège des tours jumelles et dont certaines sont revenues sur place lundi matin pour s'informer sur un éventuel retour à la normale, les questions ne portent pas tant sur l'identité des auteurs de l'attentat que sur les conditions de sécurité, que beaucoup jugent insuffisantes dans ces gigantesques gratte-ciel qui font l'orgueil des métropoles américaines.

Car le malaise n'est pas seulement new-yorkais. A Chicago par exemple, où se dressent à plus de 480 mètres du sol les 110 étages de la tour Sears, la plus haute des États-Unis, les 6 000 employés sont aussi particulièrement nerveux, ainsi qu'un témoin l'émotion suscitée lundi matin par la découverte d'un colis suspect qui devait s'avérer n'être qu'un sac poubelle.

Au World Trade Center, où les superstructures, reposant sur 1,25 million de tonnes de fondations coulées dans le béton, n'ont pratiquement pas bougé, et où la rapidité des secours et le sang-froid des personnes tentant de quitter les bâtiments ont permis d'éviter un

scénario digne de la Tour infernale, tous les témoignages concordent pour déplorer le manque total d'informations en cas d'accident. Privés de tout système sonore en raison du manque d'électricité, mais aussi de lumières d'urgence fonctionnant sur batteries, les occupants ont été livrés à eux-mêmes, dans l'obscurité totale pour ceux qui étaient dans les escaliers.

« Le maximum de dégâts »

Les circonstances de l'attentat expliquent en partie ces défaillances. Selon le directeur de la Port Authority, la voiture piégée « avait été placée exactement à l'endroit où elle pouvait provoquer le maximum de dégâts », à proximité des systèmes de contrôle et d'urgence, centralisés au même endroit et détruits aussitôt par la déflagration. L'explosion a également neutralisé les systèmes de ventilation, et les générateurs électriques ont été rendus inutilisables par la mise en service des dispositifs anti-incendie et la rupture des conduites d'eau. De plus, l'électricité a été immédiatement coupée pour éviter tout risque d'électrocution, bloquant les 250 ascenseurs.

« Avec plusieurs collègues, j'avais réussi à descendre du 78^e au 45^e étage au milieu d'une épaisse fumée, mais là, c'était devenu insupportable. J'ai dû remonter. Nous avons eu la chance de tomber sur une petite cafétéria et de trouver de l'eau. Nous nous sommes mis des serviettes

moillées sur le visage et, plus morts que vifs, nous avons attendu trois heures les pompiers », explique un rescapé. D'autres ont réussi à s'échapper, comme cette secrétaire qui, se heurtant longtemps à des issues de secours fermées, a trouvé son chemin grâce à la lampe de poche glissée dans son sac à main.

Interrogé sur le fait que le World Trade Center, propriété des autorités portuaires de New-York et du New-Jersey, ne soit pas soumis à la réglementation anti-incendie de la ville de New-York, le directeur de la Port Authority a éludé la question et indiqué simplement qu'il n'envisageait pas de réaménager les lieux dans les étages supérieurs au lieu d'être disposés en sous-sol et que les indications sur les murs seraient peintes avec une matière phosphorescente.

Il est temps. En 1987, une section anti-terroriste de la Port Authority avait réclamé des mesures pour prévenir un éventuel attentat à la voiture piégée. Elle préconisait notamment que le parking en sous-sol ne soit pas accessible au public et que des lumières d'urgence, fonctionnant sur batteries, soient installées dans les escaliers. Ces recommandations n'avaient pas été suivies d'effet. A l'exception de celle qui prévoyait de renforcer le dispositif de sécurité au 67^e étage de l'une des tours jumelles, là où se réunissent les directeurs de l'organisation et son conseil d'administration.

SERGE MARTI

Le président Clinton lance son projet de « service national civil »

Le président Bill Clinton a appelé, lundi 1^{er} mars, tous les jeunes Américains à lui écrire à la Maison Blanche afin de soutenir le projet de « service national civil » qu'il entend présenter au Congrès. Ce programme, dont le coût est estimé à 7,4 milliards de dollars sur quatre ans, est destiné à aider les étudiants à financer leurs études par des prêts fédéraux remboursables en heures de tra-

vail d'utilité collective. Pour convaincre les parlementaires de voter ces nouvelles dépenses, qui s'ajoutent aux 15 milliards de dollars du plan de relance compris dans le programme économique présenté le mois dernier, M. Clinton a décidé de lancer l'opération à titre expérimental avec un millier de volontaires dans une dizaine de villes dès l'été prochain. (AFP, UPI)

□ Dernière « loterie » pour l'attribution de 40 000 visas permanents. Le département d'État organise, à partir du mardi 2 mars, pour la troisième et dernière année consécutive, une loterie qui permettra aux ressortissants de trente-sept pays d'obtenir des visas permanents pour les États-Unis, en envoyant leur candidature par courrier d'ici fin mars. L'année dernière, une personne sur vingt avait ainsi été tirée au sort. Comme les fois précédentes, 40 000 personnes seront sélectionnées, dont 16 000 de nationalité irlandaise. Tous les ressortissants de pays européens peuvent participer à la loterie. En revanche ceux d'Afrique, d'Amérique latine (à l'exception de l'Argentine) et d'Asie (sauf le Japon) ne peuvent tenter leur chance. (AFP)

□ Un Américain sur dix a reçu des allocations alimentaires en décembre. Un nombre record de 26,2 millions de personnes, soit un Américain sur dix, ont reçu des allocations alimentaires en décembre 1992, selon des statistiques officielles publiées, lundi 1^{er} mars, à Washington. La situation économique et les rigueurs de l'hiver ont contraint le départe-

ment de l'Agriculture à y consacrer 1,8 milliard de dollars, soit 68,40 dollars par bénéficiaire. Entre décembre 1991 et décembre 1992, le nombre de bénéficiaires de ces allocations a augmenté de 1,8 million. Au cours de la même période, celui des chômeurs a progressé de 7 %. (AFP)

□ ARGENTINE : M. Oscar Camilión, ancien ministre de la Défense. Le président Carlos Menem a nommé, lundi 1^{er} mars, M. Oscar Camilión, actuellement représentant des Nations unies à Chypre, au poste de ministre de la Défense. Il succède à M. Erman González, qui doit se présenter aux élections législatives de septembre pour le parti péroniste au pouvoir. M. Camilión, un avocat de soixante-trois ans, avait été ministre des affaires étrangères en 1981 sous la dictature du général Roberto Viola. Il devra notamment assurer la reconstruction des forces armées, faire face aux revendications de saïres militaires et abandonner le projet de missile Condor II, comme s'y est engagé l'Argentine devant les États-Unis. (AFP, UPI)

ASIE

CAMBODGE : les difficultés de l'ONU

Un remaniement de la direction de l'APRONUC paraît indispensable

Comment sortir de sa paralysie actuelle l'intervention des Nations unies au Cambodge ? Telle est la question à laquelle M. Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général de l'ONU, devrait d'autant plus rapidement donner une réponse que la campagne pour des élections générales, toujours prévues du 23 au 27 mai, doit commencer dès le 7 avril et qu'elle se présente dans de bien mauvaises conditions.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Au sein de l'APRONUC, l'Autorité provisoire de l'ONU pour le Cambodge, le moral est au plus bas. Fondé sur la réconciliation et la bonne volonté, l'accord de paix signé à Paris en octobre 1991 s'est révélé, à l'usage, inadéquat. Au lieu de fonder les Khmers rouges, il leur a rendu une légitimité dont ils se servent comme d'un tremplin. Ils ont décidé de ne plus appliquer l'accord dès qu'il a été question, en juin dernier, de leur reprendre leurs fusils. En prenant acte, l'autre faction politico-militaire - le régime de Phnom-Penh - s'est organisée pour conserver le contrôle de la situation et ne pas perdre le pouvoir à l'occasion d'un éventuel scrutin.

L'APRONUC n'a pas eu les moyens d'imposer une paix désarmée, sans même parler d'un cessez-le-feu. Elle semble encore moins posséder ceux de gérer une paix armée. Elle n'a pas su prévenir le pillage, par les Thaïlandais et les Chinois d'outre-mer, des ressources

du pays, qui se poursuit avec la complicité de toutes les factions, y compris les Khmers rouges, dont l'image de « nationalistes fanatiques » en a pris un sérieux coup. Elle n'a pas davantage ralenti l'émigration de travailleurs vietnamiens. Le plus inquiétant, c'est que la braderie du Cambodge reprendrait sans doute de plus belle si les perspectives de guerre civile s'estompaient définitivement.

Ce n'est pas le cas. Boudé par les Khmers rouges et laissant de côté Norodom Sihanouk - le seul Cambodgien qui puisse revendiquer une légitimité -, l'élection d'une Assemblée au scrutin de liste offre déjà quelque chose de dérisoire. Elle a beau être organisée par l'ONU, elle risque de se dérouler dans la confusion. De quelle autorité disposent les nouveaux élus ? Sur les vingt partis reconnus par l'APRONUC, combien dénonceront les résultats dès le lendemain du scrutin ? Que se passera-t-il si le régime de Phnom-Penh perd des élections qui se seront déroulées, presque exclusivement, dans la zone qu'il administre et que ses forces armées contrôlent ? Dans l'hypothèse inverse - la victoire du Parti du peuple de MM. Hun Sen et Chea Sim -, qui pourra empêcher ces derniers de reprendre, contre les dissidents khmers rouges, le sentier de la guerre ?

L'APRONUC ne peut être tenue responsable du caractère impraticable de l'accord de Paris. En revanche, le refus de M. Gérard Porcell, responsable de l'administration civile, de renouveler son contrat avec l'APRONUC (le Monde du 28 février et 1^{er} mars), vient de souligner, s'il le fallait encore, les frustrations à l'égard d'une direction consensuelle qui ne prend guère d'initiatives, encaisse les coups au lieu de tenter d'imposer son auto-

rité, et laisse le navire prendre l'eau. La direction actuelle de l'APRONUC, débauchée tardivement au Cambodge, le 15 mars 1992, n'a pas su prendre ses marques.

Retrouver un semblant d'autorité

Elle n'a pas su établir des relations de travail et de confiance avec un prince Sihanouk de plus en plus préoccupé par ses problèmes de santé et dont la popularité demeure réelle. Elle n'a pas su rappeler aux factions en présence, à commencer par les Khmers rouges, qu'elle était l'autorité, si provisoire soit-elle. Elle n'a pas su tenir à distance ceux,

étrangers comme Cambodgiens, qui entendaient exploiter la situation. On en est arrivé au point où des Khmers rouges saisissent les véhicules de l'ONU et où un véritable commando de bandits armés dévalise - c'était à la veille de la visite de M. François Mitterrand - la Conservation d'Angkor. La population khmère a beau toujours soutenir que les « bérêts bleus » demeurent sur place, car leur présence rassure encore, il n'en reste pas moins que la crédibilité de l'APRONUC s'est effilochée au fil des mois.

Pour que le scrutin, s'il a lieu, ne tourne pas à la confusion, l'APRONUC doit retrouver un semblant

d'autorité : sa direction doit donc être réorganisée. Selon de bonnes sources, on y songe à New-York car il ne suffit pas, ainsi que M. Boutros-Ghali l'a recommandé à l'issue de sa récente visite au Japon, de prolonger le mandat de l'APRONUC. Le secrétaire général doit prendre des mesures pour vaincre une paralysie d'autant plus regrettable que des programmes de l'ONU - du rapatriement des réfugiés en passant par un début de déminage ou de premiers efforts de réhabilitation d'une infrastructure en ruine - ont été entrepris avec succès. Le prince Sihanouk a déjà, à plusieurs reprises, tiré la sonnette d'alarme. En jetant finalement l'éponge, après

plusieurs semaines d'hésitations, M. Porcell en fait tout autant. Seront-ils entendus à New-York ?

Déjà condamné à de sérieux compromis avec ses voisins, le Cambodge peut encore replonger dans la guerre civile. Que la Chine s'en accommode ou non, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité devraient, eux aussi, au moins encourager M. Boutros-Ghali à réorganiser la direction de l'APRONUC, faute de quoi, prolonger son mandat au Cambodge ne servirait pas forcément à grand-chose.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Le forcing du prince Sihanouk

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Apparemment exaspéré par l'immobilisme des Nations unies, ne sachant pas combien de temps encore ses soucis de santé lui permettront de jouer un rôle, mais n'ignorant pas qu'il est le seul Cambodgien à pouvoir revendiquer une réelle légitimité, Norodom Sihanouk poursuit son forcing pour tenter de faire un peu bouger les choses. Dans une déclaration diffusée à Phnom-Penh, lundi 1^{er} mars, le prince a demandé que l'APRONUC se retire de son pays, quoi qu'il advienne, le 25 août prochain. Il se prononce donc contre

la prolongation du mandat des « bérêts bleus » - de dix-huit mois à l'origine - que M. Boutros-Ghali, secrétaire général de l'organisation, a annoncée à l'issue de son récent séjour à Tokyo.

Depuis des semaines, tirant la sonnette d'alarme, le prince cherche à se faire entendre de New-York, des cinq Grands et de la direction de l'APRONUC. Il s'agit, à juste titre, d'une reprise de la guerre civile. Pour tenter de sortir de l'ornière, il a même proposé de réunir, au Palais royal, une « Conférence au sommet inter-cambodgien », à laquelle participeraient les quatre factions, dont les Khmers rouges, et la formation, sous sa présidence, d'un « Gouver-

nement provisoire de réconciliation nationale » (toujours avec les quatre factions) ainsi que « la mise sur pied, sous mon commandement, d'une armée nationale unifiée ». Le gouvernement provisoire serait chargé d'organiser de nouvelles élections « sur tout le territoire cambodgien », afin d'éviter « la partition du Cambodge ».

Cette dernière initiative a, dit-il, été fraîchement accueillie par « certaines puissances occidentales » et « certains groupes khmers ». Y renonçant et tout en s'engageant à respecter le résultat des élections, le prince demande que l'ONU ne prolonge pas son mandat. Réflétant les frustrations et les inquiétudes de beaucoup de gens,

y compris dans le range de l'APRONUC, il donne l'impression de ne plus savoir à quel saint se vouer pour sortir de la paralysie actuelle et éviter le pire, la reprise de la guerre entre les Khmers rouges et le régime de Phnom-Penh.

Que les « étrangers » qui ne l'écoutent pas, conclut-il, essaient « seuls, face à l'histoire, à la nation et au peuple khmers toutes les responsabilités des accidents très graves que le Cambodge serait susceptible de connaître » après le scrutin et le retrait de l'APRONUC. Sera-t-il, cette fois-ci, entendu ?

J.-C. P.

SPECIAL "PETIT DEJEUNER" FRANCE INTER

avec Alain Juppé

France inter

ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

MERCREDI 3 MARS
8h / 9h

هناك النحل

الحكمان الناصر

EUROPE

L'opération « Tenir les promesses »

Les premiers parachutages de vivres en Bosnie-Herzégovine auraient manqué leur cible

Trois avions de l'armée américaine ont effectué, dans la nuit du lundi 1^{er} au mardi 2 mars, une nouvelle série de parachutages humanitaires sur Zepa, dans l'est de la Bosnie, à l'indiqué un porte-parole de la base Rhein-Main à Francfort. Trois Hercules C-130, qui ont largué durant la nuit 18,6 tonnes de nourriture et 0,5 tonne de médicaments, sont rentrés sans incident à la base au petit matin après avoir effectué leur mission.

Le secrétaire américain à la défense, M. Les Aspin, et le chef d'état-major de l'armée américaine, le général Colin Powell, ont estimé, lundi à Washington, que la première mission, la veille, avait été « couronnée de succès ». « De nombreux colis ont atterri dans des zones dégagées à

l'intérieur de la zone de largage désignée dans la région de Cerka. D'autres colis sont tombés à proximité de la zone de largage », ont-ils indiqué dans un communiqué.

Ces informations concernant la réussite de la première mission de l'opération « Provide Promises » (« Tenir les promesses ») sont toutefois contredites par diverses sources, sur le terrain.

Les colis de vivres et de médicaments parachutés par les États-Unis, dans la nuit de dimanche à lundi, et destinés à l'enclave musulmane de Cerka (est de la Bosnie) auraient par exemple manqué leur cible et atterri dans les positions serbes, a déclaré, lundi, le vice-premier ministre bosniaque, M. Zlatko Lagumdzija, citant des radio-amateurs

locaux et des informations des Nations unies à Sarajevo.

L'enclave musulmane de Cerka, encerclée par les forces serbes depuis plusieurs mois, était l'objectif choisi par les États-Unis pour leur première opération de parachutage en Bosnie, selon un officier de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU). Les parachutages étaient censés toucher le sol légèrement au nord de la ville, selon cette source.

La situation dans cette enclave musulmane est « très difficile », les forces serbes ont considérablement progressé et pris le contrôle de cinq villages au sud de Cerka, selon le vice-premier ministre bosniaque. Selon certaines sources citées par la radio bosniaque, Cerka serait sur le

point de tomber. Plusieurs maisons de cette ville ont été touchées par des obus serbes et sont en flammes, selon des radio-amateurs, et des dizaines de personnes auraient été capturées.

D'autres correspondants, interrogés lundi matin à Gorazde, Srebrenica ou Zepa, ont également affirmé qu'aucun des colis américains n'avait été reçu par ses destinataires, bien que le gouvernement bosniaque ait communiqué aux États-Unis toutes les données nécessaires, notamment des cartes, a souligné M. Lagumdzija.

L'opération américaine devrait être « plus audacieuse », a-t-il ajouté. Le vice-premier ministre a précisé que la Bosnie n'avait pas de conseils à donner aux Américains, mais a

laissé entendre que des parachutages de jour à basse altitude avec des Bosniaques connaissant le terrain à bord des avions seraient sans doute une solution.

« Ceux qui rigolent aujourd'hui sont les Serbes », a-t-il amèrement regretté.

Les États-Unis ont décidé dans un premier temps de parachuter 96 tonnes d'aide humanitaire. Une seconde opération devait être lancée dès la nuit de lundi à mardi par le largage de tracts sur un autre objectif, selon certaines informations non confirmées. Mais l'échec de l'opération de lundi pourrait inciter les Américains à revoir les modalités des prochains parachutages, selon un officier de la FORPRONU. — (AFP, Reuters)

Après les déclarations de M. Eltsine

L'Ukraine dénie à Moscou le rôle de garant de la paix dans l'ex-URSS

Le ministère des affaires étrangères d'Ukraine s'est vivement élevé, lundi 1^{er} mars, contre les propos tenus dimanche 28 février par le président russe, M. Boris Eltsine. Celui-ci avait revendiqué le droit pour la Russie de se voir confier par les Nations unies un mandat de maintien de la paix dans les pays de l'ex-URSS (le Monde du 1^{er} mars). « Personne en Ukraine n'a donné un quelconque pouvoir de saisir les Nations unies d'une telle demande », affirme le ministère dans un communiqué. La réalisation de cette idée équivaudrait à une violation des normes internationales existantes et de la Charte des Nations unies.

Les propos de M. Eltsine ont été repris et développés, lundi, par le maréchal Evgueni Chapochnikov, chef d'état-major des forces de la CEI : « La Russie est le pivot de la CEI à tous les niveaux, économique, ressources naturelles, capacités de défense — ce n'est un secret pour personne. Elle aura en outre le rôle de parapluie nucléaire pour les autres États, il est nécessaire qu'elle devienne la garante de la paix dans l'ex-URSS », a-t-il affirmé.

Le maréchal Chapochnikov a par ailleurs dressé le bilan des négociations sur la mise en place de la sécurité collective signée en mai 1992 à Tachkent entre la Russie, le Kazakhstan, l'Afghanistan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan. Il a indiqué que deux conceptions s'affrontaient, l'une préconisant des structures calquées sur celles de l'OTAN, l'autre préférant une formule proche de l'organisation du défunt pacte de Varsovie, donnant à la Russie un rôle prééminent. — (AP, Reuters, AFP)

○ Crève de mineurs. — Les mineurs de plusieurs bassins houillers de Russie se sont mis en grève, lundi 1^{er} mars, en présentant au gouvernement un catalogue de revendications en dix-huit points, exigeant notamment un « programme de passage à l'économie de marché dans le secteur minier ». Les représentants de deux syndicats de la branche ont appelé les grévistes à reprendre le travail, en annonçant être parvenus à un accord avec le gouvernement. — (AFP)

○ Le général Rouslan Aouchev élu président de l'Ingouchie. — Le général Rouslan Aouchev, trente-huit ans, ancien combattant d'Afghanistan, a été élu président de la République d'Ingouchie avec 99,94 % des suffrages exprimés, selon les résultats officiels diffusés lundi 1^{er} mars par l'administration ingouche. Quelque 97,1 % des électeurs se sont déplacés pour participer à cette élection au suffrage universel, la première depuis la renaissance de cette petite République supprimée par Staline, réunie avec la Tchétchénie dans la Tchétchéno-Ingouchie, puis à nouveau autonome après la scission des Tchétchéniens en septembre 1991. — (AFP)

ITALIE : l'ouverture du procès de Toto Riina

« Cosa Nostra ? Jamais entendu parler ! »

ROME

de notre correspondant

Il a mis un polo vert assorti à sa veste à carreaux et retrouvé son assurance et sa vraie coiffure : fofio, cette frange ridicule qui lui donnait l'air d'un comique des années vingt, finis aussi ces mouvements au ralenti et ce regard d'animal traqué qui, au soir de sa capture le 15 janvier dernier, avaient plongé toute l'Italie dans la perplexité : « ça » le boss des boss de la Mafia, ce mytique Toto Riina en fuite depuis vingt-trois ans ?

Dans un décor à la hauteur de son personnage (trois cents policiers pour veiller sur lui ; voitures blindées, cellule spéciale...), Doo, Toto, dont l'état, lundi 1^{er} mars, la presse a-t-elle en public, a donné sa prime mesure dans la salle du tribunal-bunker de la prison de l'Ucciardone, à Palerme, où il a été finalement transféré dans le plus grand secret. Le chef présumé de la Mafia devait répondre devant les juges de trois des principaux assassinats « politiques » commis ces dernières années et dont il aurait été le principal commanditaire : ceux du président de la région sicilienne, Piersanti Mattarella ; du secrétaire régional du PCI, Pio La Torre et de son chauffeur, Rosario Di Salvo, ainsi que celui du secrétaire provincial de la Démocratie chrétienne, Michele Reina.

Dans la plus belle tradition des « boss » mafieux arrêtés, de Michele Greco à Luciano Liggio en passant par les « cousins américains », les Gotti ou les Gambino, Don Toto a tout nié en bloc : « Cosa Nostra ? Jamais entendu parler ! » ou encore « Moi un parrain ?

Je suis un pauvre analphabète, un agriculteur. Ensuite j'ai travaillé dans un chantier. Je gagnais 300 000 lire à la semaine, monsieur le président, et après on m'a fait quatre cent mille lire... Quant à fuir, « personne ne m'a jamais cherché, je prenais le train, je voyageais comme tout le monde, pourquoi me serais-je caché ? »

Décrédibiliser les « repentis »

Poli jusqu'à l'agacement, précis dans sa façon de ne rien dire, très maître de lui surtout, le parrain, qui s'exprimait avec une certaine aisance, a surtout esquissé ce qui sera sa ligne de défense — et sans doute le premier message clair aux troupes qui lui sont restées fidèles : en l'absence de « preuves » formelles, il faut tenter de décrédibiliser les témoignages des « repentis », ces anciens « hommes d'honneur » de la Cosa Nostra qui collaborent aujourd'hui avec la police, et sur les récits desquels s'articulent les principales accusations.

« Quels repentis, monsieur le président ? Je ne connais pas ces gens-là, je leur sers de paratonnerre, de bouc-émissaire. Ils sont tous manipulés. La vraie question à se poser est : qui les manipule et pourquoi ? » Somme toute, c'est un parrain en majesté, une nouvelle star médiatique, qui, lundi, a réitéré son retour sur scène, s'offrant même, au moment où on le raccompagnait dans sa cellule, un petit bonjour de la main — ou était-ce un pied de nez ? — aux journalistes qui l'attendaient.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

BIBLIOGRAPHIE

Franco et le roi

LE ROI

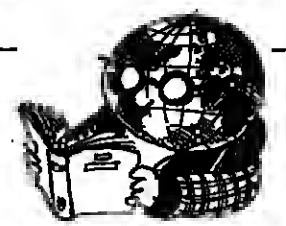
Entretiens avec José Luis de Viqueiro éd. Fayard, 310 p., 119 F.

« De Franco, j'ai appris à regarder, à écouter et à me taire », raconte le roi d'Espagne dans une biographie « autorisée » réalisée à partir de vingt-sept heures d'entretiens accordés à José Luis de Viqueiro. Ce livre, intitulé tout simplement le Roi, paraîtra dans les prochains jours tant en France qu'en Espagne. C'est la première fois que Juan Carlos I^{er} s'exprime de façon aussi nette sur les événements qui ont marqué la vie politique de l'Espagne au cours des vingt dernières années et notamment sur ses relations avec la Caudillo.

Cet ouvrage, dont le journal de Barcelone la Vanguardia a commenté à publier les bonnes feuilles, n'apporte pas de révélations fracassantes mais permet d'appréhender l'Histoire. C'est ainsi que l'on apprend que le roi était « Franco mort, comment vais-je faire pour instaurer la démocratie ? ». La souveraineté évoquée à ce propos la fameuse phrase du généralissime selon laquelle il aurait dit : « Je laisse tout figé et bien figé. » « Jamais, dit-il, je n'ai entendu cette phrase de ses lèvres et je pense qu'il ne faut pas le prendre au pied de la lettre. Je crois que le général souhaitait que l'on comprenne qu'il laissait derrière lui les structures dont le pays avait besoin. Il était suffisamment intelligent pour savoir qu'après sa mort les choses ne resteraient pas comme n/le étaient. »

Ce dont Juan Carlos se souvient parfaitement bien est que Franco, peu avant sa mort, le 20 novembre 1975, alors qu'il était à son chevet, lui a « pris le mot, l'a serré fermement » et lui a dit : « dans un soupir : Altesse, l'unique chose que je vous demande est de maintenir l'unité de l'Espagne ». Du dictateur, le monarque parle en termes mesurés, « Sur des sujets concrets, je ne crois pas, dit-il, que Franco ait jamais tenté de m'influencer. Jamais, il n'est allé plus loin qu'une insinuation, un conseil voilé. Il m'a toujours laissé agir avec une parfaite liberté. » Cela dit, ajoute Juan Carlos, il ne s'est jamais trop préoccupé de me faciliter les choses... Je crois qu'il appréciait ma façon franche de parler. De toutes les manières, il savait que jamais je ne lui dorais la pilule [sic]. Avec une certaine philosophie, le roi estime aujourd'hui que « [ses] problèmes semblaient divertir Franco ». « J'avais l'impression, fait-il remarquer, qu'il me mettait continuellement à l'épreuve pour percer mon caractère, pour détecter mes éventuelles faiblesses. »

La couronne ou la Guardia civil ? Dans cet ouvrage, le souverain raconte également qu'il souhaitait fermement « qu'à aucun prix les vainqueurs de la guerre civile ne soient les vainqueurs de la démocratie » et que cependant il dut recourir (derrière le dos de Franco) à l'utilisation d'un intermédiaire pour tester auprès du président roumain Ceausescu, ami de Santiago Carrillo, les intentions de ce dernier. En



échange, il avait promis au dirigeant communiste de reconnaître son parti, comme tous les autres, dans un délai suffisamment rapide, si « Carrillo ne bougeait pas le petit doigt avant son accession au trône ».

Sur le rôle déterminant qu'il a joué lors du coup d'État manqué du 23 février 1981, le roi n'apporte pas de lumières nouvelles. Il fait néanmoins remarquer à son interlocuteur que « s'il n'avait pas eu d'amis fidèles dans l'armée, il n'aurait pas pu faire ce qu'il a fait », c'est-à-dire défendre la démocratie face aux putschistes. « Dans les jours qui ont suivi le mort de Franco, l'armée aurait pu faire ce qu'elle avait envie de faire, souligne le monarque. Mais elle a obéi au roi. Et, soyons clair, elle a obéi parce que j'avais été nommé par Franco et que dans l'armée, les ordres de Franco, même après sa mort, ne se discutaient pas... L'armée n'aurait pas aidé mon père. »

A l'époque tout n'était pas aussi évident qu'aujourd'hui. Le roi ne se rappelle pas exactement si, au moment de l'agonie de Franco, il a dit, effectivement, qu'il n'attendait autrui « à voir des gens venir lui offrir la couronne sur un coussin qu'à voir débarquer la Guardia civil avec un mandat d'arrêt ». Ce dont Juan Carlos se souvient, c'est que c'était quelque chose de similaire. Il précise : « Nous étions tous très nerveux. »

MICHEL BOLE-RICHARD

CHYPRE

M. Clérides accepte de reprendre les pourparlers sous l'égide de l'ONU

M. Glafos Clérides, président élu de la République de Chypre, qui a pris ses fonctions dimanche 28 février, a affirmé dans son discours d'investiture devant le Parlement que son « gouvernement ne refusera pas de participer aux pourparlers décidés par l'ONU ». M. Clérides, qui avait déjà demandé que la reprise des discussions avec les Chypriotes turcs, visant à la réunification de l'île, soit reportée après le 18 avril (le Monde du 26 février), a souligné que sa demande vise à « une meilleure préparation et [à] une étude approfondie » par son cabinet. Le nouveau président, élu avec le soutien du DIKO (centre droit) très hostile à ce plan, a souligné dimanche que « les critiques des points négatifs du plan de l'ONU ne signifient pas une détermination de l'actuel processus de négociations ». — (AFP)

○ ARMÉNIE : manifestation de soutien à Paris. — Le Forum des associations arméniennes, de France appelle à une manifestation de soutien à l'Arménie, dont le président Ter-Petrosian est attendu cette semaine à Paris, le mardi 2 mars à 18 heures, à l'angle du quai d'Orsay et de l'avenue du Général-Gallieni.

LES ANTILLES 2 430 F

LISBONNE 990 F
OUARZAZATE 1 250 F
LOS ANGELES 2 490 F
MEXICO 2 800 F
BANGKOK 3 580 F
LA REUNION 3 890 F
PAPEETE 5 950 F

VOL ALLER RETOUR, DEPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.

On ne vit que mille fois.

Nouvelles Frontières

Et après
la moiteur des sentiers tropicaux,
siroter un lait de coco, face à la mer
sur la terrasse de votre Paladien,
vous coûtera à peine plus cher que
votre séminaire d'ikebana.*

* Les Antilles avec Nouvelles Frontières,
c'est aussi des séjours ou des circuits,
avion compris, à partir de 4 005 F.

CONTACTEZ UNE DE NOS 150 AGENCES EN FRANCE
TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 41 41 58 58

FRANCE INTER
MERcredi 3 MARS
8h / 9h

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : après l'assassinat de deux Israéliens par un Arabe à Tel-Aviv

Le territoire de Gaza est isolé « jusqu'à nouvel ordre »

L'émotion suscitée par l'assassinat à Tel-Aviv de deux civils israéliens par un Palestinien (le Monde du 2 mars), et des manifestations par des activistes de droite, ont conduit, lundi 1^{er} mars, le gouvernement israélien à décréter le « bouclage » de tout le territoire de Gaza.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Depuis mardi à 3 heures du matin et « jusqu'à nouvel ordre », aucun des huit cent mille habitants palestiniens de ce territoire grand comme un mauchou de poche ne peut plus en sortir. La mesure touche notamment les trente mille résidents arabes qui disposent d'un permis de travail régulier en Israël.

Sans illusion apparente sur l'efficacité d'une mesure de punition collective trop fréquente pour ne pas être émise, et dangereuse parce qu'elle accroît les frustrations d'une population largement indigente et fait le jeu des extrémistes, le premier ministre, M. Itzhak Rabin, a expliqué qu'il n'avait « pas l'intention d'isoler le territoire pendant une trop longue période ». Il s'agit de quelques jours, dit-il, et il n'est pas possible de changer aujourd'hui la situation dans la bande de Gaza. Mais il est nécessaire, à ce stade, de marquer un temps pour la réévaluer.

A dix-neuf ans, Zind Selim Simi, le meurtrier fou de Tel-Aviv, n'avait aucun passé judiciaire. Cas typique d'une situation qui touche plusieurs milliers de Palestiniens de Gaza, il disposait d'un permis de travail régulier en Israël mais pas d'emploi. Selon la police, c'est précisément parce qu'il n'avait pas trouvé d'emploi qu'il a tiré à deux reprises sur deux civils israéliens à l'entrée du territoire de Gaza, à l'endroit où se venge au hasard du mauvais sort sur des Israéliens innocents. Le Dihad islamique, groupuscule intégriste palestinien et concurrent direct du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), beaucoup mieux implanté à Gaza, a revendiqué « l'opération » dans la journée.

Tentative de lynchage collectif

De Damas, où l'organisation a son siège, le secrétaire général du Dihad, M. Fathi El Shukaki, a fait savoir à l'agence Reuters que l'assassin était membre netif du groupe, qu'il avait agi « dans le cadre de la guerre sainte contre Israël » et en réponse « à la répression et aux déportations » de quelque quatre cents Palestiniens au Liban sud, le 17 décembre dernier. Selon les autorités israéliennes, plusieurs dizaines de ces hannis réputés fondamentalistes appartiennent effectivement au groupuscule. Certains proches de l'assassin ont confirmé que le jeune homme fréquentait assidûment la mosquée, mais rien de plus. La police, pour sa part, s'en tenait encore mardi

matin à sa version initiale d'un acte isolé commis par un déséquilibré.

Il était 7 h 40 dans ce quartier populaire de Tel-Aviv. Selon les témoins, Zind Simi est descendu comme une furie d'un taxi collectif et il est parti en courant, en hurlant à travers les rues commerçantes du quartier, en ouïe de couteaux, selon les versions, en main. Poignardant tous ceux qui n'avaient le malheur de se trouver à sa portée, le meurtrier a blessé sept personnes dont deux ont été mortellement touchées, une troisième, la seule femme parmi les victimes, était encore dans un état jugé très grave.

Finalement, la course folle du jeune assassin a été stoppée par un passant muni d'une barre de fer. La police est arrivée quelques minutes plus tard, juste à temps pour empêcher une tentative de lynchage collectif. Transporté à l'hôpital local dans un état sérieux, Zind Simi risque l'emprisonnement à perpétuité. Au Parlement, le leader d'extrême droite, M. Rehavam Zeevi, a aussitôt réitéré sa demande rituelle d'application de la peine de mort pour les terroristes. Peine perdue, même aux temps les plus sanglants du terrorisme anti-Israélien, la Knesset a toujours rejeté cette éventualité.

Le soir, devant la résidence du premier ministre, à Jérusalem, plusieurs dizaines de manifestants, colons et militants d'extrême droite

réclamaient à grands cris le démantèlement immédiat de M. Rabin et de son « gouvernement de pleureurs ».

Le matin même, peu après la tragédie, l'intéressé avait rappelé à l'opinion une vérité fondamentale du conflit israélo-arabe : « En dernière analyse, sans une solution politique, (...) des sous-murtriers comme celui-ci se lèveront encore » pour frapper des innocents. Depuis l'expulsion des quatre cents Palestiniens, treize Israéliens, dont huit civils, ont été tués par des Palestiniens. Dans le même temps, trente-huit Palestiniens ont été tués en diverses circonstances par les soldats d'Israël.

PATRICE CLAUDE

John « Ivan » Demjanjuk en grève de la faim. — Pour protester contre les lenteurs de la justice israélienne, John Demjanjuk, condamné à mort en 1988 à Jérusalem pour crimes contre l'humanité, a entamé lundi 1^{er} mars une grève de la faim. Le Cour suprême s'est toujours rendu d'avis, neuf mois après avoir examiné l'appel de l'accusé contre cette sentence. L'accusation avait considéré que John Demjanjuk était, durant la seconde guerre mondiale, « l'homme du Terrible », gardien du camp d'extermination de Treblinka où huit cent mille juifs ont trouvé la mort. La défense affirme qu'il y a erreur sur la personne. — (AFP)

La Syrie a amorcé une timide libéralisation

Suite de la première page

Dans l'intervalle toutefois, et à condition qu'Israël prenne l'engagement d'un retrait total du Golan — ce qui pourrait ne pas être aussi éloigné que les négociations officielles le laissent croire, — la Syrie pourrait conclure un « accord » de paix avec l'Etat juif, ouvrant ainsi la voie à des arrangements bilatéraux techniques. « Les Israéliens

discours n'est pas différent. « C'est une paix des voleurs que nous offrons signer puisque, en tout état de cause, Israël gardera une partie de la terre arabe. Ils ne peuvent pas nous demander de leur au lendemain de la recevoir comme si de rien n'était. »

De toute façon, un retrait israélien du Golan n'aurait lieu que par étapes et chacune de celles-ci pourrait donner lieu à un geste en

données, a entraîné l'adoption de plus de 700 projets divers, qui ont drainé un capital de plus de 100 milliards de livres syriennes, dont 80 % en devises étrangères par les Syriens à l'étranger. « Il y a une évolution qu'il faut encourager », estime un expert, ce sonnant toutefois que rien de durable ne pourra se faire sans une véritable réforme d'un système économique et financier qui reste contraignant dans les lois. Dans son troisième protocole, d'un montant de 190 millions de dollars, la CEE a d'ailleurs prévu une aide à la réforme pour permettre aux Syriens qui ont exprimé un tel grand intérêt, de mieux connaître les mécanismes d'une économie de marché. « Le régime est convaincu qu'il faut libéraliser l'économie », souligne un homme d'affaires, mais cela se fera doucement, sans à-coups insupportables. La meilleure preuve en est-elle pas pour l'instant, souligne-t-il, le passage discret du secteur des transports publics urbains ?

La libéralisation attendue de certains partis

Sur le plan politique où n'en est pas à de tels changements, et si « l'atmosphère est plus décontractée », affirme un responsable, c'est dû au fait qu'il n'y a plus de « harcèlement » de la population, qu'il y a moins de censure au niveau de la presse et que l'on est moins regardant sur des choses autrefois « ou tout pour » interdites. Installés chez les privilégiés depuis de longs mois, les téléphones sont désormais officiellement autorisés et les antennes satellites, pour lesquelles une autorisation est toujours théoriquement nécessaire, sont de plus en plus nombreuses.

Régulièrement annoncé par la rumeur, le congrès du parti Baas, qui ne s'est pas tenu depuis 1983, ne semble plus à l'ordre du jour et, affirme un membre du Front national progressiste, « aucune ouverture sérieuse sur le plan politique n'aura lieu avant une avancée significative dans le processus

de paix ». Attendue à l'issue des élections législatives de mai 1990, la libéralisation de certains partis politiques n'a pas eu lieu ; ceux-ci opèrent quasi officiellement, mais dans des limites très strictes.

Beaucoup plus secrets — et alimentant donc les multiples rumeurs de Damas, — les changements en cours ou déjà effectués au sein de certains services de renseignements, ou de l'armée, semblent s'inscrire dans une volonté de réforme dont les raisons paraissent multiples. Seul maître à bord, le président Assad, qui aurait récemment demandé un plan de réorganisation de l'appareil de sécurité du régime, souhaiterait, dit-on, quelque peu « civiliser » les nombreux services existants, écartant certains responsables responsables dans des affaires qui, comme le dit un bon observateur, « nuisent à l'image de la Syrie ». Si aucun des barons du régime n'a encore perdu son poste, certains semblent menacés, « ce qui prouve, poursuit ce même observateur, que le régime est sûr de lui et qu'il est donc en mesure de faire appliquer n'importe quel accord ».

« Dans la perspective d'une nouvelle ère, assure un homme politique, le président peut vouloir changer de génération, écarter des hommes incapables de s'adapter et qui de toute façon ont fait de gros profits. » Qu'il facilite en cela le travail de son fils aîné, Bassel, trente et un ans, que tout Damas voit déjà comme son successeur, peut-être ; mais, en tout état de cause, confie un proche, « celui-ci devra se faire accepter par les organes dirigeants, c'est-à-dire avant tout l'armée, pour s'imposer le moment venu ». Revenu en Syrie depuis la mort de sa mère en juillet dernier, le frère du président, M. Rifat El Assad, toujours vice-président de la République, a converti ses bureaux à Damas, mais ne joue pour l'instant aucun rôle public et n'assume aucune fonction particulière.

FRANÇOISE CHIPAUX

IRAK

Des centaines de chiites auraient été exécutés dans des « camps de la mort »

An cours des derniers mois, les autorités irakiennes auraient fait exécuter dans des « camps de la mort », des centaines de personnes originaires du sud du pays, indique le rapporteur spécial des Nations unies sur l'Irak, M. Max van der Stoep, dans un document soumis lundi 1^{er} mars à la Commission des droits de l'homme à Genève.

Le rapport fait état d'informations selon lesquelles des agents du régime de Bagdad ont provoqué des dissensions au sein de la population en majorité chiite des marécages du Sud. Ces conflits « ont entraîné la mort de deux mille personnes à l'automne 1992 ». Des

détenus du sud de l'Irak ont été transportés par groupes de deux cents dans des camps situés dans le Nord.

Des paysans habitant dans les régions sous contrôle kurde ont déclaré avoir vu arriver des cars entiers de personnes, ayant les traits des gens du Sud. Ils ont entendu des coups de feu les soirs suivants.

Qualifiant ces informations d'« extrêmement inquiétantes », M. van der Stoep exige par ailleurs de Bagdad qu'il mette fin au blocus économique des zones kurdes dans le Nord et des régions chiites dans le Sud. — (AP)

DIPLOMATIE

Après deux années d'interruption

Reprise des négociations entre Madrid et Londres sur le statut de Gibraltar

MADRID

de notre correspondant

Le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Javier Solana, et le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, ont repris, lundi 1^{er} mars, à Madrid, les conversations ouvertes il y a pratiquement neuf ans et interrompues depuis deux années sur le futur statut de Gibraltar. Ces pourparlers n'ont cependant guère permis de progresser.

« Il reste de nombreux problèmes à résoudre et l'Espagne continue de penser que la situation de Gibraltar est un anachronisme au sein de la Communauté européenne », a souligné M. Solana après ces entretiens, en ajoutant cependant qu'il ne peut-être petit, avait été effectué dans la bonne direction. Les positions britannique et espagnole sont encore très éloignées. Londres, comme l'a indiqué M. Hurd, veut « respecter les désirs des habitants de Gibraltar », tandis que Madrid a clairement réitéré que « l'autodétermination est hors du cadre des négociations. Les habitants de Gibraltar sont aujourd'hui britanniques mais dans le futur ils seront espagnols », a affirmé M. Solana.

La diplomatie espagnole s'appuie sur le traité d'Utrecht de 1713, qui stipule que, si le Royaume-Uni renonce à sa souveraineté sur le « Rocher », seule l'Espagne peut le reprendre. Mais M. Joe Bessano, ministre principal de Gibraltar, ne l'entend pas de cette manière. Il veut l'autodétermination. Il a

même déclaré, lundi 1^{er} mars, dans un entretien accordé au quotidien El Mundo : « Dans la pratique, nous sommes le treizième Etat de la Communauté européenne (...). Il faut accepter un fait : je ne suis pas anglais et je ne suis pas espagnol. Je suis le produit de trois cents ans de présence britannique dans une colonie de la Méditerranée et mon peuple est une réalité ».

Madrid se refuse à accorder une place à part à la table des négociations, aux représentants de Gibraltar. Le secrétaire au Foreign Office, quant à lui, insiste sur la nécessité de « trouver une formule » pour assurer leur représentation et rappelle que le principe du respect de leur volonté est inscrit dans les accords de Bruxelles de 1987. Ces accords, fait remarquer la partie espagnole, prévoient également l'utilisation conjointe de l'aéroport de Gibraltar, à laquelle les dirigeants du « Rocher » s'opposent. En représailles, les Espagnols bloquent la mise en application de la convention sur les frontières extérieures de la Communauté.

Une prochaine rencontre doit avoir lieu avant la fin de l'année. Décidément, cet « anachronisme historique », pour reprendre la formule du président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, c'est-à-dire la permanence de la colonie qui subsiste en Europe, donne encore bien des maux de tête aux diplomates des deux Etats.

M. B. R.

En raison de l'absence de représentants de l'UNITA

Les Nations unies renoncent à organiser des négociations de paix en Angola

L'armée angolaise a fait état de violents combats, notamment à Huambo, lundi 1^{er} mars, tandis qu'à Addis-Abeba les Nations unies ont annoncé officiellement qu'elles renonceraient à organiser des négociations de paix, en raison de l'absence de représentants de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Au cours d'une conférence de presse dans la capitale éthiopienne, la représentante de l'ONU en Angola, M^{me} Margaret Antee, a indiqué que le mouvement de M. Jonas Savimbi « serait tenu responsable de l'échec des négociations ».

M^{me} Antee, une délégation gouvernementale angolaise et des représentants des pays observateurs du processus de paix en Angola (Etats-Unis, Portugal et Russie), ont vainement attendu pendant trois jours l'arrivée de la délégation de l'UNITA à Addis-Abeba. Les

représentants de ce mouvement auprès des Nations unies à New York, M. Marcos Samodano, a déclaré que l'UNITA « se retrouve dans une position inflexible d'accusé alors que le gouvernement angolais a voulu prendre l'initiative d'une négociation dans un quelconque ».

Malgré un appel à la trêve lancé samedi par M^{me} Antee, au moins quarante-cinq personnes ont été tuées dimanche à Huambo, dans le centre de l'Angola, lors de violents combats entre les forces gouvernementales et celles de l'UNITA. Selon l'armée, le mouvement de M. Savimbi a piégé les positions gouvernementales dans la ville. Les forces de Luanda accusent en outre l'UNITA de la mort de vingt-cinq personnes et du viol de deux religieuses brésiliennes. — (AFP, Reuters)

Après la visite de M. Debarge au Rwanda

L'Ouganda accuse la France d'ingérence

Au lendemain de sa visite à Kigali (le Monde du 2 mars), le ministre de la coopération et du développement, M. Marcel Debarge, s'est entretenu, à Kampala, lundi 1^{er} mars, du conflit au Rwanda avec le président ougandais, M. Yoweri Museveni. Selon de bonnes sources, les deux parties ont manifesté des divergences sur plusieurs points, le président ougandais accusant notamment la France d'ingérence dans les affaires rwandaises. La veille, le président Museveni avait démenti, au cours d'une conférence de presse, toute implication de l'an-

mée ougandaise dans les combats au Rwanda. Il avait affirmé que les autorités rwandaises justifiaient par cette accusation leur incapacité à venir à bout des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR).

A Paris, M. Gérard Fuchs, secrétaire national du Parti socialiste chargé des relations internationales, n'a déclaré lundi qu'il s'interroge sur la décision d'envoyer de nouvelles troupes françaises au Rwanda, alors que les violations des droits de l'homme par le régime du général Habyarimana ne cessent de se multiplier. — (AFP, Reuters, AP)



savent très bien que l'application des résolutions 242 et 338 entraînerait la Syrie dans les négociations multilatérales sur la coopération régionale — ce que Damas refuse jusqu'à présent. — déclarait récemment le ministre syrien des affaires étrangères.

Le président Hafez El Assad l'a répété au secrétaire d'Etat américain, M. Warren Christopher : la résolution 242, sur la base de laquelle la Syrie s'est engagée dans le processus de paix, ne prévoit pas la normalisation des rapports, mais implique seulement la fin de l'état de guerre et la reconnaissance de l'Etat juif. Pour la normalisation, c'est-à-dire comme le réclame Israël l'ouverture des frontières, l'échange d'ambassades, etc., il faut du temps, a plaidé le président Assad. Pour s'en convaincre, il suffit d'interroger n'importe quel Syrien. Si tous se disent favorables à la paix, aucun n'imaginerait encore de voir flotter à Damas le drapeau frappé de l'étoile de David. « Pour moi c'est impossible », affirme ainsi un professeur, diplômé d'une grande université hritannique : mais pour mes enfants qui vivent que l'an passé aux Israéliens, que l'un s'est assis avec eux, cela sera différent. Nous avons été élevés dans l'espoir de récupérer notre terre perdue : nous acceptons notre défaite, mais qu'on nous laisse le temps de la digérer. » Chez ce militant ordinaire du parti Baas au pouvoir, le

vue de la paix. Ce n'est sans doute pas par hasard que, s'adressant en décembre dernier aux syndicats ouvriers, le président syrien déclarait que « si un retrait partiel n'est pas en paix, c'est un pas vers la paix ». Est-ce toutefois celle-ci que prépare le régime en ouvrant quelque peu l'économie, en laissant souffrir un peu plus l'opinion, en étudiant une réforme des services de sécurité et en changeant quelques têtes ? Difficile de l'affirmer et ce n'est sans doute pas la seule raison, mais ces indices montrent que les choses bougent.

Développement du secteur privé

Timide, la libéralisation contrôlée d'une partie de l'économie a déjà permis un spectaculaire développement du secteur privé qui assure, hors le domaine pétrolier, 53 % des importations et 80 % des exportations syriennes. Les premières sont passées de 400 millions de dollars en 1987 à 1,5 milliard de dollars en 1992, et l'on trouve tout aujourd'hui à Damas, si l'on en a les moyens, ce qui n'est pas le cas de la grande majorité des Syriens qui vivent toujours aussi mal avec des salaires dérisoires.

Adaptée en mai 1991, la nouvelle loi sur l'encouragement aux investissements, qui accorde des exemptions d'impôts ou de taxes

INÉDIT
Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
Tome II
LES MOISSONS DE LA FRANCE
Sous la direction de M. Jean-Pierre Laroche
Éditions de la France Étrangère
1992, 208 pages, 120 F
Martinoir de Preuil
49560 NUEL-SUR-LAYON
(Tél. 04 77 10 10 10 - Fax 04 77 10 10 11)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

POLITIQUE

La campagne pour les élections législatives

Un entretien avec M. Chevènement

Faute de réponses claires aux questions de fond, le « big bang » sera vite suivi d'une plongée dans la « soupe primitive », nous déclare le maire de Belfort

Candidat à sa réélection au siège de député du Territoire-de-Belfort, que les électeurs lui avaient rendu en juin 1991 après sa démission du ministère de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, membre du Parti socialiste et inspirateur du Mouvement des citoyens, accueille avec scepticisme les propositions de M. Michel Rocard pour la «renaissance» de la gauche. Il préconise, dans l'entretien qu'il nous a accordé, une rupture avec la politique menée depuis 1983, faute de quoi, dit-il, le « big bang » sera vite suivi d'une plongée dans la « soupe primitive ».

« Vous qui vous proposez de refonder la gauche », êtes-vous d'accord avec M. Michel Rocard lorsqu'il dit que, vingt-deux ans après Epiney, le PS est à refaire ?

— Rassurez-vous : si Michel Rocard me rejoint, je ne vais pas le contredire ! Mais ce n'est pas seulement le Parti socialiste, c'est toute la gauche qui est à refaire. Il y a un rythme des refondations socialistes — une par génération : 1905, 1920, 1946, 1971, — mais celle à venir ne peut pas être une simple refondation du Parti socialiste, ou, encore moins, la critique de la précédente. C'est une rupture beaucoup plus profonde, qui doit s'inscrire dans un contexte géopolitique plus vaste. Entre 1971 et aujourd'hui, il s'est passé un événement historique auquel nul autre ne peut être com-

paré, c'est l'effondrement de l'Union soviétique.

« Notre tâche, c'est de refonder la gauche en France, mais aussi dans le monde, à partir d'une exigence de citoyenneté qui peut rassembler les sensibilités historiques de la gauche, les sensibilités nouvelles de la jeunesse et les aspirations des peuples du Sud. Il ne s'agit pas de refaire la FGDS trente ans après, à partir des idées du Club Jean-Moulin, revues ou corrigées par la Fondation Saint-Simon ou le Club Vaubois ! Il faut penser plus large !

« Un débat de fond est nécessaire et, d'ailleurs, inévitable. Comme l'a fort bien dit le président de la République, l'essentiel n'est jamais dans le contour des alliances, mais toujours dans le message qu'on porte. Donc, je suis d'accord à la fois avec la thèse rocardienne de la recomposition et avec l'antithèse mitterrandienne de la priorité au politique. Et, surtout, je suis d'accord avec la synthèse, qu'il faut chercher à travers un débat sérieux, respectueux de l'identité de chacun et portant sur les questions de fond.

« La recomposition, oui, mais pour quoi faire ? A défaut d'une réponse claire, le « big bang » sera vite suivi d'une plongée dans la « soupe primitive ».

« Quelles sont les « questions de fond » qui déterminent, selon vous, la recomposition ?

— De toute évidence, le principal problème, au cœur de la question sociale, c'est celui de l'emploi. Peut-on répondre à cette préoccupation en développant, après douze ans de pouvoir, un discours abstrait sur le « partage du travail » ? Il faut oser dire comment on entend réaliser un partage des revenus et des



Salaires. Sans exclure cette première voie, qui sera difficile, ne faut-il pas donner la priorité à la lutte contre la récession par une baisse drastique — de trois ou quatre points — des taux d'intérêt ?

« Les taux d'intérêt réels, au premier trimestre de 1993, atteignent, en France, 8 % ; aux Etats-Unis, 0 % ; au Japon, 2,5 % ; en Grande-Bretagne, 4 % ; en Allemagne, 5 %.

« Il y a-t-il un côté de l'argent dissimulé pour l'entreprise, pour l'investissement et pour l'emploi ?

« Cette deuxième piste conduit tout droit à une idée simple : il faut remettre en question la logique du système monétaire européen actuel, ou de ce qui en subsiste. Est-il raisonnable de faire reposer l'avenir de la coopération franco-allemande et de la construction européenne sur une parité monétaire ? Est-ce cela, l'unité franco-allemande : un état de change ? Ne doit-on pas, au contraire, concilier deux intérêts nationaux également légitimes : celui de l'Allemagne, qui est de mener à bien sa réunification politique, et celui de la France, qui est de donner enfin la priorité à sa réunification sociale ? Nous avons actuellement, trois millions de chômeurs et plus de deux millions de précaires. Un bon cinquième de la population active est objectivement marginalisée. On ne peut s'y résigner ! Il faut repenser la manière de faire l'Europe.

« La troisième piste, c'est donc l'idée d'une initiative européenne de croissance, que j'essaye de promouvoir depuis des années. Il me paraît évident que l'Europe de l'Est offre de fantastiques possibilités d'investissement, de développement, de croissance, et peut constituer un débouché pour nos industries dès lors que seraient institués des lignes de crédit, des systèmes de compensation et des garanties pour les investissements. Il nous faut offrir un horizon et une espérance à cette partie de notre continent qui, aujourd'hui, est au bord du chaos. Il y a là matière à une grande initiative keynésienne, qui pourrait s'articuler avec un programme Cléso pour la protection sociale et plus dynamique, et avec les tentatives de relance japonaises. Je suis frappé de voir l'absence de grand dessein à l'échelle européenne et mondiale. On a l'impression que la crise du capitalisme, depuis la fin du communisme, est surtout une panne de l'imagination.

« Estimez-vous que l'intervention de M. Rocard était nécessaire et opportune, ou bien, au contraire, que la direction indiquée par lui est celle de la dissolution, de la perte d'identité et d'avenir ?

— Michel Rocard a un projet. Il a un peu bousculé les rythmes — il ne faut pas confondre des élections législatives avec une élection présidentielle. Je ne sais pas si son initiative aura un effet bénéfique le 28 mars. Il est évident que si le PS gagnait les élections, il faudrait dire : bravo !

« Il n'est pas douteux que le pays attend des changements profonds. Mais le « big bang » de Michel Rocard va-t-il dans le sens nécessaire pour sortir le pays de la dépression dans laquelle il s'enfonce ?

« Dans des domaines comme la politique économique, la construction européenne, le fonctionnement de notre démocratie, la politique étrangère, il faut des réorientations profondes. Il faut prendre appui sur une volonté de redressement nation-

nal, que je n'ai pas sentie dans les propos de Michel Rocard tels que la presse les a rapportés.

— Vous aviez-il informé de son initiative ?

— Non.

— Que pensez-vous de son affirmation selon laquelle les solidarités économiques ou de « classe » se sont effondrées au profit de solidarités locales ?

— Il y a aussi de grandes différences sociales au niveau local, et on ne peut pas y remédier seulement par la mise en œuvre de stratégies locales. Croyez en l'expérience d'un élu de terrain qui, pourtant, ne méconnaît pas sa peine. Quand Peugeot supprime mille cinq cents emplois par an à Sochaux, c'est toute l'aire urbaine Belfort-Montbéliard-Héricourt qui est malade. Nous avons besoin de politiques globales : préférence européenne, aménagement du territoire, politique industrielle, etc.

« Il y a dix ans que j'ai considéré que l'appel à la République moderne — appellation du club que j'ai fondé et que Michel Rocard a, d'ailleurs, reprise — répondait davantage aux nécessités et aux défis de notre temps que l'appel à la conscience de classe. L'idée qu'il doit y avoir un projet commun au monde du travail, à la jeunesse et à ce que Mendès France appelait « la fraction éclairée des classes dirigeantes » n'est pas vraiment une trouvaille. C'est le sens de toute grande refondation républicaine : celle de la III^e République à ses débuts, comme celle qui, autour du général de Gaulle, a réuni les hommes qui, ensemble, ont élaboré le programme du Conseil national de la Résistance.

« Réorienter l'Europe ; réformer les institutions, en mettant en place un véritable régime présidentiel, sous arbitrage populaire ; réduire le fossé qui s'est creusé entre le plus grand nombre des Français et l'establishment ; réformer l'audiovisuel public : voilà les tâches auxquelles il faut s'attaquer.

« La télévision, dans notre pays, ne sert pas la démocratie. Il y a pas de confrontation d'idées. Pensez qu'il n'y a pas eu un grand débat sur la Yougoslavie pour faire comprendre aux Français la complexité du problème et l'ampleur des enjeux ! L'information est à sens unique. Il faut ouvrir des espaces de liberté. Le financement de la télévision publique doit devenir majoritairement public pour qu'elle puisse remplir son rôle : éveil de l'esprit

critique, appel à la réflexion et au débat démocratique. Il n'est pas normal que sa logique soit celle de l'Audimat et de la course aux budgets de publicités à travers des émissions de variétés. Le financement publicitaire l'amène à ressembler comme une sœur à la télévision privée. Il y a là une grave déviation. ARTE nous donne l'idée d'une autre télévision, même si elle n'a que de petits moyens.

— Vous estimez que le débat sur le traité de Maastricht a révélé un fossé entre l'establishment et les Français sur l'Europe. Est-ce, selon vous, un phénomène passager, ou bien y voyez-vous la base d'une reconstruction politique ?

« La logique monétariste et antidémocratique du traité de Maastricht va au rebours de tout ce qu'il faudrait faire pour sortir de la récession et construire une Europe des peuples. Le programme de l'UPF pousse la logique de Maastricht encore plus loin et nous enfoncerait encore davantage dans la récession, le chômage et les inégalités. Il faut revoir toute l'orientation de la construction européenne, telle qu'elle découle des traités de Rome, de Luxembourg et de Maastricht, et des conditions de leur mise en œuvre. On n'évitait pas une grande conférence européenne, dans les prochaines années, sur ce sujet, mais, pour que la France puisse jouer un rôle moteur et servir de cité de volée à la future architecture européenne, il faudrait une profonde recomposition de politique intérieure.

« Il est difficile, aujourd'hui, d'en cerner avec précision les contours. Il faudrait se servir des événements pour faire évoluer les esprits et opérer les redressements nécessaires. Le fossé qui s'est creusé, depuis 1983, entre les citoyens et leur représentation politique ne peut être comblé, désormais, que par un système politique, par une remise en question profonde de la politique que l'establishment a imposée, depuis 1983, comme étant « la seule politique possible ».

— Votre Mouvement des citoyens, qui présente une cinquantaine de candidats aux élections législatives, se réunira en convention nationale le 1^{er} mai. M. Rocard envisage un congrès du PS en juin. Participez-vous, successivement, à l'une et à l'autre ?

— Le congrès statutaire du PS aurait dû se tenir, déjà, il y a un an. On a fait un congrès extraordinaire en décembre 1991, qui ne devait pas remettre en question la direction. Curieusement, il y a eu un effacement de direction trois semaines après. Tout ce qui se fait actuellement au PS est en dehors des règles. Aucun candidat à l'élec-

tion présidentielle n'a été désigné statutairement par un vote des militants. C'est un « fait de nature », curieusement admis par un parti qui se réclamait, jadis, de la dialectique...

« Je doute, franchement, que la perspective d'un congrès suffise à enthousiasmer les foules. Quant à notre participation à ce congrès, nous ferons le point lors du rassemblement du Mouvement des citoyens, prévu les 1^{er} et 2 mai prochains à Paris. Pour changer la politique en France, il faudra un électrochoc puissant. Il viendra probablement des événements extérieurs, plus que de la représentation politique. Encore faut-il y préparer les esprits pour en tirer parti.

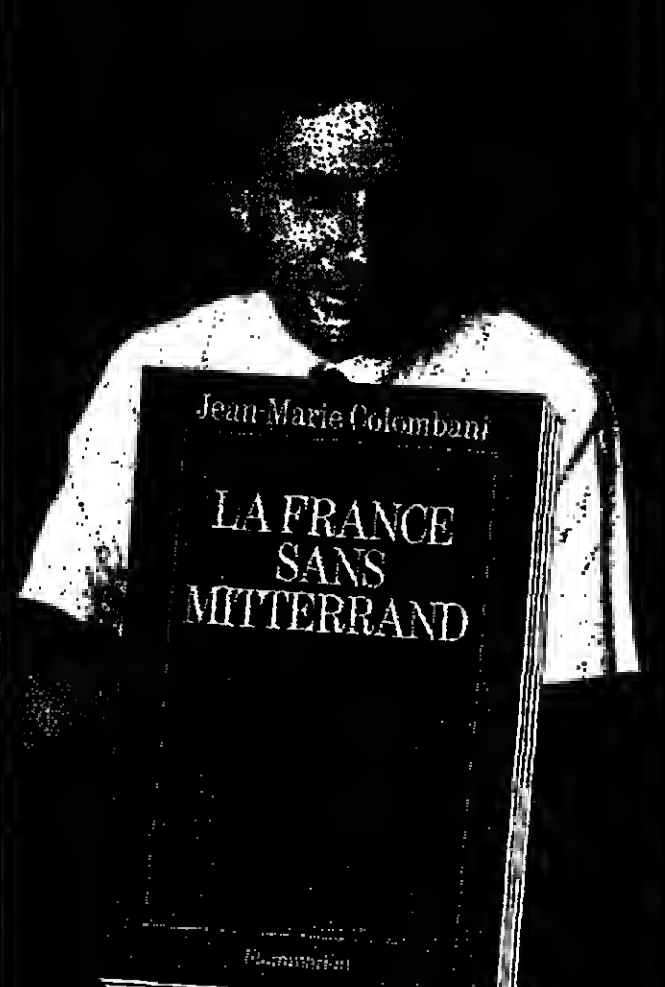
Propos recueillis par PATRICK JARREAU

Plus de cinq mille candidats au premier tour de scrutin. — A la clôture des inscriptions, dimanche 28 février, à minuit, 5 319 s'étaient portés candidats au premier tour des élections législatives dans les 577 circonscriptions de métropole et d'outre-mer, soit une moyenne de 9,2 candidats par circonscription. En 1988, 2 880 candidats s'étaient présentés aux législatives, soit une moyenne de cinq candidats par circonscription (8,3 en 1986 où le scrutin était proportionnel). Toutefois, le nombre de candidats ne sera officiel que le 4 mars, après vérification de l'éligibilité de chacun et du versement d'un cautionnement de 1 000 F.

Puy-de-Dôme : le maire de La Bourboule conteste le choix du suppléant de M. Giscard d'Estaing. — Sous la houlette de M. Serge Teillol (UDF), maire de La Bourboule, une partie des délégués « adhérents directs » de l'UDF, dans la troisième circonscription du Puy-de-Dôme, où se présente M. Valéry Giscard d'Estaing, a décidé de bouter la campagne des législatives, reprochant au président de l'UDF le choix de son suppléant, M. Claude Wolff, maire de Chamalières et député sortant. Selon M. Teillol, la désignation de M. Wolff, suppléant inamovible de M. Giscard d'Estaing, ne correspond pas au « souhait affirmé » par l'ancien président de la République de « renouveler la classe politique » et de « parvenir à une représentation équilibrée de la troisième circonscription qui prendrait en compte le secteur de la montagne ».

(Corresp.)

JEAN-MARIE COLOMBANI



Il nous a captivés, il nous a porté beaucoup de lumières. Si le projet de ce livre fut de nous aider à comprendre notre mentalité, notre temps, à réfléchir sur notre citoyenneté, il a bien rempli sa mission. Jean-Denis Bredin - Le Monde

Colombani signe, avec jubilation, l'acte de décès du mitterrandisme. Alain Minc - Le Journal du Dimanche

Flammarion

LA VRAIE CHINE.

Pour découvrir la vraie Chine, consultez les spécialistes n° 1 de cette destination : Voyageurs en Chine. Ils sont les seuls à pouvoir vous offrir à la fois de vrais conseils, de vrais choix, de vrais prix : les bonnes adresses, les simples vols secs et les circuits les plus élaborés, les meilleurs tarifs et les opportunités. Pour en profiter, venez les consulter ou demandez la brochure gratuite : « Voyageurs en Chine 93 ».



VOYAGER PLUS VRAI.

Bon à découper et à retourner à : « Voyageurs en Chine », 46, rue Saint-Anne, 75001 Paris

VEUILLEZ M'ADRESSER VOTRE BROCHURE GRATUITE « VOYAGEURS EN CHINE 93 » :

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____ TÉLÉPHONE _____

VOYAGEURS EN CHINE FAIT PARTIE DU GROUPE VOYAGEURS DU MONDE.

POLITIQUE

PROPOS ET DÉBATS

M. MONORY (UDF-CDS)
La période de cohabitation
va être dramatique

M. René Monory, président du Sénat (UDF-CDS), a estimé, lundi 1^{er} mars, que la période de cohabitation va être « nuisible » et même « dramatique » pour la France. « Je n'ai jamais été favorable à la cohabitation », a-t-il expliqué sur Europe 1, « car aucun gouvernement ne sera capable dans cette période transitoire de prendre les décisions qui s'imposent au fond (...) et on n'a plus de temps à perdre ». Le président du Sénat a également affirmé qu'il n'échangerait pas « le poste fantasmagorique » qui est le sien contre celui, « sans doute un peu plus exposé », de premier ministre de cohabitation.

M. Monory a enfin ajouté, à propos du projet de recomposition politique de M. Michel Rocard, qu'il n'est « pas question que les centristes partent dans un big-bang pour exploser ». « M. Rocard ne nous a pas demandé notre avis, nous sommes tout à fait unis avec l'opposition actuelle, les majorités, ça ne se bâtit pas comme ça », a-t-il conclu.

M. MITTERRAND
Pour un « renouvellement
des formations politiques »

M. François Mitterrand a estimé, dans un entretien à Vendredi-Idees rendu public, lundi 1^{er} mars, par l'Elysée, que « les gens ne sont pas passés franchement de gauche à droite ». « Ce qui est en cause, ajoute-t-il, c'est la faculté de renouvellement des formations politiques. Mais le Parti socialiste n'a pas vocation à rester à 18 % - 20 %. Je pense d'ailleurs qu'il obtiendrait un pourcentage plus important que cela. » Jugement qu'en France, « vieux pays conservateur », le gauche « ne peut être majoritaire que dans des situations exceptionnelles », le président de la République conclut : « Quand ces conditions ne sont pas réunies, la gauche ne peut pas gagner. »

M. FABRIS (PS)
Faire bloc
contre la droite

Le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Laurent Fabris, a

lané un nouvel appel, lundi 1^{er} mars sur France-Inter, aux « écologistes qui ont le cœur à gauche et qui sont la majorité d'entre eux » pour qu'ils se rassemblent avec les socialistes afin de « faire bloc contre la droite ». « Si n'y a pas de rassemblement, il y aura un raz-de-marée de droite, et si les idées de la gauche, si les idées environnementales ne restent en place », a ajouté l'ancien premier ministre.

M. LANG (PS)
Pourquoi pas
une candidature à l'Elysée ?

M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, candidat aux élections législatives dans la première circonscription du Loiret-Char, indique, dans un entretien publié lundi 1^{er} mars par la Nouvelle République du Centre-Ouest, à propos de son avenir personnel : « Je peux très bien demeurer chargé d'une haute mission pour l'Etat ; être à nouveau ministre dans un futur gouvernement ; être droit d'un candidat à la présidence de la République ; ou, pourquoi pas, candidater moi-même à cette présidence. » Candidat à Blois sous la bannière de Jack Lang pour le Loiret-Char, le ministre explique qu'il n'a « jamais présenté son nom à la présidence » et que cela n'est « pas nouveau ». « Je ne renie rien non idéal mais je pense que l'appareil des partis impose souvent des solutions médiocres », explique-t-il, en notant que, « à droite ou à gauche, beaucoup de gens préfèrent diviser plutôt que travailler concrètement autour d'un idéal commun ».

Provence-Alpes-Côte d'Azur :
le temps du reflux

Suite de la première page

Avec la proportionnelle, ce capital avait fondu en 1986 - quatorze sièges sur quarante - avant d'être légèrement réévalué en 1988, avec seize sièges, grâce au scrutin majoritaire, mais sans aucun représentant dans deux départements sur six, les Alpes-Maritimes et le Var. Grâce à « l'effet Tapie », le PS, sous la casaque d'Enrique Sud, a encore tenu le choc aux régionales de 1992. Mais aux castronales, il n'a pu empêcher la droite de conforter ses positions dans les Alpes-de-Haute-Provence et d'enlever, de justesse, le conseil général du Vaucluse, ancienne terre radicale reçue en héritage et sauvegardée jusqu'alors par les notables socialistes modérés. Restent, seulement, dans le giron de la gauche, les Bouches-du-Rhône, avec une majorité PS-PC au conseil général, sortie renforcée du dernier scrutin, et onze députés (7 PS, 1 Maj. présid., 3 PC) sur seize.

« Mal vivre »
à Marseille

C'est dans ce département que va donc se livrer la principale bataille sur fond de chômage et de difficultés sociales. Les Bouches-du-Rhône sont, si l'on ose dire, « l'homme malade » de la région PACA. En dix ans, de 1980 à 1990, le département a créé huit mille neuf cents emplois (+1,5 % contre 9,1 % sur l'ensemble de la région). Mais, dans le même temps, le nombre des chômeurs a augmenté de 70 % avec 44 000 demandes d'emploi non

satisfaites en plus. Dans ce bilan, Marseille, où le taux de chômage avoisine les 20 % - jusqu'à un tiers des actifs, en particulier les jeunes, dans les quartiers les plus défavorisés - pèse de tout son poids. La ville s'est désindustrialisée. Elle a perdu cent mille habitants en une décennie et s'est inexorablement enfoncée dans la pauvreté. Selon une récente statistique de l'INSEE, cent six mille personnes - un Marseillais sur huit - subsistent, aujourd'hui, avec un revenu mensuel se situant entre 2 300 francs par personne ou 6 300 francs pour un couple avec deux enfants. D'où ce « mal vivre » qui frappe, en particulier, les grands ensembles d'habitation des quartiers nord.

Sans grands moyens, la municipalité Vigouroux s'efforce de lui apporter des remèdes (réhabilitation des cités HLM, transformations des friches industrielles, lancement d'un grand projet de pôle tertiaire, Euroméditerranée, etc.). M. Vigouroux a toutefois échoué, pour le moment, dans son dessein de grande communauté de communes, au moins à l'échelle de l'agglomération, sans laquelle la ville ne sortira pas de l'ornière. Pas facile, dans ces conditions, de partir la rose à la main pour solliciter la confiance des électeurs.

D'autant qu'à la seule exception de la 14^e circonscription (Aix-en-Provence), la droite se présente, partout, enie. Les socialistes comptent bien, pourtant, « sauver les meubles » en tablant sur cette « culture de gauche » dont parle M. Michel Vauzelle. A Marseille même, M. Philippe Sanmarco, « parrainé » par M. Edmond Charles-Roux, la veuve de l'ancien

maire, aura bien du mal à résister, dans la 3^e circonscription, aux assauts du jeune responsable départemental du RPR, M. Renaud Muselier. Tout comme M. Jeanine Ecochard, dans la 5^e circonscription, face à M. Jean Rosta, président de la fédération du PR. Dans la 6^e circonscription, enfin, M. René Olmet, adjoint (PS) au maire de Marseille, aura une tâche très difficile pour conserver le siège abandonné par M. Bernard Tapie et qui rêve de reprendre son ancien titre de maire. M. Guy Teissier (PR). Trois circonscriptions perdues sur sept : « On s'égare, tout de suite, des deux mains », confesse un militant socialiste.

M. Tapie en piste
pour les municipales

Cela voudrait dire que M. Michel Pizat (7^e), Marius Masse (8^e), à Marseille, ainsi que M. Henri d'Artillo (Marignane) auquel s'oppose M. Bruno Mégret, délégué général du FN, et, bien sûr, M. Michel Vauzelle, se seraient sortis de tous les pièges du scrutin. L'un de ceux-ci est la coexistence d'élus municipaux « vigouristes » dans quatre circonscriptions de Marseille, en particulier dans la 7^e, où la candidature du maire des 13^e et 14^e arrondissements, M. Pierre Rustoin, pourrait provoquer l'élimination de M. Pizat au premier tour de scrutin. Le premier secrétaire de la fédération socialiste, M. François Bernardini, a lancé, à ce sujet, vendredi 26 février, un appel solennel - resté sans effet - à M. Vigouroux pour qu'il provoque le retrait de ses collègues.

Quand à M. Bernard Tapie, devenu militant du MRG et lui aussi « marqué » par ses amis de

ELECTIONS
LEGISLATIVES
SUR
EUROPE 1

Les rendez-vous
au quotidien

7h20

"Toute la
campagne
en parle"

12h50

"Carnets de
campagne"

EUROPE 1

Après l'intervention télévisée du chef de l'Etat sur l'outre-mer

Les dirigeants de la Polynésie française
se félicitent du rejet
de l'indépendance par M. Mitterrand

L'intervention de M. François Mitterrand sur RFO, vendredi 26 février, sur les dossiers de l'outre-mer, a été diversement appréciée par les élus des DOM-TOM. Les dirigeants de la Polynésie française ont surtout relevé avec satisfaction que le chef de l'Etat avait qualifié le mouvement indépendantiste de « très minoritaire ». « Il a fallu douze ans au président de la République pour comprendre ce qu'est le statut d'autonomie interne », a déclaré M. Gaston Flosse, président du gouvernement territorial. Il lui a fallu douze ans également pour qu'il s'aperçoive que ceux qui demandent l'indépendance représentent une petite minorité. M. Alexandre Léontieff, député non-inscrit, a également souligné que « l'indépendance, actuellement, serait une catastrophe ».

En Guadeloupe, M. Henri Bangou, maire de Pointe-à-Pitre, président du Parti progressiste démocratique guadeloupéen (PPDG,

ex-communiste), s'est déclaré « satisfait » que M. Mitterrand ait « confirmé son accord sur l'instauration (...) d'une Assemblée unique dont les pouvoirs seraient élargis par rapport à ceux du conseil régional et du conseil général ». Toutefois, M. Christian Céléste, secrétaire général du PC guadeloupéen, a estimé que M. Mitterrand « n'a pas apporté de réponse concrète et satisfaisante aux interrogations angossées des jeunes et des professionnels ». Selon, M. Lucien Perrut, secrétaire général de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG, indépendantiste), la « prestation » du chef de l'Etat « n'a répondu à aucune interrogation réelle ». De son côté, M. Lucette Michaux-Chevry, présidente du conseil régional, a souligné l'absence « de programme et de projet » de M. Mitterrand.

A la Réunion

M. Paul Vergès abandonne
le secrétariat général du PCR

SAINT-DENIS

de notre correspondant

Fondateur du Parti communiste réunionnais en mai 1959, M. Paul Vergès a annoncé, lundi 1^{er} mars, sa démission du poste de secrétaire général qu'il occupait depuis la création du PCR. C'est M. Elie Hoarau (député non inscrit, maire de Saint-Pierre), considéré jusqu'alors comme le numéro deux du PCR, qui lui succédera provisoirement. L'ancien « secrétaire général » devient, à soixante-sept ans, président du PCR, poste qu'il n'occupait pas dans la hiérarchie de cette formation.

Le retrait de M. Vergès devrait amener une « rénovation » au sein du PCR, qui a été fortement ébranlé par la vague Free-DOM aux élections régionales de 1992. Son audience, qui se maintenait autour de 25 % de l'électorat depuis une dizaine d'années, est en effet tombée à 17 % il y a un an. Ce recul avait amené M. Vergès à faire alliance avec le président de

Free-DOM, M. Csmille Sudre, le soir même du scrutin. M. Vergès a choisi de réorienter son action politique vers l'animation d'un Mouvement pour l'égalité, la démocratie, le développement et la saine (présidé par le Père René Payet, candidat dans la troisième circonscription), qui veut rassembler les Réunionnais.

ALIX DIJOUX

(Né le 5 mars 1925 en Thailande, frère jumeau de l'avocat Jacques Vergès, M. Paul Vergès a rejoint la section coloniale du Parti communiste français en 1947. Après avoir été député de la Réunion de 1956 à 1958, M. Vergès avait été condamné à trois mois de prison pour avoir évoqué dans un article les « services du pouvoir ». Il avait alors disparu pendant deux ans avant de revenir dans l'île pour se constituer prisonnier. Le fondateur du Parti communiste réunionnais a été député au Parlement européen de 1979 à 1983, maire du Port de 1971 à 1989, et député apparenté au groupe communiste de 1986 à 1987. Sous le titre Une île au monde, les éditions L'Harmattan viennent de publier un livre d'entretiens de Paul Vergès avec Brigitte Croisier.)

Hautes-Alpes : la bataille de Gap

GAP

de notre envoyé spécial

Ob vi-on le mieux en France ? Sur ce point, au moins, M. Henriette Martinez et M. Jean-Claude Chappa sont d'accord. Se rangeant derrière les résultats d'une enquête publiée en mai dernier par l'hebdomadaire Le Point, la candidate du RPR et le candidat du CDS dans la première circonscription des Hautes-Alpes vantent la place de leur département au hiérarchie du bien-être hexagonal. La première.

Si la nature est heureuse dans cette contrée montagneuse et diablement enclavée de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les relations à l'intérieur de l'opposition parlementaire le sont beaucoup moins. Vue de Paris, la bataille de Gap est même symbolique de la mauvaise entente qui règne entre les élus-majors du RPR et du CDS. Ce climat ne peut pas déplaire à M. Daniel Chevalier, député (PS) de cette circonscription depuis 1981, qui pourrait en profiter pour sauver, au second tour, son siège.

Lutte interne
à droite

A un jour d'intervalle, M. Jacques Chirac, président du RPR, et M. Pierre Métaignier, président du CDS, sont venus soutenir leurs champions respectifs. Il n'y a pas de petit profit dans la bataille interne à la droite. Déjà détenteur de la seconde circonscription (Briançon) avec M. Patrick Olier, qui est candidat unique de l'opposition, le RPR ne serait pas mécontent d'occuper la position hégémonique qui fut celle de son partenaire dans les années 70, avec MM. Paul Dijoux (UDF-PR) et Pierre Bernard-Raymond (UDF-CDS).

Sans considérer ce lieu comme un territoire réservé, le CDS comprend mal que le RPR ne veuille pas procéder à un partage amical et équitable du département. D'autant plus qu'à côté, dans les Alpes-de-Haute-Provence, les candidats uniques de l'opposition qui affrontent les deux députés socialistes sont membres du

RPR. Tout cela fait beaucoup. Ce à quoi le parti chiracien répond que six députés UDF-PR dans les sept circonscriptions du Var, ce n'est pas mal non plus.

« Il n'est pas sain qu'un parti veuille pousser son avantage jusqu'au bout sans souci de la préservation d'un certain équilibre des forces à l'intérieur de la future majorité », regrette M. Chappa (CDS), vice-président du conseil général, élu d'un canton sud-est de la ville de Gap, dont il est conseiller municipal. Pendant une semaine en janvier, cet avocat centriste a été candidat unique de l'opposition. « Il y avait eu un forçage terrible du CDS pour que ma candidature soit retirée », confirme M. Martinez (RPR), maire de Laragne, conseiller général du canton du même nom et conseiller régional, trois mandats que cette jeune femme, secrétaire départementale de son parti, a décrochés en moins de neuf mois. Tambour battant. A son image.

Le retrait de M. Martinez a été de courte durée. Le RPR a saisi l'occasion d'une friction avec le CDS dans l'île-et-Villain pour rétablir sa candidature. « Il s'agissait d'un prétexte », assure M. Chappa. De fait, dès la mi-novembre, cette circonscription fut considérée par le RPR comme devant faire l'objet d'une primauté.

Une dimension particulière de ce duel en vient à passer au second plan, même si elle ne peut échapper aux électeurs de cette circonscription. A la suite d'un grave accident de cheval en 1970, M. Chappa, qui avait alors vingt et un ans, est devenu tétraplégique. Quatre ans plus tard, il décrochait son certificat d'aptitude à la profession d'avocat. « Ça n'est pas une compétition entre un handicapé et une personne valide », assure M. Chappa avec sérénité. Une appréciation que partage M. Martinez. « Je considère Jean-Claude Chappa comme un adversaire à part entière, d'ailleurs. C'est une forme de respect. Avoir une autre attitude que celle-là, la pitié, serait inacceptable, et il ne l'accepterait pas. »

OLIVIER BIFFAUD

مكتبة القرآن

هكلمن النحل

POLITIQUE

les élections législatives

M. Vigouroux (son adjoint à la culture), il lui faut impérativement se faire réélire à Gardanne - où il a émigré par commodité électorale - sans à mettre en berne ses ambitions politiques. M. Yves Vidal, le député sortant, ancien patron de la fédération socialiste passé, lui aussi, au MRG et auquel le PS avait imposé une «primaire» suicidaire, a été prié de laisser la place au ministre de la ville. Bordée par le massif de l'Étoile, à l'est de Marseille, la circonscription, mi-campagne, mi-suburbaine, est acquise depuis toujours à la gauche, qui dirige seize communes sur dix-huit et détient quatre cantons sur quatre (2 PS, 2 PC). Le candidat

ser leurs meilleurs scores. Notamment à Aix-en-Provence et sur les pourtours de l'étang de Berre.

Dans les départements alpins, les socialistes auront du mal à juguler les progrès de la droite. M. Daniel Chevalier, maire et conseiller général de Veynes, peut espérer, grâce à son image personnelle et aux divisions de l'opposition, sauver son siège dans la première circonscription des Hautes-Alpes (Gap). Le pronostic est, en revanche, beaucoup plus pessimiste pour les deux sièges détenus par le PS dans les Alpes-de-Haute-Provence. Celui de M. François Masot est guigné par le maire (RPR) de Digne et nouveau président du



battu aux municipales de 1989. Entre l'incommodité générale, qui n'a jamais digéré sa défaite, et son challenger, dont il n'a cessé, depuis quatre ans, de contrecarrer tous les projets, l'explication devant les électeurs était, en fait, inévitable.

Le retour de M. Le Pen à Nice

Ces affrontements prêtent beaucoup moins à conséquence que le retour, à Nice, de M. Jean-Marie Le Pen. Le président du Front national qui conduisait la liste de son parti dans le département, lors des dernières élections régionales, n'avait, certes, pas concrétisé ses ambitieux objectifs : atteindre la barre des 40 % de suffrages dans les Alpes-Maritimes et avoir suffisamment d'élus dans la région pour contraindre la droite à renouveler l'accord de gestion conclu avec le FN en 1986. Avec 30 % des voix, le Front était, néanmoins, devenu la première force politique à Nice. D'où la candidature de M. Le Pen, dans une circonscription aux trois quarts nicoises, celle où sa liste avait obtenu les meilleurs résultats (30,41 % des voix), contre le député sortant, M. Rudy Salles (UDF-PR). Bien qu'il ait été désigné comme le candidat unique de l'opposition, M. Salles est concurrencé par M. Bernard Asso, conseiller général RPR, qui a obtenu le soutien, étonnant, de MM. Pasqua et Seguin.

«Les députés sortants déplorant les attaques calomnieuses et diffamatoires» dont il était l'objet de la part de M. Asso, tandis que le candidat socialiste, M. Jean-Hugues Colonna, ancien député, appelle au «vote utile», sous l'égide de M. Roger Hanin, président de son comité de soutien. M. Le Pen, lui, se garde de tout triomphalisme en pratiquant l'adage prêté à Jeanne d'Arc : «Les hommes d'armes se battent et Dieu donnera la victoire.»

Dans la deuxième circonscription, enfin, la campagne apparaît comme le prologue des municipales entre deux candidats déclarés à la mairie de Nice, MM. Christian Estrosi, député RPR, et Jacques Peyrat, conseiller général, chef de file local du FN. Leur duel, dont M. Estrosi est donné probable vainqueur, est arbitré par M^{me} Geneviève Médécine-Assémat, conseiller général (app. RPR), la sœur de Jacques Médécine, l'ancien maire (CNI). La bruyante M^{me} Médécine ne cache pas sa volonté de faire barrage à M. Estrosi dont elle flétrit «la soif de pouvoir». Elle n'est pas la seule. Dans la 5^e circonscription, un chef d'entreprise nicois, M. Jean Icart, fils de M. Fernand Icart, ancien député (PR) et ancien ministre de l'équipement, a également fait acte de candidature contre un lieutenant de M. Estrosi, en vue, surtout, de se mettre sur orbite pour la prochaine échéance municipale. Encouragé par le quotidien *Nice-Matin*, il cultive, dans cette perspective, son image d'homme neuf et intègre, avec l'intention, avouée, le moment venu, «d'offrir un autre choix aux Nîçois qu'entre le Front national et les bédés Médécine».

GUY PORTE

► Nous avons déjà analysé la préparation des élections législatives dans le Limousin, en Alsace, en Languedoc-Roussillon, en Bourgogne, en Auvergne, en Bretagne, dans le Centre, en Champagne-Ardenne, en Corse, en Haute-Normandie, en Basse-Normandie, en Poitou-Charentes, en Rhône-Alpes et en Lorraine (*Le Monde* des 3, 4, 5, 6, 10, 13, 18, 19, 23, 24, 26, 27 février et 2 mars).



du PC, M. Roger Mei, maire de Gardanne (23,40 % des voix en 1988), n'a pas été le moins prompt à dénoncer en M. Tapie «un oiseau de passage qui s'intéresse aux électeurs le temps d'une élection». En cas de triangulaire, au deuxième tour, avec le candidat RPR, M. Hervé Fabre-André, un énarque de trente-six ans, et celui du Front national, M. Damien Bariller, benjamin du conseil régional, le président de l'OM jouera sur du velours. Un duel opposant à M. Fabre-André, qui n'a pas de mandat, et à M. Bariller, qui n'a pas de mandat.

Réelle, M. Tapie, réclamera, comme il dit, «des galons» dans le MRG qu'il veut rendre «plus ambitieux». Et se mettra en piste pour les élections municipales de 1995 à Marseille, son objectif désormais avoué, qui lui a déjà dicté une spectaculaire réconciliation avec M. Pezet, son ennemi intime d'acier susceptible de devenir son allié, au moins provisoire, contre M. Vigouroux. Par ailleurs, des trois sièges détenus par le PC, le plus menacé sans doute celui du maire d'Aubagne, M. Jean Tardito, qui pourrait revenir au maire (UDF-PR) de La Ciotat, M. Jean-Pierre Lafond.

Le RPR, qui n'a qu'un seul député sortant, M. Léon Vachet (Châteaurenard), s'est montré très exigeant avec ses alliés de l'UDF pour s'assurer une meilleure représentation. Exemple : la circonscription d'Aix-en-Provence. Le député sortant, le fantasque Jean-Pierre Peretti della Rocca, ancien maire (UDF) d'Aix-en-Provence, a rejoint, en cours de mandat, l'hebdomadaire France Unie de Jean-Pierre Solsona, et rompu ses attaches avec sa ville. Le RPR a profité de cette vacance pour provoquer une «primaire» qui se disputera entre l'ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement Chirac, M. Jean-Bernard Raimond, et l'ancien doyen de la faculté de droit d'Aix-en-Provence, M. Fernand Boulian, maire (UDF-PR) de Châteauneuf-le-Rouge, une petite commune de la périphérie aixoise.

Rébellion à Manosque

Aurété de sa dignité d'ambassadeur de France, M. Raimond, qui cite Giraudoux dans ses discours, pense qu'il va gagner. M. Boulian, en qui cohabite le spécialiste réputé de criminologie comparée et l'élu local, le croit tout autant. Leur adversaire socialiste, M. Alexandre Medvedovski, est un énarque fabiusien de trente-trois ans, adjoint au maire d'Aix-en-Provence et amateur de cravates à fleurs. Les sondages ne lui laissent aucune chance au second tour en cas de duel. Mais dans une triangulaire avec le candidat du Front national, M. Philippe Milliau, conseiller régional, le scrutin serait alors plus ouvert. C'est, d'autre part, dans les Bouches-du-Rhône que les écologistes pourraient réali-

ser leurs meilleurs scores. Notamment à Aix-en-Provence et sur les pourtours de l'étang de Berre.

La conjoncture électorale n'est pas très différente dans le Vaucluse. M. Jean Gatel, à Orange, comme M. Guy Ravier, en Avignon, ville, dont il est maire, paraissent, aussi, très menacés par le RPR. Il n'est jusqu'à M. André Borel, maire et conseiller général de Pertuis, pourtant bien implanté dans la circonscription d'Apt, qui ne soit vivement attaqué par le producteur de cinéma - mais aussi viticulteur à Ménerbes - Yves Rousset-Rouard (PR).

Primaires sauvages à Hyères et à Cannes

Changement complet de situation dans le Var et les Alpes-Maritimes, deux départements dans lesquels la droite est omnipotente. Le Var s'offre deux primaires «sauvages», l'une et l'autre au sein du PR. La première, à Hyères, oppose le député sortant de la 3^e circonscription, transfuge du Front national, M^{me} Yann Piau, investie par l'UPF, à M. Joseph Sercia, vice-président du conseil général, auquel son acte d'indiscipline a valu d'être exclu de son parti. Le patron de la droite varoise, sénateur (PR) et président du conseil général, M. Maurice Arreckx, n'a pas pu - ou voulu - éviter ce conflit. Dans les Alpes-Maritimes, même scénario, où, presque, entre M^{me} Louise Moreau, maire (UDF-AD) de Mandelieu, député sortant de la 8^e circonscription, et son voisin, le maire (PR) de Cannes, M. Michel Mouillot.

Emule local de M. Bill Clinton, ce dernier justifie sa candidature par le nécessaire renouvellement de la classe politique. Fort du poids électoral de sa ville (80 % des électeurs de la circonscription), il n'a pas jugé utile d'attendre que M^{me} Moreau, soixante-deux ans, une battante à l'esprit caustique, se décide à passer la main. Un ennui, non programmé, en plus d'on séjour à l'hôpital pour une broncho-pneumopathie aiguë : sa prochaine convocation par le juge lyonnais Philippe Chauray pour être entendu sur ses anciennes activités salariées dans le groupe de Pierre Botton. Son ami, M. François Léotard, compatit. M^{me} Moreau, elle, souffle sur la braise des rumeurs avec allégresse.

A l'autre bout du département, le maire (CDS) de Menton, M. Jean-Claude Guibal, a également transgressé les règles d'investiture de l'UPF en se présentant contre le député sortant (RPR) de la 4^e circonscription, le général (Emanuel) Aubert, qu'il avait

LA FEDERATION DES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS ET D'ASSISTANCE PRIVES A BUT NON LUCRATIF (F.E.H.A.P.) EN APPELLE AU PREMIER MINISTRE

PUBLICITE

Deuxième composante du secteur sanitaire et social en FRANCE, la F.E.H.A.P. regroupe 1.700 établissements et services laïques, confessionnels, associatifs, mutualistes privés à but non lucratif, totalisant 151.000 lits et places, employant 135.000 salariés et accueillant 2.000.000 de malades, handicapés et personnes âgées.

A la suite des décisions prises par le Gouvernement, les établissements sanitaires et sociaux privés à but non lucratif sont en danger. La F.E.H.A.P. qui en réunit la majeure partie, se demande s'il s'agit d'une démarche volontaire du Gouvernement ou la conséquence de décisions mal maîtrisées de l'administration et constate que toutes les demandes présentées aux Ministres responsables pour obtenir qu'ils reviennent sur des décisions dangereuses sont restées sans réponse valable.

Les préoccupations de la F.E.H.A.P. portent principalement sur la situation salariale de notre secteur, bloquée depuis plus d'un an. Le Gouvernement, refuse d'agréer, malgré un principe de parité qui remonte à 1977, les avenants qui transposent pour les personnels des établissements privés à but non lucratif, notamment les infirmiers, les personnels paramédicaux et médico-sociaux..., les mesures décidées dans le secteur public (Accords "DURAFOUR" et "DURIEUX").

Elles portent également sur les moyens financiers attribués à ses établissements qui, depuis plusieurs exercices, font l'objet de dotations budgétaires insuffisantes au regard de l'activité qu'ils doivent financer.

Aux prises avec un tel étranglement financier, ils seront contraints de réduire leur activité, voire d'y mettre fin.

Les conséquences seront dramatiques pour ceux qu'ils accueillent, pour les personnels licenciés, pour l'activité économique qu'ils génèrent.

La situation est particulièrement inquiétante pour ceux qui, participant au service public hospitalier, ne seront plus en mesure d'en assurer les missions et d'en respecter les obligations.

Ces graves questions ont été portées depuis de nombreux mois à la connaissance des Ministres responsables. Faute d'avoir été entendue, la F.E.H.A.P. s'adresse au Premier Ministre, par une voie qui ne lui est pas habituelle mais qui respecte tous ceux et toutes celles qui sont accueillis dans les établissements privés à but non lucratif.

Elle lui demande d'apporter une réponse positive et rapide aux 135.000 professionnels qui attendent que l'Etat respecte ses engagements.

Elle lui demande, au nom des 1.000 Associations qu'elle fédère, des 2.000.000 de malades, handicapés et personnes âgées qu'elle accueille, de prendre les décisions qui leur permettent de poursuivre leur mission.

La F.E.H.A.P. fera connaître par les voies les plus appropriées les suites qui seront données à cet appel.

La F.E.H.A.P. s'adresse aussi aux Français et à tous ceux et toutes celles qui se présentent à leurs suffrages pour attirer leur attention sur une situation qui porte atteinte au pluralisme hospitalier et au libre choix par le malade de son établissement.

LA F.E.H.A.P.



FEHAP : 10, rue de la Rosière 75015 PARIS - Tél 45.78.65.59 Fax 45.79.40.91

Minitel : "36-17" code FEHAP

L'entrée en vigueur du nouveau code de procédure pénale

Les avocats se plaignent de l'absence d'indemnisation pour leur présence en garde à vue

A l'occasion de l'entrée en vigueur du nouveau code de procédure pénale, lundi 1^{er} mars, les barreaux et les organisations d'avocats se sont plaints de l'absence d'indemnisation pour leur intervention en garde à vue. Les juges d'instruction, qui avaient demandé au mois de janvier à être déchargés de leurs fonctions afin de protester contre la nouvelle loi, ont maintenu leurs critiques.

Lundi 1^{er} mars, au premier jour de l'entrée en vigueur du code de procédure pénale, magistrats, avocats, policiers et gendarmes ont appliqué les nouveaux textes dans la mauvaise humeur et les grincements de dents. « Nous connaissons mal les nouveaux usages, soupire un magistrat. Nous avons souvent déformé et il y a parfois eu du retard, mais il n'y a eu aucune véritable catastrophe. » Quant aux juges d'instruction, ils ont renoué leur opposition : « Il s'agit d'une loi vexatoire qui vise à minorer le pouvoir du juge d'instruction, a ainsi déclaré M. Bernard Boulmier, vice-président chargé de l'instruction du tribunal de Lyon, qui tenait une conférence de presse, lundi 1^{er} mars. Nous nous retrouvons demandeurs et non décideurs de la détention. » Les juges d'instruction ont en effet perdu le pouvoir de mettre en détention, désormais dévolu à un juge délégué par le président du tribunal. Ils continueront malgré tout à signer les mandats de dépôt. « Je me réserve le droit de ne pas les signer, a ajouté M. Pierre Goudard, juge d'instruction à Lyon. C'est contraire à mon statut. Nous posons la question de la loi en tant que péenne des droits de l'homme de

Strasbourg, qui nous dira si un juge peut signer un placement en détention signé par un autre juge. »

Les avocats, qui peuvent désormais intervenir auprès des gardés à vue à partir de la vingtième heure, se félicitent pour leur part de cette « avancée » mais ils se plaignent des conditions d'application du texte : en l'absence de modification de la loi de 1991 sur l'aide juridique, leurs interventions ne seront pas indemnisées. « Cette situation nouvelle pour la profession d'avocat ne tient pas compte des difficultés matérielles, financières et d'effectifs considérables qu'elle va entraîner pour les barreaux et chaque avocat, tout particulièrement dans les barreaux de faible importance numérique, constate ainsi la Confédération nationale des avocats (CNA) dans un communiqué. (...) Tout gouvernement qui fait voter des réformes par le Parlement doit s'en donner les moyens. Le renforcement des libertés et droits de l'individu valait bien un effort budgétaire, qui n'a même pas été envisagé. »

Les hésitations de l'opposition

Arguant de cette absence de moyens, certains barreaux ont refusé d'intervenir en garde à vue, malgré l'entrée en vigueur du texte, les avocats de Compiegne, Senlis et Angers ne se rendant pas dans les commissariats et les gendarmeries. D'autres ont imaginé des solutions « associatives » : à Grenoble, un groupe d'avocats a mis sur pied une association baptisée CIGALE (Comité d'indemnisation des gardes à vue pour les avocats dans le cadre du libre exercice) qui indemniserait ceux qui iront jour et nuit dans les locaux de garde à vue. Alimentée par des manifestations diverses – salades dactylographiques, conférences, etc. – cette cagnotte

permettra aux quatre avocats de permanence désignés tous les jours par le bâtonnier de ne pas intervenir bénévolement.

Dans un entretien accordé mardi 2 mars au *Provençal*, le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, se montre toutefois optimiste. « Ce code est une révolution en matière de droit, anté-11. Une période d'adaptation est forcément nécessaire : comment cela ne passerait-il pas quelques problèmes ? Mais la grande majorité des magistrats va appliquer la loi. Sur les 350 juges d'instruction, une centaine ont demandé à être déchargés, mais nous ont réellement entrepris une démarche administrative en ce sens. » Dans l'opposition, les responsables politiques n'ont pas clairement arrêté leur position : le « projet de l'Union pour la France » publié par l'UDF et le RPR au mois de février plaide en faveur d'une « révision de la récente réforme de la procédure pénale » mais il ne donne aucune précision sur son contenu.

M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, s'est cependant déclaré favorable à une suspension du texte après les élections législatives afin de « remettre à plat les textes et aboutir à une réforme incontestable ». « La nouvelle majorité, a-t-il expliqué lundi 1^{er} mars, n'acceptera pas tel quel l'héritage empoisonné d'une procédure improvisée, inapplicable et néfaste pour la poursuite des délits et des crimes. » Si cette réforme était adoptée, elle suivrait le chemin des autres réformes : celle qui tentait de réformer l'instruction : celui de M. Robert Badinter avait été victime de l'alternance en 1986 et celui de son successeur, M. Alain Chabaud, avait été abrogé en 1989.

ANNE CHEMIN

Après l'enterrement du petit James près de Liverpool

La Grande-Bretagne s'inquiète de son « état moral »

Près d'un millier de personnes étaient rassemblées, lundi matin 1^{er} mars, autour de la petite église catholique de Kirby dans la banlieue de Liverpool où était dite la messe de funérailles du petit James Bulger, deux ans, retrouvé mort le 14 février. Seuls la famille et les proches avaient pris place dans l'édifice. La police avait appelé les habitants de l'agglomération à ne pas se déplacer en masse afin de respecter la peine de la famille. Lors de la première audition des deux enfants de dix ans meurtriers présumés du petit James, la foule avait mené le fourgon qui les transportait. Lundi matin, la colère et la haine le cédaient à une émotion intense et recueillie.

Les parents de l'enfant avaient préparé la cérémonie au cours de laquelle des lectures de la Bible ont été faites, en particulier par le superintendant Alfred Kirby chargé de l'enquête. Des offices ont été célébrés dans tout le pays, notamment à la cathédrale de Westminster à Londres. Lundi soir, le cardinal Basil Hume, archevêque de

Westminster et chef de l'Eglise catholique en Angleterre, a critiqué, dans une interview à la BBC, les propos du premier ministre britannique, A. M. John Major, qui avait appelé à « condamner plus et à comprendre moins », le cardinal Hume, demandant qu'une commission royale enquête sur « l'état moral » de la Grande-Bretagne, a répondu : « On condamne toujours ce qui est mal, mais nous devons aussi comprendre pourquoi cela arrive. »

Les deux jeunes meurtriers présumés du petit James sont aussi inculpés de tentative d'enlèvement sur un autre enfant. Ils doivent être à nouveau présentés à un magistrat mercredi 3 mars. En attendant, ils ont été placés dans un centre spécialisé. Le soutien d'une opinion publique de plus en plus inquiète devant les apparences d'une recrudescence de la délinquance juvénile, pousse le gouvernement à rouvrir, d'ailleurs, plusieurs maisons de correction. L'opposition travailliste y est hostile, tout en insistant sur la nécessité d'« enfermer » les jeunes récidivistes.

Le retour aux « maisons de correction »

LONDRES

de notre correspondant

Dans le débat sur la criminalité, il est habituel de faire référence aux propos de lord Whitelaw, Ministre de l'Intérieur en 1979, lord Whitelaw s'était fait l'avocat d'un régime de détention « bref, pénitentiaire, rigide » pour guérir les jeunes délinquants récidivistes. Sur la base de ce précepte, quatre centres furent créés l'année suivante : entraînement de style militaire et programme de sévères punitions. Quatre années plus tard, il fallut limiter les leçons de cette expérience : cette criminalité particulière n'avait pas régressé d'un iota, le taux de récidive ne

s'était pas amélioré, et les magistrats étaient réservés envers des méthodes aussi « musclées ». Les camps, dont le coût était très élevé, furent donc fermés.

D'autres systèmes, tout aussi discutables, ont existé dans le passé. Les maisons de redressement britanniques, qui accueillent des pensionnaires jusqu'à l'âge de vingt et un ans, ont toujours eu une réputation : les enfants et les adolescents y séjournaient pour une durée illimitée, avec pour résultat le plus notable de les endurcir dans la délinquance. Des centres de détention, pour les quatorze-dix-sept ans, avaient, d'autre part, été créés dans les années 50, et ne donnaient pas plus satisfaction. En 1982, ces deux types d'établissements – maisons de redressement et centres de détention – furent fusionnés en une seule institution, chargée d'accueillir les délinquants âgés de quatorze à vingt et un ans.

« Être sévère contre les causes du crime »

Les plus jeunes – de dix ans (âge de la responsabilité pénale) à quatorze ans – sont aujourd'hui confiés aux autorités locales et placés dans les « foyers communautaires ». Reconnus coupables de crimes graves (meurtre, viol, incendie criminel), les enfants de dix à dix-sept ans sont dirigés vers l'un des deux établissements spécialisés, les centres de traitement des jeunes, administrés par le ministère de la Santé. L'un est celui de Glenelg, à Birmingham, l'autre celui de Aycliffe, dans le comté de Durham, au nord-est de l'Angleterre. Entre ces deux catégories d'établissements, le ministre de l'Intérieur, M. Kenneth Clarke, estime qu'un « vide » doit être comblé, celui du placement des enfants de moins de quinze ans, récidivistes, mais non coupables de crimes graves. C'est pour eux que le gouvernement veut la réouverture des maisons de correction, système particulièrement onéreux pour la collectivité.

M. Clarke assure que son intention est de faire de ces nouveaux établissements des « écoles primaires de citoyenneté », mais de nombreux juristes, ainsi que le Parti travailliste, craignent que la vocation sécuritaire l'emporte rapidement sur les intentions pédagogiques. La plupart des spécialistes soulignent, en outre, que le gouvernement se montre sensible à la pression d'une opi-

nion publique survoltée par quelques faits divers sanglants, alors même que les statistiques de justice font peser un « tour de vis » répressif. De 1985 à 1991, par exemple, le nombre des enfants et adolescents de moins de dix-huit ans poursuivis par les tribunaux est tombé de 219 000 à 149 000, et celui des délinquants « connus » de moins de quatorze ans a chuté d'environ 20 %.

Le problème est peut-être davantage celui du manque de places disponibles : dans cette tranche d'âge, il n'existe que 292 places dans les « foyers communautaires ». Le plus frappant dans ce débat sur la délinquance et la criminalité juvénile, auquel s'est associée l'Eglise (le *Monde* du 3 mars), est le rapprochement des positions politiques auquel il donne lieu. Le parti conservateur a certes ses « ultras », comme ces parlementaires qui demandent au gouvernement de rétablir à la fois les châtiments corporels dans les écoles et plus de liberté répressive pour la police, mais le Labour défend des thèses désormais proches de celles du Parti conservateur.

M. Tony Blair, ministre de l'Intérieur du « shadow cabinet », demande que l'on apprenne aux enfants « la valeur de ce qui est bien et mal » et parle de « chaos moral ». Il propose cependant une politique qui soit « sévère contre le crime, sévère contre les causes du crime » : cette dernière précision rejoint l'idée de l'action communautaire, et celle-ci n'a plus grand-chose à voir avec le programme des conservateurs.

LAURENT ZECCHINI

Nomination de magistrats

Par décret du 22 février paru au *Journal officiel* du 24 février, sont nommés procureurs généraux :

Près la cour d'appel de Rouen, M. Gabriel Bestard, procureur général près la cour d'appel de Fort-de-France ; près la cour d'appel de Basse-Terre, M. Michel Breard, magistrat détaché aux fonctions de secrétaire général de la grande chancellerie de la Légation d'honneur ; près la cour d'appel de Fort-de-France, M. Yves Charpenel, premier substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Cretail, conseiller technique au cabinet du garde des sceaux, M. Michel Vauzelle.

INTEMPÉRIES

Plusieurs centaines de camions ont été bloqués

La neige a paralysé la circulation entre Narbonne et Toulouse

Les abondantes chutes de neige qui se sont produites, lundi 1^{er} mars, entre Narbonne et Toulouse ont sérieusement perturbé la circulation routière, durant la soirée et une partie de la nuit, dans l'Aude et le Midi-Pyrénées. Elles ont provoqué un accident à Olette (Pyrénées-Orientales) entre un poids lourd et un autocar où avaient pris place quarante-cinq enfants se rendant en vacances de neige. Quinze enfants et les deux chauffeurs ont été légèrement blessés. Quant à l'autoroute A 9, qui relie Montpellier à l'Espagne par le col du Perthus, elle a été fermée aux poids lourds lundi. Plus de sept cents camions ont passé la nuit sur le parking du

Zénith de Montpellier, et trois cents autres à Mmes. L'autoroute A 61, qui relie Toulouse à Narbonne, a pu être rouverte durant la nuit, de sorte que la circulation a été rétablie entre Montpellier et Toulouse, libérant un certain nombre de poids lourds bloqués sur les aires de stationnement.

La tourmente a aussi frappé les Alpes, où la neige tant attendue a obligé certaines stations comme Tignes, Val-d'Isère et Courchevel à interdire, lundi, tout ou partie de l'accès aux pistes, en raison des risques d'avalanche. La circulation routière, difficile, a cependant pu être maintenue dans les vallées de la Maurienne et de la Tarentaise.

CORRESPONDANCE

La gestion de la SONACOTRA

A la suite de l'article intitulé « La SONACOTRA porte plainte contre son ancien PDG, M. Mielbeil Gagneux » (le *Monde* du 12 février), nous avons reçu de M. Michel Gagneux, directeur de ce organisme de février 1986 à décembre 1991, la lettre suivante :

L'article que vous avez fait paraître au page 11 de votre édition du 12 février 1993, sous le titre « La SONACOTRA porte plainte contre son ancien PDG », comportant un certain nombre d'exactitudes, d'informations conduisant à présenter de manière déformée et péjorative le sens et les résultats de ma gestion à la tête de cette entreprise, de février 1986 à décembre 1991, je tiens à porter à votre connaissance les éléments suivants :

1. - Il est tout d'abord faux de prétendre que la Cour des comptes me reproche d'avoir « sacrifié l'objet social de la société au profit d'une diversification inconsidérée et non rentable ». La Cour a simplement déclaré ne pas être certaine que « l'entreprise puisse disposer des moyens de financement nécessaires au financement d'opérations de diversification », considérant que sur ce point « il appartient à l'Etat actionnaire de se prononcer clairement ». Or l'Etat avait déjà pris position, comme en attestent les procès-verbaux des conseils d'administration et la lettre signée le 11 janvier 1991 par le ministre des affaires sociales au nom du gouvernement, me demandant du poursuivre cette stratégie.

2. - De même, il n'est nullement fait état, dans le rapport définitif de la Cour des comptes, d'un quelconque « matériel électoral de la numéro deux de l'entreprise, édité par l'imprimerie de la SONACOTRA ». En effet, à l'issue de la procédure contradictoire, la Cour des comptes a estimé qu'un tel grief était sans fondement.

3. - Mon départ de la SONACOTRA vers une filiale d'un grand groupe privé s'est effectué dans la totale transparence, le ministre dûment sollicité et informé de l'ensemble de ma situation n'ayant soulevé aucune objection, ce qu'il se devait de faire aux termes du décret du 17 janvier 1991 s'il estimait qu'il y avait matière à défaut d'insinuation. Je ne crois pas avoir eu tort de penser à l'époque, comme le ministre concerné, que tel n'était pas le cas.

4. - En ce qui concerne ma gestion, comme tout chef d'entreprise,

j'apprécie en général une gestion à quelques chiffres fondamentaux. Voici donc quelques vérités sur la SONACOTRA avant et après ma présidence.

- Au 31 décembre 1985, ayant publié depuis longtemps ce qu'est un résultat équilibré, la SONACOTRA perdait 16 millions de francs en dépit d'une subvention d'exploitation de 197 millions de francs, représentant le tiers du chiffre d'affaires. Elle avait à son bilan un « report à nouveau négatif » (somme des déficits successifs) de 385 millions de francs, le montant des loyers impayés atteignait des records, la gestion des 70 000 chambres restait manuelle, et l'entreprise ne construisait pas plus qu'elle ne réhabilitait ses foyers.

Six ans plus tard, elle avait dégagé des excédents bénéficiaires consécutifs, augmenté son chiffre d'affaires de 50 %, diminué le « report à nouveau négatif » de près de 200 millions de francs, permis de réduire les aides publiques de 100 millions de francs et, si elle avait été maintenue sur cette lancée, aurait pu vivre sans subvention publique (l'argent du contribuable) dès 1994. Durant cette période, les loyers impayés passaient de près de 10 % à 4 % du chiffre d'affaires, l'occupation des résidences dépassait le taux de 90 %, l'entreprise était totalement informatisée, le personnel massivement formé (10 % de la masse salariale y avaient été consacrés), un vaste plan de réhabilitation du patrimoine avait été engagé, les salaires étaient augmentés en proportion des résultats, le salaire minimum passait à 6 500 F, et treize accords sociaux avaient été signés. Gestion étonnante, en effet, qui consistait à concilier une mission d'intérêt général et un projet d'entreprise. Tous ces comptes ont un grave défaut : ils ont été certifiés sincères et conformes par la Cour des comptes.

5. Selon les actuels dirigeants de la SONACOTRA, pour l'essentiel de ce que j'ai pu comprendre à ce jour, à travers la presse, trois dossiers auraient motivé le dépôt d'une plainte. Je démontrerais, dans le cadre judiciaire, que ces accusations ne reposent sur rien. Sont-elles le résultat de la difficulté des nouveaux dirigeants à appréhender des situations d'entreprise encore nouvelles pour eux, ou sont-elles le fruit d'une falsification délibérée ? Je ne peux que m'interroger tant ces dossiers sont simples.

- Le « contrat CBC » :

La SONACOTRA a besoin de terrain pour se développer. Elle ne possède ni les moyens techniques ni les ressources humaines, ni le temps, et s'est donc adressée à un spécialiste, passant avec le groupe CBC et sa filiale COMOFI une convention cadre, qui n'est en rien un contrat d'exclusivité, et qui stipule que cette dernière propose des terrains à la SONACOTRA qui est libre d'accepter ou de refuser le projet comme de procéder à un appel d'offres lorsque les propositions de prix d'entrent pas dans ses « coûts et objectifs ». La SONACOTRA a refusé vingt-cinq projets, et seulement quatre ont été réalisés, et ce, à la suite de cette convention, représentant un coût de construction total de 85 millions de francs, et non de 233 millions, comme annoncé dans votre journal. Les marchés ont été passés au meilleur prix. Ils ne sont d'ailleurs pas critiqués aujourd'hui. Où est le scandale ? Où est l'abus ?

- Le financement des lodges d'Alberville :

Ces lodges ont été construits à la demande expresse des pouvoirs publics (préfecture de Savoie et ministère des affaires sociales) en vue d'héberger les personnes travaillant sur les sites olympiques et ont été conçus en modulaire en vue de leur réutilisation ultérieure. Aucun prêt social n'étant mobilisable pour ce type de logement modulaire, la SONACOTRA a eu recours au *lease back*, une formule chérisse dans les entreprises. Comme tout chef d'entreprise, il n'était pas dans mes habitudes de financer des immobilisations lourdes au moyen de la trésorerie de l'entreprise. Où est l'abus ?

- Le contrat de « veille stratégique » :

Le contrat de « veille stratégique », conclu avec le cabinet ESL, La SONACOTRA cherchait à mieux comprendre les attentes de tous ses partenaires locaux, leur perception de l'entreprise, leurs critiques, afin de mieux s'y adapter. Elle a confié cette mission à un cabinet spécialisé et réputé, ESL. Ce travail de longue haleine était destiné à améliorer les réponses de la SONACOTRA aux besoins des collectivités locales en matière d'intégration. Les prestations bien réelles de cette société, constituées de nombreux mandats d'entretiens, d'analyses, de synthèses thématiques, de préconisations et de réunions bi-mensuelles, ont été réalisées tant en quantité qu'en qualité. Quant au coût d'un tel contrat, que vous annoncez de

مكتبة القرآن

هكنا من النحل

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Crimes de jeunesse

Existe-t-il une personnalité criminelle structurée chez certains enfants et adolescents ?
Un rapport psychiatrique répond « non »

« **L**a justice et la médecine ont horreur du vide. Il leur faut toujours trouver une explication. » C'est un médecin psychiatre qui parle. La récente découverte du corps de James Bulger, deux ans, sur une voie ferrée, et l'arrestation de ses assassins présumés, âgés de dix ans, ont ébranlé les consciences britanniques (le Monde daté 21-22 février et du 2 mars). Au-delà des raisons « objectives » du crime, commis dans un quartier pauvre de la ville de Liverpool, où vingt-cinq pour cent des hommes en âge de travailler pointent au chômage, derrière l'émotion et la violence suscitées dans l'opinion, il y a deux petits garçons, avec chacun leur passé, leur histoire.

On ne sait rien d'eux, on presume. Le docteur Bernard Zeiller, psychiatre, s'est penché pendant des années sur des « cas » d'enfants et d'adolescents jugés pour des infractions criminelles. Il a ouvert cent six dossiers de ressort de la cour d'appel de Paris puis, en compagnie du docteur Tony Lainé, récemment disparu (le Monde daté 23-24 août 1992), ils ont passé au crible la personnalité de seize jeunes de treize à dix-huit ans. Ils ont cherché à comprendre comment et pourquoi ces enfants au « potentiel intellectuel normal, plutôt au-dessus de la moyenne », hormis pour trois adolescents internés en hôpital psychiatrique au titre de l'article 64 du code pénal (1), sont passés à l'acte. Et ils ont trouvé des points communs à leurs souffrances.

« Le grand souhait de chacun est de dresser un portrait prédictif de l'adolescent, voire de l'adulte qui deviendrait un criminel. Mais on n'y est jamais arrivé », prévient le docteur Zeiller, actuellement chargé de recherche à l'INSERM au sein de l'association pour le développement de la recherche médico-psychosociale sur les adaptations et les handicaps (ADREMI). Si la question est de savoir s'il existe chez ces adolescents ce qu'on appelle le noyau d'une personnalité, un noyau structuré qu'un adulte criminel, notre réponse est non. Le psychiatre est formel. Toutes les hypothèses ayant circulé dans les années 1969-1970 après la découverte par le docteur écossais Patricia Jacobs d'un prétendu « gène du crime », le chromosome masculin ou Y surnuméraire, le XYY, semblent désormais écartées. Des chercheurs de Leeds ont même avancé récemment dans une lettre au Lancet que le caryotype XYY prédisait en trousseau l'adulte (2).

Des pères déçus, alcooliques ou déprimés

Tous les jeunes criminels rencontrés sont victimes de leur naissance. « Sans qu'on puisse dire que ce soit la seule cause, ce que les jeunes ont vécu par rapport à leur filiation intervient énormément », remarque le docteur Zeiller. On retrouve chez ces adolescents des difficultés familiales similaires. Ils ont été élevés avec « des images de père déchu ou barré dans sa fonction paternelle, que ces pères soient présents ou non dans la réalité ; le plus souvent ils ne le sont pas (morts ou vivants ailleurs) ; ce sont des pères déçus, délinquants, alcooliques ou déprimés, qui n'assurent pas

leur rôle de protection de l'enfant par rapport à ses pulsions », écrivent les chercheurs dans leur rapport, remis début 1991 au Conseil de la recherche du ministère de la justice (3). Au cours des quatre entretiens conduits par les spécialistes, à deux ou trois mois d'intervalle, « le manque au niveau de la parole » a été constamment évoqué.

L'image de la mère, ensuite, si elle n'est pas associée à un vide, renvoie à un personnage tout-puissant. « Mères déprimées ou mères fusionnelles, elles n'ont pu permettre à l'enfant, à travers leur regard, leur attention, leurs soins, de se créer un espace qui lui soit propre dans lequel il puisse se développer et se reconnaître. » Cette « défaillance dans la représentation des images parentales » entraîne « des troubles importants du narcissisme » et l'absence de repères dans la construction de leur identité. Ce déséquilibre crée chez eux un « sentiment perpétuel d'insécurité ». Ces enfants vivent avec « la peur de l'abandon toujours sous-jacente ou la peur de « se faire avoir ». L'autre, le copain, le frère, est souvent un double de lui-même ou un support. Il est difficile pour eux d'accéder à une véritable altérité où l'autre soit perçu comme différent avec une valeur propre.

Les traumatismes psychiques et émotionnels qui ont jalonné l'histoire des mineurs examinés et de leurs ascendants, constatent, selon les auteurs, « des bombes à retardement (...) susceptibles, sous l'effet de la

décharge émotionnelle de produire un passage à l'acte aussi important qu'un acte criminel ». Le moment du crime intervient à un point de tension maximale où la seule alternative qui s'offre est tuer ou se tuer. Les récits des enfants interrogés évoquent un docteur Zeiller « un décor plané, avec deux acteurs, l'auteur et la victime. Ils sont dans une sorte de fiction, dans une position d'extrême difficulté à relier le monde intérieur et extérieur ». La douleur est insupportable. « La conjonction de ce que ces enfants ont objectivement et subjectivement vécu arrive à un point de tension telle qu'une explosion incontrôlée va se produire », ajoute le médecin.

Pas de préméditation

Les conclusions cliniques du rapport soulignent que « le passage à l'acte est souvent relaté par les mineurs comme s'il s'inscrivait dans l'insouciance d'une « folie du sujet ». Il n'y a pas de perte de conscience, la mémorisation en est précise, « mais le récit est froid, anémisé et donne le sentiment d'un « hors-jeu », voire d'un dédoublement instantané ». L'acte lui-même renvoie à une « problématique de l'horreur » telle qu'elle s'est inscrite dans la vie de ces adolescents. Il s'agit de mettre à l'extérieur ce qu'il y a d'horrible à l'intérieur de soi. A cet égard, précise le docteur Zeiller, « on ne peut pas parler de préméditation chez un adulte comme chez un enfant. Il y a une idée

d'agressivité, de faire un coup, de se venger peut-être mais sans que ce soit avec la volonté de tuer ».

« Certains crimes n'étaient-ils pas au départ des délits, transformés en crimes par le hasard ? », s'interroge le psychiatre. « La notion de donner la mort est différente pour nous, adultes. Les enfants et les préadolescents perçoivent-ils bien ce à quoi correspond la « mort réelle » ? Face à l'assassinat du petit James Bulger, deux ans, le spécialiste demande : « Et que penser de tout ces gosses en armes, dans les pays en guerre ? »

L'intériorisation des valeurs et l'apprentissage de ce qui est interdit et permis forgent la conscience de l'enfant qui grandit. Or « nous avons tous des pulsions partielles qui nous composent », explique le docteur Zeiller. Chacun de nous est un peu voyou, un peu exhibitionniste, un peu sadique. Les barrières légales font partie de nos mécanismes de défense. Quand un enfant martyrise un insecte, par exemple, il met simplement en œuvre ses pulsions sadiques. Ces conduites peuvent « évoquer la perversion mais elles ne sont pas significatives de personnalités perverses », résume le chercheur.

Penser devient intolérable

La fréquence des échecs et des ruptures scolaires caractéristique, c'est presque une évidence, le parcours de ces jeunes délinquants. La place de l'école comme « lieu privilégié de la

parole et de l'expression » leur a manqué. Leur potentiel reste « inexploité ». Ces enfants font preuve, dans les tests de personnalité (tests Rorschach et T. A. T.), d'un manque d'imagination caractéristique. Leurs craintes devant « leur monde intérieur entraînent inhibition intellectuelle, blocage associatif, appauvrissement de leur vie imaginaire. Il y a une sorte de « collage » à la réalité extérieure pour éviter de penser. L'enfant devient pour la plupart une activité intolérable, parce que trop douloureuse », observent les cliniciens.

Un tuteur pour chaque mineur

L'influence de la télévision sur les comportements criminels reste un domaine médicalement inexploité. Dans aucun témoignage la trace de l'image télévisée n'apparaît. « Ce problème de la violence télévisée se situe au-delà des infractions criminelles », estime le docteur Zeiller. Les enfants et les préadolescents ont du mal à distinguer la part de la réalité et de la fiction. Quand des gosses sont accablés à un écran de télévision ou à un jeu électronique pendant des heures, ils se privent des apports de la réalité, ils vivent en quelque sorte déconnectés. A un moindre degré, la progression foudroyante du walkman est un facteur d'isolement, de coupure physique importante.

Le crime accompli, la chose jugée, l'incarcération pour quelques-uns ne suffisent pas, souligne l'étude, à

« conduire le jeune à un véritable sentiment d'acquiescement ». Le poids de la comparaison est lourd sur de jeunes épaules, le rituel du tribunal correctionnel, ou plus encore, celui de la cour d'assises, est certes « initialique », il permet de rétablir la « réalité objective des faits », mais dans l'expérience, le jeune se trouve seul, sans espoir et sans perspective. Le jugement et « la mort civile » qu'il entraîne provoque, selon les psychiatres, « une sorte de redoublement de la peine très important dans le cas de mineurs ». « La perte des droits civiques, militaires et d'entreprise les renvoie à leur vide, à leur sentiment qu'ils n'ont de place nulle part », insistent les chercheurs.

L'univers carcéral et les transferts dans différentes institutions pénitentiaires achèvent de brouiller les repères qui doivent permettre à tout adolescent de se structurer. « Les longues peines infligées à ces jeunes ne peuvent avoir que des effets négatifs sur leur structure psychique déjà fragile et hypothèque lourdement leur avenir psychologique et social. L'incarcération au moment de leur adolescence les maintient dans l'état d'enfance », concluent les auteurs, qui plaident notamment en faveur de la création d'un poste de tuteur auprès de chaque mineur durant sa peine.

« Les jeunes ayant commis un acte criminel ne constituent pas une population homogène chez laquelle le crime surviendrait à l'acte », d'un passé délictueux, constatent les docteurs Zeiller et Lainé. Pour plusieurs d'entre eux, l'acte criminel est la première infraction les conduisant devant la justice. Sur cent six dossiers extraits des affaires jugées en 1984 et 1985 dans le ressort de la cour d'appel de Paris, seulement sept cas d'homicides volontaires commis par des mineurs ont été recensés. Un seul avait moins de treize ans. La terrible histoire de Liverpool a bien un caractère exceptionnel. Mais sa charge symbolique est telle qu'elle conduit à s'interroger sur la gestion de l'exclusion et des nouvelles formes d'attentes à la santé mentale générées par nos sociétés. Au point qu'on a pu assister, sur les écrans de télévision, au spectacle d'hommes et de femmes lançant des pierres contre un fourgon où étaient prisonniers deux gendarmes des faubourgs, privés de la conscience exacte de leur acte.

LAURENCE FOLLÉA

(1) « Il n'y a ni crime ni délit, lorsque le prévenu était en état de démence au moment de l'action, ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. » Le nouveau code pénal, qui entre en vigueur le 1^{er} septembre prochain, modifie la rédaction actuelle de l'article 64. L'article 122-1, qui le remplace, précise : « N'est pas pénalement responsable la personne qui était atteinte, au moment des faits, d'un trouble psychique ou neurophysique ayant aboli son discernement ou le contrôle de ses actes. »

(2) Smith R. et coll. « Male to Female Transsexual with XYY Karyotype ». The Lancet, 1991, 337, 557-558.

(3) Les Cahiers de la sécurité intérieure, mai-juillet 1991, consacré à « Jeunesse et sécurité », Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI).

(1) Seuls les 13-18 ans sont pris en compte par les statistiques des crimes et délits constatés par la police et la gendarmerie nationales. Ces statistiques font l'objet de publications annuelles à la Documentation française.

(2) Les Cahiers de la sécurité intérieure, mai-juillet 1991, consacré à « Jeunesse et sécurité », Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI).

(3) Les Cahiers de la justice, octobre 1991, ministère de la justice, publié à la Documentation française.

Deux pour cent des homicides commis par des moins de 18 ans

Au cours des vingt dernières années, la délinquance juvénile a progressé plus vite en France que celle des majeurs, sans pour autant se développer de façon vertigineuse. En 1988, 94 302 mineurs de moins de dix-huit ans (1) avaient ainsi été mis en cause par les services de police ou de gendarmerie, soit 2,15 % de la population totale des 13-18 ans. La même année, il y en avait eu 875 854 majeurs, soit 1,47 % de la population totale des majeurs.

Entre 1972 et 1988, on a constaté un dédoublement dans l'évolution des deux populations (les 13-18 ans, par rapport aux majeurs) de mise en cause : quasi-stagnation des majeurs et augmentation de plus de 30 % des mineurs, commente M. Eric Chelmeau dans un récent numéro des Cahiers de l'INSEE (2). Cette progression n'a cependant rien eu d'un raz de marée criminel. De 1972 à 1988, le nombre de mineurs mis en cause — et des garçons pour l'essentiel — est certes passé de 68 700 à 107 808. Mais la courbe s'est ensuite infléchi avant de reprendre son ascension à partir de 1989 (94 302 mis en cause) et d'atteindre un nouveau

sommet (101 631) en 1991. Dans les trois quarts des cas, la délinquance juvénile concerne des atteintes contre les biens, avec des spécificités qui la distinguent de celle des adultes.

La rubrique des vols au tout genre mobilise particulièrement les mineurs : en 1988, 21 000 d'entre eux ont été signalés comme auteurs présumés de vols à la roulotte et de vols de véhicules ; 14 000 étaient suspectés pour des affaires de cambriolages, 13 000 pour des vols à l'étalage, 13 000 pour des vols avec violence. Deux autres types d'infractions ont été constatés : des atteintes à l'incrimination (10 000) pour les 13-18 ans ; ils ont formé plus de la moitié (51 %) des auteurs de vols de deux-roues à moteur, ainsi que 39 % des auteurs des dégradations (« tags », détériorations sur des voitures ou des biens publics). Une caractéristique notable de la délinquance juvénile : la majorité des délits y sont commis en groupe.

S'agissant des atteintes contre les personnes, les mineurs ont représenté 29 % des responsables de vols avec violence sur la voie publique (poches, vols de blousons sous le manteau). En 1980, plus de

soixante plaintes pour racket scolaire avaient été enregistrées par les services de police. Mais les moins de dix-huit ans n'ont perpétré que moins de 2 % des homicides, tandis que les affaires criminelles à l'actif de mineurs représentent moins de deux cents cas chaque année.

Des juridictions spécialisées

Du côté du ministère de la justice, 50 400 mineurs ont été recensés en 1990 comme ayant été l'objet d'un jugement à titre initial par les juridictions spécialisées de la jeunesse. 37 655 moins de dix-huit ans ont été condamnés en 1990, selon les services chargés de la protection judiciaire de la jeunesse. Au 1^{er} juillet 1992, les moins de dix-huit ans représentaient 1,2 % des 54 498 détenus dans les prisons françaises (3).

La justice des mineurs, organisée à partir d'une ordonnance de 1945, est bien distincte du droit pénal applicable aux adultes. Avant treize ans, les enfants sont responsables pénalement, mais ils ne peuvent pas être condamnés à une

peine d'incarcération. Jusqu'à seize ans, ils ne peuvent pas être placés en détention provisoire (sauf en matière criminelle), mais ils peuvent être condamnés à l'incarcération. De seize à dix-huit ans, l'âge de la majorité pénale, le mandat de dépôt est possible. La réforme du code de procédure pénale a toutefois introduit une nouveauté visant elle aussi à mieux protéger les mineurs : il n'est plus possible de placer des moins de treize ans en garde à vue. Transposée à l'Hexagone, le « crime de Liverpool » n'aurait pas permis aux policiers français d'arrêter ses auteurs présumés.

E. IN.

Deux bateaux romains mis au jour à Marseille

Un petit trésor du II^e siècle découvert en creusant un parking sous la place Jules-Verne

MARSEILLE

de notre correspondant

Les travaux préparatoires à la construction en sous-sol d'un parking situé place Jules-Verne, qui jouxte l'hôtel de ville de Marseille, sur le quai du Port, viennent de permettre la mise au jour de deux navires de commerce romains, datés du II^e siècle après Jésus-Christ.

Une cinquantaine de membrures-varangues — ces pièces de bois qui, disposées en arêtes le long de la quille des navires, donnaient au bordé sa forme — sont apparues lors du dégageement des deux épaves disposées côte à côte, perpendiculairement au rivage antique. En même temps, les archéologues, placés sous l'autorité de M^{me} Antoinette Hesnard, et les cher-

cheurs du CNRS, qui dirige M. Patrice Pomey, ont dégagé de nombreux pieux verticaux enfoncés dans le sous-sol marin qui supportaient une estacade, cette passerelle de bois permettant d'ancrer les navires et de gagner le rivage à pied sec.

A dire vrai, la découverte n'est qu'une demi-surprise puisque l'on savait depuis longtemps la place Jules-Verne située à l'emplacement du rivage antique de Lacydon. Le musée des docks romains, aménagé in situ à 100 mètres de là, avec ses énormes dolias, l'atteste. En outre, on savait, après la destruction en février 1943 du vieux Marseille, sur ordre de l'occupant, que se trouvait là l'essentiel de l'activité du port de Marseille à l'époque romaine, après que le « corne » située à l'emplacement actuel du Centre-Bourse ait été comblée par suite d'un ensablement. C'est d'ailleurs dans cette corne qu'avait été

découvert en 1974 un autre navire marchand du premier siècle, actuellement au Musée d'histoire de Marseille.

De dessous, le port grec ?

Sur la place Jules-Verne, les archéologues avaient dégagé depuis plusieurs semaines les vestiges de docks et d'entrepôts. Contrairement à leur aîné, dont l'état d'imprégnation du bois gorgé d'eau avait nécessité une lyophilisation afin de le conserver, les bateaux de la place Jules-Verne sont en parfait état. Les bois sont aussi durs qu'un moment de la construction des navires. M. Jean-Paul Jacob, conservateur régional de la DRAC, pense qu'il suffira de les faire sécher lentement pour les récupérer.

L'un des deux navires a été scé-

culé chargé de pierres, probablement en vue d'aménager un appontement sur ce rivage où se situait l'estuaire d'une petite rivière descendant des auteurs du quartier du Panier. L'autre bateau, intact, présente la particularité d'un puits central au milieu de la coque, dont il faudra déterminer l'usage. On a également découvert, outre des céramiques, objets de bois et un petit trésor de pièces de bronze, de nombreuses queues de thon, probablement tranchées sur place avant livraison de la pêche.

Pour M. Jean-Paul Jacob, il ne fait guère de doute que ces découvertes ne sont qu'un commencement et qu'en creusant encore on devrait retrouver le port grec et éventuellement... des bateaux. Ce qui serait une catastrophe pour le chantier, mais une zébrure pour les archéologues !

JEAN CONTRUCCI

La science en débat

dans le cadre de l'exposition
L'HOMME ET LA SANTE

Conférence

mercredi 10 mars à 17h

Les soins, l'accompagnement du malade atteint du sida

Daniel Vittecoq, médecin des hôpitaux, Assistance publique, Paris.

Daniel Defert, sociologue, membre de la Commission mondiale sur le sida à l'OMS, président-fondateur de Aides, Paris.

Animation : **Alain Marité**, directeur médical, Le Quotidien du Médecin.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie
30 avenue Corentin Cariou 75019 Paris
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 73 32

SCIENCES • MÉDECINE

Lavoisier rentre à l'Académie

350 manuscrits du grand chimiste des Lumières, que l'on croyait perdus, viennent d'être retrouvés par l'Académie des sciences

S'il fallait de lui ne rester qu'une loi, ce serait, bien sûr, celle de la conservation de la masse. Antoine Laurent de Lavoisier, fondateur de la chimie moderne, pouvait-il soupçonner, pour autant, que l'Histoire rejoindrait la science et que ce principe essentiel s'appliquerait un jour... à ses propres écrits? « Rien ne se perd, rien ne se crée » : l'Académie des sciences vient d'en faire une nouvelle fois la preuve, en retrouvant 350 manuscrits ayant appartenu à Lavoisier, qu'archivistes et historiens, depuis près de quarante ans, désespéraient de retrouver.

Mort sur l'échafaud en 1794 dans l'indifférence générale, Lavoisier avait laissé derrière lui une somme d'écrits considérable. Son épouse, Marie-Anne, se chargea de les rassembler. N'ayant pas de descendants directs, elle les légua à l'une de ses nièces, épouse de Léon de Chazelles. En 1846, les héritiers remirent à l'Académie des sciences l'intégralité des écrits scientifiques, politiques et administratifs, et conservèrent correspondance privée et papiers familiaux. Lorsque l'Académie, en 1955, confia le soin de transcrire intégralement la correspondance de Lavoisier à l'ingénieur chimiste René Fric, celui-ci obtint l'autorisation d'emporter chez lui, à Clermont-Ferrand, une partie des manuscrits provenant de l'Académie et des descendants des Chazelles.

A sa mort, survenue au début des années 1970, la famille restitua à qui de droit les documents retrouvés à son domicile. Mais le grenier fut oublié et avec lui quelque 350 manuscrits... Jusqu'à ce qu'un particulier, passant quelques années plus tard devant la maison en

démolition, remarque un placard béant et s'empare de la liasse de vieux papiers qui s'en échappaient. Il les garda vingt ans avant de se résoudre, à l'automne dernier, à prévenir l'Académie par un coup de téléphone anonyme.

« Le géomètre ne ferait que des calculs hypothétiques si l'astronome, si le physicien, si le mécanicien ne lui fournissaient les données qui doivent servir de base à ses calculs », affirme le chimiste des sciences travaux. En 1775 - Lavoisier a trente-deux ans - le ministre Turgot le nomme régisseur des poudres et salpêtres. Installé à Paris, au bâtiment de l'Arsenal, le jeune chimiste y montera un laboratoire pourvu des instruments les plus sophistiqués, dont « les élèves du salpêtre » feront l'un des centres scientifiques les plus renommés d'Europe. Lavoisier l'a compris parmi les premiers : la révolution des sciences ne sera pas sans la mise en commun de différentes disciplines, seule capable de hâter la mise en œuvre du progrès.

La réforme de la nomenclature

7 mars 1782, lettre de Pierre Simon Laplace, de six ans cadet de Lavoisier : « Monsieur et très illustre confrère, permettez-moi de vous faire quelques observations sur l'engagement que j'ai pris de faire avec vous une suite d'expériences et de recherches sur la dilatation, la chaleur et l'électricité des corps (...). Je dois vous faire observer qu'un goût dominant me porte vers la géométrie, et que ce goût, joint à une paresse qui m'est naturelle, me laisse trop peu de liberté dans l'esprit pour m'occuper d'autres objets. » Lavoisier parviendra pourtant à le

convaincre, et Laplace ne le regrettera pas : en demandant au jeune mathématicien de le seconder dans ses recherches sur la chaleur, il lui offre l'occasion de formuler la loi fondamentale de la thermochimie (un corps, en se décomposant, absorbe autant de chaleur qu'il en a dégagé pendant sa formation). Laplace en tira, dans la foulée, le principe du calorimètre à glace.

2 mai 1784, cette fois à l'attention de M. Guérin de Beaumont, Blois : « J'ai l'honneur, Monsieur, de vous envoyer le rapport qui a été fait à l'Académie des différents mémoires et lettres que vous lui avez adressés. Vous y trouverez une partie des réflexions que j'ai déjà eu l'honneur de vous faire de vive voix. On ne peut employer de volées qui contiennent l'un ou l'autre, ou n'y a point de veni pour le ballon aérostatique parce qu'il est emporté d'un mouvement commun avec l'air qui l'environne. » Depuis plus d'un an, Lavoisier, et toute la France avec lui, s'enthousiasme pour la machine aérostatique des frères Montgolfier, dont le premier prototype, un fragile ballon de papier, s'est élevé le 12 novembre 1782 au-dessus d'Avignon.

Le 5 juin 1783, dans le ciel d'Annonay, le rêve prend son envol : « On vit, non sans un grand étonnement, un globe creux de 35 pieds de diamètre, fait en toile et en papier et pesant 450 livres, parcourir en l'air plus de 1 200 toises en s'élevant à une hauteur considérable », commente le grand spécialiste de la chimie des gaz, Membre de la commission Mongolfier de l'Académie, on le charge de trouver un moyen efficace et économique pour gonfler les aérostats.

L'objectif sera atteint en 1785, avec la grande expérience de l'analyse de l'eau. Réalisée au laboratoire

de l'Arsenal, une semaine durant, sous le regard d'une trentaine de savants, celle-ci permettra à Lavoisier d'affirmer que « l'eau n'est point un élément : elle est ou contraire composée de deux principes très distincts, la base de l'air vital (l'oxygène) et celle du gaz hydrogène ». L'expérience, décisive, détermine la conversion à sa théorie de la plupart des chimistes. Berthollet, Guyton de Morveau, Fourcroy, Chaptal : tous se rallient progressivement à cette « nouvelle chimie », qui, construite sur la logique et l'expérimentation, donne sa cohérence aux phénomènes naturels.

Un placard béant

Lorsque Lavoisier présente, en 1787, son Mémoire sur la nécessité de réformer et de perfectionner la nomenclature chimique, la Révolution est déjà en marche. Elle éclatera en 1789, avec la partition de son œuvre majeure, le Traité élémentaire de chimie. Adoptant une démarche exclusivement analytique, celui-ci, jetant à bas la doctrine philosophique et des quatre éléments - air, terre, eau, feu - impose un langage inconnu jusqu'alors. Les oxydes métalliques remplaceront désormais les ébaux, l'« esprit de Vénus » devient acide acétique, la « laine philosophique » oxyde de zinc, la « liqueur fumante de Libavius » nitrate d'étain. Feisant sienne la philosophie de Condillac, selon laquelle « une science bien traitée n'est qu'une longue bien faite », Lavoisier l'affirme et le démontre : « Le mot doit faire naître l'idée ; l'idée doit peindre le fait ; ce sont trois empreintes d'un même cachet. »

Quelles conquêtes scientifiques ce fondateur de la science moderne

aurait-il faites encore s'il avait survécu aux terribles soubresauts de la Révolution française? S'il n'était entré en 1788, à l'âge de vingt-cinq ans, à la Ferme générale, où ses compétences d'analyste et d'économiste l'impliquèrent jusqu'en 1790 dans la fabrication et la vente du tabac? S'il n'était devenu grand propriétaire terrien, au revenu global estimé pour l'année 1793 à 121 637 livres (24 millions de francs 1993)? Une lettre encore, adressée en 1793 au citoyen Monge, alors responsable des manufactures d'armement : « Le citoyen Lenoir craint que les ouvriers de son atelier ne soient mis en réquisition pour la fabrication des armes. S'il en était ainsi, le travail des poids et mesures et l'envoi aux départements et aux districts de la République seraient considérablement retardés (...) Salut et fraternité. » Ce sera l'une de ses dernières lettres d'homme libre.

Le 24 novembre 1793 (4 frimaire an II), la Convention décrète la mise en arrestation de tous les anciens fermiers généraux. Entre autres motifs d'inculpation, la Ferme est accusée d'avoir tiré bénéfice de la « mouillade », en augmentant de 14 % le poids du tabac par addition d'eau. Lavoisier, qui e toujours combattu les excès de la mouillade, démontre une dernière fois, dans ses *Réponses aux inculpations faites contre les anciens fermiers généraux*, que l'eau est nécessaire, « dans une proportion de 14 à 18 % », à la fabrication du tabac râpé.

Vingt-cinq ans d'activité à l'Académie des sciences, un siège dans « presque toutes les académies d'Europe », la mise en œuvre de l'unification du système des poids et mesures (l'une des plus vastes entreprises de l'Académie des sciences) dont il ne verra pas l'achèvement,

sa carrière, enfin, d'administrateur et de commis de l'Etat : rien n'y fit. Le 8 mai 1794 (19 floréal an II), celui qui avait imposé l'usage systématique de la balance dans les expérimentations, défini la composition de l'air et de l'eau, découvert le rôle de l'oxygène dans la combustion et la respiration animale, celui dont Michelet dira qu'il était « la Révolution elle-même contre l'esprit du Moyen Âge », fut exécuté avec vingt-sept autres fermiers généraux. Le mathématicien Lagrange dira, le lendemain : « Il ne leur a fallu qu'un moment pour faire tomber cette tête et cent années peut-être ne suffiraient pas pour en reproduire une semblable. »

L'échange, convenu « aux termes d'une négociation serrée » entre le détenteur des manuscrits disparus et l'Académie des sciences, se fit par une froide journée de novembre 1992, au buffet de la gare de Clermont-Ferrand. Une brève rencontre, une poignée de main, et les précieux documents (214 « minutes », 87 lettres et 45 documents divers) réintégrèrent les archives du quel Conti. Connu pour l'essentiel grâce au travail de M. Fric, leur contenu, sans doute, n'apprendra guère aux historiens. Mais l'Académie des sciences, ayant en 1991 reçu par donation le reste de la correspondance privée de Lavoisier, peut à juste titre se réjouir : « à l'exception de quelques papiers définitivement perdus aux États-Unis dans les années 50 », les écrits du grand chimiste des Lumières sont définitivement revenus au bercail.

CATHERINE VINCENT

► A lire : Lavoisier, de Jean-Pierre Poirier, éditions Pygmalion, 560 p., 178 F.

POINT DE VUE

Epilepsie et vidéo

par le docteur Charlotte Dravet

Une dizaine de cas d'épilepsie liés à l'usage de jeux vidéo ont été identifiés en France, a affirmé M. Bernard Kouchner, ministre de la Santé, au cours d'une conférence de presse, vendredi 26 février. « Les petits écrans des Game-boy », a déclaré M. Kouchner, ne sont pas concernés par cette forme d'épilepsie, dite photosensible, qui peut être déclenchée par des écrans de télévision ou des petits moniteurs. La Commission de sécurité du consommateur qu'il avait saisie, il y a un mois, M. Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargée de la consommation pour étudier la relation entre l'usage des jeux vidéo et l'apparition de manifestations épileptiques, doit rendre ses conclusions mercredi 3 mars, a précisé M. Kouchner.

LES informations concernant les jeux vidéo et épilepsie imposent une mise au point des spécialistes réunis au sein de la Ligue française contre l'épilepsie.

Il est nécessaire de distinguer « l'épilepsie » et « crise épileptique ». Une crise épileptique est un phénomène paroxysmal bref, dû à une modification brutale de l'activité des cellules cérébrales, qui devient « hypersynchrone » durant quelques secondes ou quelques minutes, entraînant un changement de comportement chez le sujet atteint. Il peut s'agir de la classique crise de « Grand Mal », bien connue, avec chute et convulsions, ou de phénomènes beaucoup plus discrets et vagues, parfois limités à une « absence » avec quelques clignements des paupières. L'épilepsie est la maladie caractérisée par la répétition régulière et sans raison apparente des crises épileptiques.

Tout le monde peut faire une crise épileptique dans certaines circonstances (fatigue, privation de sommeil, absorption massive d'alcool...). Si cette crise reste unique, on considère qu'il s'agit d'une crise accidentelle et non pas d'une épilepsie. Celle-ci touche environ six personnes sur mille. Elle est plus fréquente chez les enfants et les adolescents que chez les adultes. Elle a d'autre part des formes et des causes très variées. Le diagnos-

tic peut en être fait avec l'aide de l'électroencéphalogramme (EEG), qui enregistre l'activité électrique des cellules du cerveau, au repos et sous l'effet de certaines stimulations, en particulier une stimulation lumineuse intermittente. En effet, une stimulation lumineuse intermittente (SLI) peut faire apparaître des anomalies de l'EEG sous forme de « pointes-ondes », cette réponse particulière étant appelée « photosensibilité ». Certains sujets prédisposés peuvent avoir régulièrement une réponse EEG anormale à la SLI sans jamais avoir la moindre crise d'épilepsie.

Cette photosensibilité observée pendant l'examen EEG affecte environ 5 % des sujets épileptiques. Mais elle ne se traduit pas obligatoirement par une crise lors de chaque stimulation. Parmi les épileptiques photosensibles, certains peuvent avoir des crises déclenchées par les stimulations lumineuses de la vie quotidienne : lumière du soleil à traverser les feuilles mouvantes des arbres, scintillement des vagues de la mer, lumières éblouissantes des discothèques. C'est chez ces sujets que la télévision et certains ordinateurs peuvent jouer le même rôle déclencheur, surtout si la photosensibilité s'associe à une sensibilité aux « patterns », c'est-à-dire à la fixation de dessins géométriques contrastés.

Porter des lunettes filtrantes

L'écran vidéo joue le rôle d'un tel « pattern ». De nombreux auteurs ont étudié ces phénomènes et ont montré que les crises surviennent surtout pour certaines bandes de fréquences lumineuses et à une distance proche de l'écran (inférieure à celle du double de la diagonale de l'écran). Les cas publiés concernent surtout jusqu'à ces dernières années les crises devant la télévision, mais le développement rapide de l'usage des jeux vidéo a montré qu'ils jouaient le même rôle.

Il est donc vrai que l'usage intensif et prolongé des jeux vidéo, à un âge où la prédisposition épileptique est accentuée, peut déclencher une crise, mais seulement chez un nombre infime d'enfants prédisposés. En revanche, l'utilisation des petits jeux portatifs (de type Gameboy) ne semble pas provoquer les mêmes phénomènes.

Qu'en est-il en pratique? La plupart des enfants épileptiques peuvent raisonnablement regarder la télévision et pratiquer les jeux vidéo si leur médecin a dit à leurs parents qu'ils n'étaient pas photosensibles et à condition de bien prendre leur traitement.

Certains enfants ont une épilepsie particulière, dite « réflexe », dont les crises ne se produisent que devant la télévision ou les jeux vidéo. Les médicaments anti-épileptiques ne sont pas toujours suffisants pour les contrôler. Ils doivent donc éviter cette situation ou utiliser des moyens de protection : se tenir à une distance de plus de 1 mètre de l'écran, porter des lunettes filtrantes, porter un cache sur un œil, ce qui n'est pas facile, limiter le temps de jeu à une heure. On ne sait pas encore quelle est la fréquence de ces cas.

Il n'est pas possible de décoder à l'avance les enfants qui risquent d'être épileptiques et d'avoir une épilepsie photosensible. Un examen EEG préliminaire ne serait pas suffisant pour éliminer ce risque. Soit il donnerait une fausse sécurité si la réponse à la lumière n'était pas encore décelable. Soit il ferait peser une lourde menace chez des enfants qui auraient cette réponse mais ne deviendraient jamais épileptiques.

Il faut savoir qu'un enfant ne risque pas de mourir d'une première crise d'épilepsie. Dans l'immense majorité des cas, une telle crise s'arrête spontanément ou bout de quelques minutes et ne met pas la vie en danger.

Il ne faudrait pas que des informations alarmistes aient pour conséquence d'ajouter encore un interdit à tous ceux dont sont déjà victimes, souvent à tort, les personnes qui souffrent d'épilepsie. Profitez-en, au contraire, pour faire savoir au grand public qu'avoir des crises épileptiques n'empêche pas de mener une vie normale, même si cette maladie grave encore, comme beaucoup d'autres, des aspects médicaux.

Le docteur Charlotte Dravet (Centre Saint-Paul, 13009 Marseille) s'exprime au nom de la Ligue française contre l'épilepsie, La Teppé, 26600 Tatin-L'Hermittage. Tél. : 75-07-59-59.

Quatre fois plus de médecins retraités d'ici à 2030

Le conseil national de l'Ordre des médecins a demandé au Centre de sociologie et de démographie médicales de renouveler une projection effectuée en 1988 afin de déterminer le nombre de médecins dans l'avenir en fonction des différentes politiques de recrutement universitaire. La version 1992 de ces données statistiques (1), prévoit une « tornade du troisième âge » dans la profession d'ici à 2010. Entre 1990 et 2030, le nombre des médecins retraités devrait quadrupler.

Évalué à 20 800 (sur 169 300 médecins actifs) en 1990, le nombre des médecins retraités (bénévoles et salariés) devrait augmenter de 28 % entre l'an 2000 et 2010, puis de 102 % entre 2010 et 2030, pour atteindre environ 77 000 personnes. Les raisons de ce vieillissement spectaculaire du corps médical tiennent principalement à l'arrivée à l'âge de la retraite, en 2010, des « promotions pléthoriques des années 1973-1995 ». Ainsi, la relative « jeunesse démographique » des médecins exerçant en France devrait

disparaître « dans environ vingt ou trente ans ».

Actuellement, environ 2 400 médecins quittent chaque année la profession (ils ou elles). Ils seront plus de 3 000 par an après l'an 2000, 6 500 après 2010, et 8 100 après 2015. Le nombre des sorties de carrière ne devrait commencer à décroître qu'à partir de 2 030, « les politiques de recrutement universitaire n'ayant une influence sur le troisième âge du corps médical qu'à partir de l'an 2040 », précisent les experts du conseil de l'Ordre. Le fameux « nombre de médecins limités en effectif à 3 500 le nombre d'étudiants admis en 2^e année. Dans l'hypothèse d'un recrutement universitaire élargi, « on comptera en France, dans quatre décennies, un médecin retraité pour deux médecins actifs », contre « un médecin retraité pour dix médecins actifs » aujourd'hui, précise l'étude. En conséquence, « le nombre de jeunes médecins va diminuer proportionnellement de manière considérable dans le corps médical ».

Aujourd'hui presque un médecin

sur deux est âgé de moins de quarante ans (48 %). Cette classe d'âge ne devrait représenter que 17 % du corps médical en l'an 2000. « En l'an 2010, si le nombre de médecins âgés de moins de quarante ans, s'inquiète l'étude.

Le nombre de médecins actifs passera de 169 300 début 1990 à 185 300 en janvier 1995 et à 192 800 au commencement de l'an 2000. Dès 2010, leur nombre diminuera à nouveau, plus ou moins fortement selon le niveau du nombre de classes. Dans l'hypothèse où celui-ci reste fixé à 3 500 étudiants, les médecins en activité devraient être 169 000 en 2017, 130 000 en 2025, puis 110 000 en 2035.

L. F.

(1) Les Médecins actifs et retraités. Projection 1990-2030, étude n° 24 du conseil national de l'Ordre des médecins, 60, boulevard de la Tour-Maubourg, 75 007 Paris.

CORRESPONDANCE

La mort subite du nourrisson

En réponse aux professeurs Alexandre Minkowski et Jean-Pierre Reiller (le Monde Sciences-Médecine n° 24 février), nous avons reçu la lettre suivante de M. Bernard Kouchner, ministre de la Santé et de l'action humanitaire, que nous publions pour clore le débat :

La mort subite du nourrisson, problème humain douloureux, reste une énigme médicale et impose la retenue. L'agressivité des deux pédiatres, auteurs du « Billet » paru dans le Monde du 24 février, surprend et inquiète. Ni règlement de comptes ni querelle de chapelle ne nous semblent admissibles à ce propos.

Sur le plan médical, la mort subite du nourrisson est la principale cause de décès des enfants âgés d'un mois à un an : 1 500 nourrissons décèdent ainsi chaque année. Le ministère de la Santé ne pouvait rester indifférent devant ces drames individuels et cette question de santé publique.

Les causes en sont diverses et n'ont pas pu être toutes identifiées. Néanmoins, un certain nombre de facteurs favorisants, dont la position de sommeil, ont été retrouvés par plusieurs études internationales.

En France, les conseils de sécurité que nous préconisons sont d'éviter

les oreillers, les matelas mous, les couvertures ou duvets, et de favoriser la position de sommeil sur le côté et sur le dos, ce qui permet à l'enfant de repousser plus facilement les couvertures et facilite les échanges de chaleur.

Nous avons réuni ces conseils - qui ont pour but d'informer les parents à la physiologie du petit enfant - dans une brochure Conseils aux parents, qui aborde également les mesures d'hygiène générale : rythme de vie, alimentation, environnement, repos, sécurité et santé du tout-petit.

Nous demandons que cette brochure soit toujours expliquée et commentée aux parents par le médecin, ce qui devrait permettre d'éviter tout malentendu ou fausse inquiétude. Cette campagne d'information est soutenue par l'association Nature et vivre et le Groupe d'études de langue française sur la mort subite du nourrisson. Ce document a été réalisé par d'éminents spécialistes français dont vous trouverez les noms en annexe.

Ces règles d'hygiène ne prétendent malheureusement pas éviter toutes les morts subites, mais visent à en diminuer la fréquence.

Quant à la pratique des autopsies, nous voulons intensifier l'effort entrepris, qui a déjà permis d'augmenter la fréquence de celle-ci de 30 % à 49 % en cinq ans. L'objectif

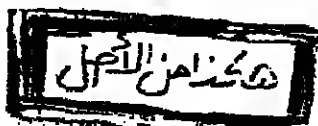
est de développer leur nombre pour tenter d'améliorer la recherche.

Il est donc nécessaire d'adapter la réglementation du transport de corps vers les hôpitaux pour permettre la réalisation de l'autopsie. Celle-ci n'est actuellement pas prévue par le code des communes, et le transport de corps se fait dans l'illégalité totale, comme le souligne le professeur Gilly, de Lyon. Un décret est en cours d'élaboration, qui permettra de modifier le code des communes. Et cela est nouveau.

Chacune de ces étapes constitue une avancée dans la prise en charge de la mort subite du nourrisson. On ne peut accepter de renoncer à progresser dans ces domaines sous prétexte qu'un grand centre parisien n'aurait rien trouvé après quinze ans de recherches.

Il n'est ni besoin d'un ton comminatoire pour rappeler ces évidences, ajoutant ainsi le ridicule à l'outrage. Il serait en effet dommageable de ne pas tenter d'apporter l'aide et le réconfort que les parents d'enfants victimes de mort subite ont en droit d'attendre. C'est le rôle du ministre de la Santé et des pratiques que j'ai cités, ils entendent la poursuite sans se laisser arrêter par une apostrophe outrancière.

BERNARD KOUCHNER



SCIENCES • MÉDECINE

La fin du supplice de Tantale norvégien

La mise en exploitation de Troll, l'énorme gisement de gaz et de pétrole, nécessite innovations et prouesses techniques en partie françaises

TROLL a cessé d'être pour les Norvégiens l'illustration moderne du supplice de Tantale (1). Cet énorme gisement de gaz (1 668 milliards de mètres cubes de gaz dont 80 % seront récupérables) accompagné de champs de pétrole non négligeables (658 millions de tonnes de pétrole dont 10 % seront récupérables) de la zone norvégienne de la mer du Nord a d'abord été jugé inexploitable en raison de la profondeur de l'eau. L'exploitation de ces richesses est désormais lancée.

Troll, qui a été découvert en plusieurs fois à partir de 1980, est situé, en effet, sous une profondeur d'eau de 305 à 340 mètres. En outre, sa latitude proche du 61° parallèle nord lui fait recevoir de plein fouet les violentes tempêtes venues de l'Atlantique, et les conditions météorologiques et marines y sont particulièrement dures. De plus, le champ est caractérisé par la minceur (de moins de 4 mètres à 26 mètres) de ses couches productrices de pétrole. Comme cela a été le cas pour beaucoup des gisements d'hydrocarbures de la mer du Nord, l'exploitation de Troll, qui a commencé en 1991 et se développera dans les prochaines années, a donc nécessité la mise en œuvre de technologies tout à fait nouvelles, où l'industrie française, pétrolière et parapétrolière, a joué un rôle déterminant, et qui constituent de nombreuses « premières ».

Le champ de Troll est composite. Sa partie est, Troll East (TE) - la plus grande, - s'étend sur plusieurs centaines de kilomètres carrés. Elle comprend, à 1 200 mètres sous le fond de la mer, un réservoir de pétrole dont l'épaisseur est de 4 mètres au maximum et qui contient une « accumulation » de 121 millions de tonnes de pétrole (2), et à 1 000 mètres un énorme réservoir de gaz épais de 250 mètres, contenant une « accumulation » de 1 069 milliards de mètres cubes de gaz. Sa première partie ouest, dite Troll West Oil Province (TWOP), est faite, sensiblement aux mêmes profondeurs sous le fond de la mer, d'un réservoir de pétrole (de 22 à 28 mètres d'épaisseur, 148 millions de tonnes d'« accumulation ») et d'un réservoir de gaz (43 mètres d'épaisseur, 27 milliards de mètres cubes d'« accumulation »). Sa seconde partie ouest, dite Troll West Gas Province (TWGP), a aussi les deux réservoirs : celui de pétrole est épais de 10 à 14 mètres et contient une « accumulation » de 389 millions de tonnes; celui de gaz, épais de 200 mètres, contient une « accumulation » de 572 milliards de mètres cubes.

Plate-forme semi-submersible en béton

Depuis janvier 1991 et après un investissement de 2,6 milliards de francs environ, le gaz de Troll est exploité sous la houlette de Norsk Hydro par un consortium international au rythme d'environ 5 milliards de mètres cubes par an. Mais ce gaz n'est pas destiné aux consommateurs européens. Il est envoyé au champ pétrolier d'Oseberg, distant de 30 kilomètres, pour y être injecté et en stimuler ainsi la production. Cette première mise en exploitation de Troll a été l'occasion de deux « premières ». Le gaz sort par cinq puits

entièrement sous-marins (ils ne comportent aucun élément à la surface de la mer) et télécommandés depuis Oseberg. Ce sont les premiers à avoir été installés sous 310 mètres d'eau et à être télécommandés de si loin.

L'exploitation du pétrole de TWOP est entrée dans sa phase de réalisation lorsque la société franco-norvégienne Kvaerner Doris (Engineering) Offshore Construction a signé, à la fin du mois de janvier dernier avec Norsk Hydro, le contrat concernant une plate-forme d'un genre tout à fait nouveau : une plate-forme semi-submersible en béton armé et précontraint.

Les pétroliers ont toujours euré, depuis qu'ils travaillent en offshore, à reconstruire en mer les conditions de la terre ferme. D'où les plates-formes fixes sur lesquelles on installe, entre autres équipements, les têtes de puits indispensables à la sécurité et aux travaux d'entretien des puits. En mer du Nord, avec la latitude, la profondeur d'eau augmente et les conditions de temps et de mer deviennent de pire en pire. Les plates-formes (d'acier qui doivent être « adoucies » sur le fond de la mer, ou surmontées de béton dont la stabilité sur le fond vient de leur seul poids) sont ainsi devenues de vrais monstres - certains pétroliers parlent même de « dinosaures » - toujours plus grands.

Etant entendu que si on choisit d'utiliser des plates-formes semi-submersibles flottantes forcément moins grandes, on est contraint d'équiper le champ en têtes de puits sous-marines qui coûtent quatre ou cinq fois plus cher que les têtes de puits classiques installées sur un support fixe. Etant entendu aussi que le champ de pétrole de TWOP est tellement étendu qu'il ne peut être drainé que par des puits très éloignés les uns des autres (et donc aussi de la plate-forme). En conséquence, les puits y sont obligatoirement sous-marins.

C. G. Doris (« d'après » de Doris Engineering) a réalisé la première plate-forme de béton armé et précontraint en 1974 pour le champ norvégien d'Ekofisk dans 69 mètres d'eau. Cette plate-forme, faite de 210 000 tonnes de béton et d'acier, est haute de 99 mètres et a coûté environ 400 millions de francs (valeur de 1992). Avec la plate-forme « B » de béton du champ norvégien de Statfjord (145 mètres de profondeur d'eau), on est arrivé, en 1984, à 350 000 tonnes de béton et d'acier, à 170 mètres de haut et à un prix d'environ 2,4 milliards de francs.

Il y a une dizaine d'années, les Britanniques, qui ne pouvaient se payer de « dinosaures » se sont lancés, les premiers, dans l'exploitation du pétrole offshore à partir de plates-formes semi-submersibles en acier flottantes, donc soumises aux mouvements de la mer. Mais Doris Engineering est le premier à avoir conçu une plate-forme d'exploitation semi-submersible en béton armé et précontraint qui sera construite - pour un prix d'environ 1,7 milliard de francs - dans un site proche de Bergen - à partir de juin 1993 par Kvaerner Concrete Construction, société norvégienne, l'ingénierie étant faite par Doris Engineering. A ce prix, s'ajouteront les quelque 11 milliards des autres équipements.

Il s'agit, comme pour toutes les semi-submersibles, d'une plate-forme flottante faite d'un très gros flotteur-

ponton (101,5 mètres de côté, 14,5 mètres de haut, parois latérales épaisses de 50 centimètres) qui sera élastique en trente-six compartiments étanches et ballastables. A chaque angle de ce carré s'élèvera une colonne à double paroi de 29 mètres de diamètre externe et de 30,5 mètres de haut. Sur ces quatre colonnes sera posé le pont d'acier de 10 000 tonnes portant toutes les installations nécessaires (dont des logements pour 100 personnes), soit 20 000 tonnes supplémentaires.

Des chaînes vraiment très grosses

La base du ponton-flotteur sera à 40 mètres sous la surface de la mer. Ce qui diminuera très notablement les mouvements de l'engin inhérents à l'action de la houle, des vagues et du vent. La plate-forme a été conçue en fonction d'une vague centennale (3) de 29 mètres de crête à creux et d'un vent centennal de 150 kilomètres à l'heure pendant dix minutes avec des rafales de 200 kilomètres à l'heure pendant trois secondes. De par sa conception, la plate-forme ne bavera pas d'eau, ce qui signifie que de 10 mètres dans le sens vertical, que de 20 mètres dans tous les sens horizontaux, et ne s'inclinera que de 4° ou 8° en roulant ou tangent.

Bien entendu, la plate-forme sera solidement amarrée sur le fond par 16 lignes et 16 ancrs. Chaque ligne, longue de 1 450 mètres, fera alterner 250 mètres de chaînes (520 kilos au mètre) et 475 mètres de câbles (120 kilos au mètre). Le type des ancrs, qui devront « tenir » dans un sol sous-marin de vase n'est pas encore arrêté.

Autre « première » pour la mise en exploitation de TWOP : les vingt puits, horizontaux sur une distance moyenne de 800 mètres, qui iront chercher le pétrole dans la couche productive. Seuls, en effet, de tels puits sont capables de « sortir » efficacement le pétrole de couches-réservoirs très peu épaisses en vertu du principe tout simple qu'un « drain » qui est dans la même couche productive pendant une bonne distance est « forcément » plus efficace que celui d'un puits vertical ou oblique qui ne ferait que traverser brièvement la même mince couche. Un premier puits horizontal, servant de test de longue durée, a d'ailleurs fonctionné à ravir : en un an, au cours de 1992, il a produit plus d'un million de tonnes de pétrole.

1996, l'année de deux commencements

A TWOP, ce sera la première fois que des puits horizontaux de production offshore seront forés dans une couche aussi mince. Une telle performance exige, bien évidemment, un savoir-faire extraordinairement délicat et précis. Mais le premier puits horizontal test, fait avec l'appui technique d'Elf (le pionnier des puits horizontaux avec l'Institut français du pétrole), a été une telle réussite que ce mode d'exploitation a été choisi pour le pétrole de TWOP.

A TWOP comme ailleurs lorsque la plate-forme est semi-submersible, les têtes de puits seront obligatoirement posées sur le fond - fixe par définition - par souci de sécurité. Les vingt puits sous-marins seront répartis en quatre groupes dont cha-

cun enviera sa production, par flexibles, sur la plate-forme.

Les trajets en « S » des tuyaux flexibles (inventés de l'IFP) qui amèneront le pétrole, d'abord des puits sous-marins aux installations de la plate-forme, puis, après traitement (4), de ces dernières au pipeline sous-marin achevant le pétrole à la côte norvégienne distante de quelque 70 kilomètres, permettront aux conduites de supporter tous les mouvements de la plate-forme. En conséquence, l'usine Colfax du Trait (Seine-Maritime) a reçu commande de 45 kilomètres de flexibles.

La construction du ponton-flotteur devrait être finie en novembre 1994. Le montage du pont et de ses équipements est prévu pour mars 1995. La plate-forme devrait être mise en place sur TWOP en août 1995 et la production commencer en 1996.

En novembre 1996, devrait aussi débuter la mise en production d'une partie du gaz de Troll Est, dont tous les équipements (plate-forme comprise) sont en cours de réalisation sous la houlette de Norsk Shell. Là, c'est aussi une plate-forme de béton qui a été choisie, mais une plate-forme reposant sur le fond de la mer. Les gisements de gaz, en effet, sont plus délicats à manier que ceux de pétrole car leur pression interne est souvent beaucoup plus élevée. On préfère donc avoir les têtes de puits « sous la main », c'est-à-dire sur une plate-forme fixe.

Il s'agit d'une plate-forme faite de 550 000 tonnes de béton (armé et précontraint), haute de 369 mètres, qui est en construction près de Stavanger. Elle sera dotée de quarante puits verticaux ou déviés de façon à produire 25 milliards de mètres cubes de gaz par an. Elle coûtera 4 milliards de francs, auxquels s'ajouteront quelque 7 milliards pour le pont et ses équipements. Mais le champ de gaz de Troll est tellement étendu que ce « dinosaure » ne sera que le premier de toute une famille qui, ultérieurement, devra « s'occuper » des autres parties du gisement.

YVONNE REBEYROL

(1) Tantale, personnage de la mythologie grecque, avait été puni pour avoir commis divers crimes qu'il avait commis. Selon les versions, assouvi, il était plongé dans l'eau jusqu'au cou mais le niveau baissait chaque fois qu'il voulait boire; on bien, affamé, il ne pouvait attraper les fruits portés par des arbres dont les branches s'écartaient dès qu'il avançait la main.

(2) Pour les champs d'hydrocarbures, il ne faut jamais confondre les « accumulations » (la totalité du pétrole ou du gaz contenus dans les couches géologiques du réservoir) et les réserves (la part de ces hydrocarbures qui sera récupérable). En général, on peut récupérer 70 à 80 % des accumulations de gaz, mais seulement 10 à 55 % du pétrole présent dans le réservoir. D'où les techniques de « récupération assistée » (injections d'eau, de gaz, de CO₂ ou (en) de produits émulsifiants, fracturations de la roche-réservoir, selon les cas) qui augmentent la proportion du pétrole qui pourra être extraite.

(3) On appelle vague centennale la vague qui, en moyenne, peut se produire une fois par siècle. La tempête centennale est définie par le même mode de calcul.

(4) Les hydrocarbures liquides contiennent un peu de gaz, tout comme les hydrocarbures gazeux contiennent un peu de liquide. Il faut donc traiter les uns et les autres de façon à ne laisser dans les pipelines ou à égarer dans des bateaux-étanches que des hydrocarbures entièrement liquides ou entièrement gazeux.

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 45.63.12.88 - FAX : 45.63.89.01
MINITEL 3815 Code A3T, puis OSP

Vie s/sais. Imm. PAL. JUST. PARIS, JEUDI 18 MARS 1993, à 14 h. EN UN LOT
DIVERS LOCAUX A PARIS-9^e
6, rue Jussieu, Bât. A, rez-de-chaussée et 1^{er} LOCAL comm.
3 CAVES - 1 LOGEMENT - 1 LOCAL - 1 RÉSERVE. Bât. B, R. ch. 1 BUREAU
Sadr. M. R. BOISSEL
M. A PX : 500 000 F AVOCAT
9, bd St-Germain, PARIS-5^e. T. : 43-29-48-58. Visite sur place, 9 MARS, 14 h.

Vente au TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE
le JEUDI 18 MARS 1993, à 14 h. 30, EN UN LOT
STUDIO A GENNEVILLIERS (92)
9, avenue Roche
Dans un immeuble au 3^e ét. et compr. chambre, cuisine - Cave au sous-sol
Mise à Prix : 100 000 F
Sadr. à M^{re} GUILBERT, avocat à CLAMART, 14-16 bis, rue Marie-Dolfe
Tél. : 45-44-52-95 - M^{re} DEVOS-CAMPY, Tél. : 45-67-98-84, uniquement de 10 h à 12 h - Sur les lieux pr visiter av. permis de dév. par l'avocat poursuivant.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 18 MARS 1993, à 14 h. 30, EN UN LOT
APPARTEMENT A PARIS (17^e)
72, rue Truffaut
de 3 pièces, porte d'entrée, 2^e étage du bât. 1 - cave.
Mise à Prix : 200 000 F
S'adresser pour renseignements à Maître WEISZ, avocat à PARIS-15^e, 130, avenue de Suffren - Tél. : 43-06-71-99, et au greffe du tribunal de gde inst. de PARIS. Sur les lieux pour visiter le 11 mars 93 de 10 h à 11 h.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 18 MARS 1993, à 14 h. 30, EN UN SEUL LOT
APPARTEMENT au 3^e étage
sur rue, dans un immeuble sis à PARIS-17^e
13, rue Joffroy
et passage Cardinet sans n^o comp. 4 P. Ppeles + ent., cuis., bains, WC - Cave
Mise à Prix : 600 000 F
S'adresser à M^{re} SCHMIDT, avocat au Barreau de PARIS, demeurant 76, avenue de Wagram à PARIS-17^e. Tél. : 47-63-29-24.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 18 MARS 1993, à 14 h. 30, EN UN SEUL LOT
APPARTEMENT au 3^e étage
sur cour, dans un immeuble sis à PARIS-7^e
53, avenue de la Bourdonnais
comp. entré, 3 P. ppeles, cuisine, salle de bains avec WC - Cave.
Mise à prix : 850 000 F
S'adresser à M^{re} SCHMIDT, avocat au Barreau de PARIS, demeurant 76, avenue de Wagram à PARIS-17^e. Tél. : 47-63-29-24.

Vie s/sais. Pal. Just. PARIS, JEUDI 18 MARS 1993, à 14 h
APPARTEMENT A PARIS-16^e
2, RUE GRODET - Lot n^o 11 - au 5^e étage à droite
compr. entré, 3 P. ppeles sur rue, avec balcon, 1 P. p. sur cour, cuis., s. de bain, WC, AVIC. UNE CAV. n^o 12
LES BIENS SONT OCCUPÉS M. à Px 500 000 F
S'adr. à M^{re} G. JOHANET, ancien avoué, avocat associé de la SCP NEVEU SUDAKA et Associés, 43, avenue Hoche. Tél. : 47-66-82-40.
(M^{re} P. BONNO, poste 416). VIS. S/PL 11 et 16 MARS, de 10 h à 11 h 30.

Vente après liquidation judiciaire, au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 18 MARS 1993, à 14 h. 30, EN UN LOT
MAISON à YERRES (91)
2, rue Pierre-Sémard
Elevée d'un étage sur rez-de-chaussée et sous-sol et comprenant :
3 P. Ppeles, garage - Sur un terrain clos de 552 m².
Mise à Prix : 700 000 F
S'adresser à Maître Bernard MALINVAUD, avocat à PARIS 16^e, 12, r. de l'Alma. Tél. : 47-23-03-49 Maître JOSSE, syndic, 4, rue du Marché-St-Honoré PARIS 1^{er} - A tous avocats près le TGI de Paris.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de NANTERRE
le JEUDI 18 MARS 1993, à 14 h. 30, EN UN LOT
APPARTEMENT DE 4 P. P. à CLICHY-LE-GARENNE (92) - 5, rue du Docteur Calmette - 4^e étage
entré, cuis., dressing, s. de bain, cab. de toil., WC, balcon, coursive-terrasse.
2 CAVES, EMPLACEMENT DE GARAGE FERMÉ
MISE A PRIX : 800 000 F
S'adr. à M^{re} DENNERY-HALPHEN, avocat à BOULOGNE (92100), 12, r. de Paris. Tél. : 46-05-36-94 - SCP. GASTINIER, MALANGEAU et BOITTELLE-COUSSAU, avocats associés à PARIS (75006), 2, Carrefour de l'Odéon. Tél. : 43-26-82-98 de 9 h 30 à 12 h.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 18 MARS 1993, à 14 h. 30, EN UN LOT
au rez-de-chaussée d'un immeuble, un
APPARTEMENT A PARIS (16^e)
2, rue Gustave-Zédé
compr. entré, séjour, 2 chambres, cuisine, salle de bains, débarras, WC et cave
Mise à Prix : 500 000 F
S'adresser pour renseignements à Maître WEISZ, avocat à PARIS-15^e, 130, avenue de Suffren - Tél. : 43-06-71-99, et au greffe du tribunal de gde inst. de PARIS. Sur les lieux pour visiter.

Vie s/sais. apr. sais. Imm. PAL. JUST. PARIS, JEUDI 18 MARS, 14 h 30
EN QUINZE LOTS
A PARIS-18^e - 10/18, VILLA SAINT-MICHEL
QUATRE EMPLACEMENTS pour voitures - SEPT BOXES
MISES A PRIX
- Lot n^o 1 : 847 000 F - Lot n^o 2 : 792 000 F
- Lot n^o 3 : 605 000 F - Lot n^o 4 : 1 980 000 F
- Lot n^o 5 : 132 000 F - Lot n^o 6 : 138 600 F
- Lot n^o 7 : 154 000 F - Lot n^o 8 : 165 000 F
- Lot n^o 9 : 138 600 F - Lot n^o 10 : 121 000 F
- Lot n^o 11 : 154 000 F - Lot n^o 12 : 132 000 F
- Lot n^o 13 : 154 000 F - Lot n^o 14 : 137 500 F
- Lot n^o 15 : 141 900 F
S'adresser à M^{re} Hervé ROBERT, avocat SCP ROBERT MOREAU - BERNARD & associés, 64, rue du Rocher - 75008 PARIS. Tél. : 42-93-31-30.
M^{re} A. FABRE, avocat, 44, rue de Lille, Paris-7.
Tél. : 42-61-15-95 (le matin de 9 h 30 à 12 h 30).

CADEAU :
Un pack lors de l'achat d'un MACINTOSH + Clavier + Microsoft WORKS 3.0
Option StyleWriter II : 2285F 9995F
Tél. (1) 49 58 11 00
COMPUTER BENCH 1500m²
13, R. AMBROISE CROIZAT d'EXPOSITION
94800 VILLEMIN
4000 PRODUITS MAC & VISITEURS

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux mandataires de la société :

Société civile : « Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lescourne, gérant.

Réproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde ap (1) 40-65-29-23

Commission paritaire des journaux et publications, n^o 57 457

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde » 12, r. M. Chateaubault 94852 IVRY Cedex

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lescourne

Directeur général : Michel Cros

Membres du comité de direction : Jacques Guin, Philippe Dupuis, Isabelle Tsalikis

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis 75007 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-29-23

Tél. Télédif : 40-65-29-23

Tél. : 40-65-29-23 - Société filiale de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composées 35-15 - Taper LEMONDE ou 35-15 - Taper LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Taper LEMONDE code d'accès ABO

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS
PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25 (de 9 h à 17 h 30)

Tarif	FRANCE	SUISSE, BELGIQUE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS, AUTRES PAYS EUROPEENS	AUTRES PAYS
1 an	536 F	572 F	794 F
6 mois	1 036 F	1 123 F	1 569 F
3 mois	1 890 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne, tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

« LE MONDE » (USPS « postage ») is published daily by the Le Monde Publishing Co., 1, Place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. 10, and additional mailing offices. POSTMASTER : Send address changes in US dollars to LE MONDE, c/o World Mail, 1001 10th St., New York, N.Y. 10017-1098.

For the documents service in USA INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc., 333 Pacific Avenue, Suite 400, Virginia Beach, VA 23451 - 2801 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Vous avez l'obligation d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

301 MON 01 PP, Paris RP

SOCIÉTÉ

MEDECINE

La lutte contre l'alcoolisme

La difficile rédaction des décrets d'application de la loi Evvin

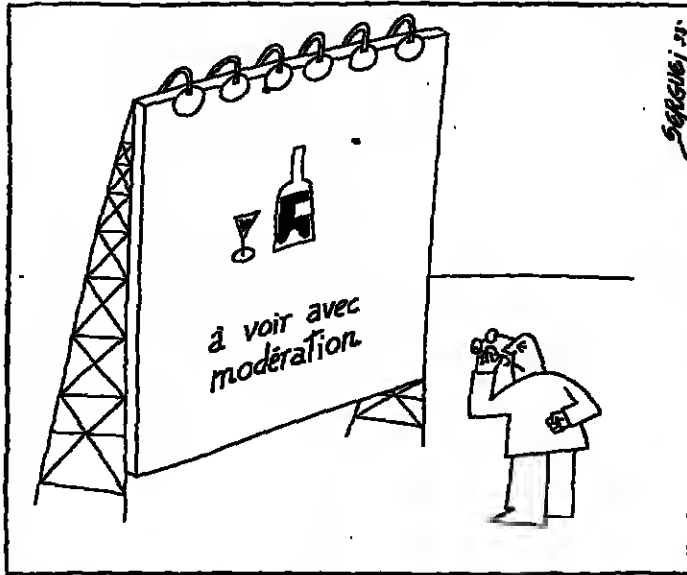
Après les déclarations controversées de M. Soisson, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, le gouvernement tente de résoudre les contradictions de la loi Evvin de lutte contre l'alcoolisme. Une réunion interministérielle devait, comme M. Bérégovoy s'y était engagé, s'attacher, lundi 1^{er} mars, à la rédaction des décrets d'application de cette loi. Toutefois seule la partie relative au mécanisme a été abordée lors de cette réunion.

On saura, dans les tout prochains jours, si le gouvernement parvient à rédiger le principal décret d'application de la loi Evvin dans sa partie relative à la lutte contre l'alcoolisme. Il y a peu, M. Jean-Pierre Soisson, par ailleurs élu de la région Bourgogne, annonçait haut et fort, au terme d'une réunion organisée à Montpellier avec des responsables du monde viticole, qu'il refuserait de signer ce texte, attendu depuis plusieurs mois (le Monde du 18 février). « J'ai dit que je ne signerai pas les décrets Evvin », déclarait M. Soisson. Tout cela sera renvoyé à la prochaine Assemblée qui sera libre de sa décision de modifier la loi ou de la mettre en application sous une nouvelle forme.

Le premier ministre pouvait-il laisser s'exprimer contre la loi l'un des membres de son gouvernement? M. Bérégovoy revenait donc sur le sujet à l'occasion de l'un de ses points de presse, quelques jours plus tard. Qualifiant la loi Evvin de « bonne loi », M. Bérégovoy affirmait que les décrets d'application dans la partie relative à la lutte contre l'alcoolisme seraient « signés dans les jours qui viennent ». « Nous ne voulons pas imposer, nous voulons nous concerter et c'est ce qui a été fait de façon intelligente par le ministre de l'Agriculture, M. Jean-Pierre Soisson, qui tiendrait compte des propositions qu'il m'a faites sans dénaturer les objectifs fixés par la loi Evvin », expliquait le premier ministre.

Interrogé lors de sa « dernière conférence de presse consacrée à la santé publique », M. Bernard Kouchner, ministre de la Santé et de l'Action humanitaire, témoignait à sa manière des difficultés gouvernementales, estimant qu'il y avait « un rien de démagogie et d'outrance dans les déclarations de son ami Jean-Pierre Soisson » (le Monde daté 28 février-1^{er} mars).

L'actuel imbroglio trouve son origine dans les modifications introduites au texte initial de la loi Evvin lors du débat parlementaire, à la fin de 1990. Le souci de M. Claude Evvin, alors ministre de la Solidarité,



de la santé et de la protection sociale du gouvernement Rocard, était de mettre en place un dispositif efficace d'encadrement de la publicité incitant à la consommation de boissons alcoolisées, tout en protégeant les principaux intérêts de la viticulture française.

Un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs

Autorisant ces publicités dans la presse écrite pour adultes (ainsi que sur certaines radios lors de certaines tranches horaires), le souhait gouvernemental était d'aménager des secteurs géographiques correspondant aux aires de protection des vins de qualité (vins d'appellation d'origine contrôlée et vins dits « délimités de qualité supérieure »). Dans ces secteurs, depuis longtemps définis par voie réglementaire, la publicité aurait été autorisée, via l'affichage, pour les vins issus des terroirs concernés.

Mais lors du débat parlementaire, la notion de « lieu de production » se transforma en celle de « zone de production ». Tout, dès lors, se compliquait dangereusement. Comment en effet définir sans risques de telles « zones »? Début janvier, le gouvernement envisageait, avec un certain pragmatisme, que l'affichage pour les boissons alcoolisées pourrait être autorisé sur l'ensemble du territoire national, ce dernier étant perçu comme une immense « zone de production » (le Monde du 7 janvier). Seule modification par rapport à la situation antérieure : l'interdiction d'affichage dans des périmètres

d'une centaine de mètres autour des établissements scolaires et universitaires. Les cinq « sages », professeurs de médecine et spécialistes de santé publique à l'origine du texte de la loi Evvin, faisaient aussitôt connaître, par voie de presse, leur totale désapprobation, accusant notamment le gouvernement de dénigrer, à la veille des élections législatives, les intérêts des élus locaux. Ces publicités représentaient au total, pour les onze premiers mois de l'année 1992, un chiffre d'affaires de plus de 1,2 milliard de francs, la presse écrite représentant 500 millions de francs et l'affichage 150 millions, le vin ne comptant, quant à lui, que pour une faible partie estimée à moins de 50 millions de francs.

Depuis janvier dernier, tout était figé, une telle situation pouvant d'ailleurs satisfaire le ministre de la Santé et de l'Action humanitaire puisque, en l'absence de la parution du décret, la publicité par affichage demeure interdite. Trois solutions s'offrent aujourd'hui au gouvernement : publier le décret dans la forme retenue début janvier ; augmenter le nombre et le type des interdictions (ces dernières pouvant porter sur les publicités lumineuses, le mobilier urbain, la taille des affiches, etc.) ou revenir à l'esprit de la loi.

Dans ce dernier cas, comment, dans le même temps, définir au mieux les fameuses « zones de production » sans outre ses intérêts de la viticulture française? Pour certains observateurs, une solution

concrète existe : donner des possibilités d'affichage aux seules productions viticoles régionales de qualité (celles bénéficiant du statut d'appellation d'origine contrôlée ou de vins délimités de qualité supérieure) et ce dans les régions administratives concernées. Ainsi, les viticulteurs et les cépageurs bourguignons pourraient identifier et signer leurs vins dans l'ensemble de la région Bourgogne. De même en Alsace, en Aquitaine, dans le Centre, le Languedoc-Roussillon, etc. Seul l'affichage pour les vins ainsi définis serait permis, les autres boissons alcoolisées (et notamment les alcools de grain étrangers ou encore les bières) n'étant pas autorisées à s'afficher de la sorte dans la mesure où elles ne sont pas issues des régions ainsi définies. Tous les professionnels de la viticulture ou sont pas encore, a priori, partisans d'une telle solution. « Peut-on accepter que Bordeaux, la Bourgogne, le Beaujolais, l'Alsace, puissent limiter leur affichage à leurs zones de production respectives quand la diffusion des vins est nationale d'abord, internationale ensuite », demande M. Roland Forcé, délégué général du comité interprofessionnel du vin de Bordeaux.

An ministre de l'Agriculture — où l'on précise ne pas avoir fait, stricto sensu, de « propositions » à l'Hôtel Matignon mais simplement défendu les intérêts des milieux viticoles, — on souligne qu'une telle solution pourrait être jugée comme « anticonsummatrice », et, de plus, faire l'objet de recours de la part des producteurs de whiskies ou de pastis. Pour le professeur Claude Göt, l'un des membres du groupe des cinq « sages », « la France peut tout à fait défendre devant la Cour de Luxembourg l'autorisation de l'affichage pour le vin dans les régions de production ».

Tels sont les enjeux. Le gouvernement parviendra-t-il, en dépit des ambiguïtés de la rédaction finale du texte de la loi Evvin, à défendre les intérêts de la lutte contre l'alcoolisme, sans nuire aux intérêts de la viticulture française? Cette question est d'autant plus d'actualité que l'on observe aujourd'hui un début de prise de conscience dans les milieux internationaux des producteurs de boissons alcoolisées quant à la nécessité de modifier les stratégies de développement. C'est ainsi, par exemple, qu'en juin prochain à Bordeaux Vinexpo 93, le salon mondial du vin et des spiritueux, sera consacré au thème de la consommation raisonnée et raisonnée, les professionnels du secteur « vins et spiritueux » souhaitant prendre en compte « les nouvelles contraintes et l'évolution des comportements » dans ce domaine.

JEAN-YVES MAU

EDUCATION

Annoncées in extremis par M. Lang

Des mesures timides en faveur des enseignements artistiques

Annoncé depuis des mois, mais bloqué pour raisons budgétaires, le plan de M. Lang en faveur des enseignements artistiques aura finalement vu le jour, in extremis, trois semaines avant l'échéance électorale. Un comble pour le ministre, que ses deux portefeuilles — culture et éducation nationale — plaçaient, en principe, en position de force.

Le plan, étalé sur cinq ans, mais budgété pour 1993 uniquement, vise à faire en sorte que « les écoles, collèges et lycées se voient offrir les clefs d'accès à toutes les dimensions du patrimoine culturel et de la création artistique ». La cohérence ainsi souhaitée doit s'étendre de l'école élémentaire au lycée, où l'option « histoire des arts » côtoiera désormais le cinéma-audiovisuel, le théâtre, l'expression dramatique, les arts plastiques et la musique, et à l'Université, où les arts bénéficieront, à la rentrée 1993, d'un diplôme d'études universitaires générales (DEUG).

Réduction d'horaires

Figurant parmi les parents pauvres de l'éducation, les enseignements artistiques avaient fait pourtant l'objet d'une loi, la seule sur le sujet, votée en 1988 sous la présidence de M. François Mitterrand (les socialistes ayant voté contre). Mais cette loi demeure inappliquée. Théoriquement obligatoires à l'école primaire et au collège, à raison d'une heure par discipline et par semaine, les disciplines artistiques (éducation musicale et arts plastiques) souffrent toujours du manque d'enseignants, même si le déficit en heures d'enseignement depuis 1988 est en constante régression.

Le programme de M. Lang qui ne reprend que très partiellement les mesures que préconisait le Conseil économique et social en 1991, entend tout d'abord assurer cet enseignement obligatoire. Mais il propose surtout de multiplier les formations complémentaires ayant fait leurs preuves depuis

une dizaine d'années : ateliers de pratique artistique (on en compte actuellement 2 600), classes culturelles, classes à horaires aménagés, jumelage entre établissements et institutions culturelles, actions financées en partenariat avec les collectivités locales, etc. D'ici cinq ans, chaque école ou collège devrait avoir, selon le ministre, son propre atelier de pratique artistique.

Le budget 1993 a également prévu de financer, à hauteur de 75 millions de francs (auxquels s'ajoutent 70 millions sur le budget de la culture), un certain nombre de mesures nouvelles, parmi lesquelles le recrutement de cent « instituteurs maîtres-formateurs ». Ces conseillers pédagogiques placés auprès des inspecteurs de l'éducation nationale, seront spécialisés dans les disciplines artistiques et auront la charge de former les professeurs d'école et de jouer les médiateurs entre éducation et culture. Le plan estime qu'il faudrait en recruter 1 200 sur cinq ans.

Mais la principale mesure annoncée par M. Lang concerne la réduction des horaires d'enseignement des 9 000 professeurs d'éducation musicale et d'arts plastiques. Alors que dans toutes les disciplines, les titulaires du CAPES dispensent dix-huit heures de cours par semaine, ceux de musique et d'arts plastiques doivent effectuer un service, déjà pénalisant en raison du nombre élevé de classes à prendre en charge, de vingt heures. Celui-ci sera donc réduit d'une heure dès la rentrée 1993, en piochant sur l'envolée des heures supplémentaires (qui augmentent en conséquence), à charge pour le prochain gouvernement de le réduire éventuellement encore d'une heure en 1994.

Et sous réserve, note le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES), « que cette disposition soit nettement inscrite dans les textes statutaires d'ici à la fin mars ».

JEAN-MICHEL DUMAY

A l'hôpital Necker à Paris

Une thérapeutique génique expérimentée sur deux enfants

Une équipe de médecins et de biologistes de l'hôpital Necker-Enfants malades (Paris) va prochainement tenter, pour la première fois en France, une thérapeutique génique sur deux enfants, âgés de quatre et cinq ans, souffrant d'une maladie métabolique héréditaire.

C'est une maladie extrêmement rare. Moins d'une centaine de cas ont été répertoriés à travers le monde. Elle est caractérisée par un déficit total du système immunitaire dû à l'absence du gène dérivé de la synthèse de l'ADA (adénosine déaminase) et impose la protection des enfants touchés dans des enceintes spéciales (les « bulles »).

Aux Etats-Unis, une thérapie génique a déjà été mise en œuvre pour lutter contre cette affection qui, en l'absence de traitement, impose aux enfants de vivre protégés de tout contact avec les germes infectieux présents dans l'atmosphère naturelle (le Monde du 15 janvier 1990).

L'approche américaine, menée sous la direction des docteurs French Anderson et Michael Bliese, consistait à intégrer le gène codant pour l'ADA dans un virus (rétrovirus), puis à faire entrer celui-ci dans des cellules sanguines de l'enfant malade.

Les premiers résultats américains seraient positifs (le Monde daté

7-8 mai 1991). Dirigée par le professeur Alais Fischer, l'équipe française de l'hôpital Necker-Enfants malades entend procéder d'une manière voisine, en cherchant à intégrer le gène, cette fois, dans les cellules souches de la moelle osseuse, qui sont à l'origine de la production continue de certaines lignées cellulaires présentes dans le sang.

Les cellules souches seront auparavant prélevées au niveau de la moelle osseuse, puis greffées génétiquement à partir d'une technique mise au point par les équipes des professeurs Fischer et Dinko Valerio (Rijswijk, Pays-Bas).

Quand l'équipe parisienne pourra-t-elle réaliser ces deux tentatives expérimentales? Celles-ci ont été annoncées par l'hebdomadaire britannique Nature du 25 février, puis par la revue française Impact Médecin et Quotidien du 1^{er} mars. A l'hôpital Necker-Enfants malades, on précise avoir d'ores et déjà reçu l'aval du comité consultatif local de protection des personnes, ainsi que celui de la commission génie génétique du ministère de la Recherche.

On indique, toutefois, qu'une telle tentative ne sera pas mise en œuvre de manière précipitée, mais plus raisonnablement « durant l'année qui vient ».

J.-Y. M.

DIAGONALES

« Si Dieu existe, qu'aimeriez-vous, à votre mort, l'entendre vous dire? » A cette question dont Bernard Pivot a fait, à la fin de certains « Bouillons de culture », un rituel digne de succéder au questionnaire Proust, un invité de marque, penseur de haute tenue, crut honnête de répondre, il y a quelques mois : « As-tu assez aimé? »

Quelle bouderie n'avait-il pas commise! Parler à la télévision avec intelligence et selon son cœur par respect du public, n'est-ce pas? La tyrannie de la trivialité telle qu'elle s'étend aux moindres programmes audiovisuels s'en trouvait défilée; elle lui revaudrait ça.

La sanction est tombée la mois dernière, avec la brutalité des vengeances mafieuses. Un des animateurs engagés dans la course à la médiocratie de toute chose s'est permis de glisser la phrase de l'invité de Pivot, à l'instar, bien sûr, de l'un et de l'autre, dans une autre émission, sur une autre chaîne, au milieu de ces séquences pornographiques qui sont en train de changer nos écrans en annexes de sex-shops. Un intellectuel de renom se demandant s'il n'est pas assez aimé son prochain, entre deux gros plans de seins à damas : libère-toi, non? Vraie ou fausse, une telle phrase avec voir off du pape nous invitait, de sa voix rocailleuse, à nous sinner les uns les autres!

Dans un premier temps, les virtuoses de la goularterie étaient cantonnés à certaines émissions-traquenets, dont les participants savaient à quoi ils s'exposaient. Par la voie frauduleuse des déformations, ils ont étendu leur règne aux rendez-vous plus sérieux, selon la logique des marqués du pouvoir et des corrupteurs du milieu, à qui la survie de zones leur échappant devient insupportable. Voilà prévenus les gens de bien qui s'éventraient encore dans les studios : audiovisuel égale coin du bois, coups bas recommandés; à vos raques et périls!

Si vous refusez la fatalité d'un tel engrenage, les partisans du tout-tourisme tiennent des

Coin du bois

réponses prêtes : « Le public, qui est roi, en redemande, c'est la loi sacrée du marché; la liberté édicte la finance et n'importe quoi; si les libéraux tentent des procès en préjudice moral, nous avons les moyens de faire que cela aggrave leur cas! Le privilège de « passer à la télé », il faut bien que cela se paie! » Les spectateurs, qui n'ont pas cette chance, sont d'accord : quiconque se montre à l'écran et en tire profit pour ses affaires — politique, marchand ou artiste — doit accepter, pour le moins, qu'on le tourne en dérision. Sa notoriété y gagne, fût-elle de mauvais aloi. Le mauvais goût, c'est nous qui en sommes juges, etc.

Seule épergure du système, il va sans dire : les présentateurs. Ils s'invitent entre eux à longueur d'antenne, ils s'invitent et se flattent à tout va. Leur monopole de fait se restreint à quelques vedettes, et se renforce d'autant. Bientôt ils resteront seuls en piste, flanqués des derniers tribuns ou historiens résignés à subir leurs avanies et à leur servir de faire-valoir.

C'est retarder d'un antitotalitarisme de croire que la maîtrise sur les esprits des citoyens s'annoncera toujours, comme les précédentes, par des bruits de bottes et des alignements de bouddhas. La prochaine dictature culturelle pourrait bien être celle de quelque Monsieur Déloyal en smoking, sur fond de grosse caisse, de tartes à la crème, de fesses à l'air, de rigolades préséregistrées et de bravos à la commande. Une piste de réflexion, comme on dit maintenant.

« Parfait, répétant les optimistes : au moins les choses seront nettes, les penseurs et créateurs ingénus qui ont cru possible de se mêler eux salimbanches sans y perdre de plumes retourneront à leurs labours obscurs. Le génie se

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

consommer de nouveau comme c'était l'usage aux meilleures époques : méconnu et posthume! A condition toutefois qu'écrivains et producteurs puissent encore remplir leur rôle d'intermédiaires sans le secours des projecteurs, hors desquels, désormais, les œuvres de l'esprit n'existent plus...

Les politiques, eux, n'ont plus grand-chose à perdre à jouer les Auguste des puissances invincibles. D'eux-mêmes, ils ont jugé bon d'aplatir leurs propos pour mieux toucher ces innombrables multitudes, comme le leur ont suggéré avec mépris les conseillers en communication. Tous partis confondus, ils rabâchent gâteusement la même chose, avec la même poignée de mots en voie de rarefaction éternelle.

En une soirée, j'ai relevé chez candidats et animateurs plus de cent fois : c'est vrai que, enjeu majeur, débat fondamental, ça veut dire quoi concrètement? ça signifie quoi au quotidien? ainsi que clair ou clairement, dans les formules soyons clairs, il faut être tout à fait clair, le ministre a clairement indiqué, etc. Aucun orateur ne se doutait qu'en ressassant de tels automatismes passe-partout sur le thème du concret, de la vérité et de la clarté, il ne faisait qu'exorciser, et traîner, à nos yeux, une peur panique de paraître le contraire, c'est-à-dire abstrait, faux et flou.

Dernière faribole en vogue, on peut le vérifier en tendant l'oreille : les pistes de réflexion, souvent réduites à pistes tout court. Les experts qui défilent sous nos yeux croient déchirer s'ils ne l'ont pas, dans les débats majeurs de notre société en pleine mutation et qu'ils par le prochain millénaire... leur propre piste de réflexion!

Imaginez l'envie France cahotant dans des ruelles basses, les moteurs toussent, les atomes s'affolent, il y a du mont Saint-Odile dans l'air... et les équipes aux commandes, ou impatients de s'en aller, ne trouvent rien de plus rassurant à transmettre aux passagers que nous sommes, par les haut-parleurs de cabine, que cette consigne évasive, répétée sur tous les tons : « Dégageons ensemble des pistes! » Voltaire avait raison : nous sommes un peuple léger.

هناك النحل

CULTURE

CHANSON

Reggiani, hier comme aujourd'hui

Acteur, chanteur, « l'Italien » revient
au Palais des congrès la main sur le cœur

Pourquoi serait-il veineux? Parce que la vie est garce et les abus dangereux? Reggiani a le peu dur et se moque des bons conseils. Il le murmure avec une étonnante santé, à la fin de son récital, au moment de ces rappels triomphaux qu'il refuse avec autant de force qu'ils sont attendus, fumant une cigarette brune avec les gestes d'une femme du monde. Il ironise: « Nuit gravement à la santé, etc. » Moulinet du bras: Reggiani est un acteur.

« Il faut être toujours ivre. De vin, de poésie, de vertu... à votre guise. » Du poème de Beaudelaire (*Enivre-vous*), déclame la main sur le cœur, l'enfant de Reggio-nell'E-milia tire une morale du quotidien, corrosive et intranquille. Le spectacle - un chanteur-comédien seul sur une immense scène, accompagné avec une discrétion quasi magique par cinq musiciens fidèles - agit donc comme un philtre. Petit à petit, le public se prend d'une longueur délectable. Il est secoué par un titre fameux (*Ma libertà*, Georges Moustaki), un cri de colère sincère (« l'Yve, il faut vivre, l'Yve paroi, dans la boue ou le rêve, en aimant à la fois et la boue et le rêve... », Claude Lemesle) ou par un texte signé Prévert, Vian, Camus, Villon, Apollinaire...

Reggiani chante, et sa voix s'affaiblit au fil du concert, le vibrato lui revient comme par enchantement. Reggiani déclame, avale les mots, les entrecoupe et les étire, comme au théâtre. Bon an mal an, le bougre a un peu maigri. Il s'est laissé couler les cheveux dans le cou, tandis qu'il s'est mis à porter des lunettes de professeur. Sur scène, le voici emporté dans un mime infernal, cassé en deux, tremblant, la bouche étirée, les yeux perdus, la main appuyée sur une canne imaginaire (*le Souffleur*). Et de se relever, droit comme un « l » dans un costume bleu taillé de même, pour chanter un *Déserteur* fulgurant, enchaîné sur le *Dormeur du val*, dit dans un rôle.

Ce spectacle presque commémoratif (Serge Reggiani est né en Italie du Nord le 2 mai 1922) aurait pu être un récapitulatif des sorties récentes. Tout d'abord un nouvel album, *70 balais*, justement, où

l'interprète s'est essayé à l'écriture (« *Mais c'est Claude Lemesle qui a mis tout ça en couplets-refrains* »). Le précédent, prélude à une longue traversée du désert, datait de 1984. Celui-ci est plutôt joyeux, puisqu'il n'usait pas de violence et plus ou moins raté (sa) vie », notre mentor sera « chanteur ». Vient de paraître également une « intégrale Reggiani », deux très beaux coffrets (chez Polydor): l'un de dix CD consacrés à l'interprète, l'autre de six CD, échantillons de ses talents de récitant. Ce spectacle, donc, aurait pu virer au catalogue. Mais Reggiani n'a rien oublié de sa souplesse d'antan, rien renié de ses amours d'enfant.

Avec le temps, il n'a plus envie de s'arrêter à la nostalgie. C'est avec une certaine hâte qu'il expédie le *Petit Garçon* (Dabadie/Datin) ou *Votre fille a vingt ans* (Moustaki). L'acteur de cinéma et de théâtre, « double lauréat du Conservatoire, c'est quand même beau », est devenu chanteur la quarantaine passée, grâce à son admiration pour Boris Vian et à la sollicitude du producteur Jacques Canetti. De Prévert - « Il ne faut pas laisser les intellectuels jouer avec les alchimies » - à Vian - la *Java des bombes atomiques* - « l'Italien » se reconnaît encore et toujours des airs de famille avec ceux qui furent l'amertume pour l'univers des songes mordanis.

Qu'il se moque de ses talents de chanteur (*le Barbier de Belleville*, Claude Lemesle) ou qu'il se souvienne avec élégance (*Il suffirait de presque rien*, Bourgeois/Rivière), le jongleur à la voix grave opère ses chemins entre textes et mélodies, comme si hier était aujourd'hui.

VÉRONIQUE MORTAGNE

► Jusqu'au 7 mars à 20 h 30.
Locations: 2, place Pierre-Méil-
lot, 75017, Paris, tél.:
40-68-07-56. Place de 130 F à
230 F. Album: 70 Balais, 1 CD
Trema, 710410

Initiation
XX^e siècle

Trois conférences / ateliers
avec David Robertson.
Directeur Musical
et les Solistes
de l'Ensemble InterContemporain

Ircam - Espace de projection

Johannes Brahms, 1830-1897
Boulez, Schoenberg,
Maxwell Davies

James Macmillan, 1924-
Carter, Berio, Donatoni

Arnold Schoenberg, 1894-1951
Benjamin

30 rue de la Harpe, 75005 Paris
Inscription 44 78 49 81

Conseiller
Centre Georges Pompidou
(Eclairage/Admission)
Incom. Ensemble InterContemporain

MUSIQUES

Elvis Costello, le classique pop

Un récital heureux accompagné par un quatuor à cordes
sous les ors fanés des Folies-Bergère

Le velours rouge des fauteuils des Folies-Bergère, à Paris, se frotte rarement aux jeans délavés du public rock. Mais, pour ses projets les plus en marge, Elvis Costello aime trouver des salles atypiques. Le music-hall, en panne de revue légère, accueillait donc, le 1^{er} février, l'unique représentation en France des *Juliet Letters*, œuvre ambitieuse née de la rencontre de cette figure de la pop et du Brodsky Quartet, quatuor à cordes réputé pour ses interprétations de Dvorak et de Chostakovitch (le Monde Arts et spectacles) du 18 février).

L'enjeu de la soirée, autant que la moyenne d'âge des spectateurs

— la trentaine bien sonnée, — a d'abord guidé l'ambiance. L'austérité de l'album ne laissait-elle pas entrevoir la raideur des concerts classiques? Une ovation respectueuse salua l'entrée des artistes. Le chanteur, livret à la main, s'écroula des deux violonistes, de l'alto et d'une violoncelliste, chacun va à son pupitre. Les musiciens sont d'une élégance décontractée, surélevés par une petite estrade. Plus ronds et chauds que sur le disque, les sons s'élevèrent, délicatement amplifiés, par des micros d'ambiance; Costello pose sa voix avec précision.

Mais, très vite, le récital prend une autre tournure et révèle la véritable nature de cette collaboration. C'est d'abord une boutade qui détend l'atmosphère: « Vous vous demandez ce qu'on fait là, parfois je me le demande aussi. » Puis transparaît l'évidente complicité des protagonistes, leur plaisir de s'amuser ensemble. Certains ont fustigé la prétention, de l'exercice de style, mais, ce soir, son aspect ludique n'échappe à personne. Costello explique le thème de chaque morceau, il dévèle aussi les petits

jeux et les paris qui ont précédé leur écriture. Très en verve, il redonne le belvédère d'entier, incarne en acteur les différents personnages de ces chansons épistolaires: l'amoureux transi, l'ibustier, l'enfant, le vieillard taillé acariâtre... L'art de conjuguer une rigueur extrême — cette musique n'autorise pas d'à-peu-près et exige une technique vocale irréprochable —

avec une gestuelle de cabaret minimaliste. Declan McManus (son vrai nom), binocle à présent d'une rondeur bonhomme, souligne l'humour de certains textes et de nombreuses phrases musicales. Les dures et les tentures kitsch des Folies-Bergère prennent alors toute leur saveur de music-hall suranné.

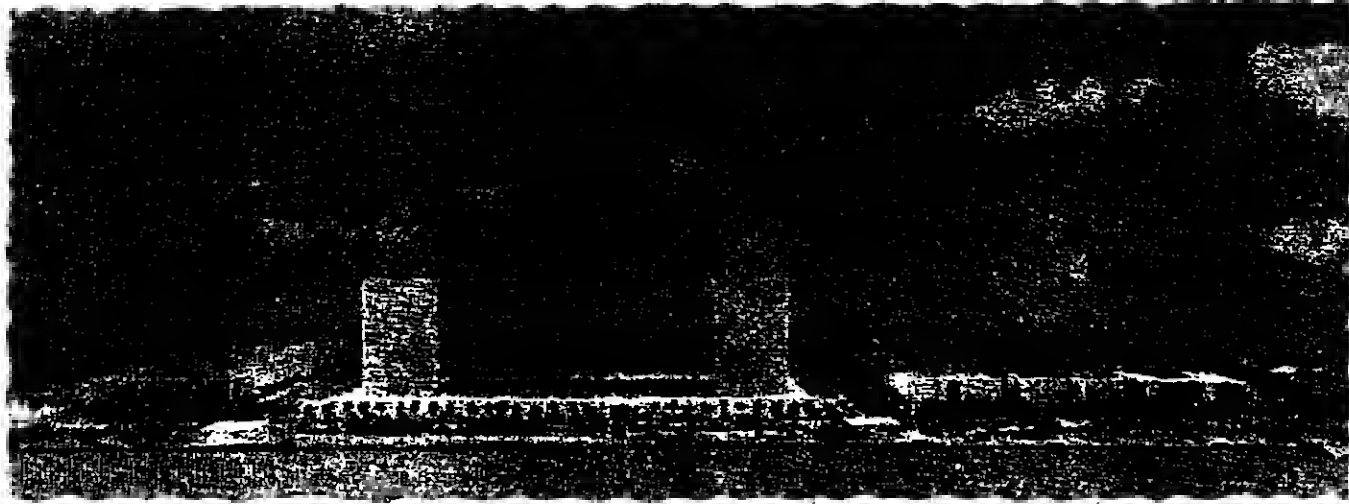
Tous les défauts des *Juliet Letters* ne furent pas gommés pour autant. Une seconde partie trop monotone, des mélodies qui s'embourbent parfois dans la narration, une émotion un peu factice ont persuadé certains que Costello avait trébuché sur l'obstacle. Mais, dans l'ensemble satisfait du divertissement, le public aura réclamé à cet insatiable investigateur quatre rappels, qui le firent déborder de l'unité de son concept album: un inédit (*King of the Unknown Sea*) et des adaptations de Tom Waits et Kurt Weill.

STÉPHANE DAVET

ARTS

Rectificatif. — Une coquille a modifié une partie de l'entretien que nous a accordé Daniel Dezeuze à propos de l'exposition Henri Matisse au Centre Pompidou à Paris (« le Monde Arts et spectacles » du 25 février). A la place de la phrase commençant par « Aussi mon œuvre... », nous aurions dû écrire: « Aussi son œuvre nous tire hors de toutes macérations du type art pathétique ou peinture clinique. »

De la TGB à la Bibliothèque de France



Un projet qui a considérablement évolué...

Jean Gattégno, ancien numéro deux de l'Etablissement public constructeur de la Bibliothèque de France, a été « remercié », il y a un an. Il a publié un petit ouvrage dont le sous-titre est significatif: *De la TGB à la BN-bis*. Le point d'interrogation est, pour lui, superflu. Il y a bien eu, dit-il, un projet original, révolutionnaire, a été déformé. Demain, il y aura sur les bords de la Seine une Bibliothèque nationale traditionnelle, flanquée d'une bibliothèque grand public, non moins traditionnelle.

Cette évolution, qu'il juge négative, serait le résultat d'un combat mené par les représentants d'un monde frileux et privilégié: celui des mandarins de la recherche. Le chef de cet orchestre contrainant est l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie, relayé par le Délégué de Pierre Nora, qui ont même trouvé une alliée en la personne de Laure Adler, un temps chargée des affaires culturelles à l'Elysée. Le ton de Jean Gattégno est sévère, mais l'on sent chez cet universitaire réservé une profonde amertume. Le récit est bien déroulé, les péripéties pointées avec justesse, mais les causes profondes de la dérive sont ignorées: elles s'appellent précipitation, médisance et dévotion.

En 1988, il semble indispensable de trouver une solution à l'engorgement de la BN. S'appuyant sur le rapport de Francis Beck (1987), Emmanuel Le Roy Ladurie propose soit de démanteler complètement la rue de Richelieu, soit de créer une BN-bis. M. François Mitterrand, réélu président, annonce, le 14 juillet 1988, la création d'une « grande bibliothèque d'un type entièrement nouveau ».

Jacques Attali lui avait soufflé l'idée d'une bibliothèque immatérielle où les images et les imprimés seraient consultables sur écran. Ce projet s'évapore vite trépassé pour des questions de temps et d'argent. On se rabat donc sur un projet moins futuriste mais tout aussi occulté: la Très Grande Bibliothèque doit devenir le temple de l'image, du son et de l'imprimé. Ce grand conservatoire du vingt et unième siècle, tissé des toutes nouvelles techniques, sera ouvert à tous les publics. Ce forum éditorial élargit également des salles de conférences, de projections, d'expositions et des restaurants. A la mi-août, un rapport est demandé à Patrice Cahart et Michel Melot. Il est bouclé en trois mois. C'est sur cette base qu'est organisé le concours d'ar-

chitecture gagné par Dominique Perrault, en juillet 1989.

Parmi les membres du jury, pas un bibliothécaire français, pas un représentant de la BN, conservatoire dépassé du papier jauni, ni du monde de la recherche.

La bataille
de la césure

Le projet retenu est conçu pour accueillir 2 millions de livres. La césure entre l'ancien monde — Richelieu — et la nouvelle — Tolbiac — est arrêtée à 1945. Une première bataille est menée sur l'itinéraire de la césure. Les chercheurs, ulcérés d'être tenus à l'écart du projet, montent au créneau. Ils obtiennent que tous les imprimés gagnent Tolbiac. Perrault doit revoir sa copie pour loger 12 millions de volumes.

La « communication » de Dominique Jamet, patron de l'Etablissement public constructeur, polémiste de talent qui a oublié de ramener sa plume, est désastreuse. La querelle s'étend aux ministères de l'Éducation, de la Culture, dont Dominique Jamet n'est pas le candidat, est pratiquement dessaisi du dossier. Le secrétaire d'Etat aux Grands Travaux, nommé pour l'occasion, le pilote, directement branché sur l'Elysée. Emile Biesini qui a

maintes fois fait la preuve de ses capacités et de sa détermination n'a qu'une obsession: l'inauguration de la TGB à la date voulue, en 1995.

La conduite des travaux et l'étude d'un projet qui évolue chaque jour sont menées de front. L'Elysée réagit plus ou moins aux avis contradictoires, aux pétitions et aux divers lobbys qui se manifestent. Des commissions sont nommées et leurs avis diversément suivis. Ce qui multiplie crispations, polémiques, etc., retouches: l'habillage des tours, leur hauteur, la disposition du stockage, la climatisation, sont revus. De réajustement en peaufinage, la bibliothèque d'un type entièrement nouveau évolue, effectivement, vers la juxtaposition de deux bibliothèques traditionnelles.

On peut s'interroger sur la méthode adoptée pour arriver à un résultat qui sera vraisemblablement honorable, sinon original.

E. de R.

► La Bibliothèque de France à mi-parcours: de la TGB à la BN-bis 7, de Jean Gattégno, Édition du Cercle de la librairie, 260 pages, 125 F.

MUSIQUES
DU MONDE

LUN. 8 MARS 20H30
ZARSANGA chant
SULTAN MUHAMMAD
Pakistan rebab
la diva de la musique pashlou

LUN. 15 MARS 20H30
ROSS DALY lyra
LABYRINTH GROUP
Crète
une musique traditionnelle
« inventée »
entre Grèce et Turquie, Inde
et Afrique du Nord...

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

Maison de Radio France, salle Olivier Messiaen
vendredi 5 mars, 20 h 30 - samedi 6 mars, 17 h 30 et 20 h

Portrait de
Witold Lutoslawski

Quatuor Arditi / Orchestre National de France
Michel Tabachnik, direction / Chœur et Orchestre
Philharmonique de Radio France / Dominique My
Witold Lutoslawski, direction

Location 42 30 15 16



orchestre national de lyon

emmanuel krivine, direction
augustin dumay, violon

berlioz, mendelssohn, jarrell, ravel

març 9 mars 1993, 20h30
théâtre des champs-élysées

places de 40 à 250 F

location: 1 49 52 50 50

هكذا نحن النحل

هكذا نحن النحل

CULTURE

grand chantier du président

L'année des choix

Suite de la première page
En dépit du rythme imposé, le calendrier reste très tendu. Il est exclu désormais que le président de la République puisse inaugurer autre chose qu'une coquille vide en avril 1995. Au mieux, la Bibliothèque pourra accueillir ses premiers lecteurs dans les premiers mois de 1996.

Car l'ouverture dépend d'un autre chantier, plus immatériel, mais tout aussi essentiel, qui, lui, n'est pas en avance : celui de l'informatique. « Comme nous partions de zéro », explique M. Alain Giffard, le chef du département informatique, nous avons voulu mettre au point un nouveau système informatique global, qui puisse répondre aux demandes des bibliothécaires (choix des livres, catalogage, consultation des bases de données), aux impératifs du dépôt légal, et à celui du classement dans les magasins. Un système qui doit être au service du lecteur (de la délivrance de sa carte d'entrée à la consultation du catalogue en passant par la commande des volumes et la lecture assistée par ordinateur) comme des gestionnaires. Tout ne sera pas prêt à l'ouverture, en 1996, mais les principales fonctions seront utilisables. »

Plus que la date d'ouverture, ce qui inquiète les professionnels comme les hommes politiques, c'est de savoir si l'opération pourra être reprise le dossier et certains adeptes du « big bang », c'est le coût de fonctionnement de la TGB. Il a fallu attendre l'arrivée de M. Silicani pour avoir les premières estimations réalistes : entre 980 millions de francs et 1,350 milliard. Si l'addition semble bien lourde, l'opération pourrait-elle remettre en question la poursuite des travaux ? Les suspendre ou les étaler excessivement coûteux, on l'a vu. Et dans quel but ? Réaliser un nouveau bâtiment moins ambitieux ? Cette hypothèse a été chiffrée. Compte tenu de ce qui existe déjà, il faudrait dépenser les mêmes sommes : 5,2 milliards de francs. Quant aux 2 milliards restants (les équipements), la moitié environ sont eux aussi engagés. Le rafistolage, forcément médiocre, est donc trop onéreux pour être sérieusement envisagé. Peut-on modifier significativement l'architecture ? Plus piteux : outre que l'architecte Dominique Perrault serait alors en droit de demander des indemnités, les marchés liés aux aménagements intérieurs sont eux aussi passés.

Deux scénarios

Le jardin intérieur, toujours critiqué, pourrait-il être moins planté d'espèces plus légères ? Certes, même si tous les arbres sont déjà achetés (40 millions de francs). On pourrait ainsi avoir une « réserve foncière » pour un stockage à venir. En dehors des problèmes techniques à résoudre - percer la sous-croûte argileuse, naturellement imperméable, - s'agit-il vraiment d'une telle « réserve » ? Il y aura, à Tolbiac, 420 km² de rayonnages (contre 180 km² de Richelieu) et à Versailles, 320 km² à Paris-Malesherbes, dans l'anneau des travaux de l'ouverture, le reste se remplira au rythme de 10 km² par an. A terme, les ouvrages qui n'ont pas été consultés une seule fois en cinq ans (les deux tiers du dépôt légal) doivent aller à Marne-la-Vallée. « Le débat sur l'architecture doit être clos », indique M^{me} Sanson. Des magasins supplémentaires n'apportent rien de plus. Le transfert de plus de 10 millions d'imprimés est une opération très complexe. En avril, le travail aura-t-il été fait ? Si on chamboule tout, non démentement est compromis. »

Si on ne peut guère intervenir sur la forme et le contenu du bâtiment, il est possible de modifier son fonctionnement. C'est pourquoi M. Jean-Ludovic Silicani propose deux scénarios. La différence entre l'hypothèse basse (980 millions de francs) et l'hypothèse haute (1,350 milliard de francs) tient à la variation de différents paramètres comme la modulation de l'ouverture quotidienne de la TGB (11 heures par jour au lieu de 14 heures), qui aurait une incidence évidente sur l'ampleur du personnel (de 2 150 personnes à 3 150), ou la fixation d'un prix d'accès à la bibliothèque grand public

(2 200 places) : on estime actuellement qu'une somme symbolique (5 francs ? 10 francs ?) pourrait être demandée. Autres paramètres : le prix de la carte nécessaire pour accéder à la bibliothèque patrimoniale (1 800 places), la plus ou moins grande sophistication des services proposés aux lecteurs, l'organisation interne du travail, le volume de l'activité scientifique (acquisition, traitement des ouvrages), l'éventuelle sous-traitance d'un certain nombre d'activités (relieur, sécurité, accueil)...

« Jouer sur ces paramètres, indique M. Silicani, est un choix qui appartient au gouvernement. L'hypothèse haute n'est pas un maximum, mais ce qu'on peut proposer de mieux en restant réaliste. L'hypothèse basse est un plancher impossible à crever sous peine de trahir les objectifs principaux de la Grande Bibliothèque. » A ces chiffres, il faut ajouter 250 à 300 millions de francs nécessaires au fonctionnement des départements (estampes, médailles, manuscrits, etc.) destinés à rester rue de Richelieu (1). Le fonctionnement de l'unité Richelieu-Tolbiac ne devrait pas être inférieur à 1,3 milliard de francs.

Mais cette entité aura-t-elle ou deux têtes ? Existe-t-il une unité administrative entre les deux établissements, celui de la rive gauche et celui de la rive droite ? L'argument tiré du gigantisme et du caractère ingérable d'une Bibliothèque de France héritant de l'ensemble des départements de la Bibliothèque nationale, ne peut emporter la conviction, estime la commission Miquel. Tout le monde semble d'accord pour une unité de direction. M. Dominique Jamet comme M. Emmanuel Le Roy Ladurie, l'administrateur général de la BN, qui se voit assez bien, tous les deux, occuper cette fonction. Le premier s'emploie discrètement à ramener avec ses anciens amis de droite pour rester en place après les élections. Le second qui attendra la limite d'âge en juin 1994, avoue ne pas repousser à jouer un rôle de « pape de transition », qui viendrait consacrer une certaine carrière d'administrateur. On lui prête même l'idée de relancer le vieux débat sur la « césure » (voir l'encadré page 16) et de plaider désormais pour le maintien, rue de Richelieu, des imprimés antérieurs à 1875, à côté de la future Bibliothèque nationale des arts (BN-arts) qui doit rassembler, rue de Richelieu, un million de volumes consacrés à l'histoire de l'art (2), à côté des départements restants.

MM^{mes} Françoise Benhamou, secrétaire générale de l'association de préservation de la BNA, et Laure Beaumont-Maillet, responsable du département des estampes, sont inquiètes de la tournure des événements. La « fusion » annoncée entre les deux établissements risque, estiment-elles, de se faire au détriment des départements « peu connus » de l'ancienne BN et de la nouvelle BN-arts. « Notre indépendance - personnel et budget - doit être garantie, demandent-elles. Sinon, nous serons toujours à la traîne, les parents pauvres. On a donné 30 millions de francs à la Grande Bibliothèque pour réaliser une banque d'images à partir de zéro, alors que nous pleurons misère pour développer la nôtre, qui s'appuie sur quinze millions de pièces. Enfin, si la création d'un Institut International d'histoire de l'art est indispensable (Institut universitaire qui doit s'implanter rue de Richelieu, à côté de la BNA), nous refusons de devenir une bibliothèque universitaire. »

En attendant que le sort des espaces laissés vacants, rue de Richelieu, soit réglé, la transformation de la bibliothèque grand public de Tolbiac en bibliothèque universitaire (BU) est attentivement examinée. Puisque, de toute façon, les utilisateurs de cet espace seront d'abord des étudiants, pourquoi ne pas offrir

cialiser son rôle et demander son rattachement - donc sa gestion - au ministère de l'éducation nationale ? Le budget de fonctionnement de la Grande Bibliothèque serait ainsi déchargé d'autant. Mais, s'il s'agit là d'un simple jeu d'écriture, il complique beaucoup l'administration de la Grande Bibliothèque, puisqu'une partie de son personnel serait ainsi soumise à un statut, un profil de carrière et des horaires différents. D'autre évoquent le transfert, à Tolbiac, de la Bibliothèque publique d'information (BPI) du Centre Pompidou. Ce qui aurait comme avantage de libérer de la place pour le Musée national d'art moderne, à l'étroit, et de récupérer son budget de fonctionnement (150 millions de francs). Cela aurait l'inconvénient de défigurer le projet pluridisciplinaire de Beaubourg sur lequel veille M^{me} Claude Pompidou, la veuve de l'ancien président, et, surtout, de supprimer une bibliothèque dans une ville qui en manque déjà cruellement. Enfin, les 400 000 volumes de la BPI, tournés vers l'actualité, ne sont pas les mêmes que ceux que l'on trouvera en libre accès à Tolbiac, dont la vocation est d'être encyclopédique.

Une « tête de réseau »

Surtout, il ne faut pas perdre de vue que l'unité principale de la Bibliothèque de France, la justification de son énorme coût, est d'être une « tête de réseau ». Elle a été conçue pour être connectée à une cinquantaine de grandes bibliothèques (universitaires ou non) en province comme à Paris. Ces établissements auront en commun un Catalogue collectif de France (CCF), où seront intégrés les principaux fichiers qui existent à ce jour, le noyau de ce catalogue étant constitué par celui de la Bibliothèque nationale (80 % des notices) en cours d'informatisation. Actuellement, deux millions de notices sont déjà indexées, les quatre millions de notices restantes le seront avant 1996. La Bibliothèque de France, qui finance cette lourde opération, vient de signer des contrats avec plusieurs villes - Lyon, Besançon, Nancy ou Grenoble - pour mettre sur pied une politique commune d'acquisition de fonds de haut niveau, selon les spécificités de chacun, et pour poursuivre l'élaboration du fameux catalogue collectif. Or ce programme difficile, complexe (il s'agit d'intégrer des systèmes hétérogènes), qui est étudié depuis trois ans et pour lequel plus de 100 millions de francs ont déjà été dépensés, prend un retard inquiétant.

EMMANUEL DE ROUX

(1) Le budget annuel de la BN est de 450 millions de francs.
(2) Cette BNA sera essentiellement consacrée par la culture ou des musées, Jacques Doucet, de la Bibliothèque du Louvre et du fonds ancien de l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts.

La Bibliothèque de France et ses « sœurs » étrangères

	Nombre de documents (millions)	Nombre d'imprimés (millions)	Nombre de lectures par an	Nombre de places de lecture	Effectifs	Budget annuel (M€)
Bibliothèque de France (1) : Scénario n° 1 Scénario n° 2	13 13	11 11	4 000 000 4 000 000	4 000 4 000	2 148 3 167	947 1 354
British Library Londres (2)	24	15	350 000	1 500	2 420	750
Library of Congress Washington (3)	88	23	520 000	1 200	3 480	1 500
Bibliothèque publique New-York (4)	44	14	1 300 000	1 000	2 360	700
Bibliothèque de la Diète Tokyo	17	10	420 000	2 200	850	440

(1) Les chiffres de la Bibliothèque de France sont, bien évidemment, prospectifs.
(2) Missions et public comparables à ceux de l'actuelle BN. Un effort de rattrapage important est en cours.
(3) Missions similaires à celles d'une bibliothèque nationale, mais avec des services spécifiques (documentation) destinées aux besoins du Congrès américain (Chambre des représentants et Sénat). Le dépôt légal est étendu à des documents très divers.
(4) Bibliothèque en libre accès, plutôt comparable à l'espace grand public du bâtiment de Tolbiac.

Le Monde • Mercredi 3 mars 1993 17

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

OPÉRA DE PARIS BASTILLE CIRQUE MOORE du Mardi 2 au Jeudi 11 mars 20 h 120 F. 44-73-13-00 (p.a. Valentin)	L'HISTOIRE DU SOLDAT Stravinsky Ramuz du Mardi 2 au Jeudi 11 mars 20 h 120 F. 44-73-13-00 (p.a. Valentin)	OPÉRA DE PARIS BASTILLE Studio Mardi 9 mars 20 heures 96 F. 44-73-13-00 (p.a. Valentin)	Hanna SCHAEER Mezzo-soprano Françoise TILLARD piano HENRI HERZOGSSOHN SCHUMANN SCHUBERT BRITTEN
CHATELET Théâtre Mardi 9 mars 20 heures 120 F. 44-73-13-00 (p.a. Valentin)	MIDIS MUSICAUX EBI du Mardi 2 au Jeudi 11 mars 20 h 120 F. 44-73-13-00 (p.a. Valentin)	GAVEAU Mardi 9 mars 20 h 30 (p.a. Modest)	JM FOURIER PRODUCTIONS « GRANDS RENDEZ-VOUS » piano : VICTORIA POSTNOKOVA G. ROJDEJTVENSKI violin : ALEXANDRE ROJDEJTVENSKI HAYDN-MOZART-SCHUBERT RACHMANNOFF-SCHWITTKE
OPÉRA DE PARIS BASTILLE Amphithéâtre Samedi 13 mars 20 heures 96 F. 44-73-13-00 (p.a. Valentin)	NATHAN du Mardi 2 au Jeudi 11 mars 20 h 120 F. 44-73-13-00 (p.a. Valentin)	THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 9 mars 20 h 30 Tél. Loc. 49-52-50-50 (p.a. Valentin)	Concert ProQuartet Quatuor ARPEGGIONE DITTERSDORF MOZART VANHAL HAYDN
SALE PLEYEL Vendredi 8 mars 20 h 30 Tél. Loc. 49-52-50-50 (p.a. Valentin)	Anne-Sophie MUTTER violin Lambert Orkis LUTOSLAWSKI SCHUBERT BEETHOVEN	THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Vendredi 13 mars 20 h 30 Tél. Loc. 49-52-50-50 (p.a. Valentin)	Evgueni KISSIN piano CHOPIN SCHUMANN LISZT Coopération Th. Champs-Élysées Prod. Internationales Albert Sarlat
AUDITORIUM CHATELET Mardi 9 mars 19 heures (p.a. Valentin)	le 8 : Ensemble InterContemporain ZENDER DESJARDINS STOCKHAUSEN PILEGGI BOESMANS DEBUSSY	THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Vendredi 13 mars 20 h 30 Tél. Loc. 49-52-50-50 (p.a. Valentin)	Trio BORODINE TCHAIKOVSKI RAVEL BEETHOVEN
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 9 mars 20 h 30 Tél. Loc. 49-52-50-50 (p.a. Valentin)	le 9 : Ensemble ALTERNANCE Dir. Diego MASSON Ensemble vocal « Les Jeunes Solistes » HUBER, GESUALDO DALLAPICCOLA	THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 9 mars 20 h 30 Tél. Loc. 49-52-50-50 (p.a. Valentin)	Augustin DUMAY violin Maria Joao PIRES piano CHOPIN SCHUBERT FRANCK
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 9 mars 20 h 30 Tél. Loc. 49-52-50-50 (p.a. Valentin)	ORCHESTRE NATIONAL DE LYON Dir. : Emmanuel KRIVINE Sol. : Augustin DUMAY REINHOLD MENDELSSOHN JARRELL, RAVEL	THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 9 mars 20 h 30 Tél. Loc. 49-52-50-50 (p.a. Valentin)	ORCHESTRE KUENTZ BACH-VIVALDI 1-2-3-4 PIANOS RAVEL BOLERO



Mettez toutes les chances de votre côté pour réussir vos rencontres

La solitude n'est pas un mal irrémédiable. Forcer le hasard, c'est vous donner le maximum de chances de rencontrer la personne dont le caractère et le tempérament seront compatibles avec les vôtres.

Forcer le hasard, c'est profiter du savoir faire qui est à la base de notre notoriété depuis 40 ans ; cela passe par l'expérience de notre équipe de psychologues et de graphologues particulièrement compétents.

Nous mettons en œuvre des méthodes performantes qui ont largement fait leurs preuves. De plus nous vous assurons d'un suivi personnalisé et renouvelons vos contacts jusqu'au succès complet.

Ion International
La liberté de bien choisir...
94, rue Saint-Lazare, 75009 Paris - Tél. : (1) 45.26.70.85

Pour recevoir une documentation complète, gratuite, sous pli discret, faites 3615 code Ion sur votre Minitel ou retournez ce coupon :

M., Mme, Mlle _____ Age _____

Prénom _____ Adresse _____

■ BORDEAUX-AQUITAINE (33400) Graillec - Tél. 57.74.96.65
■ TOULOUSE (31300) 16, rue Nungesser-et-Coli - Tél. 61.59.48.50
■ BRUXELLES - Tél. : (02) 645.09.91 ■ GENÈVE - Tél. : (022) 46.84.86 ■ POLOGNE - USA

ENSEMBLE INTER CONTEMPORAIN

direction
Hans Zender

Stockhausen . Pileggi
Boesmans . Debussy

Christophe Desjardins
alto

Lundi 8 mars à 19 h

L'Auditorium/Chatelet
40 28 28 40

BILLET

L'avenir
des monopoles

Le débat sur l'avenir des « monopoles » au sein de la Communauté ne semblait devoir mobiliser que des milieux restreints. Erreur ! Le thème, propre à des empoignades juridico-économiques, il est vrai souvent hermétiques, quitte aujourd'hui la cénacle des experts. En France du moins, où la plate-forme élaborée par l'UDF et le RPR, à l'occasion des élections législatives de mars prochain, porte la question sur le devant de la scène. Faut-il ou non privatiser ces grandes entreprises d'Etat qui, dans l'énergie, les télécommunications ou les transports, assurent des missions de service public et bénéficient à ce titre d'un monopole pour tout ou partie de leur activité ? En cas de réponse affirmative, comment réintroduire la concurrence lorsque ce monopole est privé ? Qui doit surveiller ? Les solutions à ces multiples problèmes n'ont pas encore été trouvées. Les questions se posent régulièrement aux Britanniques depuis quelques années et à chaque fois la réponse est la même : il faut écarter les groupes pour qu'en sortent des sociétés qui attirent le client en proposant des prix plus bas. En théorie, l'idée semble judicieuse mais, en pratique, le résultat est loin d'être au rendez-vous.

Voici un an, un rapport des parlementaires britanniques révélait que les consommateurs n'avaient rien gagné à la privatisation de l'électricité. Le gouvernement de M. Thatcher avait fait écarter la CEBG, l'équivalent d'EDF, en une douzaine de sociétés de production et de distribution différentes. Libre au consommateur de s'adresser à l'une ou à l'autre. Il s'est avéré alors que même les gros consommateurs industriels, malgré la constitution d'un marché « spot » (à cotation immédiate), ne bénéficiaient plus de tarifs aussi intéressants que du temps du monopole. Comme si les nouveaux dirigeants étaient plus préoccupés des dividendes à verser à leurs actionnaires que des investissements à réaliser au profit du client.

La privatisation de l'eau n'a pas non plus, semble-t-il, atteint son but puisque, d'entrée de jeu, il a fallu fixer des plafonds de hausses des prix. Fort de ses exemples, le président de British Gas plaide aujourd'hui contre la disparition du monopole dont le maintien à tout le moins permet de baisser les prix de 20 % en six ans pour qu'ils deviennent les plus bas d'Europe. Le modèle britannique n'est pas forcément une expérience concluante. On ne sait toujours pas quel équilibre trouver entre dérégulation et nécessaire surveillance, logique de concurrence et préservation des missions de service public qui pèchent souvent par manque de rentabilité et d'efficacité. Ce que ne supporte pas un actionnaire privé. La boîte de Pandora ouverte par la plate-forme UDF-RPR est loin de se refermer.

DOMINIQUE GALLOIS
et CAROLINE MONNOT

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• Conjoncture : baisse de l'indice des directeurs des achats. — Pour le premier fois depuis septembre 1992, l'indice d'activité établi par le groupement national des directeurs des achats des principaux groupes industriels (NAPM) n'a pas augmenté en février par rapport au mois précédent. Il s'est établi à 55,8 contre 58 en janvier (l'industrie est en croissance à partir de 50). Pour autant, la croissance a été plus équilibrée répartie, 16 des 20 secteurs examinés enregistrant un progrès contre 13 seulement en janvier.

• Dépenses de construction : -1,3 % en janvier. — Les dépenses de construction ont baissé de 1,3 % en janvier aux États-Unis, à 431 milliards de dollars en rythme annuel corrigé des variations saisonnières. Première baisse depuis cinq mois, elle a pris à contre-pied les spécialistes qui prévoyaient, au contraire, une hausse de 0,3 %. Sur la base annuelle (janvier 1992 à janvier 1993), la progression des dépenses de construction atteint 5,8 %.

Une proposition du comité de surveillance

British Gas serait fractionné
en douze compagnies régionales

LONDRES

de notre correspondant

Le résultat le plus immédiat des propositions de OFGAS est d'avoir tranché dans le vif : désormais, la guerre d'assurance qui opposait le directeur général du comité de surveillance, Sir James McKinnon, au président de British Gas, M. Robert Evans, se déroule sur la place publique.

Depuis la privatisation de la compagnie nationale, en 1986, les relations entre les deux hommes ont été faites d'hostilité réciproque. Le premier ne cachait pas son souhait de briser le quasi-monopole dont bénéficie British Gas (90 % du gaz consommé en Grande-Bretagne), l'introduction d'une compétition entre fournisseurs étant supposée bénéficier aux consommateurs par une baisse des prix. M. Evans, de son côté, s'est toujours opposé à une telle perspective : les tarifs, explique-t-il, ont déjà baissé de 20 % en six ans et sont les plus bas d'Europe.

Sir James propose aujourd'hui un véritable démembrement de British Gas, en quinze, voire dix-sept compagnies régionales : douze sociétés régionales seraient chargées de la commercialisation, tandis que les contrats d'achat, l'exploration et le développement, le transport et le stockage seraient pris en charge par d'autres sociétés.

Le transport conserverait cependant un statut de monopole (il serait inutile de construire un nouveau réseau de canalisations), alors que les douze compagnies régionales seraient confrontées à la concurrence des quelque trente rivaux qui, fournissant déjà l'industrie, sont prêts à entrer sur le marché domestique. Ce plan va dans le sens de la logique de marché, qui est à la base de la politique industrielle des gouvernements conservateurs : la privatisation et la concurrence doivent être la règle et le monopole l'exception.

L'intérêt
des consommateurs

La question est bien sûr de savoir si les dix-huit millions de clients britanniques profiteraient d'un tel changement. British Gas a immédiatement contre-attaqué sur ce thème : selon M. Evans, le « cambriolage » projeté par OFGAS aurait pour effet de coûter quelque 3 milliards de livres (1) sur dix ans (Sir James parle de 119 millions de livres), provoquant une hausse de 15 % des prix à la consommation,

soit un rajout de 166 livres par facture individuelle, sans compter une perte sèche de 1.500 livres pour chacun des quatre millions d'actionnaires de British Gas. Enfin le marché intérieur serait perturbé pendant au moins dix-huit mois et des fournisseurs étrangers pourraient s'y implanter. Sir James répond que la compagnie exerce actuellement un triple monopole (achat, transport et approvisionnement) et que la compétition ne peut qu'accroître l'efficacité, la qualité du service et étendre la taille du marché.

Les réactions des premiers intéressés sont prudentes : « Nous n'avons aucune preuve qu'il y ait un problème qui nécessite de telles solutions radicales et irréversibles », estime M. Ian Powe, directeur du conseil des consommateurs. D'autre part, alors que la question du coût de la réforme est essentielle, les chiffres avancés par les deux parties ne reposent que sur des estimations. La commission des monopoles et fusions doit se prononcer le mois prochain, et le gouvernement pèse le pour et le contre : si les prévisions apocalyptiques de M. Evans devaient se révéler exactes, il ne resterait pas grand-chose des justifications idéologiques et commerciales de OFGAS.

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling = environ 220 francs.

Défendant le service public

M. Zuccarelli dénonce les projets
de privatisation de La Poste et de France Télécom

Le ministre des postes et télécommunications, M. Emile Zuccarelli, monte au créneau sur la défense du service public. Vis-à-vis de Bruxelles d'abord, soupçonné de vouloir introduire au nom de la concurrence une conception « minimaliste » de la mission de service universel dans les postes comme dans les télécommunications européennes. Vis-à-vis des projets prêts à l'opposition surtout. Pour M. Zuccarelli, qui doit s'exprimer à l'occasion d'une conférence de presse mardi 2 mars, la privatisation de France Télécom ne profiterait « ni aux usagers, ni à l'opérateur, ni au pays ».

Le prétexte officiel était la notification de la position de la France sur le Livre vert postal, memorandum communautaire qui doit fixer les évolutions des postes européennes pour les années à venir. Paris, qui a lancé durant plusieurs mois une consultation nationale inédite, vient de livrer le fruit de ses réflexions à Bruxelles et se prononce pour une conception large du service public de La Poste et d'une des « droits spéciaux » qui lui sont attachés.

Pour la France, la publicité adressée, les expéditions de courrier, doivent demeurer le monopole du secteur public. Reste que l'intervention de M. Zuccarelli se veut avant tout « politique ». Au sens noble, précise l'entourage du ministre, où l'on se dit convaincu que la droite prépare une privati-

sation — totale ou partielle — de France Télécom. Et où l'on estime que l'ouverture à la concurrence des entreprises à caractère monopolistique prévue par la plate-forme commune UDF-RPR, préliminaire indispensable à une privatisation, vaut renoncement. « La logique de la concurrence à tout crin ne peut déboucher que sur un grignotage du service public, qui disparaîtra par pans successifs », juge un conseiller.

L'argumentaire de M. Zuccarelli est clair. La « privatisation » de France Télécom et la dérégulation, qui est son corollaire, ne profiteront à personne. Pour les usagers, avertit le ministre des postes et télécommunications, elles signifieront la fin de la prérogative tarifaire, l'augmentation des prix dans les zones à faible densité de population, sans perspective d'amélioration de service.

Pour les salariés, elles ne pourront déboucher que sur une sortie du statut de la fonction publique. Enfin, elles seront « nuisibles pour le pays », cassant « la dynamique d'un grand service public qui a permis le développement du Minitel et d'un des meilleurs réseaux téléphoniques mondiaux ».

Selon M. Zuccarelli, la privatisation de France Télécom ne peut être motivée que par des considérations financières à court terme, alors que les perspectives de recettes sont incertaines.

C. M.

La présentation par New Delhi du budget pour 1993-1994

La roupie indienne devient convertible

Les propositions budgétaires pour l'année 1993-1994 annoncées samedi 27 février par le ministre des finances, M. Man Mohan Singh, s'inscrivent dans un contexte très politique, à l'heure où l'Inde — et le Parti du Congrès qui la dirige — traverse une crise majeure : le gouvernement entend poursuivre le processus de libéralisation économique tout en essayant de regagner les faveurs d'un nombre croissant d'Indiens tentés par les excès de l'ultra-nationalisme hindou.

NEW-DELHI

de notre correspondant

La décision de libérer totalement le taux de change de la roupie et l'annonce de l'abaissement des barrières douanières satisfaisant les industriels et les exportateurs, définitivement rassurés sur la nature irréversible du « nouveau cours » indien. Et il est vrai que la convertibilité de la monnaie nationale s'apparente à une vraie révolution dans ce pays longtemps soufflé par le carcan d'une économie dirigée. Depuis lundi 1^{er} mars, la monnaie indienne s'échange librement sur le marché des changes, et le cours officiel, auquel une partie des transactions commerciales devait auparavant s'effectuer, a été supprimé. Par ailleurs, les taxes maximales sur les importations ont été réduites de 110 % à 85 %, et la banque centrale a baissé son taux d'escompte de 12 % à 11 %.

Mais c'est aussi à une classe moyenne en pleine expansion que ce budget s'adresse au moment où se réveillent les vieux démons du « mal indien », c'est-à-dire la rivalité interconfessionnelle que concrétise la poussée du nationalisme hindou. En décidant de

réduire les taxes sur de nombreux biens de consommation tels les réfrigérateurs, les voitures mais aussi le thé, le café, les biscuits ou le savon, le gouvernement entend à l'évidence courtiser ces millions d'Indiens que le parti hindou BJP (Parti du peuple indien) est parvenu à faire tomber dans son escarcelle électorale depuis plusieurs années.

C'est en effet à la classe moyenne que le BJP doit surtout son impressionnant succès. De deux députés en 1984, la formation des Hindous nationalistes est devenue, en 1991, la première force de l'opposition au sein des 119 sièges au Lok Sabha, l'Assemblée nationale. La destruction de la mosquée d'Ayodhya par une horde de fanatiques, en décembre, assaut provoqué plus ou moins directement par les déclarations des leaders du BJP, a confirmé l'empire du parti du « réveil hindou ».

Les sanglantes émeutes entre la majorité hindoue et la minorité musulmane qui ont fait suite à la destruction de cette mosquée et coûté la vie à au moins deux mille personnes en deux mois ne semblent pas avoir eu de conséquences sur la popularité du BJP : le parti a plus que jamais le vent en poupe et le bouc émissaire désigné reste la minorité musulmane (12 % des quelque 880 millions d'Indiens) et, par extension, tous ceux soupçonnés de lui avoir accordé des « privilèges » qu'elle ne méritait pas.

Une « stratégie
de reconquête »

Dans un tel contexte, le gouvernement du premier ministre, Narasimha Rao, se devait de reprendre l'initiative après des semaines d'immobilisme : l'interdiction d'un rassemblement de masse qu'avait prévu le 25 février dans New-Delhi le BJP a prouvé que M. Rao était déterminé — fit-ce d'une manière autoritaire — de maintenir aux zélotes du parti hindou qu'aucun dérapage ne saurait être toléré. Les propositions budgétaires doivent donc être comprises à la lumière des derniers événements, un peu comme une sorte de deuxième volet de la « stratégie de reconquête » du gouvernement.

Le budget tient compte d'une autre catégorie sociale, celle des agriculteurs, ces derniers représentant un lobby très puissant : le ministre des finances a annoncé une nouvelle diminution des subventions — notamment sur les engrais — mais il a pris soin d'at-

tuer les effets de cette mesure en offrant la perspective de crédits avantageux pour les paysans. Là aussi, on retrouve le souci d'équilibre du gouvernement alors que le Congrès s'efforce à tout prix de regagner le terrain perdu. Surtout à l'approche d'une possible échéance électorale, des élections devant normalement avoir lieu dans quatre États du pays d'ici au mois de juin.

La politique de Man Mohan Singh est certes loin d'avoir encore porté tous ses fruits, même si l'inflation semble aujourd'hui contrôlée et les réserves en devises, suffisantes. Le ministre des finances espère, en outre, réduire le déficit budgétaire à environ 5 % du PIB et prévoir une croissance de 4 % pour l'année fiscale écoulée contre 1,2 % l'année précédente. Mais l'Inde est l'un des pays les plus endettés de la planète (80 milliards de dollars, soit 440 milliards de francs), le déficit de la balance commerciale a atteint 6 milliards de dollars et les investissements étrangers sont encore loin d'avoir répondu à l'attente de New-Delhi.

L'affaire d'Ayodhya, les hésitations gouvernementales et les réticences de nombreux politiciens — y compris au sein du Congrès — à l'égard d'une politique économique que certains jugent être le résultat des « dictats » du FMI auraient pu rendre plus étroite la marge de manœuvre du ministre des finances, architecte de la « NEP » indienne. Au vu des propositions de budget, il semble qu'il n'en soit rien : « Les réformes semblent plus irréversibles que jamais », écrivait ce week-end l'éditorialiste du quotidien *The Economic Times*.

Mais entre les objectifs de M. Singh et les réalités d'une Inde en crise, il y a encore loin de la coupe aux lèvres. Notamment parce qu'en ces temps d'incertitude le gouvernement ne peut sans doute pas s'offrir le luxe d'accélérer le rythme des réformes, si nécessaires soient-elles. Exemple parmi d'autres, les restructurations promises au FMI dans le secteur public n'ont pas encore été appliquées et il faudra sans doute une bonne dose de courage aux leaders indiens pour oser mettre en œuvre un programme qui risque de laisser sur le carreau des millions d'employés.

BRUNO PHILIP

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

CONJONCTURE

Le rapport sur les tendances des marchés des capitaux

L'OCDE doute de l'efficacité des taux d'intérêt
pour déjouer la spéculation

Trois fois par an, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) publie une étude sur les tendances des marchés des capitaux, dans laquelle sont passés en revue les principaux événements sur les marchés financiers internationaux.

L'année 1992 a été marquée par deux événements très importants, selon le rapport paru dimanche 28 février. D'une part, la dichotomie croissante entre le marché des titres (actions, obligations, et autres facilités), qui bénéficie d'une croissance très rapide, et celui des emprunts bancaires syndiqués, encore très déprimé. Et d'autre part, la crise monétaire sans précédent vécue en Europe à l'automne.

La diminution du coût du crédit dans la plupart des pays occidentaux, sous l'effet d'une croissance économique ralentie, a fortement bénéficié aux placements internationaux d'actions. Au total, 23,5 milliards de dollars d'actions ont été émis en 1992, contre 23,4 milliards en 1991, mais moins de dix milliards au cours de chacune des trois années précédentes. Le marché des euro-obligations se porte également exceptionnellement bien, avec 333,7 milliards de dollars émis en 1992 contre 297,6 en 1991.

L'OCDE souligne que cette année, les besoins de financement

accrus des États continueront à dépasser ceux du marché. En revanche, les banques poursuivront leur politique de très grande prudence et le marché des emprunts syndiqués, à 117,9 milliards de dollars, n'a toujours pas retrouvé son niveau des années 80-90 (125 milliards environ).

A propos de la crise monétaire, l'OCDE rappelle qu'en dépit d'une série de réajustements, les tensions ne se sont pas apaisées. Les experts doutent de l'efficacité des fortes hausses de taux d'intérêt à court terme, destinées à décourager les spéculateurs.

En septembre, la Banque centrale de Suède avait porté l'un de ses taux directeurs jusqu'à 500 %. En France, en dépit de l'occurrence de la spéculation, les autorités monétaires sont contraintes de maintenir des taux à court terme élevés, (12 % actuellement à trois mois). Un phénomène qui accentue la fragilité du système bancaire, les établissements devant emprunter plus cher qu'ils ne prêtent. Les autorités monétaires françaises ont déjà avec succès la spéculation, rappelle l'OCDE, mais « la conviction générale selon laquelle [cette victoire] renforcera le franc à long terme reste encore à prouver ».

F. L.

Conséquence des réductions de production

Le prix du pétrole se raffermirait

Les cours du brut daté, le pétrole de référence en mer du Nord, ont brièvement crevé le plafond de 19 dollars le baril, lundi 1^{er} mars à Londres, sur le marché spot, avant de céder la place à 18,97 dollars le baril. Par rapport à la période correspondante de 1992, la hausse est d'environ 1,50 dollar.

Cette fermeté des cours, alors que la période hivernale s'achève, fait suite à l'annonce de réduction de production de pétrole brut par les membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de

pétrole). Tour à tour, le Nigeria et le Venezuela ont demandé aux compagnies pétrolières opérant dans leur pays de réduire leur production à compter du 1^{er} mars pour respecter les quotas alloués à la conférence de Vienne.

Dans la foulée, l'Iran et le Qatar ont annoncé un ralentissement de leurs exportations, tandis que le Koweït, dont l'intransigence avait retardé l'accord à Vienne, a affirmé avoir ramené sa production de 2 millions de barils jour à 1,6 million, son quota officiel.

Hydrocarbures : accord entre deux États de l'ex-URSS. — Douze États de l'ex-URSS ont décidé, mardi 2 mars à Sougout (Sibérie), de créer un « conseil intergouvernemental du pétrole et du gaz », a annoncé l'agence ITAR-TASS. L'accord prévoit notamment la création d'entreprises mixtes, de sociétés par actions

ainsi que le développement des « relations économiques commerciales » entre les entreprises de ces anciennes Républiques soviétiques, selon l'agence. Le conseil intergouvernemental, qui aura son siège à Tiumen, la « capitale » du pétrole russe au cœur de la Sibérie, doit se réunir le 30 mars à Moscou. — (AFP).

مكتبة القرآن

ÉCONOMIE

La crise de la pêche

Le défi à la mort d'un bateau sans équipage

GUILVINEC

de notre envoyée spéciale

Vendredi 28 février, à 18 h 30, l'Ar-Vag II a largué les amarres. La mer était bleu acier et houleuse et un vent de force 8 bousculait des nuages d'éclaircie, annonciateurs d'averses glacées. Le message météo affiché à la capitainerie du port prévoyait du gros temps, mais aucun ciel au monde n'aurait pu ce jour-là décourager le chalutier. En deux minutes, il remontait le chenal, passait devant le phare à l'entrée du port en laissant derrière lui Guilvinec et, sur un quel désert, une femme déshabillée : l'Ar-Vag II disparaissait avec son mari et son fils - seuls à bord de ce monstre de vingt-quatre mètres. Une folie.

A la même heure, plusieurs centaines de marins-pêcheurs du pays bigouden prenaient le chemin de la « maison pour tous », où le comité de survie de la pêche devait faire le point de la crise et sommer le ministre de la mer et les candidats du Finistère de venir d'expliquer devant eux. Les esprits étaient tendus et fatigués. Personne ne prête attention au chalutier.

Personne ne sut donc que son patron avait attendu en vain sur le quel son équipage, qui, anglois par les truites d'un bateau très récent et les cours catastrophiques du poisson, il voulait prendre la mer à n'importe quel prix, persuadé qu'un navire à quel point plus de

quatre jours équivalait à une désertion et prêt à ce défi insensé - suicidaire - de partir seul à bord. Les applications de sa femme n'avaient rien pu y faire. Alors, au moment de larguer les amarres, son fils de quatorze ans, bouleversé, avait sauté à bord. « Je ne peux pas laisser tomber mon père. »

« Croire en la mer »

Lancée le lendemain matin, l'alerte a bouleversé le port. « Voilà la preuve de la désespérance des pêcheurs », disait André La Berre, président du comité des pêches. « On est tous pris dans un étau », constatait un matelot. « On a la corde au cou », renchérisse un autre, tandis qu'un jeune patron annonçait « des solutions extrêmes ». « J'ai tant de dettes, et chaque matin m'enfoncé. Je risque de tout perdre, je ne vois plus d'issue. Je ne me suis pas pendu... J'aurais pu. »

Et l'Ar-Vag II qui, au large, défie la mer et la mort sur des fonds de mille mètres est devenu soudain symbole de leur engolement à tous. Plus fort que n'importe quelle « rage de fin de siècle », plus menaçante que doute. Alors ils ont tout déchaîné, l'armée, les douanes, les affaires maritimes, Radio-Quercy. Ils ont imaginé d'« hélicopter » sur l'Ar-Vag II des matelots volontaires, puis prévu de lui fixer un rendez-vous,

mardi, dans un port d'Irlande, où un bateau de Guilvinec lui « livrerait » un équipage de quatre hommes. Rendez-vous avancé finalement à dimanche grâce à un avion de l'armée maritime. L'Ar-Vag II, avec cinq hommes à bord... et un jeune mousse, pourrait donc repartir pour une mer de quinze jours.

L'histoire du chalutier parti sans équipage restera dans les mémoires des marins bigoudens. On la datera aisément : février 1993, saison funeste pour la pêche française. Et les cafés des ports commenteront longtemps le geste épique du pêcheur Nédélec.

Coup de folie et de détresse ou bien défi orgueilleux d'un patron sous pression, contraint d'emporter un outillage d'une dizaine de millions ? « Un appel au secours et à la solidarité », disait samedi sa femme, fatiguée de n'avoir guère dormi, tendue, anxieuse, réticente à parler à la place de son homme, mais respectueuse de son geste fou. « Il a voulu montrer qu'un marin ne baisse jamais les bras ; que désertier ou immobiliser un bateau revient à la mer ; que la seule dignité, en période de difficulté, c'est de croire en la mer, serrer les coudes, faire face. » Et après un silence, dans la maison à volets bleus : « Je le soutiens, je le comprends tellement. »

A. Co.

Les humiliées de Guilvinec

Suite de la première page

Ce sont elles aussi qui ont installées une permanence pour renseigner et orienter les plus démunies. C'est lui surtout qui, en organisant des rencontres et des stages, a habillé les femmes à rompre leur solitude et à évoquer entre elles leurs problèmes quotidiens. Un premier pas. Une révolution.

C'est donc par bribes qu'on apprendra les problèmes auxquels les femmes font face. C'est par petites touches qu'on percevra l'angoisse qui les étreint depuis que les cours du poisson ont chuté sans que leurs traites ou leurs loyers s'allègent. Et c'est par allusions discrètes qu'on se fera une idée d'un âge d'or qui les a vues prospérer, très à l'aise, promptes à la dépense pour compenser « l'absence » et fières d'afficher, dans une jolie maison et une voiture neuve, une prospérité acquise, disent-elles avec constance, par un travail « de force ». Quelle jalousie elles suscitaient alors ! « Les ouvriers ne pourraient pas suivre et les bourgeois regardent de nous voir dans l'aisance. Comme si l'argent gagné avec les mains et le sang de nos maris, plus de cent heures par semaine, dans le froid, les paquets d'eau, le vent, était moins légitime que le leur ! »

Cette époque est passée. Sa perspective pour les plus jeunes est devenue éblouissante. Il reste aux autres des traites, des dettes, des charges dont elles ne peuvent plus s'acquitter et qui menacent de tout emporter. « Tout, chez moi, appartient au Crédit maritime, dit Claudine : la maison, la voiture, le salon. Encore trois mois de marasme, et ils saisiront tout. »

« Ils » ont déjà saisi. « Ils » ont déjà fait vendre, pour un prix grotesque, des maisons remboursées pourtant aux deux tiers. « Ils » se montrent intraitables, malgré les consignations officielles de déchéance. Les chèques sont refusés, des carnets confisqués. Des prêts-relais étrangement. « Les banquiers autrefois si serviables se défilent, se méfient. Ils nous prennent pour des mange-bazars ! », enrage Valérie. L'endettement - le surendettement - est à l'origine de la plupart des drames, les prêts ayant été consentis sur la base des recettes d'autrefois...

Un salaire « négatif »

Près du bâtiment des affaires maritimes, le petit bureau de la Caisse d'allocation familiale est submergé de demandes de secours. « Les déclarations sont souvent fausses », constate la responsable. D'abord par l'insignifiance des revenus de ces trois derniers mois ; et puis par le chapelet et l'importance des prêts en cours dont le remboursement est devenu impossible. Une famille a touché 8 138 francs depuis le 15 novembre alors que la banque lui prélève normalement 10 000 francs... par mois. Une autre a perçu 12 500 francs mais traîne quatre emprunts. Sur soixante-cinq dossiers reçus le premier jour de leur mise à disposition, la moitié, estime-t-on, sont à traiter d'urgence. N'a-t-on pas vu ce mois-ci une ficelle de paie au solde négatif ? Pour trente-cinq jours de mer et une part à 2 550 francs, le matelot devait à son patron 161 francs, une fois retirées la CSG et les cotisations !

Le cas des jeunes patrons endettés pour payer leur bateau est aussi dramatique. « On nous disait : il faut renouveler la flotte, lancez-vous contre les Espagnols ! Alors on a fait construire pour 5,5 millions un bateau de 19 mètres avec l'assurance de toucher 900 000 francs de subventions. Deux ans après, on n'a toujours rien perçu. Aux traites trimestrielles - 170 000 francs - s'est donc ajoutée un prêt-relais ! Vu le désastre des dernières pêches, on ne s'en sortira pas. » Elle en pleurerait. Elle sait qu'il se battra. Elle craint qu'il ne force la mer, un jour de rage et de gros temps. Elle hait les banques, « irresponsables », « tentatrices », « diaboliques ».

Ce sont toujours les femmes qui font les comptes, à elles que les marins confient leur enveloppe avant de repartir. Elles sont patronnes, associées, co-propriétaires du bateau éventuel et donc responsables en cas de pépin ; enfin elles règlent les factures et parfois même les cachent. « A quoi bon l'affoler ? dit Pascale. Il ne pourrait pas travailler davantage qu'il le fait, alors... » Alors elles se débrouillent avec le banquier, l'assureur, l'école, les différents créanciers. Elles s'arrangent pour vivre de peu et mieux vaut, en ce moment, garder son manteau si l'on est invité chez l'une d'elles.

Il a eu les larmes

Valérie a touché (via son mari matelot) 7 000 francs depuis le fin novembre. Elle « jongle » ou ne sait trop comment pour payer les 2 500 francs de remboursement mensuel d'une voiture d'occasion, 1 500 francs pour la tombe d'un bébé perdu il y a un an et 2 300 francs de loyer. Cela fait des mois qu'elle se « tâte » et se « tâte » un vêtement. Elle mange « sandwich-pâté » tous les soirs. A la dernière marée, son mari qui rêvait d'acheter un petit cotier (3 à 4 millions de francs) et craint la haute mer depuis la disparition d'un de ses frères, a pour la première fois été découragé. « Il a eu les larmes », dit-elle simplement. Sa belle-sœur n'a guère reçu davantage et sa voiture en panne ne risque pas d'être réparée de sitôt ; les indemnités de l'assurance « intempéries » (vingt jours au moins de mauvais temps dans une année) sont heureusement tombées à point pour l'aider à payer son loyer.

Plusieurs familles ont brusquement mis leur enfant à la cantine - « Pour 13 francs, je sais qu'il aura un repas équilibré », d'autres les ont retirés - « Encore trop cher ! » Une mère de trois enfants avoue 52 000 francs de revenu l'an passé ; une autre 38 000 francs et quatre enfants. Les grands-mères - celles qui ont eu la chance de vivre la grande époque - sont plus que jamais mises à contribution. Pour la garde des enfants... et pour certaines factures. Et de plus en plus de jeunes femmes se préoccupent de chercher un emploi. L'hôpital de Pont-labbé est, dit-on, saturé de demandes... Et les hommes sont humiliés. « Ils n'ont pas besoin d'humiliés pour les enfants, et leurs quêtes les retiennent », pense Cécile, vendeuse depuis deux mois. « Les terriennes ne peuvent pas comprendre. Mais c'est une tradition, presque une question d'honneur : le marin subvient aux besoins de la famille. »

C'est un monde qui chancelle. Un ordre ancien qui s'écroule. C'est ce qui leur fait mal, à ces dames de la côte qui pressentent qu'il ne s'agit pas cette fois d'une crise comme les autres.

ANNICK COJEAN

Durant trois heures, à Saint-Brieuc

Une délégation de pêcheurs a été reçue par M. Josselin

Le secrétaire d'Etat à la mer, M. Charles Josselin, a reçu, pour la première fois, lundi 1^{er} mars à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), une quinzaine de représentants du comité de survie de la pêche, avec lesquels il a évoqué, durant trois heures, les principales mesures destinées à sortir de la crise.

Les membres du comité ont rappelé au secrétaire d'Etat leurs principales revendications, notamment l'extension du prix minimum (décidé la semaine dernière à Bruxelles) à toutes les espèces de poissons dites communautaires ainsi que le maintien de ces prix pour une

durée indéterminée, et pas seulement pour quatre mois.

La délégation des pêcheurs a également réclamé l'instauration de contrôles de la CEE sur les importations et la mise en place d'un véritable système d'étiquetage de l'origine des produits de la mer vendus au détail.

Au même moment, une cinquantaine de marins-pêcheurs avaient organisé à Saint-Brieuc, dans un hypermarché Carrefour, une opération commando, détruisant tous les poissons et crustacés surgelés provenant d'autres pays que la CEE.

Une contribution de l'Etat de 51 millions de francs

Le gouvernement accepte le plan de relance du port de Lorient

Le plan de financement nécessaire à la relance du port de pêche de Lorient vient d'être arrêté, avec l'aval du premier ministre, a annoncé, lundi 1^{er} mars, M. Jean-Yves Le Drian, ministre (PS) de la ville et ancien secrétaire d'Etat à la mer. La Chambre de commerce et d'industrie du Morbihan, qui était concessionnaire des installations, est remplacée dans ce rôle - une première en France - par une société d'économie mixte (SEM) dans laquelle siègent, outre les collectivités locales, des banquiers et les professionnels du secteur.

Au total, l'Etat apportera pour sa part, par le biais de divers ministères, une contribution de 51 millions de francs. C'est la SEM qui devra désormais négocier les modalités du plan social des quelque 140 dockers du port de pêche.

Une société privée, la CEP (filiale du groupe Générale des eaux) est en pourparlers avancés avec la SEM pour assurer la gestion et le fonctionnement des installations du port, l'objectif de Lorient étant, à l'image de Boulogne-sur-Mer, de redevenir non seulement un grand port de pêche mais un port à vocation internationale de négoce international des produits de la mer.

Thomson-CSF et Short Brothers créent une société commune de missiles. - Le groupe français Thomson-CSF et la société britannique Short Brothers ont annoncé, lundi 1^{er} mars, la création d'une entreprise commune, à parité, pour des missiles anti-aériens à très courte portée. La société commune aura un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs. Elle regroupe les activités missiles de la division Défense Systems de Short Brothers (implantée à Belfast, en Irlande du Nord) et les activités missiles anti-aériens de très courte portée de Thomson-CSF. Le groupe français a proposé à Aérospatiale - qui étudie cette offre - de s'associer au projet dont les bases ont été jetées en juin 1991. A cette date, en effet, un protocole a été signé entre Thomson (qui produit le système Aspie) et Short Brothers (qui produit les systèmes Javelin, Starburst et Starstreak) pour concevoir ensemble des missiles sol-air à très courte portée de la nouvelle génération.

SOCIAL

Les propositions du patronat

Le CNPF souhaite

« une grande souplesse » pour le SMIC

Les « propositions pour sortir de la crise » présentées lundi 1^{er} mars par le CNPF préconisent « une grande souplesse dans l'application et l'évolution du SMIC ». Le patronat, qui considère que « le coût du travail est dissuasif » pour l'embauche de salariés non qualifiés, reprend à son compte la proposition des experts du Plan visant à instituer une franchise de cotisations et reste favorable à une progression plus modérée du salaire

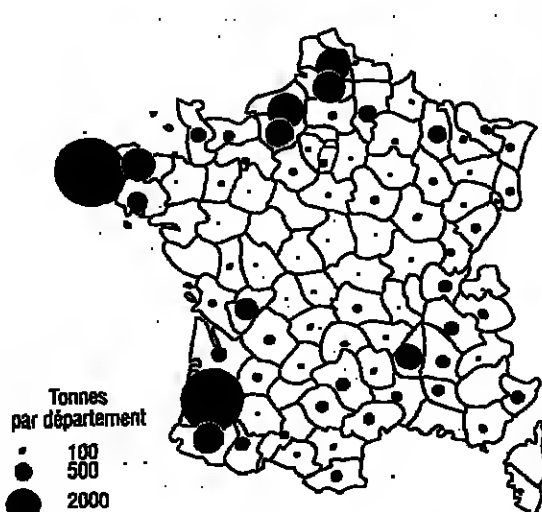
minimum. Celui-ci devra être « annualisé » afin d'intégrer « tous les éléments de la rémunération ».

Par ailleurs, l'organisation patronale « refuse d'entrer dans la logique du partage du travail comme seule solution aux problèmes de l'emploi » et s'attend « à une explosion du nombre de demandeurs d'emploi » au printemps, « lorsque les stages et les contrats passés dans le cadre des dispositifs d'aide à l'emploi prendront fin ».

Accord sur la formation dans les banques. - L'Association française des banques (AFB) vient de conclure un accord-cadre sur la formation avec les syndicats CFDT, CFTC et SNB-CGC. Ce protocole, d'une durée de cinq ans, souligne « la nécessité de poursuivre les efforts de formation en faveur des salariés ayant le niveau de qualification le moins élevé », « d'adapter le personnel aux évolutions économiques et technologiques » et de « poursuivre la politique de promotion interne ». Son objectif est de « contribuer à préserver l'emploi, préoccupation essentielle de la profession ».

L'usine Sopalin de Ronen devra être évacuée. - Le tribunal de Rouen a ordonné lundi 1^{er} mars l'évacuation de l'usine Kimberly-Clark-Sopalin de Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime), occupée depuis deux semaines par une partie du personnel, qui proteste contre la suppression de 312 emplois et la délocalisation de productions sur d'autres sites européens. Les accès du site devront être libérés dans un délai de vingt-quatre heures sous peine d'expulsion, mais aucune astreinte financière n'a été décidée, contrairement à ce que demandait la direction.

38 000 tonnes de truites d'élevage



La production de la salmoniculture française (essentielle des truites arc-en-ciel) est légèrement supérieure à 40 000 tonnes. Avec un chiffre d'affaires, aujourd'hui, de 1 milliard de francs (pour 719 entreprises) elle a doublé entre 1980 et 1991. La moitié de la production est localisée dans des piscicultures de Bretagne et d'Aquitaine. Le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie et la Haute-Normandie sont d'autres régions de production importantes.

Même si elle reste relativement modeste, la production de truites d'élevage tient un rôle non négligeable dans l'équilibre général du marché des produits de la mer. Au stade du détail, en effet, la truite est vendue entre 40 francs et 50 francs le kilo, soit un niveau relativement abordable pour le consommateur et sensiblement inférieur au prix de la plupart des poissons de mer.

Le Monde

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

2^e arrdt
Quartier pélerin Montorgueil
2 p. de charme, cuisine
630 000 F - 40-51-08-07

5^e arrdt
Rue PASCAL, immeuble 5 p.
40 m², 40 m² refait neuf
670 000 F - 40-51-08-07

12^e arrdt
Immeuble neuf, beau ST/100
33 m², 650 000 F, 4 p. 50 m²
+ terr. 40 m², 2.8 MF, frais réd.
3 %. Prémium 43-73-42-83

Province
Bel PS Lyon sud, place village,
10 minutes gare Perrache.
Séjour, cuisine, 980 KF.
Péage 6.5, CSE/MOTON
H. 72-20-82-00 - S. 72-36-04-71

maisons individuelles

A VENDRE dans le Val d'Oise
(95). Belle maison individuelle
dans impasse résidentielle.
3 pièces, cuisine en cuisine,
lambris, cuisine rustique aménagée,
chambre Pierre Rieux de Provence avec bois.
Sous-sol total, terrain clos
500 m², P.V. : 1 400 000 F.
Frais de notaire réduits.
Tél. : 34-72-32-84, apr. 20 h.

SENS bid Sarreil maison FB
55 U. F3 + s/sol + terr. 47 U.
F8 82 U. Tél. 91-71-48-77 son.

A VENDRE PARKINGS PARIS
11^e AV. PHILIPPE-AUGUSTE
150 000 F. 40-27-42-22.

locations meublées offres

Paris
6^e LUXEMBOURG IL ASSAS
54, 3 chbres 10 000/mois
+ charges, 42-37-37-00

boxes - parking

boxes - parking

boxes - parking

boxes - parking

boxes - parking

boxes - parking

bureaux

Locations
VOTRE SIEGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
et tous services 43-85-17-50

locaux commerciaux

Locations

Locations

Locations

Locations

Locations

Le Monde

AGENTS IMMOBILIERS

Renseignements

Tél. : 46-62-75-13

Ventes

NATION, Fd St-Antoine
Belle boutique, bail tous com.
menc. 2.650 F/mois, caution
380 000 F. 43-73-33-31

VIE DES ENTREPRISES

Contre-OPA à l'étude

Remous
autour de l'OCF

Une contre-OPA sur l'Office commercial pharmaceutique (OCF), émanant de Rhône-Poulenc, d'Elf-Sanofi, avec éventuellement d'autres laboratoires français, et bénéficiant du soutien des pouvoirs publics, serait à l'étude pour contraindre la tentative de rachat du premier distributeur français par Gehe, son homologues allemand.

Gehe a lancé le 18 février dernier une OPA amicale sur son concurrent français au prix de 800 francs par action. Cette offre présentée comme « amicale », qui valorise l'OCF à 2,12 milliards de francs, a été déclarée recevable lundi 1^{er} mars par le Conseil des Bourses de valeurs. La conseil d'administration de l'OCF a également favorisé à ce rachat en raison non seulement du prix mais du projet industriel qui sous-tend l'opération.

Gehe, filiale du groupe de distribution familial Manial, apporterait sa branche de distribution pharmaceutique allemande (20 % du marché d'outre-Rhin avec 4,5 milliards de DM de chiffre d'affaires) à l'OCF qui serait ainsi chargée de son développement. Avec un chiffre d'affaires consolidé de 32,92 milliards de francs, la française est de loin le premier répartiteur national. Le groupe, contrôlé par des intérêts familiaux, détient 43 % du marché.

Une banque touchée
par la crise de l'immobilierM. Jean Desvergues succède
à M. Paul Paclet
à la présidence de la BRED

M. Jean Desvergues a été nommé lundi 1^{er} mars président du conseil d'administration de la Banque régionale d'épargne et de dépôts (BRED) en remplacement de M. Paul Paclet, démissionnaire. Après dix années passées à la tête de la BRED, M. Paclet avait annoncé le 14 décembre 1992 sa volonté de quitter son poste.

M. Desvergues est également vice-président du conseil syndical du groupe des Banques populaires et administrateur de la Caisse centrale des banques populaires. Il prend la direction d'un établissement en difficulté qui a souffert en 1992 de la crise de l'immobilier. La BRED pourrait ainsi selon l'Agence du 2 mars recourir au fonds collectif de garantie des Banques populaires et obtenir une avance de 150 millions de francs. La banque doit notamment faire face aux difficultés de sa filiale BPF, qui a repris il y a un an 6,3 milliards de francs d'encours de crédits immobiliers de la banque Pallas.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SLIGOS

RENTABILITÉ 1992 SUPÉRIEURE À 5 %
CONFORME AUX PRÉVISIONS

Le chiffre d'affaires du Groupe a progressé de 13,5 % par rapport à 1991 et atteint 3 645 millions de francs. Ceci est strictement conforme aux estimations communiquées en septembre dernier. Cette augmentation provient intégralement de la politique de croissance externe suivie à l'étranger, où le Groupe a réalisé 29 % de son chiffre d'affaires en 1992.

Les résultats, non encore audités, font ressortir une rentabilité nette du Groupe supérieure à 5 % (5,4 % en 1991).

Ces résultats sont obtenus après la constitution de provisions et amortissements exceptionnels qui ont pour conséquence de neutraliser en quasi-totalité la plus-value réalisée à l'occasion de la cession de la filiale MANAGIX.

Cette bonne rentabilité, dans une conjoncture difficile, s'explique notamment par le caractère récurrent de plus de 50 % du chiffre d'affaires du Groupe SLIGOS.

SLIGOS. LA DOUBLE COMPÉTENCE INFORMATIQUE

Malgré les réticences de ses principaux actionnaires

Un milliard de francs
pour tenter de sauver le Comptoir des entrepreneurs

Il aura fallu une semaine de difficiles tractations pour mettre en place le plan de sauvetage du Comptoir des entrepreneurs (CDE) et lui éviter la cessation de paiement (le Monde du 26 février). Au total, c'est 1 milliard de francs de fonds propres dont va bénéficier le CDE, précise un communiqué publié le 1^{er} mars en fin d'après-midi.

Le premier incident de paiement sur le marché interbancaire de cette institution financière spécialisée dans le financement de l'immobilier remonte au 17 février. Sur le plan légal, la société avait alors quinze jours - jusqu'au 2 mars - pour trouver une solution, sinon elle aurait dû se déclarer en cessation de paiement. Une situation inimaginable pour un établissement dont le président est nommé en

conseil des ministres et dont deux administrateurs représentent les pouvoirs publics. Après avoir tenté de résister aux pressions de ces mêmes pouvoirs publics, les principaux actionnaires du Comptoir des entrepreneurs et le Crédit foncier de France ont donc cédé au dernier moment et accompli leur « devoir de place ».

Un soutien spécifique
de l'Etat

Sur le milliard de francs apporté au CDE, 800 millions le serviront par le biais d'une augmentation de capital et 200 millions de francs grâce à l'émission de TSDI (titres subordonnés à durée indéterminée). Les AGF, principal actionnaire avec 20,4 % du tour de table, voit, en dépit de leurs réticences initiales, s'inscrire à l'augmentation de capital à hauteur de 300 millions de francs au moins, portant

leur participation à 30 %. L'assureur devient ainsi l'actionnaire de poids réclamé par la Commission bancaire.

Le Crédit foncier de France (CFF) est également mis à contribution et « recevra au titre de cet engagement un soutien spécifique de l'Etat », indique sans plus de précision le communiqué. Il fait son entrée dans le capital du CDE à hauteur de 10 % en apportant 200 millions de francs et souscrit également pour 100 millions de francs au TSDI. Le CFF devient ainsi « l'actionnaire technique de référence ». Les 400 millions de francs restants seront à la charge d'investisseurs institutionnels à raison de 100 millions de francs chacun. Ces capitaux vont permettre au CDE de constituer des provisions supplémentaires (de 1 milliard de francs) sur les crédits aux professionnels de l'immobilier.

L'encours était de 9,9 milliards de francs au 30 juin 1992, dont 7,2 milliards de francs en 1992, dont 5 % de provisions considérées comme suffisantes à la fin de l'année dernière par le président du Comptoir, M. Jean-Jacques Pierre, semblent bien loin.

Les pouvoirs publics ont eu du mal à mettre au point ce plan de sauvetage et estiment qu'il devrait être suffisant pour redonner confiance au marché interbancaire. Il faut le souhaiter, car la faiblesse du Comptoir provient de ses difficultés à trouver des lignes de refinancement. Il n'est d'ailleurs pas sûr qu'après la réalisation d'un audit annoncé dans le communiqué qu'un apport de fonds propres ne soit pas nécessaire. Enfin, la Commission des opérations de Bourse (COB), qui avait ouvert le 5 février une enquête sur certaines opérations du Comptoir, a décidé de mettre fin lundi 1^{er} mars à sa demande de suspension des cotations du titre.

E. L.

Malgré les difficultés de son électronique grand public

Nokia sur la voie du redressement

Cure d'amaigrissement, recotage... Le deuxième groupe industriel finlandais, Nokia, spécialisé dans l'électronique et les télécommunications, est peut-être sur la voie du redressement. S'il a clos son exercice 1992 avec un déficit net de 723 millions de marks finlandais (1), nettement plus élevé que l'année précédente (211 millions de marks finlandais), son résultat opérationnel s'est, en revanche, spectaculairement redressé : 238 millions de marks finlandais de bénéfice l'an dernier, contre une perte de 96 millions en 1991.

La dégradation du résultat net prend, en effet, en compte une importante provision de 342 millions de marks finlandais en faveur de la branche « électronique grand public » (marques Solaris, Oceanic, Schaub-Lorenz, notamment), qui rencontre les mêmes difficultés que celles de

Thomson Consumer Electronics (TCE), Philips ou, même, des grands groupes japonais. Le poids de cette activité est d'ailleurs en régression au sein du groupe (32 % du chiffre d'affaires en 1992, contre 34 % en 1991), alors que celui des télécommunications (18 % contre 12 %) et du téléphone mobile (20 % contre 16 %) se renforcent ostensiblement. L'an dernier, le chiffre d'affaires du groupe s'est élevé à 18,2 milliards de marks finlandais (+8 %).

(1) Un mark finlandais, vaut 0,91 franc.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

NOMINATION

□ Tate and Lyle : M. Neil Shaw nommé PDG. - Le groupe sucrier britannique Tate and Lyle a annoncé lundi 1^{er} mars que son président, M. Neil Shaw, avait été nommé président-directeur général à la suite de la démission du directeur général, Stephen Brown. Ce départ, effectif immédiatement, a été décidé « par consentement mutuel » à la suite de « divergences sur la façon de gérer » le groupe, précise Tate and Lyle. En cumulant les deux principaux postes de direction, M. Shaw retrouve le poste qu'il avait abandonné à l'arrivée de M. Stephen Brown, il y a deux ans. Il sera épaulé par M. Paul Lewis qui devient vice-président tout en gardant ses responsabilités de directeur financier. Tate and Lyle avait annoncé la première baisse de ses résultats en quatorze ans, avec un recul de 18 % de son bénéfice imposable pour l'exercice clos en septembre, à 189,5 millions de livres, en raison essentiellement des mauvais résultats de ses activités américaines et de la baisse des cours du sucre.

VENTE

□ Mobil négocie la cession d'une partie de ses stations françaises. - Mobil Oil France a noué des contacts en vue de céder « une partie très localisée » de son réseau de stations dans le sud de la France, a indiqué la société lundi 1^{er} mars. Mobil souhaite en effet optimiser son réseau (environ 450 stations-service) et céder celles de ses stations qui sont trop éloignées de la raffinerie de Notre-Dame-de-Gravenchon, en Normandie, où situées dans les régions où son maillage n'est pas suffisant pour assurer un

approvisionnement à un coût raisonnable, indique la société. Selon le Bulletin de l'industrie pétrolière, un accord serait sur le point d'être signé pour la cession du réseau méridional à l'AGIP. Mobil serait en pourparlers avec Elf pour la cession des stations de l'ouest de la France. Mobil précise qu'à ce stade les « contacts » pris avec certains candidats ne concernent qu'une « petite partie du réseau ».

CONTRATS

□ GEC-Alsthom fabriquera les rames du métro de Valence (Espagne). - GEC-Alsthom a remporté le contrat pour la construction des rames du métro de Valence, en Espagne, devant son concurrent allemand Siemens. Cette commande de 8,2 milliards de pesetas (370 millions de francs) permettra d'améliorer le plan de charge de l'usine Mecofesa que GEC-Alsthom possède à Albino. Il est prévu que 80 % du contrat sera réalisé dans la région.

□ Un consortium franco-hongrois pour l'autoroute Budapest-Vienne. - Le consortium franco-hongrois Hungarian Euro-Expressway Consortium (HEEC) piloté par Transroute International SA (groupe Sotastourte) vient d'être sélectionné pour négocier le contrat de concession de la section hongroise des autoroutes M1 et M15 sur l'axe Budapest-Vienne. Outre Transroute, HEEC comprend la Caisse des dépôts et consignations française, la BNP, des banques hongroises et les entreprises de travaux publics Strabag Autriche et Strabag Hongrie. Le coût de l'opération est de 1,8 milliard de francs et la concession est prévue pour trente-cinq ans.

Avec Le Monde sur Minitel

**GAGNEZ UN VOYAGE
DANS L'OUEST AMÉRICAIN**
pour deux personnes avec

36.15 LE MONDE
Tapez JEUX

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 2 mars • Prises de bénéfice

Après deux séances de hausse sensible et après avoir franchi, lundi 1^{er} mars, en séance, le barre des 2 000 points de l'indice CAC 40, la Bourse de Paris a été calme, mardi 2 mars, de prises de bénéfices. En clôture, le CAC 40 a perdu 0,33 % à l'ouverture, le CAC 40 a oscillé en début d'après-midi 0,48 % à 1 988,11 points dans un marché calme et peu actif.

Ce mouvement de prise de bénéfices s'est en fait déployé lundi dans le courant de la journée, les opérateurs étant de moins en moins convaincus d'une baisse dans un avenir proche des taux d'intérêt allemands. Mardi matin, le Bundesbank n'a fait que renforcer cette conviction en annonçant qu'elle était réaliste, mercredi, une prise en pension à 14 jours à un taux fixe de 6,48 %. Pour les experts financiers, cette annonce signifie que le

banque centrale allemande n'assouplira pas sa politique de crédit tendu.

Du côté des valeurs et deux jours avant l'annonce de ses résultats, la compagnie de Suède fait preuve d'une bonne résistance. Le titre Suède perd 1,1 % dans un marché de 136 000 titres. Le Crédit foncier de France montre aussi un fermement et ne perd que 1 % alors que l'Agence de notation financière Moody's a décidé de placer sous surveillance ses émissions afin de baisser leurs notes. Moody's a pris cette décision après l'annonce de l'entrée du Crédit foncier à hauteur de 11,5 % dans le capital du Comptoir des entrepreneurs (CDE) en difficulté. Les AGF, qui vont également participer au plan de sauvetage du CDE, obtient 1,6 %. Enfin, la cotation des actions Comptoir des entrepreneurs devrait reprendre le 4 mars.

NEW-YORK, 1^{er} mars • Tassement

Wall Street a perdu du terrain lundi 1^{er} mars, les investisseurs essayant toujours de prévoir les conséquences du programme économique du président Bill Clinton sur l'économie et sur les différents secteurs. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé à 3 356,41, en baisse de 15,40 points (-0,46 %). Quelques 232 millions de titres ont été échangés.

Le nombre de titres en hausse a toutefois dépassé celui des valeurs en baisse à 1 093 contre 863, alors que 529 actions sont restées inchangées. Les indicateurs économiques publiés lundi (augmentation des revenus individuels et dépenses de consommation, indice du groupement des directeurs d'achat) témoignent d'une reprise lente mais saine. Ils n'ont toutefois pas provoqué d'engouement. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, a chuté à 6,83 % contre 6,88 % vendredi soir.

Les échanges n'étaient pas affectés par l'explosion d'une bombe vendredi dans le centre financier de Manhattan.

LONDRES, 1^{er} mars • Nouveau record

Les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt allemands et britanniques ont porté les valeurs à de nouveaux sommets, lundi 1^{er} mars au Stock Exchange. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a terminé en clôture en hausse de 14,6 points (+0,5 %) à 2 882,68 points, atteignant son précédent record établi le 3 février à 2 873,8 points.

Les espoirs d'une baisse des taux allemands, jeudi, lors de la réunion bi-mensuelle de la Bundesbank, et la forte hausse de la livre ont relancé les spéculations sur une diminution des taux d'intérêt britanniques, en dépit du nouveau démenti du chancelier de l'Éch

En revanche, l'activité n'a repris que partiellement sur les marchés des produits dérivés et des matières premières, de nombreuses sociétés de courtiers ayant leurs bureaux dans le World Trade Center où a été commémoré l'attentat et cherchant d'autres locaux.

VALEURS	Cours de 28 fév.	Cours de 1 ^{er} mars
Alcatel	70,10	70,12
AT&T	65,70	65,74
Bouygues	34,12	34,18
Chemins de fer	31,12	31,18
Daewoo	46,28	46,18
Elf	53,58	53,52
Enx	63,58	63,58
Ford	45,78	45,74
General Electric	94,18	93,38
General Motors	21,12	21,12
Guinard	67,14	67,14
IBM	75,58	75,58
ITT	54,38	54,38
Matras	78,38	78,38
Philips	28,28	28,28
Schneider	88,38	88,38
Telco	82,58	82,58
Unilever	116,18	116,18
Woolworth	15,12	15,12
Yamaichi	82,34	82,34

TOKYO, 2 mars • Surplace

Beaucoup d'investisseurs ont attendu la Bourse de Tokyo où l'indice Nikkei a oscillé 15,35 points soit 0,09 % en fin de séance à 16 884,25 points. A défaut d'éléments nouveaux, la hausse du titre NTT, le principal du « Kazuo cho », a entraîné la hausse. La plupart des investisseurs sont toutefois restés en coulisses dans l'attente de l'arrivée à échéance du contrat à terme sur indice de roue, le semaine prochaine. « Il ne faut pas juger de la vigueur du marché au regard du seul indice Nikkei », explique un boursier. « Le marché est dominé en ce

TOKYO, 2 mars • Surplace

moment par les échanges de petits lots sur des valeurs spécifiques », ajoute-t-il.

VALEURS	Cours de 1 ^{er} mars	Cours de 2 ^{er} mars
Alcatel	69,94	69,94
AT&T	65,58	65,58
Bouygues	33,98	33,98
Chemins de fer	30,98	30,98
Daewoo	45,98	45,98
Elf	53,18	53,18
Enx	63,18	63,18
Ford	45,18	45,18
General Electric	93,18	93,18
General Motors	20,98	20,98
Guinard	66,98	66,98
IBM	75,18	75,18
ITT	54,18	54,18
Matras	78,18	78,18
Philips	28,18	28,18
Schneider	88,18	88,18
Telco	82,18	82,18
Unilever	115,18	115,18
Woolworth	15,18	15,18
Yamaichi	82,18	82,18

CHANGES

Dollar : 5,57 F ↓

Le dollar baissait mardi 2 mars dans un marché calme, tandis que le franc se redressait très légèrement face au mark. A Paris, la monnaie américaine s'élevait à 5,57 francs contre 5,6010 francs lundi à la cotation officielle.

	1 ^{er} mars	2 ^{er} mars
FRANCOFON	1,465	1,464
Dollar (en DM)	1,465	1,464
TOKYO	1,465	1,464
Dollar (en yen)	118,43	118,43

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (2 mars) : 11 316-11 516 %
New-York (1^{er} mars) : 3 356 %

BOURSES

26 fév. 1^{er} mars
IBBF, base 100 : 31-12-91
Indice général CAC : 517,50 529,85
IBBF, base 1000 : 31-12-91
Indice CAC 40 : 1 983,71 1 988,00

NEW-YORK (indice Dow Jones)

26 fév. 1^{er} mars
Industriel : 3 378,81 3 335,41

LONDRES (indice Financial Times)

26 fév. 1^{er} mars
100 valeurs : 2 880 2 882,68
30 valeurs : 2 280,40 2 225,58
Mises d'or : 91,78
Fonds d'Etat : 96,71 97,06

FRANCOFON

26 fév. 1^{er} mars
Dax : 1 684,33 1 700,95

TOKYO

1^{er} mars 2^{er} mars
Nikkei Dow Jones : 16 884,25 16 884,25
Indice général : 1 276,25 1 275,52

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offre	Demande	Offre
\$ E-1	5,568	5,580	5,735	5,718
Yen (100)	4,7139	4,7176	4,8125	4,8208
Esc	6,3827	6,3879	6,6193	6,6277
Deutschmark	3,3912	3,3917	3,4185	3,4228
Franc suisse	3,4493	3,4531	3,7047	3,7228
Lire italienne (1000)	3,7728	3,7787	3,7575	3,7652
Lire espagnole	16,833	16,833	16,833	16,833
Peseta (100)	4,7394	4,7362	4,6889	4,7022

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert	Demande	Offert
\$ E-1	3 1/16	3 3/16	3 1/16	3 3/16	3 3/16	3 5/16
Yen (100)	3 1/4	3 3/8	3 1/8	3 1/4	3 1/8	3 1/4
Esc	8 1/2	9 1/2	8 1/2	9 1/2	8 1/2	9 1/2
Deutschmark	5 7/16	8 3/16	8 3/16	9 1/2	8 1/2	7 13/16
Franc suisse	5 5/16	5 7/16	5 1/4	5 3/8	4 15/16	5 1/8
Lire italienne (1000)	11	11 3/8	11	11 3/8	10 15/16	11 5/16
Lire espagnole	6 1/8	14	14	14	10 11/16	15 1/16
Peseta (100)	11	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
Franc français	11 11/14	11 3/4	11 5/16	11 13/16	10 5/16	10 3/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

محکمات الفصل

BOURSE DE PARIS DU 2 MARS

Comptant (sélection)**SICAV**

1/3

Second marché (sélection)

Marché des Changes.

Marché libre de l'or

COURS INDICATIFS		COURS préc.	COURS 2/3	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 2/3	LA BOURSE SUR MINITEL		Marché à terme international de France MATIF	
				achat	vente				36-15 TAPEZ LE MONDE	Cotation du 1 ^{er} mars 1993		
										NOTIONNEL 10 %. Nombre de contrats estimés : 151 209		
									PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 46-62-72-67	CAC 40 A TERME Volume : 15 476		
									DERNIER PRÉCÉDENT	Mars 93	Avril 93	

CARNET DU Monde

Décès

Catherine Bourgois, son épouse, Laure et Sylvain, ses enfants, M. et M^{me} Gabriel Bourgois, ses parents, Annie Bourgois et Christian Freund, et leurs enfants, M. et M^{me} Raymond Levy, Michel Levy, Nicole Suzoni, François et Jean-Robert Levy et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de

Gabriel BOURGOIS, directeur de recherche au CNRS, directeur de l'unité scientifique de Nançay,

survenu accidentellement à Briangon, le lundi 22 février 1993.

L'inhumation eut lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Denise Cathala, son épouse, Jérôme Cathala, son fils, M. et M^{me} Georges Cathala, ses parents, M. et M^{me} Jacques Cathala et leurs enfants, Yves Cathala et Dominique d'Artois, ses frères, belles-sœurs et neveux, M^{me} Zarine Amren, sa belle-mère, M. et M^{me} José Asciak et leur fils, M. et M^{me} Jacky Levy, Le docteur et M^{me} André Mozzino, Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Paul CATHALA,

survenu le 27 février 1993, à l'âge de quarante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 3 mars, à 15 h 45, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, Paris-16.

L'inhumation eut lieu au cimetière de Maisons-Laffitte, vers 17 h 30.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

26, rue La Fontaine, 75016 Paris, 17, impasse du Mûrier, Saint-Jean-du-Var, 83100 Toulon.

M^{me} Isabelle Cazaubon, son épouse, Monique et Sylvain Missonnier, Laurent Cazaubon et Catherine Lioret, ses enfants, David Missonnier, son petit-fils, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Gérard CAZAUBON,

survenu le 28 février 1993, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 3 mars, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, 1, rue Flécher, Paris-9, où l'on se réunira.

L'inhumation eut lieu au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

M. Jean Mahieu, président de Radio-France, président de la Communauté des radios publiques de langue française, M. Philippe Dancow, directeur de la radio-télévision belge de la communauté française, M. Gérard Sapey, directeur de la radio suisse romande, M. Marcel Pépin, vice-président de la radio française de Radio-Canada, Et l'ensemble de leurs collaborateurs, saluent la mémoire de

M. Gérard CAZAUBON, journaliste, secrétaire général de la Communauté des radios publiques de langue française de 1980 à 1991,

disparu le 28 février 1993, à la suite d'une longue maladie.

M^{me} Solange-Odet Rousset, a la tristesse de faire part du décès de son cousin,

André DETRAIT.

Les obsèques auront lieu le jeudi 4 mars, à 11 heures, à Meung-sur-Loire.

3, Jardins de la Trémolle, 35500 Vitré.

Le directeur, Et les membres du laboratoire d'histoire des sciences et des techniques du CNRS (UPR 21).

Ses collègues du comité Lavoisier de l'Académie des sciences, du Comité des travaux historiques et scientifiques et de la Société française d'histoire des sciences et des techniques, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Michelle GOUPI, secrétaire du comité Lavoisier, chercheur à l'UPR 21.

Les obsèques auront lieu le jeudi 4 mars 1993, à 16 heures, en l'église de Mervent (Vendée).

UPR 21, 27, rue Damesme, 75013 Paris, Tél. : (1) 45-65-97-42.

M^{me} Michel Guillin, son épouse, Thierry et Christine, Marie-France et Pierre, Catherine, Gildas, Olivier, ses enfants, Martine et Guillaume, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel GUILLIN, diplomate, officier de l'ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques, chevalier du Mérite espagnol,

survenu le samedi 27 février 1993, à Rennes.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Tréguier-Tréguignec (Côtes-d'Armor).

M^{me} Guy Joset, son épouse, Michel et André Joset, ses enfants, Arnaud et Bérengère, ses petits-enfants, Sa famille et ses amis, ont la douleur d'annoncer le décès de

Guy JOSSET, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur du Génie maritime, officier de la Légion d'honneur,

survenu le 12 février 1993, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Les familles Lemonon et Chancel ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Henri LEMONON, fondateur du Festival Jean-Sébastien Bach de Saint-Donat (Drôme),

survenu le 27 février 1993.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 2 mars, à 11 heures, en la collégiale de Saint-Donat.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} David Pescayré, son épouse, André Pescayré, ont la douleur de faire part du décès de

André PESCAIRÉ,

survenu dans sa soixante-troisième année.

La levée du corps aura lieu le jeudi 4 mars 1993, à 9 h 30, à l'ambassade de l'hôpital de la Croix-Rouge, 26, rue des Peupliers, Paris (13^e), suivie de l'inhumation au cimetière de Rochegode (Gard), le vendredi 5 mars vers 14 heures, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

92, rue de Turenne, 75003 Paris, 87, rue Baudricourt, 75013 Paris.

André PESCAIRÉ, «Ded»

ous quitte.

Il a pendant des années inventé et prouvé, avec ses amis et compagnons de BERU, et tant d'autres, une nouvelle façon d'étudier et d'agir au service des villes et des citadins.

Il fut, comme Max Stern, Jean Babouline, Jean-Pierre Portefeuille, un des résidents du Bureau d'études et de réalisations urbaines.

Nous partageons le chagrin de sa famille.

Catherine Pioche-Belles, son épouse, Marcelline, ont la douleur d'annoncer le décès accidentel, le 22 février 1993, de

Loïc PIOCHE, diplomate.

Cérémonie religieuse, chapelle du cimetière du Père-Lachaise, à Paris, le 4 mars, à 10 h 45.

François et Christine Louvet, ses enfants, Virginie, Alexandre et Olivia, ses petits-enfants, Françoise Bonneau, Bernadette Lasserre, ses sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

Geneviève SAUVAGE,

à l'âge de soixante-deux ans, des suites d'une longue maladie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Christina et Pierre Barbin ont la grande tristesse de faire part du décès de leur sœur et belle-sœur,

Silvia SOUVERBILLE,

survenue à Buenos-Aires, le 11 février 1993.

CARNET DU MONDE Renseignements : 40-65-29-94

Marcel SUPRIN, chevalier de l'ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques, conseiller du commerce extérieur de la France,

a quitté les siens le 18 février 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 4 mars, en l'église Saint-Vincent-de-Paul de Clichy (Hauts-de-Seine), à 10 h 45.

28, allée Léon-Gambetta, 92110 Clichy.

M^{me} Jean Tortel, son épouse, ont la douleur de faire part du décès de son époux,

le poète Jean TORTEL, officier des Arts et Lettres,

survenu à Avignon le 1^{er} mars 1993.

Les obsèques se dérouleront à Avignon, au cimetière Saint-Véran, le mercredi 3 mars, à 15 heures.

(Lire page 24.)

Le docteur et M^{me} Daniel Wallach, Catherine et Wolfgang Schlagenhoff, Thomas, Fabien, Anne-Sophie, Hans, Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Lydie WALLACH, née Halman, ingénieure IEG et ESE,

le 28 février 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie d'incinération eut lieu le jeudi 4 mars, à 15 h 45, au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, avenue de la Porte-de-Ménilmontant, 75020 Paris.

La communauté éducative de Notre-Dame-de-Grâce de Passy et la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Eve WOINSON,

qui a consacré vingt-quatre années de sa vie à ses élèves.

Une messe sera célébrée à son intention par le Père Xavier Rambaud, le jeudi 11 mars 1993, à 17 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy.

Errata

Dans l'avis concernant le décès de M. Paul JAULMES, il fallait lire : Yves et Franco Quéret.

(Le Monde du 2 mars.)

Anniversaires

Pour le dixième anniversaire de la mort de

Robert CRESTO,

une pensée est demandée par son épouse.

Le 5 mars 1992.

Etienne DALMASSO

quittait les siens.

En ce jour anniversaire de sa disparition une pensée particulière est demandée pour lui.

Le 3 mars 1991.

Stephen F. JONES

nous a quittés.

Alain Artigaud convie ses amis à s'associer à ce deuxième anniversaire.

Le 3 mars 1992, nous quitte

Isaac KAPUANO.

Que ceux qui l'ont connu gardent en mémoire les paroles d'un vieil ami : « La disparition d'Isaac est insupportable ».

33 bis, rue du Banquier, 75013 Paris.

Communications diverses

Mercredi 3 mars 1993, à 20 h 30.

« La médecine et l'écologie humanitaire dans le monde. Ambition ou illusion ? »

avec

Rony Braunman, Pierre Lelouch, Samuel Trigano.

Les associations des juristes et des étudiants barbares de France rendent un hommage à la femme barbare, le samedi 6 mars 1993, à 13 heures, à la Sorbonne, amphithéâtre Richelieu, avec la participation de D. Ahoyou, M. Ahmed-Zaid, L. Baudill, H. Camps-Fabre, G. Camps, J. Douillard-Ougard, Kassia.

Soutenances de thèses

M^{me} Hélène Thomas, thèse de doctorat : « La désinstitutionnalisation et sociale : processus de désinstitutionnalisation dans la vieillesse », sous la direction de M. Jean-Claude Chamboredon, le mercredi 3 mars 1993, à 9 h 30, EHESS, salle 1, 105, boulevard Raspail, Paris-6.

COMMUNICATION

Créée en Bourgogne

L'agence « audio » Canal A s'est lancée à la conquête du marché des radios associatives

Créée officiellement le 31 octobre 1992 à Mâcon (Saône-et-Loire), sur l'initiative d'une radio locale, Fusion FM, et avec l'ambition d'affirmer définitivement la présence de radios associatives sur la bande FM, l'agence « audio » Canal A offre ses services depuis le 1^{er} mars par l'intermédiaire du satellite Télécom 2 B.

MACON

de notre correspondant.

Privée de recettes publicitaires par son statut associatif, Fusion FM voulait, depuis un certain temps, se dégager de la tutelle financière de la ville de Mâcon qui l'avait fait naître et perdurer. En lui accordant chaque année, depuis 1988, une subvention importante (jusqu'à 1,1 million de francs en 1992), la municipalité socialiste permettait, certes, à Fusion FM de salarier cinq personnes et d'occuper une soixan-

taine de bénévoles dans des studios bien équipés. Mais elle lui conférait aussi dans l'opinion publique locale une position de « radio sous influence » difficile à assumer.

2 800 francs par mois

« Pour rendre l'association indépendante, l'alternative était la suivante : soit opter pour un statut commercial, soit élaborer un projet qui nous permettrait de dégager des finances », explique Patrick Puigmal, ancien responsable de la communication de la mairie de Mâcon, aujourd'hui directeur de Canal A. « L'idée de créer une agence de presse audio est le résultat d'une simple constatation : l'absence sur le marché actuel d'un produit permettant aux radios associatives de diffuser des émissions et des informations vingt-quatre heures sur vingt-quatre sans se ruiner par des abonnements exorbitants, de l'ordre de 8 000 francs par mois, qu'elles soustraient jusqu'à présent à l'agence AFP existante ».

La libéralisation de l'audiovisuel à l'Est

Deux radios privées nationales ont été autorisées en République tchèque

PRAGUE

de notre correspondant.

Avec l'Europe 2, la petite sœur praguaise d'Europe 2, arrivera bientôt sur les ondes hertziennes tchèques la cousine d'Europe 1. Ainsi en a décidé le Conseil de l'audiovisuel tchèque (CAT) qui a accordé, mercredi 24 février, une licence au projet de radio privée présentée par l'Europe 2 (filiale d'Europe développement, le groupe de communication d'Europe 1), associée pour l'occasion à une autre radio musicale de Prague, Radio Golem.

Dans le cadre de la privatisation de deux réseaux radiophoniques nationaux sur la bande FM, le CAT a également retenu, parmi la quinzaine de candidats en lice, dont la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), la création d'une radio d'informations, Radio Alfa, proposée par des journalistes de Radio Free Europe et du quotidien libéral Lidové Noviny.

Ces deux premières « radios périphériques », qui doivent toucher 70 % de la population d'ici à trois ans, disposent de cent quarante-cinq jours pour lancer leurs émissions.

Fréquence 1, la radio d'Europe 2 et Radio Golem, qui dispose de 25 % de capitaux français (Europe développement) et de 75 % de capitaux tchèques (les Assurances tchèques, la société de capitalisation KIS et les deux radios), compte émettre à partir du 1^{er} septembre. « Son programme, diffusé vingt-quatre heures sur vingt-quatre, se composera de 40 % de paroles - informations et reportages, shows et jeux - et de 60 % de musique, dont la moitié de production tchèque », indique le directeur d'Europe 2, M. Michel Fleischmann. « La publicité ne devrait pas dépasser deux heures par heure », le maximum autorisé par la loi étant de 20 % du temps d'antenne.

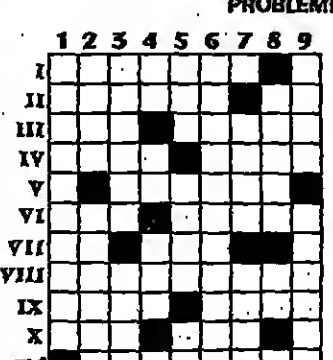
Radio Alfa, financée par des journalistes proches des milieux ex-citadins, des entrepreneurs, la Caisse d'épargne tchèque et des partenaires américains minoritaires, diffusera, à l'instar de France-Info, des flashs toutes les dix à quinze minutes. Sa grille comprendra également des reportages, des commentaires et des débats, le tout accompagné de publicité et de musique.

Avec l'affectation de ces deux licences, le CAT a comblé le vide actuel dans le paysage radiophonique tchèque entre le service public qui dispose de quatre fréquences (généraliste, d'informations, culturelle et régionaliste) et la quarantaine de stations locales privées essentiellement musicales.

MARTIN PUCHTA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5988



HORIZONTALEMENT

1. Qui peut avoir l'air juteux. - 2. Est fourni par la défense. Parfois devant le total. - 3. Partie serrée. Un bâtiment réservé en grande partie pour les animaux. - 4. Solde ment bâti. Peut retenir la mine. - 5. Une malgreur inquiétante. - 6. Utile pour le golf. S'ajoute à la réunion. - 7. Symbole. N'est pas à mettre dans une bibliothèque scientifique. - 8. Agit comme celui qui s'est trompé plus d'une fois. - 9. Vt sur un grand pied. En Espagne. - X. D'un auxiliaire. Peut marcher sur la tête. - XI. Douche sans savon.

VERTICALEMENT

1. Endroit où se réfléchit beaucoup. - 2. Quand on le donne, on se mouille. Continue de fumer et de cracher. - 3. Qui a donc pris sa veste. A la noix, chez le boucher. - 4. Symbole. N'est pas en première ligne. Sur Forman, pour un curé. - 5. D'un verbe actif. En Allemagne. - 6. L'art de préparer les saucisses. - 7. Fit l'appel. Une astuce. - 8. A la peau dure quand il est de mer. Participe. - 9. Peut s'inquiéter quand il y a un mieux. Accompagné de légumes.

Solution du problème n° 5987

Horizontalement
1. Inhaïsses. - 2. Vainardes. - 3. Rude. Rime. - 4. Ota. Tête. - 5. Gruyère. - 6. Vess. Ube. - 7. Harem. - 8. Sa. Caisse. - 9. Sébile. On. - X. Era. Lit. - XI. Sec. Elanc.

Verticalement

1. Ivrognesses. - 2. Neutre. Adré. - 3. Housse. Bec. - 4. Ane. - 5. Cl. - 6. Le. Tê. Helle. - 7. Erre. Ala. - 8. Editeurs. La. - 9. Serraments.

GUY BROUTY

L'affaire du sang contaminé

Le parquet général s'oppose à la mise en liberté du docteur Garretta

La treizième chambre de la cour d'appel de Paris se prononcera, le 8 mars, sur la demande de mise en liberté présentée par le docteur Michel Garretta, condamné le 23 octobre 1992 à quatre ans de prison par le seizième chambre correctionnelle de Paris.

À l'audience du 1^{er} mars, le parquet général a requis le maintien en détention de l'ancien directeur du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), qui comparait dans deux mois devant la même juridiction d'appel pour être à nouveau jugé sur son rôle dans la contamination des hémophiles par le virus du sida.

Chacun a son regard. M. François Morette parle de présomption d'innocence, et l'avocat général, Christine Thin, évoque le trouble à l'ordre public. Pour le magistrat, si le docteur Garretta est en détention, c'est parce qu'il était aux Etats-Unis le jour du jugement et, si la condamnation prononcée par le tribunal est remise en question par l'appel du parquet, le mandat d'arrêt est gardé toute sa force. M. Thin doute des garanties de représentation, mais surtout elle estime qu'on ne comprendrait pas que le cour décide cette mise en liberté. Ce « on », M. Morette lui donne un nom : « C'est derrière l'opinion publique que se retrace l'accusation », proteste l'avocat.

Cette opinion publique n'avait pas ménagé son élan bien avant qu'il comparaisse en correctionnelle, et M. Morette estime que cela n'a pas empêché qu'il se présente libre au tribunal, sans que l'ordre public en soit troublé. Et si l'on doit parler de trouble à l'ordre public, l'avocat se demande s'il ne faut pas plutôt le voir dans l'attitude d'anciens ministres « qui, actuellement, se promènent avec leur prescription en bandoulière, ou dans le comportement de ceux qui, comme M. Jacques Médéric ou Jean-Michel Boucheron, se sont réfugiés en Amérique latine.

« Et ceux qui ont le sida ? »

Son client étant spontanément revenu se constituer prisonnier, M. Morette y voit la meilleure garantie de représentation. Et, pour lui, le mandat d'arrêt, qui ne donne aucun motif, constitue « une lettre de cachet ». Enfin, son dernier argument est fondé sur des conditions matérielles : le procès en appel étant prévu pour six semaines, l'avocat estime que son client ne sera pas en mesure d'exercer normalement sa défense avec les contraintes exigées par la détention.

Un raisonnement repris par le docteur Garretta, qui s'exprime en dernier, plaident sa cause d'une voix brisée par l'émotion. Très amer, l'ancien directeur général du Centre national de transfusion sanguine s'adresse vers la cour : « J'ai eu beaucoup de mal à me faire entendre jusqu'ici. Je n'ai jamais pris une décision qui soit contre ma

conscience. Durant ma vie professionnelle, j'ai toujours pris les décisions dans l'intérêt du malade. » Puis il cesse de parler à la première personne : « En vingt ans de transfusion française et internationale, on a sauvé beaucoup de vies ; et de la même façon il admet : « On a commis des erreurs. » Mais revenant à la première personne, il évoque sa condamnation : « En octobre 1992, j'ai été condamné par la justice. Je n'ai plus le courage de me battre. C'est pour cela que je n'ai pas fait appel. »

C'est le parquet qui a relevé l'appel, obligeant le docteur Garretta à comparaître à nouveau — bien qu'il soit condamné au maximum de la peine — afin que l'affaire soit jugée dans son ensemble. Aujourd'hui, le médecin y voit un espoir : « On m'a donné l'occasion d'espérer être écouté. Je crois que la justice c'est la recherche de la vérité, pas celle d'un coupable. » Aussi, il voudrait être libre, le temps de son procès, car, dit-il, « on ne peut pas préparer sa défense dans les conditions physiques, morales et matérielles qui sont celles de la détention. » Il laisse un silence, immédiatement occupé par une voix féminine qui crie du fond de la salle : « Et ceux qui ont le sida ? » La réponse du docteur Garretta est presque inaudible lorsqu'il s'adresse à cette voix anonyme pour dire : « Je suis profondément meurtri par ce drame. Ce n'est pas parce que j'en souffre et ce n'est pas en me faisant souffrir qu'on leur rendra le paix et la vérité. »

MAURICE PEYROT

Le financement public des partis

Le Conseil d'Etat donne raison aux écologistes

Le Conseil d'Etat a donné raison aux écologistes contre le gouvernement : ils pourront toucher un peu de la manne que l'Etat va accorder en 1993 aux partis politiques, moins qu'ils ne l'espéraient, mais plus que ne l'avait prévu le premier ministre. La loi de 1990 sur les financements politiques a prévu qu'à l'avenir l'aide accordée par l'Etat aux partis ne sera plus attribuée seulement en fonction du nombre des parlementaires adhérents à chacun d'eux, mais, aussi, au prorata de leurs résultats électoraux. Lors de chaque renouvellement général de l'Assemblée nationale.

Concrètement, la dotation fixée tous les ans dans la loi de finances sera divisée en deux parts égales. La première sera répartie proportionnellement au nombre de suffrages obtenus par chaque parti au premier tour des élections, à condition qu'ils aient présenté au moins cinquante candidats — ce qui implique l'émergence de nouveaux « partis » à l'occasion de ces élections législatives. L'autre moitié continuera à être répartie en fonction du nombre de députés et de sénateurs déclarant, à l'automne, adhérer à un parti ou à un autre. Mais depuis la loi anti-corruption, votée à la fin de la dernière session, seuls les partis bénéficiaires de la première partie de la dotation auront droit à la seconde.

Un tiers au prorata des résultats électoraux

Habituellement, la dotation de l'année est répartie par un décret du premier ministre fin février ou début mars. La loi de 1990 ayant décidé que le nouveau système d'attribution entrerait en vigueur après « le prochain renouvellement intégral de l'Assemblée nationale », M. Bérégovoy avait estimé, en s'appuyant sur l'avis des juristes du secrétariat général du gouvernement, que la dotation de 1993 devait être attri-

bue selon le système ancien, puisque, au moment de la répartition, on ne connaîtrait ni les résultats des élections législatives ni les affiliations partisans des nouveaux députés.

Cette interprétation avait été contestée par les Verts et par Génération Ecologie (le Monde du 28 janvier), qui, ayant besoin de la promesse de cet argent pour financer leur campagne, avaient décidé de saisir le Conseil d'Etat. Le premier ministre avait soumis, lui aussi, son projet de décret à cette assemblée. Celle-ci a rendu son avis le 26 février, et le chef du gouvernement, comme il s'y était engagé, est résolu à le suivre.

Le Conseil estime que, pour la part de la dotation correspondant au premier trimestre de l'année, soit 25 %, il ne peut être tenu compte que du système ancien.

THIERRY BRÉNIER

Soixante-dix personnes barricadées à Waco au Texas

Les policiers fédéraux font le siège de la propriété de la secte des Davidians

Environ soixante-dix personnes étaient toujours barricadées, mardi 2 mars, à l'intérieur de la propriété de la secte des Davidians à Waco (Texas). Huit otages, notamment des enfants, ont été remis aux forces de l'ordre depuis le début du siège, dimanche 28 février. L'assaut avait été donné par une centaine de policiers du FBI et du Bureau fédéral de l'alcool, du tabac et des armes pour saisir l'arsenal de la secte et arrêter son « chef religieux », Vernon Howell.

An cours de deux fusillades, intervenues aux premières heures du siège, six personnes (dont quatre policiers et deux membres de la secte) ont trouvé la mort (le Monde du 2 mars). Le FBI a fait venir de Quantico (Virginie) son unité d'élite spécialisée dans la libération d'otages.

Interrogé au téléphone par la chaîne CNN, Vernon Howell, dit David Koresh, trente-trois ans, a répété à plusieurs reprises : « Si la Bible dit vrai, alors je suis le Christ ». Puis il est revenu sur les circonstances de l'action policière, préparée de longue date : « Ils ont commencé à me tirer dessus. Je suis tombé en arrière sur la porte et les balles ont commencé à traverser la porte. Alors j'ai crié : « Allez-vous en, il y a des femmes et des enfants ici ! Discutez. » Howell poursuit : « Il y a beaucoup d'enfants ici. J'ai eu beaucoup de bébés ces deux dernières années. C'est vrai que j'ai beau-

coup d'enfants et beaucoup de femmes aussi. » Mardi matin, les négociations se poursuivaient avec le chef de cette secte, afin qu'il libère les otages et accepte de se rendre. Citée dans cette affaire, l'Eglise adventiste du Septième jour a immédiatement pris ses distances avec les Davidians, qui se sont séparés de cette Eglise protestante officielle au début des années 30.

Une dissidence de l'Eglise adventiste

Le schisme a suivi la démission contrainte de Victor Houteff de son ministère de Los Angeles en 1929. Houteff, sa veuve, plusieurs membres de la famille Roden ont successivement dirigé la secte, jusqu'à la prise de pouvoir, en 1988, par Vernon Howell, chassé de sa congrégation adventiste de Tyler au Texas. La même année, il avait été acquitté après une fusillade avec George Roden, provoquée par un conflit pour la propriété du Mont-Carmel située près de Waco.

Les Adventistes du Septième jour sont sept millions dans le monde, dont un million en Amérique du Nord. Ils préconisent une vie familiale stricte et la soumission aux autorités publiques, observent le « sabbat » du septième jour, croient dans un deuxième avènement du Christ et prêchent la non-violence.

SOMMAIRE

DÉBATS

Big Bang : « Quelle refondation pour le socialisme français ? », par Alain Bergounioux et Gérard Grunberg..... 2

ÉTRANGER

Colombie : Modèles à feu et à sang..... 3
Les difficultés de l'ONU au Cambodge..... 4
Les premiers parachutistes de vivres en Bosnie-Herzégovine auraient manqué leurs cibles..... 5
L'ouverture du procès de Toto Rina..... 5
Irak : des centaines de Chérites auraient été exécutés dans des « camps de la mort »..... 6

POLITIQUE

La campagne pour les élections législatives : un entretien avec M. Chevènement..... 7
Les dirigeants de la Fédération française se félicitent du rejet de l'indépendance par M. Mitterrand..... 10

SOCIÉTÉ

L'entrée en vigueur du nouveau code de procédure pénale..... 10
Au soir de l'enterrement du petit James, près de Liverpool, la Grande-Bretagne s'inquiète pour son « état moral »..... 10
La lutte contre l'« alcoolisme »..... 14
Education : timides mesures en faveur des enseignants artistiques..... 14
Diagonales, par Bertrand Poirot-Delpech : « Coin du bois »..... 14

SCIENCES • MÉDECINE

Crimes de jeunesse : Deux bateaux romains mis à jour à Marseille • Lavoisier rentre à l'Académie • Le fin du supplice de Tante Ingrid..... 11 à 13

CULTURE

Chanson : Reggiani, hier comme aujourd'hui..... 16
Musiques : Elvis Costello, le chancelier pop..... 16

ÉCONOMIE

British Gas serait fractionné en douze compagnies régionales..... 16
Crise de la pêche : le défi à la mort d'un bateau sans équipage..... 19
Un milliard de francs pour le Comptoir des entrepreneurs..... 20

COMMUNICATION

En Bourgogne, l'agence « audio » Canal A à la conquête du marché des radios associatives..... 22

INITIATIVES

« Dossier : développer les services » : Santé : difficile renouveau en question de l'organisation du travail à l'hôpital • Lutter contre le « baccalauréat social » • Tribune : « Hoover : une sacrée affaire », par Gérard Lyon-Coen..... 25 à 38

Services

Abonnements..... 13
Annonces classées..... 19
Cartes..... 22
Marchés financiers..... 20 et 21
Météorologie..... 23
Mots croisés..... 22
Radio-télévision..... 23
Spectacles..... 15

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Initiatives » folioté de 25 à 38
Le numéro du « Monde » daté 2 mars 1993 a été tiré à 510 922 exemplaires.

Mort du poète Jean Tortel

Espaces du regard

Le poète Jean Tortel est mort à Avignon, où il résidait, lundi 1^{er} mars. Il était âgé de quarante-neuf ans. En 1990, le Grand prix national de poésie avait couronné l'ensemble de son œuvre.

L'œuvre de Jean Tortel occupe dans le paysage poétique français de ce siècle une place beaucoup plus importante qu'il n'y paraît. La notoriété n'a peut-être pas suivi, comme il arrive souvent, il n'empêche : aux côtés de Guillevic, d'André Frenaud et même de René Char, il a donné, par la poésie, un accès irremplaçable au monde visible et sensible. Moins lapidaire que le premier, moins métaphysicien que le deuxième, il évite, à la différence du poète de Frenaud et mystère, certaines tentations sentimentales. Il faut encore citer, dans la proximité de Tortel, les noms de Jean Follain et surtout de Francis Ponge. Avec ce dernier, il partage le goût et l'intelligence de la langue, de son aptitude à rendre quelque chose de la présence du réel.

Comme René Char, Jean Tortel est un homme du Sud, enraciné dans sa terre. Il est né dans le Vaucluse, à Saint-Saturnin-lès-Avignon, en 1904, de parents instituteurs. Receveur de l'enregistrement à Gordes, où il se marie en 1928, il passe sa vie entière sous cette lumière méditerranéenne qui imprègne sa poésie. C'est en 1931 que paraît son premier recueil, *Cheveux bleus*. A partir de 1938, il participe à l'aventure des *Cahiers du Sud*, avec Jean Ballard, Léon-Gabriel Gros et Jos Buissonnet. Il découvre à cette époque les richesses de la poésie préclassique française, Malherbe, Scève (auquel

il consacra un essai en 1961). Les titres des livres de poèmes de Jean Tortel situent bien la nature de son art poétique : *Relations* (1968), *Limites du regard* (1972), *Instantanés qualifiés* (1973), chez Fata Morgana ; *Des corps atteints* (1978), *Arts, traits, Espaces* (1986), *Précipités du jour* (1990), chez Flammarion, pour ne citer que les plus récents.

Jean Tortel, et ce n'est pas son moindre mérite, ne s'est jamais installé dans une forme, ou dans des formes immuables. Se modernité, il a su l'affirmer en actes, par le mouvement et la métamorphose constante de son écriture. Son influence parmi les poètes plus jeunes témoigne de cette modernité.

La sécheresse n'est, dans la poésie de Tortel, qu'apparence. Elle est le moyen de contourner les tentations d'un lyrisme qui ne parvient pas à se contrôler. La sensualité, l'émotion, le regard, l'attention à toutes les vibrations du réel, donnent à la voix du poète une qualité que les formalistes n'ont pas jadis.

« Le dehors est masse taillée / Par l'aveuglante vitre où se coustent / Plusieurs soleils non acceptables / Les yeux saignants / le regard décapé. » (Les Saisons en cause, Ryon-Ji, 1987). En 1991, Jean Tortel publie un journal poétique, *Progressions en rue de Masegry* (Éditeur), dernier signe d'un regard en éveil.

PATRICK KÉCHICHIAN

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA MAÎTRISE DES DÉPENSES DE SANTÉ

Envoyer 82 F (timbres à 2,80 F ou chèque) à AMIS-DESJALAN, 27, rue des Ombres 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

SÉMINAIRES SANTÉ USA

PUBLIQUE USA

Pour dirigeants et cadres dirigeants de CLINIQUES - HÔPITAUX

(du 24 avril au 3 mai)

MAISONS DE RETRAITE

(du 1^{er} au 10 mai)

DEPES 42, avenue Berquet 75007 PARIS

(1) 45 50 28 28

Demain dans « le Monde »

« Arts-Spectacles » : rétrospective Luis Bunuel à Paris

Serge Silberman a été le producteur de Bunuel pour cinq films entre 1964 et 1977, du *Journal d'une femme de chambre* à *Cet obscur objet du désir*. Il raconte Bunuel au moment où il a lieu à Paris une importante rétrospective du cinéaste espagnol. Également dans le supplément : le festival de jazz « Bardades bleues » en Seine-Saint-Denis, et un entretien avec Luc Borchy, qui met en scène John Gabriel Borkman, d'Ibsen, à l'Odéon-Théâtre de l'Europe.

Un nouveau « trois étoiles » au Michelin

Pierre Gagnaire, au centre de la table

Alors que le chef du Moulin de Mougins, Roger Vergé, perd une étoile, l'édition 1993 du Guide Michelin en donne une troisième à Pierre Gagnaire, de Saint-Etienne. Il reste ainsi dix-neuf inscrits au gotha de la cuisine française.

SAINT-ÉTIENNE

de notre correspondant

A quarante ans, « après un long bout de chemin dans le monde de la cuisine », Pierre Gagnaire a ressenti le besoin de prendre du recul. Depuis quelques mois, il a planté le décor de son restaurant dans une maison des années 30, à l'écart du centre de Saint-Etienne. Orné d'une fresque que l'ancien propriétaire avait fait réaliser à la gloire de la gastronomie, cet hôtel particulier, style arts déco, a été confié aux designers Marcelo Jouis et Alain Rock.

« Nous avons voulu parler de l'essentiel, créer un espace centré sur la cuisine », souligne Pierre Gagnaire. Sans chercher à décoller, sans détourner l'attention du centre de la table, le chef de file d'une « cuisine sans contraintes », Pierre Gagnaire tient à « donner du plaisir » et pour cela compose des plats d'humour japonais. « Ce qui m'intéresse, c'est la palette que

je m'offre et la manière dont je vais en jouer. »

L'enfant d'Apinac, un village des monts du Forez, conserve de sa jeunesse une grand-mère qui tenait l'Auberge du fer à cheval. Il a hérité du restaurant de son père, comme, à la campagne, le fils aîné reprend naturellement la ferme parentale : « J'ai appris ce métier auprès de vrais professionnels, un peu tristes, un peu routiniers. » Depuis, il a cherché à rendre sa cuisine « imprévisible », « émotionnelle ».

Il a trouvé dans cette recherche les références d'une ville, Saint-Etienne, une cité qui « n'est pas gagnée par les excès », « où l'on sait raison garder ». Il sait encore s'occuper trois quarts d'heures de marché bio pour acheter des « barabans », comme on appelle ici les vulgaires pissenlits. S'il a passé, il y a dix ans, un contrat avec une chaîne d'hôtels japonaise, c'est « pour faire passer un message » : « Inciter à travailler les produits du cru. »

VINCENT CHARBONNIER

Le restaurant de Pierre Gagnaire est situé 7, rue de la Rihelandière, à Saint-Etienne. Tél : 77-42-30-30.

Guide Michelin 1993, 130 francs.

هنا نحن النحل

Le Monde

INITIATIVES

Développer les services

Après les «petits boulots», voici la piste économique.
Du social aux loisirs, les secteurs se renvoient la balle.
Le travail se cachera dans la valeur ajoutée...



CINQ ans après Philippe Séguin, pres- que à la même date et dans des cir- constances identiques, Martine Aubry a relancé le débat sur les emplois de ser- vices. En janvier, le ministre du travail organi- sait un colloque sur ce thème. Passionnant, comme l'avait été celui de décembre 1987, qui s'était tenu à l'OCDE, à une époque où «l'exemple américain» fascinait tout le monde. Jusque dans leur répétition, les deux événe- ments se ressemblent. Quand le chômage se maintient à un niveau élevé ou augmente, on cherche des solutions pour sortir d'une situation reconnue comme structurelle. Puisque l'emploi industriel diminue, et n'absorbe pas le trop-plein de main-d'œuvre, pourquoi ne pas explorer ce «gisement» que pourrait constituer le dévelop- pement des services, notamment ceux rendus aux particuliers? Il y aurait des dizaines de mil- liers d'emplois possibles avec l'aide aux per- sonnes âgées, la garde des enfants, les livraisons à domicile, etc.

A partir de cette intuition, les arguments avancés ne manquent pas de poids. La popula- tion vieillit et des besoins nouveaux apparaissent que le pouvoir d'achat des retraités pour- rait financer. Avec l'accroissement du travail

féminin, des éléments de la vie familiale pour- raient être pris en charge différemment. Compte tenu de l'évolution des modes de vie, des tâches deviennent des contraintes et l'aspiration aux loisirs s'amplifie. Oui, mais voilà... Tout se complique, juste après l'énoncé de principe. Vaste, on théorie indépassable, le champ à explorer demeure flou. Certes latente, la demande n'est pas solvable, comme disent les experts. En parallèle, l'offre n'est pas davantage structu- rée. Il y a même une confusion voire une contradiction, à vouloir faire assurer ces nou- veaux emplois, de confiance, par des chômeurs en insertion. Enfin, et Philippe Séguin avait buté sur cette difficulté, le risque est grand de voir l'opinion récuser ces «petits boulots». Un peu à la manière de Michel-Edouard Leclerc, à l'opposé de ce qui se passe au Japon.

DÈS lors, cela justifie le long intermède. Bien que l'idée soit jugée bonne, elle a connu peu d'applications concrètes, sauf margi- nalement, comme ce fut le cas avec les associa- tions intermédiaires et quelques autres initia- tives. Il fallait même attendre la fin 1991 pour que soient lancés les emplois familiaux, bénéfi- ciant d'un crédit d'impôt, et dont on ne peut

pas dire que les 145 000 bénéficiaires, en 1992, ne travaillaient pas précédemment.

Aujourd'hui, après avoir tant attendu une issue au chômage, chacun se convainc progressi- vement qu'aucune voie ne doit être abandonnée. Résolument, c'est l'option économique qui a été retenue, plutôt que celle du rêve, ne serait-ce que pour démontrer la faisabilité du recours aux services. Des chefs d'entreprise, dont Antoine Guichard (Casino), Philippe Lemoine (Galeries Lafayette), Philippe Francès (Darty) et... Edmond Maire (président du VVF) ont été asso- ciés à la réflexion, ainsi que des responsables de collectivités locales (Bordeaux, Strasbourg, et Georges Chavannes, maire d'Angoulême). Ceux-là, et quelques autres, ont accepté de par- ticiper à un Comité de parrainage, chargé, comme précédemment pour les entreprises d'in- sertion, d'initier un mouvement.

Au-delà des péripéties gouvernementales, la tentative sera-t-elle couronnée de succès? Quel- ques indices le laissent envisager, tandis que des raisonnements nouveaux se font jour. Par exemple, les Français ont renoncé à la société de consommation, et le ralentissement en ferait foi. Aux biens, ils seraient en passe de préférer les services ou, plutôt, la qualité, le confort et la commodité. De leur côté, à l'instar de Darty qui communique exclusivement sur le service, et le fournit avec le produit, les grands distributeurs sont en train de découvrir, selon l'expression de Philippe Francès, que «la valeur ajoutée, chez nous, c'est le service». A les entendre, comme Antoine Guichard, l'arbitrage ne se ferait plus en faveur du prix contre le service et la chaîne IKEA s'apprêterait à abandonner son slogan, «salut les radins». Attirée par des meubles bon marché, la clientèle souhaiterait désormais qu'on l'aide à les monter. Dans les stations-service (sic) la réapparition de pompistes - 50 000 postes, potentiellement - serait facilitée par le fait que la masse salariale ne représente plus que 2 % du prix du litre d'essence.

Un tel mouvement, s'il se confirmait, serait créateur d'emplois, et pas forcément sous-quali- fiés. Si la bataille des prix «passe par l'augmenta- tion du chômage», comme le reconnaît un succursaliste, on peut aussi prétendre, à la suite de M^{me} Aubry, que le paiement des services a «un moindre coût collectif» que le non-emploi, supporté par l'impôt et les cotisations à l'UNE- DIC, versées «sans retour». Sans parler de soli- darité, chacun y gagnerait en qualité de vie, surtout si, par extension, le phénomène attei- gnait les banques, les assurances - avec de nou- veaux produits - et, bien sûr, le tourisme.

Ce serait également une façon d'enterrer un paradoxe français, qui veut que la productivité des services soit proche de celle de l'industrie. Souligné une fois de plus par un rapport du BIPE, réalisé pour l'occasion, ce facteur indéniable de la gravité du chômage en comparaison d'autres pays rend en effet la croissance de notre économie plus pauvre en emplois.

Alain Lebaube

■ Livraison à domicile
Emplois occasionnels
par Liliane Delmas

■ Le modèle japonais
L'efficacité économique
dans un souci d'équilibre social
par Philippe Pons

■ Les syndicats intéressés,
mais méfiants
Les idées n'empêchent pas les craintes
par Marie-Béatrice Baudet
page 26

■ Les indignations
de M.-E. Leclerc
Et la qualification?
par Marie-Claude Betheder

■ Service tout compris
L'exemple de Darty
par Jean Menanteau

■ Animateurs de piste
Pour six mois...
par Catherine Leroy

■ Le rejet des CES
Le secteur public misé
sur la productivité, la mission d'abord
par Valérie Devillechabrolle
page 27

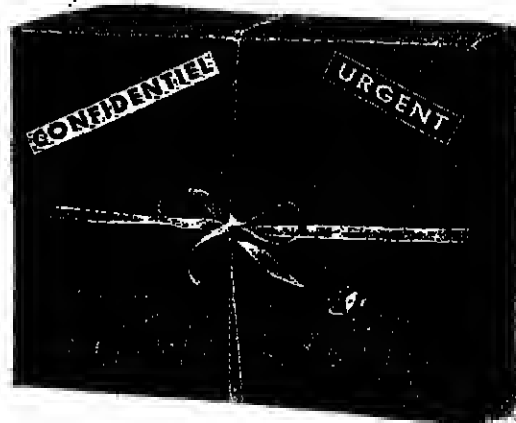
SANTÉ
□ Difficile remise en cause
de l'organisation du travail
à l'hôpital

□ Lutter contre
la «balkanisation sociale»

LIBRAIRIE
page 28

TRIBUNE
□ Hoover : une «sacrée affaire»
par Gérard Lyon-Caen

ECHOS, STAGES
page 29



Quelques grammes de talent...
quelques milliers d'heures de recherche...
bientôt quelques millions d'utilisateurs.

Microsoft

LES LOGICIELS QUI DONNENT DES AILES.

ESC BORDEAUX / ESC MARSEILLE
ESC REIMS / ESC ROUEN / IEN NANCY

vous proposent

TREMPIN
LE PARALLELE ECRICOME

5 CHANCES D'INTEGRER
UNE GRANDE ECOLE
DE COMMERCE

Documentation et
dossier d'inscription
sur demande
Tél. 161 47 42 52 43



ECRICOME
Concours Tremplin
30, rue d'Astorg
75008 Paris

Une source prospère
pour les emplois occasionnels

Du plein temps ferme

Ilane Delwasse

A côté du secteur soumis à la concurrence
il en existe un autre, abrité

Un choix de société

*La crainte de la paupérisation du travail
n'empêche pas d'avoir des idées*

Risque de substitution

Marie-Béatrice Baudet

Le *2^{ème} Cycle Gestion du Personnel et des Ressources Humaines*

*DES MÉTIERS À LA PRATIQUE
DANS UNE VRAIE ENTREPRISE*

- *Réglementation du Travail*
- *Recrutement et de l'Embauche*
- *Réglementation du Travail*
- *Pratiques des Ressources Humaines*

*11 rue de la République
Téléphone : 02 99 80 00 00*

**JOURNÉE
PORTES OUVERTES
10 Mars à partir de 14 h**

*Admission : 100 euros de 1995 à 1997 / 150 € à
partir de 1998 - 2000 / 200 € à partir de 2001
Renseignements 01 41 47 57 41 21
948 4 rue de la République 92200 Levallois-Perret
Téléphone : 01 47 57 41 21*

GROUPE IGS

Nom _____ **Prénom** _____

Age _____ **Niveau d'études** _____

Adresse _____

Code Postal _____ **Ville** _____ **Tr.** _____

*souhaite recevoir une brochure détaillée du 2ème cycle de Gestion du Personnel
IGS, 120 rue Danton 92300 Levallois-Perret - Tél (1) 47 57 41 21*

LE MOUVEMENT DES LANGUES

هنا نحن

INITIATIVES

DOSSIER • Développer les services

Les indignations de M.-E. Leclerc

L'embauche de gens sans qualification sur des postes artificiels est inacceptable

«NATIVITÉ», «populisme», «poujadisme», «crise de la pensée dans les sphères dirigeantes»... Michel-Edouard Leclerc se dit «perplexe», «trististe», mais on le sent franchement en colère: «Depuis quelques mois, on en appelle de partout à l'esprit de citoyenneté et de solidarité des entreprises. Martine Aubry, un certain nombre d'élus, y compris du RPR, et même des patrons, nous poussent à recruter des emplois peu qualifiés et sans vraie utilité, comme ceux de pompiste ou de poinçonneur du métro. Il y voit électoralisme et démagogie: «C'est facile de manipuler les gens en évoquant une autre logique de croissance. Nous avons déjà connu ça en 1982-1983. J'en parle en connaissance de cause car j'ai été partisan d'une économie alternative, j'ai milité aux Amis de la Terre... Mais j'ai dû en rabattre, admettre les réalités de l'économie, et je ne suis pas prêt à cautionner ce nouveau discours.»

M.-E. Leclerc réagit d'autant plus vivement que la grande distribution a longtemps été stigmatisée pour le faible niveau et la précarité de ses emplois. «Nous avons pris en compte ce que ces critiques avaient de légitime et nous nous sommes lancés dans la mise à niveau sociale de notre secteur. En quelques années, il est passé d'une culture d'épiciers, de petits patrons paternalistes, à une vraie culture managériale. Il a tourné le dos à ses traditions en embauchant des cadres, devenant le plus gros recruteur en la matière, réussissant à progresser même en 1992.

Parallèlement, il s'est efforcé de qualifier ses emplois: «Dans les quatre prochaines années, par exemple, nous allons embaucher quatre cents libraires et nous embaucherons chaque année deux cent cinquante de nos salariés se former auprès de l'Association de formation des libraires. Des chefs poissonniers, des esthéticiennes, des pharmaciens (exigés par les fabricants de produits cosmétiques), des puéricultrices vont être recrutés en nombre important. Ceux et celles qui sont entrés sans qualification ne sont pas oubliés, assure

le dirigeant des Centres Leclerc: «Pour eux, nous avons beaucoup investi dans la formation.» Enfin, la grande distribution joue désormais la carte de la participation. Après une telle «bataille» pour la qualité de l'emploi, M.-E. Leclerc ressent comme un retournement inacceptable l'appel à embaucher des gens sans qualification pour de «petits boulots». Pour lui il est faux de dire que l'amélioration de la productivité débouche nécessairement sur une réduction de l'emploi. Il en voit la preuve dans l'histoire récente de son secteur: «Notre groupe a lui seul augmenté ses effectifs de plus de trois mille personnes par an. Il va continuer. Et la distribution, petits commerces compris, n'a cessé d'être créatrice nette d'emplois depuis dix ans.»

Des «TUC privatisés»

Il conteste également qu'il soit possible d'augmenter les prix pour financer ces «TUC privatisés» et que la clientèle s'y prête en précarité de ses emplois. «Nous échangeons de services supplémentaires: «Voyez les stations avec pompistes: elles continuent à être désertées par les consommateurs au profit de celles, plus somnolentes mais meilleur marché, des grandes surfaces. Plus net encore: «Nous avons nous-mêmes tenté une expérience en créant dans la région bordelaise voilà deux ans la plus grande société de vente à domicile de France, avec l'idée d'en faire autant ensuite à Paris. Mais nous avons dû mettre la clé sous la porte après avoir perdu 10 millions de francs, 1 à 2 % des ménages tout au plus sont prêts à faire les frais de ce service (...). Si j'augmente mes prix, en réponse à Martine Aubry, je vais disparaître comme Euromarché!»

Enfin: «Je suis choqué que l'on parle de recruter des activités sans intérêt alors que ceux que l'on va occuper ainsi, même sans qualification, seraient fort utiles pour accompagner socialement des personnes en détresse, que ce soit dans le cadre de la vie associative ou dans celui d'une politique de

proximité. S'il faut créer des emplois de manière volontariste, faisons-le, dit-il, le moins artificiellement possible et dans les secteurs les plus utiles, là où il y a une demande: santé, éducation, prévention, sécurité... On ne va pas recruter les Ateliers généraux quand il y a tant de besoins insatisfaits à combler!»

Mais qui va payer? D'abord, pour M.-E. Leclerc, il faut savoir dépasser l'immédiat: «Pour investir, le chef d'entreprise que je suis ne regarde pas ce qu'il n'en besace. Si, après étude, un projet s'annonce rentable à terme, il emprunte. La puissance publique doit faire de même en pensant aux économies qu'engendrera sur dix ans la création de ces emplois.»

Les fonds publics devraient d'autre part être mieux utilisés: «Les Centres Leclerc versent une taxe parafiscale d'aide au petit commerce rural qui équivaut chaque année au prix de trois cent cinquante superettes clés en main. On passe cet argent? Si on nous le laissait avec obligation de le dépenser en participant à l'équipement des campagnes, je suis sûr que nous ferions mieux que la puissance publique!»

Dans certains domaines, pense-t-il, particuliers et entreprises accepteraient de mettre la main au porte-monnaie pour des services de meilleure qualité. Ainsi: «Pour la sécurité, nous sommes prêts à passer des contrats avec l'Etat plutôt que de devoir recruter des vigiles que nous ne sommes jamais sûrs de sélectionner correctement.» En revanche, il existe bien d'autres secteurs dans lesquels l'Etat devrait laisser place, à côté de ses propres interventions, à l'initiative de sociétés privées: aux Etats-Unis, les Centres Leclerc se sont retrouvés indirectement propriétaires d'une société de services à domicile: «L&B, le secteur privé opère carrément dans l'assistance aux personnes âgées et aux handicapés, l'éducation sanitaire, le soutien scolaire, etc. Ici l'Etat s'y oppose, et c'est absurde. Il y a là des centaines d'emplois considérables pour demain!»

Marie-Claude Betbeder

Animateurs de piste

Une expérience Elf limitée pour le moment à six mois

FAIRE soi-même le plein d'essence est aujourd'hui quasiment entré dans les mœurs. Mais ouvrir le capot pour vérifier le niveau d'huile, regonfler soi-même les pneus ou lavrer pare-brise et feux de route en cours de trajet sont des opérations dont beaucoup se passeront à l'avenir. Ces petites tâches aussi rebutantes qu'indispensables ne seraient-elles pas susceptibles de créer des emplois?

Elf, entreprise citoyenne s'il en est, a décidé d'explorer plus avant ces quelques pistes qui lui permettraient de «participer à l'effort national de lutte contre le chômage tout en maintenant sa compétitivité», explique Jean-Luc Vergne, adjoint au directeur des activités sociales. Pas question donc de créer artificiellement des emplois. «Ils doivent correspondre à un véritable besoin.» Cette réflexion engagée en septembre a abouti, en février, à l'embauche de quelque trois cents «animateurs de piste» et non pas de pompistes, insiste Elf. Les pompistes resteront automatiquement une première expérimentation de la formule par un groupe-test de dix jeunes en janvier, un accord-cadre a été signé le 5 février entre la société Elf, Autar France, l'ANPE, l'École nationale supérieure du pétrole et des métaux (ENSPM). Le recrutement a démarré aussitôt un peu partout en France. Il concerne deux catégories de population: des jeunes de dix-huit à vingt-

trois ans sans qualification et des chômeurs de longue durée. Il s'agit de permettre aux uns d'acquiescer une première expérience du milieu industriel et aux autres de favoriser leur réinsertion professionnelle. Le personnel embauché à l'issue d'une évaluation en milieu de travail de cinq jours bénéficie d'un contrat de six mois: contrat d'orientation pour les jeunes avec une rémunération minimale brute de 3 750 francs à laquelle il faut ajouter les pourboires, et contrat de retour à l'emploi pour les chômeurs.

Un tuteur: le gérant de la station

Une formation de près de deux cents heures est prévue dans le cadre du contrat d'orientation. Les chômeurs de longue durée peuvent également la suivre s'ils le souhaitent. Cette formation, assurée par l'Association nationale pour la formation automobile (ANFA), est centrée sur le contact clients et sur les techniques automobiles. Par ailleurs, un tuteur, généralement le gérant de la station, doit dispenser sur place une formation spécifique sur la vie de la station, les tâches courantes d'entretien et la sécurité. «Les deux cent soixante-dix gérants retenus sont tous volontaires, souligne Jean-Luc Vergne, car de leur motivation dépend le succès de l'opération.»

Catherine Leroy

Le rejet des CES

La responsabilité sociale consiste non pas à créer des emplois, mais à satisfaire la clientèle

ET si l'on rétablissait les points de concours du métro? A la recherche d'idées neuves pour endiguer le chômage, la scène politique s'est récemment prise à rêver au retour de cette vénérable profession dans les couloirs du métro parisien. Aussi plaisant soit-il, ce doux rêve oublie un peu vite les attentes rageantes et impuissantes générées par ces faiseurs de «p tits trous» à l'entrée des quais et l'insondable ennui de ce métier immémorial par Serge Gainsbourg!

Plus sérieusement, la RATP rappelle l'expérience désastreuse déjà conduite en 1984-1985 avec l'installation sur les quais de 4 000 agents de station dans le but d'améliorer la sécurité des voyageurs. «Enfermés à longueur de journée dans leur guérite, ils donnaient une très mauvaise image de marque de l'entreprise», rappelle-t-on à la Régie. Ils ont du reste été rapidement remplacés par des équipes mobiles.

D'une façon générale, qu'il s'agisse de la RATP, d'EDF-GDF ou de La Poste, les services publics se montrent très réservés sur les possibilités d'«emplois de proximité» qu'ils sont susceptibles d'offrir à leur «clientèle». D'abord parce qu'ils ne sont pas du tout certains, à l'instar de Jean Amilhat, responsable du service emploi et développement des ressources humaines chez EDF-GDF, que leurs clients «nient envie de payer plus cher un service dans le seul but d'obtenir une prestation de grand confort». Ces entreprises nationales estiment en effet que leur «principale responsabilité sociale consiste non pas à créer des emplois mais à bien remplir leur mission vis-à-vis de leur clientèle», comme le résume Aimé Perret, directeur des ressources humaines (DRH) de La Poste. En l'espace de quelques années, l'émergence de la concurrence a obligé ces sociétés à renforcer leur compétitivité en entretenant une course aux gains de productivité.

Cette mission économique première ne doit surmonter pas, poursuit Aimé Perret, être confondue avec «les contributions particulières que La Poste est amenée à apporter à la demande de l'Etat agissant en qualité d'actionnaire unique». Le DRH fait ainsi référence aux embauches massives,

réalisées à l'été 1992, dans les services publics de plusieurs milliers de chômeurs bénéficiaires d'un contrat emploi-solidarité (CES).

Réflexe d'exclusion

Ces CES avaient été alors recrutés à la demande du gouvernement après que ce dernier eut décidé d'engager une grande campagne contre le chômage de longue durée.

Que ce soit chez EDF-GDF, à La Poste ou à la RATP, ces CES ont certes souvent contribué à améliorer la qualité du service à la clientèle. A EDF-GDF, un certain nombre d'entre eux ont ainsi été placés à l'accueil afin de faciliter l'orientation des personnes étrangères. D'autres sont employés à l'entretien des transformateurs électriques ou à la préparation de l'éclairage autour des poteaux. A la RATP, des CES ont été incorporés aux brigades d'assistants propreté-sécurité

chargés de repérer les anomalies sur les réseaux des bus, métros et RER (réseaux défectueux, voitures taguées). Enfin, à La Poste, certains sont venus renforcer les équipes au moment des heures de pointe. Mais aucune de ces entreprises nationales n'envisage de transformer ces occupations en véritables emplois. «Ces occupations n'ont bien souvent aucune justification économique, soutient Jean Amilhat, et nous risquons au contraire de susciter parmi le personnel en place un réflexe d'exclusion vis-à-vis de ces faux emplois.»

Tous conservent un mauvais souvenir des milliers d'embauches obligatoires réalisées au lendemain de l'arrivée de la paucité au pouvoir en 1981. «Cela n'a pas été facile d'utiliser de façon rationnelle ces 5 000 nouveaux agents», se souvient Aimé Perret. Le malaise interne généré par l'embauche de ces personnels pas toujours bien sélectionnés n'a apparemment pas encore fini de se dissiper...

Valérie Devillechabrolle

Service tout compris

La valeur ajoutée d'un produit est dans la maintenance

«LES magasins deviennent des entrepôts, à la limite on demandera un jour aux consommateurs d'aller se servir eux-mêmes, au lieu du wagon, dans les gares de triage. Je suis convaincu qu'il s'agit là d'une erreur grave. Non seulement au plan commercial, mais aussi, dans le contexte actuel, en terme de pertes d'emplois.»

Depuis sa création, la société Darty a toujours axé sa stratégie, comme ses campagnes de communication, sur la notion de service, en faisant un argument de vente efficace. Son président, Philippe Frances, en a conçu ce qu'il nomme son credo, à savoir que les services ajoutés au produit sont en outre créateurs d'emplois. Un argument qu'il a eu l'occasion de développer ces derniers mois après de diverses instances, notamment lors d'un colloque organisé par Martine Aubry, ministre du travail, sur le thème «Nouveaux services, nouveaux emplois».

A ses yeux, «le prix tout nu», ou encore le «catch and carry» des Anglo-Saxons sont le contraire de la modernité commerciale, mais encore une «régression deshumanisante». De surcroît, «paupériser» l'offre non seulement génère du chômage mais s'avère une pratique non payante: «Nous avons effectué un test dans l'un de nos magasins, explique Philippe Frances. Nous avons allégué considérablement le personnel de vente. Non seulement nous n'y avons rien gagné, mais le chiffre d'affaires a chuté de près de 30 %. Notre clientèle est partie ailleurs. Cette

expérience, en tous points négative, nous a vite ramenés à la raison.»

Pour le président de Darty, ajouter du service ne nuit pas forcément à la rentabilité: «Je témoigne que l'on peut piocher dans la distribution une entreprise rentable, ne pas licencier, payer ses charges sociales, et que cela est parfaitement supportable même si la conjoncture est difficile. A nous de nous débrouiller pour continuer à être compétitifs par une gestion saine sans sacrifier des emplois.»

Coffre de voiture

Dans le secteur qui est le sien, Philippe Frances se montre persuadé que la véritable évolution se fera dans le sens du «service compris». Ainsi, un téléviseur ne peut être qu'un produit «mort» s'il est acheté dans un hypermarché, mis dans le coffre de sa voiture par le client lui-même. Il y a de fortes chances, de surcroît, que ce consommateur ne saura pas régler seul les canaux à son domicile. Ni non plus coupler son récepteur à un magnétoscope. Et qu'il ne disposera pas d'équipements de dépannage tournant sept jours sur sept. Ce qui, de facto, induit des emplois. La valeur ajoutée d'un produit est donc dans la maintenance. Une notion simple, et paradoxalement oubliée dans la distribution au nom d'une pseudo modernité sacrificiant tout à la productivité.

La maintenance, mais aussi tout simplement la présence humaine. Ainsi, dans certains magasins, des bornes vidéo ongles ont été introduites. «Nous avons constaté que nos clients étaient satisfaits d'être informés électroniquement, fait remarquer Guy Lavaud, le directeur de la communication. Puis ils s'adressent aux vendeurs et aux hôtes afin de finaliser leurs choix et recevoir des conseils d'utilisation. Ce qui prouve que le consommateur a besoin de démythifier ses craintes.»

A ce propos, l'exemple de magasins devenus de simples lieux de réparation n'est guère suivi à l'étranger. Les Français, en shopping à Londres, ne le constatent-ils pas qui sont aidés à emballer leurs emplettes? Les magasins japonais, dans un pays qui a fait son dieu la notion de productivité, ne se sont jamais séparés d'un personnel nombreux et attentif, effectuant des tâches jugées nullement dévalorisantes. Ainsi, selon Philippe Frances, la récente décision de la part d'un pétrolier français de réintroduire des pompistes dans les stations-service va dans le bon sens: «Il devrait en coûter 2 centimes du litre, ce qui est dérisoire.»

«En termes de concurrence, ajoute-t-il, ceux qui auront compris que le couple produit-service est moteur distanceront les autres. Et lorsqu'il est possible de faire coïncider le service, l'emploi et la performance économique, il faut être fou pour aller en sens inverse.»

Jean Menanteau

Les 3èmes Cycles de Management

IGS enseignement supérieur

- Ressources Humaines et Communication
- Finance et Contrôle de Gestion
- Qualité Totale et Gestion de Projet

JOURNÉE PORTES OUVERTES 10 Mars à partir de 14 h

10 mois de formation
1 an de mission en entreprise

Admission: Diplôme de bachelier ou équivalent
ou Diplôme de brevet de technicien supérieur (BTS)
ou Diplôme de technicien supérieur (DTS)
ou Diplôme de technicien (DT)
ou Diplôme de technicien supérieur (DTS)
ou Diplôme de technicien (DT)
ou Diplôme de technicien supérieur (DTS)
ou Diplôme de technicien (DT)

IGS, 120 rue Danton 92300 Levallois-Perret - Tél (1) 47.57.31.41

Je souhaite recevoir une documentation détaillée des 3èmes Cycles de Management

☐ Ressources Humaines et Communication

☐ Finance et Contrôle de Gestion

☐ Qualité Totale et Gestion de projet

Nom _____ Prénom _____ Age _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

Niveau d'Etudes _____ Tél _____

SANTÉ

Difficile remise en question
de l'organisation du travail à l'hôpital

Les directions et les délégués syndicaux se penchent sur l'amélioration des conditions de travail. Les progrès sont encore timides...

CHARGES de travail physiques et psychiques sous-estimées, locaux et matériels inadéquats, organisation du travail contraignante : les mouvements infirmiers de 1988 et surtout de 1991 avaient jeté une lumière crue sur les conditions de travail des personnels soignants des hôpitaux exerçant leur métier. Prenant la mesure de ce malaise, les accords signés le 15 novembre 1991 par Claude Durieux, ministre de la Santé, avec quatre organisations syndicales (SNCH, CFDT, CFTC, CFE-CGC), ne manquaient pas d'ambition. En obligeant, d'une part, les hôpitaux à réduire, d'ici à fin 1993, le temps de travail de nuit des soignants à 35 heures (protocole n° 1) et en dégageant, d'autre part, une enveloppe de 150 millions de francs destinés à l'amélioration des conditions de travail (protocole n° 3), ces accords incitaient les partenaires sociaux à engager une réflexion décentralisée sur l'organisation du travail dans chaque hôpital.

Un an après l'entrée en application de ces accords le 1^{er} janvier 1992, ministère de la Santé

et syndicats signataires peuvent se féliciter d'avoir « impulsé une dynamique nouvelle » dans les relations sociales hospitalières, direction et équipes syndicales étant, pour la première fois, incités à aborder les problèmes du personnel d'un point de vue qualitatif (l'exemple du CHG de Mulhouse). En un an, plus de deux cents établissements publics hospitaliers (soit 25 % des établissements susceptibles d'être concernés) ont ainsi signé un contrat local d'amélioration des conditions de travail, représentant un engagement financier total de l'Etat de l'ordre de 86 millions de francs.

Selon le bilan provisoire dressé, le 21 janvier, par les experts du ministère des affaires sociales, sur la mise en œuvre du protocole n° 3, seules cinq régions ont déposé l'ensemble des crédits qui leur étaient alloués : Nord-Pas-de-Calais, Ile-de-France, Picardie, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Midi-Pyrénées. A l'inverse, aucun contrat n'a été signé en Corse et moins de 30 % des fonds ont été utilisés en Bourgogne. Toutefois les crédits

déposés se répartissent équitablement entre les différentes catégories d'établissements, le coût des contrats varie de 34 500 francs (Bains de Bretagne) à 4,5 millions de francs (CHU de Lille).

Répartition
« mathématique »

Du point de vue qualitatif, plus du tiers (36 %) des contrats concernent l'achat de matériel, la création ou l'amélioration des locaux. Les deux tiers se répartissent entre le financement de formations liées à l'acquisition de ces nouveaux matériels (21 %), la réalisation d'audits (16 %) et la mise en place d'instances de dialogue (13 %). Au regard de l'ambition affichée à l'origine, ces résultats apparaissent, aux yeux de la CFDT notamment, quelque peu décevants, certains hôpitaux ayant eu tendance à privilégier la facilité plutôt que de s'engager dans une démarche forcément porteuse de remises en question. Les discussions relatives à la

mise en œuvre de la réduction du temps de travail de nuit ont aussi pâti d'un certain conservatisme : « Nombre d'hôpitaux se sont contentés de réclamer des effectifs supplémentaires sans se préoccuper de savoir si l'on pouvait travailler autrement », regrette ainsi Yolande Briand, au nom de la fédération Santé de la CFDT.

Cette solution de facilité a été, selon elle, alimentée par le ministère des affaires sociales lui-même, la répartition des 4 000 postes supplémentaires inscrits dans le protocole n° 1 ayant été effectuée régionalement avant que ne débouchent les discussions justifiant leur affectation. Un reproche réitéré par le ministère qui affirme qu'« à l'exception d'une région qui a travaillé de façon mathématique », les directions régionales des affaires sanitaires et sociales, responsables de la répartition sur le terrain, ont tenu compte des spécificités de chaque hôpital.

Ces premiers résultats illustrent surtout la difficulté pour les directions et les équipes syndicales d'investir ces nouveaux champs de négociation sociale.

« Les contrats signés dans la logique originelle des accords Durieux l'ont été dans les hôpitaux où le CHSCT (1) fonctionnait déjà de façon novatrice, c'est-à-dire pas uniquement sous l'angle revendicatif », relève Yolande Briand. D'un côté, les directions ne disposent, en effet, pas des outils de gestion ni des compétences nécessaires pour mesurer la charge réelle de travail de chacun ou encore pour pointer les sujétions jugées insupportables. De l'autre, les équipes syndicales ne sont pas préparées à traduire les aspirations de personnels au sein desquels elles sont souvent sous-représentées.

Guides
didactiques

Conscients de ces faiblesses, directions et syndicats tentent aujourd'hui d'améliorer leur pratique en matière d'organisation du travail à l'hôpital. Pour les y aider, l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) a publié depuis

1988 plusieurs guides didactiques d'analyse des situations de travail. La direction de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris a embauché, pour sa part, une équipe d'ergonomes chargés d'étudier les charges de travail des différents services : « En un mois, leur cahier des charges a été rempli pour l'année », constate Jean-Pierre Cendron, directeur du personnel et des relations sociales de l'AP-HP.

Quant à la CFDT, elle a invité quelque mille sections syndicales à travailler sur la meilleure façon d'appréhender ces questions afin de dégager une méthodologie. Enfin, le ministère des affaires sociales devrait cette année procéder à l'évaluation qualitative des accords du 15 novembre 1991. En attendant, il a d'ores et déjà prévu d'organiser en mars un séminaire national de cinq jours destiné à permettre aux différents acteurs de croquer leurs expériences.

V. D.

(1) Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Lutter contre
la « balkanisation sociale »Le personnel médical à la recherche de son identité : la réalité quotidienne se heurte aux structures du XIX^e siècle.

MULHOUSE (Haut-Rhin)

De notre envoyé spécial

LES petits pavillons de facture néo-classique du Centre hospitalier général (CHG) de Mulhouse, disséminés dans le parc boisé du Hasenrain, sont toujours survivants du passé, ces bâtiments témoins de la conception de l'hôpital au XIX^e siècle, lorsque l'on soignait les gens en les mettant dans un lit... Or ce cadre bucolique et dispersé ne reflète pas la réalité quotidienne de cette ruche où bourdonnent 3 500 personnes, et qui chaque année, accueille plus de 30 000 malades.

Enchâssée au milieu de ces pavillons, la « Maison des Soins » qui abrite toujours les dernières reliques de l'hôpital, parties à la retraite dans les années 70, atteste aussi de la réalité d'un autre âge. Quand l'organisation du travail des soignants dépendait avant tout de l'abnégation sans fin des congrégationnistes.

Explosion
des temps partiels

Ce double héritage imprègne certes encore la vie du CHG de Mulhouse. Mais, en l'espace de vingt ans, ces points de repère historiques ont vacillé, victimes du progrès médical, de la maîtrise des dépenses, de l'augmentation de la demande de soins et de la pénurie des infirmières liées à leur aspiration à une vie meilleure.

Sous ces chocs successifs, l'unité des règles d'organisation du travail de l'hôpital, héritées des religieuses, a volé en éclats. Les services de soins se sont ordonnés en autant de bastions fonctionnant chacune de façon empirique. Avec, à la tête de ces « PME », des médecins n'ayant jamais, au cours de leur vie, été préparés à gérer l'activité de plusieurs dizaines de personnes.

Ultime « balkanisation sociale », la reconnaissance « sans précédent » accordée aux infirmières à la suite des mouvements de grève de 1988 et 1991, a suscité la grogne des services admi-

nistratifs, logistiques et médico-techniques (laboratoires, service de radiographie...) qui emploient un tiers du personnel. Supportant depuis de nombreuses années l'essentiel des gains de productivité, ceux-ci vivent de plus en plus mal l'extrême sollicitude dont bénéficient les soignants, perçus comme des « nantis ».

« Notre priorité est de rétablir l'équité dans l'organisation du travail de tous les services », souligne Guy Richier, directeur du CHG. Grâce à une « plus grande transparence des règles de fonctionnement de l'hôpital, l'évaluation objective de la charge de travail de chacun et l'anticipation des causes d'usure du personnel », précise Marc Weozler, directeur des ressources humaines.

Cet ambitieux chantier de « reconstruction de l'identité sociale de l'hôpital » s'est ouvert en 1991 en coïncidence avec - O symbole ! - le démarrage, attendu depuis quinze ans, de la dernière tranche de travaux sur le second site du CHG de Mulhouse, installé sur le plateau, à quelques kilomètres du parc du Hasenrain. L'ambition de la direction de l'hôpital s'est formalisée avec, d'une part, la signature avec les médecins du « projet médical 1991-1996 » qui a défini « les objectifs médicaux compatibles avec ceux du schéma d'organisation sanitaire ».

Elle s'appuie, d'autre part, sur la concertation qui s'est engagée, en 1991, dans les services de soins sur la répartition d'une enveloppe de 1 million de francs, dévolue par la direction en faveur de l'amélioration des conditions de travail. Cette consultation a débouché, en décembre 1991, sur la signature, par tous les syndicats, d'un protocole d'accord sur l'amélioration des conditions de travail. D'un montant estimé à 12,5 millions de francs sur deux ans (incluant une participation de l'Etat de 360 000 francs), ce protocole prolonge les pistes définies par le personnel : aménagement du temps de travail, achat de matériels divers, extension de la crèche de l'hôpital, initiation des chefs de service à la gestion des ressources humaines... Jusqu'à présent, les avancées réalisées ont

avant tout bénéficié aux services de soins, comme ce manque pas de le révéler au syndicaliste (FO) de l'hôpital. Il est vrai qu'il y avait urgence ! En 1991, 12 % des postes d'infirmières étaient structurellement vacants depuis deux ans. Avec plus d'une centaine de départs par an, le turnover du corps infirmier faisait de plus les 15 % tandis que le temps partiel enregistrait une progression sans précédent, et intéressait 25 % des soignants.

Consignes
orales

L'explosion de ces temps partielles qui complique singulièrement la tâche des surveillantes-chefs chargées de dresser les plannings de travail, a tendance à accroître encore l'opacité de la vie d'un service. Dans son souci de transparence et d'équité, la direction de l'hôpital a donc décidé d'évaluer le temps de travail de tout le personnel en heures mensuelles et non plus en journées forfaitaires imprécises.

Le développement de ces temps partiels correspond à une aspiration profonde des infirmières. « Elles peuvent se le permettre », précise André Fritz, directeur adjoint du CHG, nous sommes dans une région frontalière riche où le salaire de l'épouse n'est pas indispensable. En bénéficiant de trois jours de repos par semaine (dont un jour fixe connu à l'avance), la plupart d'entre elles atténuent ainsi l'incertitude qui - compte tenu d'une charge de travail aléatoire et du volume des absences - plane sur leur emploi du temps. « Cette incertitude du lendemain est vécue comme la principale contrainte du métier de soignant », explique Marc Weozler. Ce dernier réfléchit, de son côté, à la mise en place et au profil d'un réseau de remplaçants : « Il s'agit, indique-t-il, d'une sorte d'agence d'intérim interne où l'on tiendrait compte des spécificités des postes vacants : la charge de travail n'est pas la même en cardiologie et en réanimation... ».

Autre source importante de stress à laquelle s'est attaquée la

direction, la charge mentale des soignants. « Seuls 30 % de l'activité d'une infirmière sont liés à l'exécution d'une prescription médicale », rappelle Marie-France Wittmann, directrice des services de soins infirmiers. Alors que les traitements aux malades sont de plus en plus sophistiqués, les médecins se contentent souvent de quelques « consignes orales », laissant les infirmières seules juges. « Nous aimerions pouvoir discuter des protocoles de soins avec les médecins », affirme Marie-France Wittmann. De même, les infirmières souhaitent elles aussi exorciser leur angoisse face à la mort de leurs patients.

La direction espère que la préparation des nouveaux projets de service fournira l'occasion d'une telle confrontation. A condition bien sûr que l'encadrement médical joue le jeu...

Indépendant par son ampleur, la consultation sur l'affectation de 1 million de francs en faveur de l'amélioration des conditions de travail a permis « de faire enfin émerger la multitude de problèmes anodins qui usent chaque jour le personnel », se félicite Guy Richier.

Dans le service de rééducation fonctionnelle, qui accueille beaucoup de malades en fauteuil roulant, les soignants consacraient, par exemple, l'essentiel de leur temps à « porter les patients », faute d'avoir des portes de largeur suffisante et des équipements de levée appropriés. Grâce à l'enveloppe, ces derrières ont enfin pu être achetés et les futures chambres en construction sur le plateau ont cette fois été conçues « o totale concertation avec le personnel. « En un an d'études, les architectes ont dû revoir six fois leur copie pour satisfaire tout le monde », souligne André Fritz.

Le plan du futur site du plateau constitue en lui-même tout un symbole ! La lumière naturelle y occupe, paraît-il, une place prépondérante de manière à ce que le personnel sache toujours où il se situe. Une façon sans doute d'influencer les comportements de ceux qui vont y vivre.

V. D.

LIBRAIRIE

Les exclus
face à l'emploi

« Le chômage d'exclusion résiste à la fois aux améliorations du contexte économique et à l'extension des politiques d'insertion sociale et professionnelle. » Le constat du sociologue Simon Wuhl est cruel. Faut-il en déduire que le phénomène d'exclusion d'une partie des chômeurs est inéluctable ? Au-delà du perfectionnement des dispositifs existants, ne convient-il pas d'inventer de nouvelles formes d'intégration sociale, compatibles avec l'évolution de notre système productif ? Proposant un bilan détaillé des multiples formes de chômage d'exclusion, reflet d'un « dysfonctionnement profond du marché du travail », le livre analyse les limites des dispositifs mis en place à la fin des années 80. Que faut-il modifier ? Préconisant la « généralisation » des conceptions de l'insertion qui ont jusqu'ici démontré leur efficacité, l'auteur estime que le défi de la lutte contre l'exclusion ne relève pas du seul système économique. Il plaide pour une « intervention du politique », car l'Etat reste, selon lui, le seul garant d'une « performance économique » liée à l'impératif de « cohésion sociale ». Mais l'action des pouvoirs publics doit se mettre à l'abri de la « pression pour des résultats à court terme » et être capable de promouvoir la recherche en profondeur de « solutions durables », et non de solutions d'attente, dans l'« antichambre de l'emploi ».

► Les Exclus face à l'emploi, de Simon Wuhl, Editions Syros Alternatives, 298 pages, 130 francs.

« Génération ISA »

Après les livres qui racontent l'histoire de telle ou telle entreprise et qui se multiplient avec le souci de valoriser son image en interne comme un externe, voici un nouveau type d'ouvrage. Le livre consacré à l'histoire d'une grande école. Sous le titre Génération ISA, c'est Thierry Domas, rédacteur en chef de VISA, la revue des anciens élèves de l'Institut supérieur des affaires (ISA), qui inaugure cette formule pour le compte de l'Institut. Mais, parce que cette institution fondée par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris et

le groupe HEC n'a que vingt-trois ans, il fallait innover. Cela donne un somptueux ouvrage, vivant et luxueusement illustré, qui retrace l'aventure au travers de portraits, de témoignages. La sociologie, les idées et les perspectives d'avenir y sont mêlées dans un récit à plusieurs entrées qui en rendent la lecture dynamique. Au passage, bien sûr, on retrouve les grands anciens et leurs parcours professionnels...

► Génération ISA, de Thierry Domas, Editions Ronald Hira, 3, rue Saint-Aloyse, 67100 Strasbourg, 192 pages, 290 francs.

La psychologie
du travail

Cette quatrième édition mise à jour présente l'ensemble des domaines d'intervention de la psychologie du travail. Partie de l'analyse du travail et de la mesure des aptitudes, cette jeune discipline a progressivement ajouté à ses méthodes de constat des démarches plus actives : la gestion du personnel, la prévention des accidents, l'ergonomie de conception, la formation et le perfectionnement, enfin, et désormais surtout, les communications.

► La Psychologie du travail, de Pierre Jodillier, collection « Que sais-je ? », PUF, 127 pages, 40 francs.

La création
de l'inspection
du travail

Avec pour sous-titre la Condition ouvrière d'après les débats parlementaires de 1881 et 1882, cet ouvrage retrace la genèse de douze années de délibérations parlementaires au terme desquelles l'inspection du travail fut instituée par la loi du 2 novembre 1882. Suivant les étapes de la lente maturation de cette loi, l'auteur, William Grossin, docteur en sociologie et ancien chercheur au CNRS, a le souci de présenter la réalité sociale de l'époque, consacrant notamment un chapitre entier aux conditions de travail des femmes et des enfants.

► La Création de l'inspection du travail, de William Grossin, collection « Logiques Juridiques », L'Harmattan, 256 pages, 130 francs.

هناك من العمل

INITIATIVES RENDEZ-VOUS

TRIBUNE

Hoover : une sacrée « affaire »

par Gérard Lyon-Caen

L'ANALYSE juridique peut aider à froidement prendre la mesure de l'« affaire Hoover ». Avant tout, on se trouve en présence d'un licenciement économique de caractère collectif soumis à la loi du lieu de travail, la loi française. Le juge sera saisi et se posera la question suivante : y a-t-il une cause économique à l'origine du licenciement ? Réponse probable : non, puisqu'il n'y a pas suppression mais déplacement des emplois. Au surplus, la jurisprudence oblige l'employeur à procéder au reclassement des salariés dans les autres établissements du groupe. Les avocats des salariés devront donc imposer que prioritairement leur soit offert un reclassement en Ecosse. Le plan social pourrait comporter des mesures d'aide au transfert de résidence et à la réinstallation... Cela coûtera cher, l'effet de la règle juridique française.

Ce qui coûtera plus cher encore à la direction, ce sont les indemnités pour un licenciement économique dépourvu de cause réelle et insuffisamment assorti de mesures d'accompagnement social. Sans parler du reste, les avocats sont en général trop modestes dans leurs demandes d'indemnités. Ce licenciement doit être évalué dans le cadre du droit communautaire. Une entreprise jouit certes de la liberté d'établissement (encore qu'extérieure à la Communauté).

Mais, s'il est vrai (et un dossier doit bien exister quelque part au ministère des affaires européennes, et quelques rares juristes s'y rencontrent dans les couloirs) que les autorités régionales ou locales ont reçu, comme il est fréquent, des subsides du Fonds européen de développement régional (FEDER), un des fonds structurels de la Communauté, quel qu'un s'est trompé quelque part. Ce fonds doit aider les régions en retard à se développer en favorisant la création d'emplois afin d'assurer une plus grande cohésion économique et sociale (art. 130 A et S du traité de Rome modifié par le traité de Maastricht).

MAIS y a-t-il eu création d'emplois en Ecosse ? Evidemment non : il y a eu transfert, ou comme on dit dans le jargon, délocalisation. D'où détournement de procédure et détournement des fonds communautaires. D'où éventuellement encore responsabilité de la Communauté. On s'étonne que personne n'ait saisi la Cour européenne des comptes. Les salariés concernés s'adresseront à la Cour de justice sur la base de l'article 215 du traité. Les entreprises n'ont pas le monopole d'utilisation de cet article.

Eufio, il existe dans ce litige un aspect syndical. Le Royaume-Uni n'a pas ratifié le protocole social de Maastricht, et tout le monde a bondi sur cette circonstance, qui

pourtant ne joue ici qu'un rôle second. Mais il existe une Confédération européenne des syndicats (CES). Elle a là une magnifique occasion de rappeler son existence à l'opinion. Non pour négocier avec les organisations d'employeurs (encore qu'il ne soit pas interdit de rêver), mais pour arbitrer d'urgence ce qui apparaît bien être un différend entre ses propres adhérents. Si les syndicats britanniques ont consenti des avantages alléchants à leur nouvel interlocuteur (ce que le dossier doit clairement établir), alors ils doivent être confrontés par la CES à leurs homologues français. Celle-ci doit établir un code de conduite parmi ses propres adhérents et le faire respecter disciplinairement. Faute de quoi l'Europe (ne l'appelons pas sociale, de grâce) se résoume dans la concurrence entre entreprises à base de réduction progressive des coûts salariaux.

L'arrêt du Port de Gênes (Cour de justice 10 décembre 1991, Meri c. Siderurgia) vient d'en faire l'irréfutable thèse. Conclusion très provisoire : la liberté de manoeuvre est entière à l'intérieur de la CEE, mais le prix à payer doit être lourd pour tous. Quasi dissuasif. Quelle autre logique ?

► Gérard Lyon-Caen est professeur de droit à Paris-I et auteur d'un rapport sur les libertés individuelles dans le travail.

ÉCHOS

Mythes et réalité du management

■ Le Groupement pour la recherche et l'analyse des technologies, GRANYTECH, organise, le 5 mars, une journée consacrée aux pratiques actuelles en matière de management et intitulée « Mythes et réalité du management ». Y participeront des responsables d'entreprise, des cadres, des formateurs et des chercheurs autour de quatre thèmes : la formation et le management, la communication et l'entreprise, la psychanalyse et l'entreprise, le social dans l'entreprise.

► GRANYTECH, 40-42, rue Barbès, 92120 Montrouge. Tél. : 40-84-81-62 / 40-84-81-63. Lieu : Hôtel Guang Dong, Chinagora, 1, place du Confluent-France-Chine, 94147 Alfortville Cedex.

Nouveau service de la statistique au ministère du travail

■ Prévue de longue date, une réforme est intervenue officiellement le 17 janvier au ministère du travail avec la création d'une nouvelle direction de l'animation, de la recherche, des études et de la statistique (DARES). Celle-ci, qui est dirigée par Claude Sabel, inspecteur général de l'INSEE, remplace l'ancien Service des études et de la statistique (SES) dont Paul Koepff était le directeur. Cette nouvelle direction comprend 145 agents et dispose de 40 millions de francs de crédits d'études. Ses compétences sont élargies, notamment pour l'analyse des problèmes de travail, d'emploi et de formation professionnelle, ainsi que pour l'évaluation des politiques menées dans ces domaines. En particulier, une cellule d'analyse économique est prévue.

Entreprises d'insertion : sensibiliser les réseaux bancaires

■ Pour sensibiliser les réseaux bancaires à la nécessité de lutter contre l'exclusion, M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, et M. Martine Aubry, ministre du travail, ont réuni dix-huit dirigeants de grandes institutions financières. Ceux-ci ont manifesté de l'intérêt pour les entreprises d'insertion et ont décidé de désigner un correspondant national au sein de chaque réseau qui aura pour mission de familiariser les banques avec les structures d'insertion par l'activité économique, et de mettre en œuvre des expérimentations sur le terrain. Cela correspond au souhait de M. Claude Alphandéry, président du Conseil national de l'insertion par l'activité économique (CNAIE).

qui militait pour ce rapprochement. Les entreprises d'insertion ont permis à 450 000 personnes de retrouver la chemin de l'emploi et ont fourni, en 1992, l'équivalent de 40 000 postes de travail à temps plein.

Deux séminaires Orient'Action

■ L'association Orient'Action à Niort, qui s'est fait connaître en organisant des rencontres nationales régulières entre formateurs et responsables d'orientation, a entrepris de décliner ses interventions. En mai, elle organisera ses premiers séminaires de printemps avec deux séminaires. Le premier, du 26 au 28 mai, s'adresse aux chefs d'entreprise et abordera le thème de « La gestion des carrières ». Le second, du 24 au 28 mai, qui vise les animateurs, les formateurs, les conseillers, les éducateurs et les enseignants, sera consacré à « Une méthode pour créer une dynamique d'insertion professionnelle ». Dans les deux cas, l'animation sera assurée par Jacques Limoges, professeur à l'université de Sherbrooke (Québec), auteur de la méthode dite du « trèfle chanceux ».

► Orient'Action, 4, boulevard Louis-Tardy, 79000 Niort.

L'emploi des cadres en janvier : morosité

■ Selon l'APEC (Association pour l'emploi des cadres), qui publie son indicateur mensuel sur l'évolution du marché du travail des cadres, le mois de janvier se caractérise par la « morosité ». En données corrigées, le volume des propositions de postes publiées dans la presse a été très légèrement supérieur à celui du mois de décembre. Avec 2 972 postes offerts, la tendance est cependant moins favorable en données brutes, la baisse étant de 32 % par rapport à l'en dernier. En janvier 1990, pour rappel, il y avait eu 8000 propositions d'emploi.

Enquête sur les ingénieurs

■ Le Conseil national des ingénieurs et des scientifiques de France (CNSIF) vient de lancer sa onzième enquête sur la situation des ingénieurs et des scientifiques. Ceux-ci, qu'ils soient en activité ou en retraite, ont jusqu'au 15 mars pour répondre à ce questionnaire. Cette étude, réalisée avec le concours de l'INSEE, est adressée à 150 000 personnes et restitue, d'ordinaire, une masse fructueuse de renseignements sur une catégorie professionnelle importante. Elle sert notamment de référence pour les directions des ressources humaines.

► CNSIF, 7, rue Lamennais, 75008 Paris. Tél. : 44-13-66-88.

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible au TAPANT directement : 3615 LEMONDE. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 45-46-16-20. STAG'ETUD 12, av. Raspail, 94257 Gentilly Cedex, tél. : 49-08-99-99.

GESTION

o Lieu : Aix-en-Provence. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, DUT logistique ECS, convention de stage. Mission : mise en place d'une procédure de contrôle de gestion du matériel d'équipement, étude de rentabilité. 04064.

COMPTABILITÉ

o Lieu : Lyon. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, BTS comptabilité ou gestion, connaissance Macintosh, Word 55, Works, convention de stage. Mission : gestion, saisie comptabilité, mise en place fichier client sur informatique, réorganisation administrative. 04120.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 5 000 F. Profil : bac + 4, ES5, maîtrise comptabilité, connaissance gestion, comptabilité, bilan prévisionnel convention de stage. Mission : établissement budget, bilan prévisionnel après études de motivations données. 04076.

PERSONNEL

o Lieu : Lille. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1, connaissance de fonctionnement de l'entreprise, convention de stage. Mission : recrutement, gestion et mise à jour de fichiers, contacts téléphoniques avec les candidats, gestion des entretiens. 04119.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1, ressources humaines, connaissances Word Perfect, dactylo, notions d'anglais, convention de stage. Mission : traitement des demandes d'emploi, suivi formation professionnelle, classement divers, participation à la préparation de la rédaction du CE. 04096.

o Lieu : Cachan. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 30 % du S.M.C. Profil : bac + 2, connaissance micro-informatique et gestion des ressources humaines, convention de stage. Mission : participer à l'élaboration du bilan social et à la mise en place d'un module de gestion de la formation sur logiciel Héra. 04096.

MARKETING

o Lieu : Lyon. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : non rémunéré. Profil : bac, convention de stage. Mission : prospection téléphonique auprès de notaires et avocats pour prise de rendez-vous et constitution d'un fichier. 04128.

o Lieu : Cernay (68). Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac, connaissances génie mécanique ou techniques de commercialisation, convention de stage.

Mission : étude de marché, vérifier implantation de la gamme outils sur départements limitrophes (88,90,67) par téléphone et enquêtes sur le terrain. 04124.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Profil : bac + 2, ESC/ESSEC/EAP/BTS commerce international, convention de stage. Mission : étude de motivation dans ambassades et auprès des écoles de commerce de France, suivi et développement de la clientèle. 04077.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, marketing, convention de stage. Mission : études de marché, test et recherche documentaire. 04078.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac, anglais et allemand courant, convention de stage. Mission : travailler sur la création et l'implémentation d'une lettre professionnelle en anglais sur le parrainage d'entreprises. 04032.

VENTE

o Lieu : Marseille. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : commissions. Profil : bac, action commerciale, notions d'informatique sur Word. Mission : collaboration et assistance au démarchage commercial, constitution de fichiers clients, téléphonage, prise de rendez-vous, présentation de la société. 04112.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac, première expérience de la vente, convention de stage. Mission : promouvoir un produit par des animations. 04110.

INFORMATIQUE

o Lieu : Marolles (59). Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, informatique, bases de données, langage Pascal, convention de stage. Mission : étude et réalisation d'un logiciel de gestion documentaire au sein du service travaux. 04118.

o Lieu : Colmar. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, informatique, programmation systèmes MSDOS réseaux locaux. Mission : développement d'applications de gestion, analyse, programmation, maintenance. 04142.

o Lieu : Aix. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, MAGE, convention de stage. Mission : étude de rentabilité concernant la taxe sur le transport. 04063.

COMMUNICATION

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois à plus. Ind. : 1 500 F/mois. Profil : bac + 4, communication, commerce, économie, connaissance des médias, bon niveau d'anglais, convention de stage. Mission : assistant(e) consultant revue de presse, fichiers, recherche documentaire, contacts presse. 04054.

Word 5, Excel 4, PAO, convention de stage. Mission : effectuer des missions de communication, capacités relationnelles et rédactionnelles. 04099.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 2 000 F. Profil : bac + 2, ESC, communication, convention de stage. Mission : organiser et développer un centre de documentation de la société, suivi des dossiers dans le domaine de la régulation. 03955.

SECRETARIAT

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, BTS secrétariat, tourisme, connaissance informatique et langues, convention de stage. Mission : frappe de courrier, envoi de documentation, aide diverse et traduction. 04130.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : ticket restaurant. Profil : BTS secrétariat, bilingue, TTX si possible, Works et Wordperfect, convention de stage. Mission : répondre au téléphone, dactylographie en anglais et français (CV, cor-

respondance mailing), classement et prospection téléphonique. 04124.

o Lieu : La Défense. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % S.M.C. + participation frais de repas. Profil : bac + 1, bureautique, secrétariat, TTX si possible, convention de stage. Mission : tâches administratives, participer aux tâches du service salariale, déclarations salariales, prévoyances, charges sociales. 04137.

o Lieu : Courbevoie. Date : immédiat. Durée : 6 mois (18 semaines), Ind. : 35,50 F/heures. Profil : bac C1 indispensable, TTX, frappe de tableaux. Mission : frappe de courriers et de tableaux au service comptabilité clients. 03785.

o Lieu : Bagnolet. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1 700 F/mois + ticket restaurant. Profil : bac + 2, BTS secrétariat bureautique, Word 5 et anglais, convention de stage. Mission : préparation et envoi des dossiers d'inscription aux rencontres chorégraphiques internationales. 04131.

HOTELLERIE

o Lieu : Barr (67). Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 1 300 F. Profil : bac, convention de stage. Mission : comptabilité gestion, suivi budget, accueil clients, gestion hôteliers sur informatique. 04123.

o Lieu : Barr (67). Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 1 300 F. Profil : bac, convention de stage. Mission : participation à l'élaboration de menu, fabrication, service en salle, gestion des stocks, économie, vins. 04121.



INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Congé individuel de formation CADRES SALAIRES

L'Institut de Gestion Sociale vous propose en 1993, dans le domaine du MANAGEMENT ET DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, des stages de formation à temps plein (3 à 6 mois).

- Niveau : Bac + 3/4, expérience professionnelle :
- Direction de Personnel et Formation à la Gestion Sociale (1)
 - Management et Développement des Ressources Humaines (2)
 - Management européen des Ressources Humaines (3)
 - Informatique et Gestion du Personnel (4)
 - Gestion du Recrutement, de l'Emploi et des Carrières (5)
- Niveau : Bac + 2, expérience professionnelle :
- Assistant administratif à la Direction des Affaires Sociales (6)
- Session : automne 1993

RECRUTEMENT IMMEDIAT

Programme et/ou rendez-vous à IGS, Mme Poirée, 120 rue Danton, 92300 Levallois-Perret. Tél. 47 57 31 41

Je souhaiterais recevoir une documentation sur la (ou les) formation (s) suivante (s) n° _____

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Téléphone : _____
Fonction : _____

Le Monde 23/02/93

Le Monde
ÉDITIONS

Voyage à l'intérieur de l'Eurocratie

Jean de La Guérivière
Pour enfin comprendre comment fonctionne l'Europe, cette formidable machine qui, si vous ne vous intéressez pas à elle, n'a pas attendu Maastricht pour s'occuper de vous.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

CARRIÈRES INTERNATIONALES

LA DIRECTION
TECHNIQUE
de notre
Groupe chimique
recherche son

Adjoint

Dans un contexte important de protection de l'environnement et de réglementation, vous aurez, sous l'autorité du Directeur technique, la responsabilité de la coordination et de l'animation des actions de préparation et de mise en œuvre des budgets des différentes usines implantées dans le monde.

A 35/40 ans environ, de formation supérieure ingénieur (chimie, pharmacie, ...) vous avez une solide expérience de l'encadrement et de la gestion en milieu industriel comme responsable d'un centre de profit.

Dynamique, enthousiaste, ce sont avant tout vos qualités de manager et votre charisme qui vous permettront de réussir dans cette mission très motivante qui nécessite une grande disponibilité.

Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable et une deuxième langue très appréciée.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous Réf. AM à M. CHALLAN, Le Grand Parc, 5 allée des Chevreuils 91800 BRUNOY, qui nous fera suivre votre dossier avec une discrétion assurée.

General Electric Information Services is a leading worldwide supplier of network-based value added services which integrate data processing and data communications.

The European Legal Operation located in London has legal responsibility for a wide range of activities in support of the Marketing, Sales and Support organisations including complex transactions for the marketing and sales of network-based services and related software development, the acquisition of software and services which support such marketing and sales, the structuring of service offerings and business alliances, intellectual property matters and distributor relationships. We search for this department a

COMPANY LAWYER

We have an opening in the Legal Operation for a lawyer with at least 5 years' of broad-based legal experience (preferably in a civil law practice) with substantial knowledge of general commercial law, competition law, products liability law, and a working knowledge of computer and intellectual property law. Ideally, candidate should be fluent in at least one European language (preferably German or French) plus English. Attractive salary + benefits.

Interested candidate should forward a complete CV to Colette Hunter, General Electric Information Services, 7th floor, 3 Shoredlands, Hammersmith, LONDON W68BX, or fax on +44 81 846 8782



GE Information services

EST
L
O
N
D
O
N

Au sein de notre groupe agro-alimentaire international, nous exprimons par notre savoir-faire, la qualité, la productivité et la rentabilité, dans la transformation de matières premières. Auprès de notre Directeur Technique, nous créons un poste d'

Adjoint
Directeur de Production

De formation INGÉNIEUR ENSIA, ENSBANA, ENSAIA, ..., confortée par une expérience de plus de 5 ans, en fabrication, dans la biotechnologie ou tout autre secteur de pointe de l'agro-alimentaire.

Au regard du plan de charge, il assume la responsabilité globale de la production, dans l'exigence de la qualité, à la recherche constante de l'optimisation de la productivité, dans le respect des équilibres de gestion.

Pour exercer cette responsabilité, nous recherchons un homme d'action et de dialogue, rigoureux dans sa démarche, à l'écoute des besoins de la clientèle et convaincu de la nécessité d'une bonne harmonisation du travail d'équipe.

Pratique de la langue italienne exigée, pour ce poste basé en ITALIE du Nord.

Adresser lettre + photo + CV sous réf. 716/LM



à J.M. CLOAREC - ACP
1, rue St Marc - 29000 QUIMPER
Tél. : 98.53.50.51.

BUREAU D'ÉTUDES BELGE DE PREMIER PLAN

recherche pour un poste longue durée
en Europe centrale

UN CONSEILLER EN POLITIQUE AGRICOLE

- Il sera proche du Ministre et appelé à travailler avec des nationaux et des consultants étrangers.
- Le candidat idéal a 40 ans minimum, une bonne connaissance de l'économie planifiée et de l'économie organisée de marché.
- Il a une bonne expérience de l'élaboration et du suivi des politiques agricoles.
- Il parle et écrit couramment l'anglais.

Envoyer d'urgence lettre et candidature et CV par fax au
+ 32-2-848-75-38

LES DIRIGEANTS

Direction Générale

Direction Générale Adjointe - Secrétariat Général

LA COMMISSION DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

procède actuellement à une sélection de candidatures en vue de constituer une liste de réserve pour des emplois dans la carrière AGAS (2 ou 3 postes à pourvoir) pour des activités concernant la politique scientifique et technologique de la Communauté, ainsi que le programme-cadre

Agent Scientifique

APPLICATIONS DE LA TELEDETECTION
(ELECTRONIQUE, ELECTROMAGNETISME OU PHYSIQUE)
COM/RA/109

TACHES : Au sein de l'équipe chargée de la conception des expériences et du traitement et de l'analyse des données pour le nouveau Laboratoire européen de signature microscopique (EUSL) ; il aura différentes activités expérimentales à l'EUSL, principalement en ce qui concerne les mesures multistatiques RCS, antennes, CEM et polarimétrie ; il sera au point et essaie de nouvelles techniques de mesure et d'étalonnage ; il traitera et analysera les données et les résultats de mesures obtenus à partir de modèles théoriques de l'interaction entre les ondes radar et le cible.

FORMATION : Diplôme universitaire en électronique, électromagnétisme ou physique. PROFIL : Connaissance poussées et grande expérience de la recherche dans les domaines suivants : la théorie générale de l'électromagnétisme ; la théorie et mesure des hyperfréquences ; les techniques d'étalonnage des radars polarimétriques ; la diffusion des hyperfréquences et techniques de formation d'images par hyperfréquences ; l'expérience pratique (au moins trois ans) en matière de mesures par hyperfréquences en laboratoire ; la connaissance pratique d'UNIC ; l'expérience en matière de programmation en HP-Basic, FORTRAN et C.

CONDITIONS GÉNÉRALES : Contrats : contrats temporaires de durée déterminée (maximum 12 mois). Nécessité : les candidats doivent être ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne. Lieu d'affectation : les fonctionnaires et agents de la Commission peuvent être affectés dans tous les endroits où existent des services de la Commission, c'est-à-dire très souvent dans d'autres pays que leur pays d'origine. Age : les candidats doivent être nés après le 22/04/1957. Des dérogations à la limite d'âge sont prévues pour les agents temporaires des Institutions des Communautés européennes. Des dérogations sont également octroyées en compensation de services obligatoires (militaire ou autres), du temps consacré à l'éducation d'enfants, ou d'une infirmité. Les modalités seront exposées dans les documents que recevront les candidats. Connaissances linguistiques : les candidats doivent impérativement avoir une bonne connaissance de l'anglais et une connaissance suffisante d'au moins une des autres langues officielles de la Communauté (allemand, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais ou portugais). Délai d'introduction : les formulaires de l'acte de candidature doivent être demandés par écrit à l'adresse suivante : CCE, Secrétariat des comités de sélection recherche, 50/54, rue de Sully, 10-1040 Bruxelles, Belgique (tél. : 32 2238 58 90 - télécopieur : 32 2238 22 39). Ils doivent être renvoyés, dûment remplis et signés, à l'adresse précitée, avant le 22/04/1993, le cachet de la poste faisant foi. La candidature de fonctionnaires des Institutions européennes n'est pas recevable. La Commission applique une politique d'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

GROUPE EUROPÉEN recherche le

Patron

de son pôle français
spécialisé dans l'installation électrique
et les automatismes industriels.

Ce poste basé en proche banlieue parisienne, suppose :
- d'une part une solide formation d'ingénieur en Electro-Mécanique,
- d'autre part une expérience réussie de direction.

Ce dirigeant devra s'appuyer sur l'expertise technique du groupe pour créer les synergies indispensables au développement des activités dont il aura la charge.

L'activité génère à ce jour en France un volume de l'ordre de 300 MF à travers des agences et des filiales.

Envoyer CV détaillé sous réf. 146 à COMMUNIQUE 50/54, rue de Sully - 92513 Boulogne Billancourt CEDEX qui transmettra.

DIRECTEUR
DES OPERATIONS

Nous sommes la filiale française d'un important Groupe International aux activités diversifiées : chimie, emballages plastiques, résines synthétiques, etc.

Rattaché au Manager européen, vous prenez en charge la responsabilité opérationnelle de notre filiale (100 personnes - 110 millions F de CA). Vos objectifs : poursuivre et accentuer le développement en vous impliquant personnellement dans le marketing-vente, assurer le management de la filiale en prenant en compte la production, la gestion et la recherche technologique.

Ingénieur chimiste, âgé de 35/40 ans, vous possédez une expérience des secteurs industriels du type spécialités chimiques, matières plastiques, peintures ou enduits de surface. Vous avez également l'expérience d'une Direction Commerciale ou des Ventes, et 3 à 5 ans de management d'une entité industrielle. Anglais indispensable.

Le poste est situé dans une ville agréée à 150 km au sud de Paris.

Merci d'adresser lettre, cv et photo sous réf. 3/980 à BERNARD JULHIET - 79/83 rue Baudin 92309 Levallois Perret Cedex.

Membre du Syndicat

BERNARD JULHIET
CONSEIL ET DEVELOPPEMENT

هنا من العمل

هكمن النحل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 3 mars 1993 31

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute Technologie

WINDOWS NT le plus beau cadeau que vous puissiez faire à votre carrière



Après le succès de Windows 3.1 et Windows pour Workgroups, Microsoft élargit son offre aux stations de travail et à l'informatique d'entreprise, et prépare le lancement de son nouveau système d'exploitation Windows NT.

En alliant portabilité et performances, Windows NT permet aux utilisateurs de décupler le potentiel de l'univers Windows. Bientôt des millions de Windows NT seront utilisés par nos clients et Microsoft constitue dès aujourd'hui l'équipe de professionnels qui sauront leur apporter l'assistance technique sur ce nouveau produit.

Ingenieurs Support Windows NT

Votre mission : assurer l'assistance téléphonique et télématique de Windows NT auprès de nos clients, de l'utilisateur final aux grands comptes, et leur faire découvrir toutes les potentialités d'un système d'exploitation multitâche qui apporte des fonctions avancées d'administration réseaux et de messagerie. Votre profil : Bac + 4/5 en informatique, vous êtes débutant ou vous possédez une expérience dans l'environnement micro, mini ou UNIX® en tant qu'administrateur réseaux ou ingénieur système.

Une expérience dans le support technique aux utilisateurs serait un plus. Bien évidemment vous maîtrisez l'anglais. Si votre passion pour la technique rejoint votre goût du service, si vous voulez participer à la formidable aventure de Windows NT au cœur de la stratégie Microsoft, rejoignez-nous aux Ulis (banlieue sud-ouest de Paris). Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence 214 à Microsoft France - Direction des Ressources Humaines - 18, avenue du Québec - 91957 Les Ulis Cedex.

Microsoft

LES LOGICIELS QUI DONNENT DES AILES.

*UNIX est une marque déposée.

Un partenaire européen pour des télécommunications mondiales

Ingenieur Support Telecom et Produits

BT est un des plus grands opérateurs de télécommunications dans le monde. Nous offrons aux grandes entreprises des solutions de télécommunications. Pour notre CENTRE EUROPEEN DE SUPPORT CLIENTELE, nous recherchons un jeune Ingenieur Support Telecom et Produits.

Vos responsabilités : ☐ au sein d'une équipe, vous intervenez du centre ou sur site en Europe sur toute la gamme de nos produits : support technique, suivi et résolution des problèmes clients, étude et détermination des dysfonctionnements, contrôle des performances réseaux ☐ d'éventuels courts déplacements sont à prévoir en Europe et aux USA (formation et interventions).

Vous avez : ☐ une formation supérieure enrichie d'une première expérience en Systèmes et Réseaux de Télécommunications, avec une orientation marquée pour le support clientèle : transmission de données (X 25, SNA, TYMNET...), réseaux numériques (multiplexeurs, modems...) ☐ un bon niveau d'anglais ☐ même débutant, une forte motivation.

Nous vous offrons : ☐ une excellente formation pour accéder au niveau de connaissances requis ☐ un travail en équipe ☐ des perspectives de progression.

Pour un entretien individuel avec la société, adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à notre conseil EUROMAN / OPTÉAMAN - 114 bis rue Michel Ange 75016 PARIS - Fax (1) 40 71 28 41 indiquez la référence 2060

La Défense

BT

GRANDE BANQUE A PARIS

Responsable Service Lots Techniques Bâtiment

Ce service technique : génie climatique, électricité, automatismes et GTC, a principalement la responsabilité, en tant que maître d'ouvrage ou d'oeuvre, de la conception et de la réalisation des installations techniques de nos bâtiments administratifs et informatiques.

Il joue un rôle important dans l'évolution de nos choix techniques et l'utilisation de nouvelles technologies, à toutes les phases de la vie de nos immeubles.

Nous souhaitons en confier la responsabilité à un ingénieur généraliste (AM, ECAM, ICAM, INSA...) d'environ 35 ans, idéalement avec double expérience : BE lots techniques et travaux neufs - Maintenance, en tertiaire ou industriel.

Merci d'écrire (CV, salaire actuel) sous réf. 3021 à

Gallos & Associés

116 Champs Elysées,
75008 PARIS.

Vous avez
5 ans
et plus
d'expérience
dans le

SECTEUR
PETROLIER.

Rejoignez-
nous...

AITEC

Nous recherchons pour des postes basés en Région Parisienne (anglais souhaité)

• 2 INGENIEURS DE PROJET (généraliste, mécanique ou C.C.)

• 1 CGST CONTROLLER (cost estimating)

• 1 INGENIEUR PLANNING (outil : Artémis 6 000)

• 1 INGENIEUR MARCHES (de l'appel d'offres au règlement des claims)

• 2 RELANCEURS (Expediting auprès des principaux fournisseurs)

• 1 INGENIEUR MACHINES TOURNANTES

• 1 INGENIEUR INSTRUMENTISTE

Merci d'adresser rapidement votre dossier sous réf. 203 à AITEC Ingénierie - 8 Parc Club Ariane - 78284 GUYANCOURT Cedex (fax 30.80.80.83)

SECTEURS DE POINTE



Les achats passent à la vitesse numérique

La mobilité est la raison d'être de nos produits, des terminaux et des réseaux de radiotéléphonie publics et privés. C'est aussi l'état d'esprit qui anime les 1 500 collaborateurs d'Alcatel Radiotéléphone. De la conception à la commercialisation, ils maîtrisent toute la chaîne. Nous vous proposons de contribuer au développement international du numérique (GSM) et d'accroître la valeur ajoutée de nos achats, au sein d'une filiale du numéro un mondial des télécommunications.

CHEF DE GROUPE ACHATS "CIRCUITS"

Vous animez une petite équipe d'acheteurs en composants de terminaux de radiotéléphonie. Vous assurez la responsabilité des achats de très haute technologie de ce secteur, en étroite collaboration avec le BE et les ingénieurs prescripteurs. Ingénieur de formation, vous bénéficiez d'une expérience de 5 à 7 ans en achats de composants électroniques. Vous maîtrisez l'anglais et vos aptitudes relationnelles sont indéniables. (Réf. A 301)

INGENIEUR ACHETEUR "CIRCUITS"

Sous l'autorité du chef de groupe achats, vous assurez les achats de composants électroniques entrant dans la fabrication de nos radiotéléphones. Ingénieur de formation, vous justifiez de 3 à 4 ans d'expérience achats de ces produits en secteur grand public et/ou produits grand public. Vous maîtrisez l'anglais. (Réf. A 302)

Ces deux postes sont basés à Colombes [92].

ALCATEL

RADIOTELEPHONE
La communication au cœur de l'action.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et CV en précisant la réf. choisie à notre Conseil :
APPIA - Lucie MOURY - 5, rue Delarue - 92120 Montrouge.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIEURIE
DANS LE SECTEUR PÉTROLE ET GAZ
RECHERCHE POUR DIRIGER UNE IMPORTANTE
OPÉRATION DE RÉNOVATION D'UNE USINE DE
LIQUÉFACTION DE GAZ NATUREL À L'ÉTRANGER, UN

DIRECTEUR DE CHANTIER

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur, vous maîtrisez parfaitement la direction de travaux TCE dans l'industrie pétrolière ou pétrochimique (10 ans d'expérience minimum).

Nous vous confions aujourd'hui une mission d'envergure sur un chantier complexe de 3 ans (plusieurs millions d'heures) dont vous coordonnerez toute la réalisation. En étroite collaboration avec le client étranger, vous serez responsable de l'organisation humaine, financière et technique du chantier et dirigerez les entreprises sous-traitantes.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature sous référence 47615 à ORGANISATION ET PUBLICITÉ
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

SAGERI
filiale du Groupe GRAS-SAVOYE
bénéficie d'une forte notoriété et est reconnue pour la qualité de ses prestations de conseil en Risk Management.
Dans le cadre du développement de son activité
"Evaluation des risques de pollutions
ou d'attentes à l'environnement"
elle recherche :

**INGENIEUR
GRANDE ECOLE
(Mines de préférence, Centrale, Ponts, etc...)
SPECIALISTE ICPE**

A 27-35 ans, vous justifiez d'une expérience réussie de 3 ans minimum dans le domaine de la pollution, des déchets et des atteintes à l'environnement en milieu industriel. Vous possédez une bonne connaissance de la législation nationale et européenne relative à ces domaines.
Dans le cadre de votre mission d'Ingénieur Conseil, vous serez intégré à l'équipe chargée de l'audit et de l'analyse des risques environnementaux. Vous participerez également au développement d'un produit RG Pollution.
Vous êtes bilingue ou trilingue.
Ce poste basé en région parisienne, nécessitera de votre part une bonne mobilité géographique.
Adressez votre dossier de candidature détaillé (CV, photo, prétentions) sous réf. AA JCL/8 à :
SAGERI - Direction des Ressources Humaines
2, rue Ancelle 92202 NEUILLY S/ SEINE.
Discretion assurée.

Sageri
SOCIÉTÉ D'ASSURANCE A LA GESTION DES RISQUES

Responsable du département grands comptes Division télécommunications

Grand constructeur
européen de
télécommunications,
nous développons
notre savoir-faire
dans la conception,
la réalisation et
la mise en œuvre
de réseaux de
communications
et de transmissions.

A ce poste de management d'une équipe et de négociation de haut niveau, vous :

- créez des marchés auprès de clients désireux d'ouvrir des réseaux et services pour le public, et négociez les réseaux complets "clés en main";
- développez et gérez la commercialisation des "systèmes de transmission en France auprès de sociétés qui utilisent des réseaux pour leurs besoins propres, ou souhaitent compléter leur offre.

Ingénieur Grande Ecole (X, TELECOM, ...), vous désirez évoluer dans un grand Groupe. Vous justifiez d'au moins une première expérience de management et de commercialisation de réseaux "clés en main" à haut niveau. La connaissance de l'anglais est souhaitable.
Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature, en mentionnant votre niveau actuel de rémunération, sous référence 9311, au 7 rue de Monceau, 75008 Paris.



Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT : UNE NOUVELLE EXIGENCE !

Société d'ingénierie, filiale de plusieurs groupes pétroliers, notre savoir faire dans le domaine des sciences de la terre, reconnu dans de nombreux pays, nous a conduit, naturellement, à développer des interventions dans le secteur de l'environnement. La réussite dans notre diversification nous autorise de réelles ambitions et implique de renforcer nos équipes par le recrutement de deux nouveaux collaborateurs.

Au sein du département Environnement, nous vous proposons deux postes de chefs de projets dotés d'une très large autonomie. Le premier intervient sur des problèmes de pollution : études de dépollution avec traitements physico-chimiques, réhabilitation de sites (friches industrielles, décharges), études de mise en décharge ou de traitement de déchets... Le second est plus orienté risques : études d'impact, de danger ou de risques, audits environnement, études de déchets, impliquant l'utilisation d'outils de modélisation.

Ingénieur génie chimique ou biochimiste, vous suivez depuis une dizaine d'années les problèmes liés à l'environnement, de préférence dans l'industrie. Vous connaissez parfaitement la législation et les aspects techniques liés à la pollution et aux risques industriels. Bon négociateur, vous développerez facilement l'une des deux activités dans un secteur porteur et dans une entreprise très performante où le climat social est excellent. Claude DOS REIS, associé de Sirca, étudiera votre candidature. Adressez lui un résumé de carrière et une lettre de motivation sous réf. 506 251 LM à Sirca - 140 Bd Haussmann - 75008 Paris.

SIRCA
ANTICIPER LA RÉUSSITE



Nous recherchons pour nos activités d'ETUDES et de REALISATION

INGENIEUR CHEF DE PROJET

Vos connaissances techniques (contrôleurs de feux, stations de recueil de données, panneaux à messages variables, vidéo, télétransmission, centralisation...) et votre expérience confirmée dans le domaine de la régulation de trafic vous amèneront à prendre en charge des réalisations de grande envergure.

Nous vous offrons l'opportunité de faire valoir et d'enrichir vos compétences dans des secteurs passionnants et en pleine expansion.

Merci d'adresser vos candidatures à l'attention de Monsieur RANDRETSA - SEMERU - 34 rue Charles Pékery - 91178 VIRY CHATILLON Cedex

XLOGX, spécialiste de l'administration système UNIX recherche dans le cadre de sa collaboration avec EDF en région parisienne ou en Savoie, des :

INGENIEURS INFORMATIENS

- Grandes Ecoles ou Université, vous êtes débutants ou confirmés.
- Vous maîtrisez l'un des domaines suivants :

ADMINISTRATION SYSTEME UNIX ou DOS
DEVELOPPEMENT C. FORTRAN - PASCAL

Merci d'adresser votre dossier de candidature à J.F. ROGHEMAN
XLOGX - 6 bis Place Charles de Gaulle - 78190 Montigny-Le Bretonneux - Saint-Quentin-en-Yvelines.

هناك العمل

Responsable
partement grands comptes
Division Telecommunications

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Marketing - Vente - Commercial



INSTALLATIONS
DE BROUAGE
CONCASSAGE
CRIBLAGE ET PREPARATION
DE MATERIAUX.

Constructeur reconnu et réputé, nous bénéficions de l'appui d'un groupe puissant d'envergure mondiale nous ouvrant de nouvelles perspectives qui font de nous désormais un généraliste complet dans la discipline, ce qui nous permet d'aborder de nouveaux marchés importants. C'est dans ce contexte que nous recherchons notre

Ingénieur d'Affaires Grands Comptes

Votre mission : en liaison avec la Direction Générale, vous prospectez et suivez une importante clientèle à haut niveau de carrières, cimentiers, d'exploitants de minerais, BTP..., pour leur vendre nos équipements et solutions complètes ainsi que notre nouvelle gamme.

Votre profil : homme de terrain, autonome, relationnel et réalisateur, vous savez négocier des affaires conséquentes selon des cahiers des charges complexes. La pratique de l'anglais ou l'allemand serait un plus.

Votre goût du challenge pour conquérir de nouveaux marchés et introduire de nouveaux produits dans un contexte concurrentiel, celui de vous investir et évoluer dans une société solide et qui progresse significativement nous intéressent. Pour établir un premier contact, nous vous remercions de bien vouloir adresser un dossier complet de candidature (lettre manuscrite + CV+photo) à notre Conseil en Recrutement sous la référence 630/MDE.

Ce poste est basé en Ile de France.

Une confidentialité totale vous est garantie.

REUTER

Nous sommes leader mondial de l'information destinée aux marchés financiers ICA - 16 milliards de francs et 10 000 personnes. Nous concevons et commercialisons entres autres des bases de données financières et des systèmes intégrés pour salles de marchés auprès des Banques, Etablissements Financiers, Institutionnels et Directions Financières d'entreprises. Notre offre s'enrichit en permanence de nouveaux produits et nous disposons d'une logistique performante. Compte tenu de notre développement, nous recherchons :

Ingénieurs commerciaux Marchés financiers

Mission : Vous vendez l'intégralité de nos produits et services à une clientèle bancaire. Vous proposez des solutions et négociez auprès de différents interlocuteurs (traders, directeurs informatiques, directeurs financiers avec l'assistance, si nécessaire, de nos chefs de projets).

Profil : Agé de 30 ans environ, vous avez une formation Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce. Dote d'un bon tempérament commercial, vous avez une expérience réussie de la vente de solutions et de produits informatiques au sein d'une SSII, d'un constructeur ou d'un éditeur. Vous maîtrisez l'anglais. Votre connaissance du domaine financier et des grands comptes est un réel atout pour le poste. La qualité de notre offre, une forte culture d'entreprise et les perspectives d'évolution au sein de notre groupe sauront motiver des candidats de valeur.

Pour ces postes basés à Paris, nous vous remercions d'adresser lettre, CV photo et rémunération actuelle, sous la référence IC393/LM, à notre Conseil EUROSERV, 121 bd Diderot, 75012 Paris.

EuroServ

Spécialiste de la vente de logiciels micro-informatique et vente de services associés, HIS apporte des solutions uniques et complètes auprès des grands comptes (Banque, Industrie, Administration). En véritable partenaire, nous avons su en 4 ans apporter à nos clients une logistique performante et réaliser ainsi une forte croissance (CA 1992, 190 MF, +5% de croissance).

HIS
Havard Information Support

INGENIEURS COMMERCIAUX SENIORS

A 28/35 ans, de formation supérieure, vous possédez nécessairement une première expérience de la vente de services ou de logiciels informatiques auprès de grandes entreprises.

Au sein d'une structure légère, vous prendrez en charge la prospection, le développement et la gestion de clients Grands Comptes. Vous aurez auprès de vos interlocuteurs (Directeur Informatique, Bureau et Achat), toute latitude pour définir leurs besoins, analyser les stratégies (bureautiques, réseaux...), assurer la formation, l'installation..., la gestion du parc micro.

INGENIEURS COMMERCIAUX JUNIORS

A 25/27 ans, votre première expérience commerciale ou technico-commerciale dans le secteur informatique oriente naturellement votre carrière vers la gestion de Grands Comptes.

En binôme avec un responsable de secteur, vous assurerez le développement de nos ventes auprès de nos clients stratégiques. En fonction de vos résultats, vous aurez rapidement de larges possibilités d'évolution. Envoyer CV + photo + lettre de motivation + prétentions à Mr H. JEZIC, HIS, 21 rue de Clichy, 92548 Saint-Ouen Cedex.

UNE CARRIÈRE DANS LA COMMUNICATION ?

vous avez moins de 26 ans
vous avez un BTS, DUT, ou équivalent
une carrière commerciale vous motive

devenez

CHEF DE PUBLICITÉ PRESSE

(Presse quotidienne, magazine, professionnelle)

contrat de qualification rémunéré en entreprise
(formation spécialisée assurée
dans le cadre du contrat)

envoyez dès aujourd'hui
CV, photo et lettre manuscrite à :

IFCEM
175, rue Blomet - 75015 Paris

Groupe international de 17 000 personnes, numéro un européen dans le domaine des armements terrestres, nous élargissons notre stratégie industrielle en développant la diversification dans les domaines de l'informatique industrielle, l'électronique et la mécanique de pointe.

Ingénieur commercial confirmé + plasturgie

- Au sein de la branche chargée de cette diversification, vous prendrez la Direction Commerciale de l'activité moulées notamment pour la plasturgie.
- Ce poste est basé à Versailles et il convient, en particulier, à un candidat de formation Ingénieur généraliste ayant une expérience commerciale efficace.

• Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 9242 à CURRICULUM 6, passage Lathuille 75018 Paris qui transmettra.

AREA MANAGER EUROPE OCCIDENTALE

Important Groupe Industriel International situé en proche banlieue parisienne (sud-est) recherche Area Manager pour l'Europe Occidentale.

Issu d'une Ecole Supérieure de Commerce ou d'Ingénieur, entre 35 et 45 ans, vous justifiez impérativement d'une expérience commerciale dans la vente de produits industriels. Eine einwandfreie Beherrschung der deutschen und englischen Sprache ist erforderlich.

TRILINGUE
ANGLAIS-
ALLEMAND

Vous serez chargé de développer les ventes de notre gamme de produits en Europe Occidentale.

Les évolutions que nous prévoyons dans ce domaine pourront vous permettre d'envisager une carrière avec des responsabilités croissantes.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 8324 à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex.

EUROMESSAGES

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Quel rapport y-a-t-il entre des entreprises qui cherchent et des demandeurs d'emploi qui trouvent ?

Les professionnels de l'ANPE. Rejoignez-les.

CONCOURS DE CONSEILLERS ET CONSEILLERS PRINCIPAUX LE 25 MARS 1993

Ecouter et proposer, conseiller et orienter, accompagner et agir... Chaque jour, les 14 500 collaborateurs de l'ANPE, véritables professionnels de l'emploi, mettent leur expérience au service d'autres professionnels. Ainsi, l'Agence Nationale Pour l'Emploi joue pleinement son rôle d'intermédiaire actif entre les entreprises et les demandeurs d'emploi.

Vous êtes titulaire d'un diplôme Bac + 2 ou + 3, avec ou sans expérience professionnelle, âgé(e) de plus de 18 ans et ressortissant(e) de la CEE ou bien vous êtes demandeur d'emploi de plus de 45 ans ayant

cotisé pendant au moins 5 ans (poste de conseiller) ou au moins 10 ans (poste de conseiller principal) à une ou plusieurs caisses de retraite fédérées dans l'AGIRC. L'ANPE vous propose des postes de conseillers et conseillers principaux sur la France entière pour exercer des métiers riches et polyvalents. Pour nous rejoindre, retirez votre dossier d'inscription à l'ANPE la plus proche, ou renseignez-vous sur Minitel 3615 code ANPE. Vous avez jusqu'au 12 mars 1993 pour renvoyer votre dossier, le cachet de la poste faisant foi.



DES ÉQUIPES EN ACTION

GUYANE

Directeur d'un centre médico-chirurgical

(Poste basé en GUYANE)

Importante Association à vocation humanitaire recherche un Directeur pour gérer un centre Médico-Chirurgical de 50 lits de chirurgie, médecine générale et maternité. En charge de l'animation d'une équipe de 90 personnes, vous assurerez la gestion administrative, financière et humaine de cet établissement ainsi que la réalisation des projets médicaux et d'équipements. De plus, vous saurez entretenir d'excellents rapports avec les autorités de tutelles et partenaires publics et privés. Agé d'au moins 35 ans, diplômé de l'Ecole de Rennes ou équivalent, vos expériences dans des postes similaires vous confèrent les compétences nécessaires pour prendre la direction de notre établissement. De même, votre sens du dialogue, vos qualités relationnelles et votre aptitude à la négociation sont des atouts sérieux pour mener à bien votre mission. Le niveau de rémunération est régi par la Convention Collective + primes afférentes au poste. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV + photo), shé. 144, à COMMUNIQUE 5054, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE
Intervenant dans les domaines du développement rural en Afrique, de l'Ouest et de l'insertion des migrants en France recrute

SON SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

De formation supérieure (bac + 4), 30-40 ans, vous avez dirigé une équipe avec succès. Vous possédez une expérience de l'Afrique et du monde associatif, une forte capacité d'écoute et un bon esprit de synthèse. Envoyer CV et lettre manuscrite (sous réf. SG) à : EUROPACT, 44, rue de la Paroisse - 78000 Versailles



Le District de l'agglomération de Montpellier qui regroupe 17 communes et dispose d'un budget global de 80 millions de francs, renforce ses équipes en recrutant un

INGENIEUR TERRITORIAL

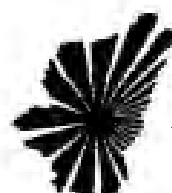
Direction de l'Environnement

Dépendant directement du Directeur Général des Services Techniques, vous interviendrez sur l'ensemble des secteurs de l'environnement et serez plus particulièrement responsable du traitement et de l'élimination des ordures ménagères et de l'assainissement. Vous aurez en charge l'élaboration des propositions et des stratégies concernant les mesures de respect de l'environnement, la mise en place d'importants projets d'investissement et le contrôle de la gestion des opérations et équipements.

Ingénieur expérimenté dans la fonction publique, vous êtes un excellent praticien en particulier dans la collecte et le traitement des déchets ainsi que dans le traitement des eaux. Des connaissances en génie, en droit de l'environnement et en urbanisme sont des atouts souhaités.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, copie des diplômes et du dernier arrêté de nomination) à PSYNERGIE, 20 esplanade de l'Europe, 34000 MONTPELLIER. Confidentialité assurée.

PSYNERGIE MONTPELLIER



CONSEIL GÉNÉRAL DE LA CHARENTE

LE CONSEIL GENERAL

RECRUTE UN SOUS-DIRECTEUR
CHARGÉ DE LA CULTURE ET DES SPORTS
(Direction de l'Innovation et des Finances)

Le Conseil Général a décidé de regrouper dans une sous-direction l'ensemble de ses moyens humains dans les domaines de la culture et du sport pour renforcer la dynamique et la cohésion de ses interventions.

PROFIL DU CANDIDAT

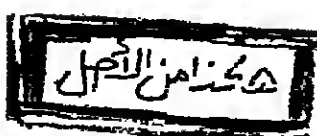
- Un intérêt réel pour les activités culturelles
- Une grande disponibilité,
- Capacité à mobiliser une équipe autour des projets culturels du Département (lecture, musique, danse, théâtre, patrimoine, soutien aux équipements et organismes culturels et sportifs),
- Une forte motivation pour développer le partenariat avec tous les acteurs départementaux.

STATUT

Cadre A expérimenté. Niveau minimum : Bac + 3. Encadrement de plusieurs services et coordination des partenaires.

Les candidatures devront parvenir à
M. le Président du Conseil général
31, boulevard Emile-Roux, BP 1404 - 16017 ANGOULEME Cedex
AVANT LE 15 MARS 1993

مكتبة الفصل



REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 3 mars 1993 35

LE MONDE DES CADRES



Concevoir des documents marketing... de A à Z

Leader mondial des logiciels pour micro-ordinateurs, Microsoft représente un chiffre d'affaires de 2,7 milliards de dollars et connaît une croissance soutenue. Microsoft France commercialise ces logiciels. Plus de 400 collaborateurs, chargés d'apporter le meilleur service aux clients, partagent une même passion pour la micro dans une entreprise où riment créativité et enthousiasme. Nous recherchons un :

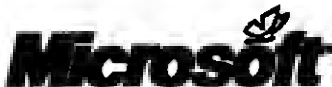
Chargé de la Production des Outils Marketing

Vous exercez votre expertise à toutes les phases de l'élaboration de produits d'édition : gestion des rétroplannings pour des documents liés à des événements (cartons, brochures, PLV, documentation commerciale) ; secrétariat de rédaction et aide à la conception de textes ; suivi de l'exécution, de la fabrication et des budgets, gestion de la photothèque. Vous vous occupez aussi d'organiser ponctuellement des manifestations (séminaires, conventions...). De formation Bac + 4 ou 5 (type CELSA), vous justifiez de trois à cinq ans d'expérience.

Vous connaissez bien les techniques de fabrication ainsi que la micro-informatique, vous possédez de réelles qualités de rédacteur et vous avez déjà réalisé des opérations sur le terrain.

Votre goût pour le travail en équipe ainsi que votre rigueur dans la gestion et les relations avec les fournisseurs donneront à ce poste toute sa dimension.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo sous la référence 198 à Microsoft France - 18, avenue du Québec - 91957 Les Ulis Cedex.



LES LOGICIELS QUI DONNENT DES AILES.

L'Ecole Supérieure
de Vente et
d'Exportation
(ESVE) basée dans
le 1er
arrondissement
de PARIS
recherche



DIRECTEUR DES ETUDES

Grâce à vos réelles capacités pédagogiques, managériales et organisationnelles, vous serez l'animateur et le coordinateur central de l'Ecole en relation directe avec le corps professoral.

Ce poste à grande responsabilité sera confié à un candidat de formation supérieure, ayant déjà assuré avec succès une fonction similaire ou actuellement formateur principal dans une école de commerce.

La rémunération sera à la hauteur du poste à pourvoir et du candidat retenu.

Envoyer CV + lettre manuscrite + photo à notre conseil :
RS MANAGEMENT
1, rue Massue 94300 VINCENNES.

Dans le cas
d'une annonce
domiciliée au
« Monde Publi-
cité », il est
impératif de faire
figurer la réfé-
rence sur votre
enveloppe, afin
de transmettre
votre dossier
dans les meil-
leurs délais.



Eurosept Associés

Société de Conseil en Management,
Organisation et Système d'Information,
(plus de 10 filiales en France et en Europe),
recherche des

PROFESSIONNELS disposant d'une expérience SAP

en tant qu'Opérationnels ou Consultants.

Vous souhaitez vous appuyer sur votre expertise du produit et, le cas échéant, sur votre expérience de consultant pour participer activement à une réelle démarche de conseil, tant organisationnelle que technique et axée sur les métiers de nos clients.

Notre cabinet vous offre dès lors de réelles perspectives d'évolution et la possibilité de rejoindre une équipe motivée, performante et en pleine expansion.

Nous sommes partenaires de la Société SAP et nous avons conduit, depuis plusieurs années, de nombreux projets de mise en œuvre de systèmes de gestion reposant sur les fonctions du progiciel SAP.

Notre fort développement nous conduit à renforcer encore nos compétences dans ce domaine.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous réf. PSJ, à Isabelle DICHANT - Eurosept Associés - 98 Route de la Reine - 92513 BOULOGNE Cedex.

DIRECTEUR TECHNIQUE ADJOINT

Nous sommes la filiale française de l'un des leaders mondiaux pour les systèmes de conditionnement carton. Notre forte expansion s'appuie sur une cible de clientèle constituée de leaders du secteur agro-alimentaire.

Directement rattaché au Directeur Technique, vous serez l'interlocuteur privilégié entre notre service commercial, la maison mère située en Allemagne, et nos clients. Vous suivrez de haut en haut la coordination des chantiers qui vous seront confiés : de l'analyse du dossier, l'étude détaillée, à la réception de fin de chantier. Ceci nécessite de nombreux déplacements. Vous pourrez compter sur une équipe de techniciens connaissant bien leur métier.

De formation Ingénieur Grandes Ecoles, ECAM, ENSAM..., vous possédez une première expérience de 4 à 5 ans comme responsable de maintenance en unité de production ou comme responsable d'installation de matériel chez un prestataire. Vous parlez l'allemand ou, à défaut, parfaitement l'anglais. Lieu de résidence : Région parisienne.

Rejoignez une équipe jeune, dynamique et investie.

Envoyez nous faire parvenir CV, lettre manuscrite et photo à France LAVIELLE.

AGAPE CONSEIL, 23 rue de La Boétie, 75008 PARIS.



EN BRETAGNE

Cette importante entreprise régionale (+ de 1000 collaborateurs) bénéficie d'une forte image. Très connue, son activité est passionnante. La qualité de ses équipes pluridisciplinaires, sa dimension humaine et sociale contribuent à son développement harmonieux et continu. Pour aller plus loin, elle crée, auprès de ses équipes de direction opérationnelles, trois postes de cadre. Aussi, elle recherche

3 Jeunes Diplômés

- Sup de Co, Ingénieurs Généralistes, ou équivalent -

Après une première expérience réussie en entreprise (environ 2 ans), vous souhaitez aujourd'hui intégrer des équipes d'encadrement en Production, Ventes, Ressources Humaines ou Marketing. Dans un premier temps, il vous sera confié des missions d'étude et d'assistance sur des projets à moyen termes ; vous y apprendrez nos métiers et vous y développerez votre talent. Ensuite ? Votre réussite vous ouvrira des responsabilités opérationnelles ou sein d'une de nos Directions. Le groupe est diversifié et performant, il offre de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, en précisant vos motivations, avec CV et photo sous la réf. JD/UM à notre conseil : Olivier Plesse
QUEST RESSOURCES HUMAINES 32 rue Tronjolly - 35000 Rennes
qui vous garantira une totale discrétion et assure une réponse aux dossiers complets.

ORH



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
MARSEILLE-PROVENCE

Participez aux grands projets de développement régional

au sein de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence.
Nous recherchons pour la Direction des Affaires économiques notre

Chef du service études

Assisté d'une équipe de 4 à 5 collaborateurs, vous devrez :

- identifier et analyser le tissu économique du Département ;
- réaliser des études quantitatives et qualitatives correspondant aux demandes exprimées ou les anticiper ;
- proposer des actions opérationnelles ;
- faire connaître ces analyses et propositions pour définir des stratégies de développement ;

- animer et gérer l'activité "environnement". Vous possédez une formation supérieure en économie (Bac + 4/5), une expérience de 5 à 10 ans environ en Cabinet ou entreprise industrielle, une bonne connaissance du tissu régional. Merci d'adresser, sous réf. 536-X, lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée à notre Conseil PSYNERGIE, 42 rue Fargès, 13008 MARSEILLE.

PSYNERGIE MARSEILLE PARIS MONTPELLIER

GRAND GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL,
basé à PARIS, recherche

RESPONSABLE IMMOBILIER

COMPETENT et à FORT POTENTIEL

Pour défendre ses intérêts dans des gros programmes de promotion en Europe

Vous devez avoir une expérience de l'international dans le domaine de la promotion immobilière, sous l'angle juridique, financier et commercial plus que technique.

De culture française, vous devez avoir une bonne connaissance de l'espagnol et de l'anglais. Votre âge se situe entre 35 et 50 ans. Vous aimez les challenges et une rémunération fonction de vos performances.

Perspectives de responsabilités importantes à l'issue de la première mission.

Envoyer CV, photo et références d'opérations effectuées sous réf. 4103 à EUROMESSAGES - 3616 BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra ou tapez 3616 EUROMESSAGES - 3616 BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex

Pour passer vos annonces :



46-62-73-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources Humaines - Juridique



UNOFI

L'UNION NOTARIAIRE FINANCIÈRE, "UNOFI", créée par le Conseil Supérieur du Notariat, vous offre un environnement de choix dans une structure en pleine expansion. Désormais parmi les premiers intervenants dans le conseil en Gestion de Patrimoine, nous recherchons, dans le cadre du développement de notre activité "ENTREPRISE" :

LE RESPONSABLE DES ÉTUDES JURIDIQUES ET FISCALES.

Fiscaliste de formation, vous connaissez le droit des sociétés. Praticien, apte à l'analyse et à la recherche, vous proposez le dispositif juridique et fiscal adapté au besoin de l'entrepreneur (création, transmission, reprise...).

A 30/40 ans, vous avez, après des études supérieures, acquis une expérience significative de cette fonction en milieu bancaire, financier ou dans l'administration.

Adresser Curriculum-Vitæ + photo + prétentions à :

UNOFI - Direction du Personnel - EJP - 11 bis rue Jean Goujon - 75008 PARIS.

CHARGE D'AFFAIRES

Vous maîtrisez parfaitement les montages juridiques et financiers d'opérations de CREDIT-BAIL IMMOBILIER (SICOMI - NON-SICOMI - SOFERGIE)

Vous possédez une compétence technique, affilée à un réel savoir-faire relationnel, vous êtes capable de développer un portefeuille de clientèle au sein d'une banque ou d'un établissement financier. Vous avez 30 ans environ et vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (grandes écoles option gestion, finances).

Nous vous offrons la possibilité d'élargir vos horizons au sein des filiales spécialisées d'un grand groupe financier, de développer la collaboration avec un réseau bancaire en pleine expansion, d'intégrer une équipe de chargés d'affaires dont les performances commerciales en 1992 sont en progression de plus de 50%.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre motivationnelle, CV, photo et prétentions) sous référence à EUROMESSAGES - BP80 - 92105 BOULOGNE CEDEX qui transmettra, au besoin, 3616 EUROMESSAGES code 1016

PARIS

La rigueur d'un expert
L'expérience d'un négociateur international

JURISTE DE VALEUR

Une entreprise industrielle de dimension internationale (CA 10 milliards) faisant partie d'un des premiers groupes mondiaux dans son domaine étend sa Direction Juridique et recherche un juriste d'affaires.

Ses missions : En liaison étroite avec les Directions opérationnelles en France et à l'étranger :

- Il sera responsable de la préparation des accords industriels et commerciaux et participera à leur négociation et leur suivi
- Il préparera et il suivra les opérations d'achats, d'apports et de cessions concernant la société et ses filiales
- Il assurera le suivi juridique et contractuel des filiales étrangères

Son profil :

- Il aura une formation DEA ou DESS (de préférence en droit international des affaires) et une parfaite maîtrise de l'anglais
- Il disposera d'une expérience de 8 à 10 ans minimum acquise au sein d'une entreprise industrielle (un début de carrière en cabinet peut être un atout) et devra pouvoir assurer avec autonomie la totalité des affaires dont il aura la charge
- En relation avec les Directions opérationnelles, il assurera l'efficacité de son rôle, autant sur l'expertise juridique que sur la volonté de proposer et de mettre en œuvre des solutions pertinentes.

Poste basé en proche banlieue Ouest Paris.

Envoyer sous réf.
8A 2510 3M
Discrétion absolue

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

Rhône-Alpes - Au sein d'un groupe bancaire de dimension internationale, nous sommes une banque régionale de tout premier plan. Nous recherchons pour notre succursale lyonnaise le responsable du service juridique et contentieux. Il animera une équipe à la tête de laquelle il optimisera le traitement et le suivi des dossiers contentieux. A la fois créatif et organisateur, il mettra en place et développera - en véritable chef d'orchestre - une politique active de prévention au sein du réseau (formation, information...). Agé de 28 ans au moins, de formation juridique (maîtrise, DESS, DEA, ...), vous possédez une expérience de plusieurs années dans

le service contentieux d'une banque, au sein d'un service juridique d'une entreprise ou bien encore en tant qu'avocat dans un cabinet d'affaires. Vos qualités personnelles (charisme, sens de la communication et de la pédagogie, ...) vous permettront d'évoluer rapidement au sein de notre structure. La rémunération sera à la hauteur du potentiel recherché. Pour cette belle opportunité très évolutive, merci d'écrire à Didier BONNEFOY en précisant la référence V/0014M - PA Consulting Group - 78, bd du 11 Novembre 1918 - 69626 VILLEURBANNE Cedex - Tél. 78.93.90.63.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

GRANDE BANQUE INTERNATIONALE (PARIS)
RECHERCHE, POUR SA DIRECTION DES AFFAIRES FISCALES, UN

Fiscaliste Entreprises

Au sein d'une équipe de spécialistes, vous serez principalement chargé d'étudier les aspects fiscaux des financements d'investissements professionnels.

De formation supérieure BAC + 5, DESS de fiscalité ou équivalent, vous justifiez d'une première expérience de 3 à 5 ans en entreprise ou en cabinet de conseil ou d'audit.

Ce poste requiert une forte motivation pour la fiscalité des entreprises.

Une bonne connaissance de la fiscalité immobilière et du crédit bail constituerait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV et prétentions), sous référence 47682, à ORGANISATION ET PUBLICITE, 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

"L'international au GAN, une assurance de réussite"

La Direction Internationale recherche pour sa division Plan et Contrôle International

UN CONTROLEUR DE GESTION

Dans le cadre du suivi de l'activité des filiales étrangères,

- vous participerez à l'ensemble des travaux d'analyses dans le cadre de la démarche prévisionnelle menée par les filiales (budget annuel, plan à 3 ans...)
- vous analyserez les résultats des filiales étrangères sur la base des informations remises dans le cadre du reporting mensuel et trimestriel
- vous mènerez des études spécifiques relatives à un marché, une filiale.

Diplômé d'une grande école ou équivalent, vous avez 2 ans d'expérience professionnelle en contrôle de gestion ou en cabinet d'audit. Réf. PRJCS

UN JEUNE ACTUAIRE

Vous participez au suivi opérationnel des activités de nos filiales étrangères et vous serez plus particulièrement amené à les conseiller dans les domaines techniques tels que :

- la politique de souscription et de tarification
- les études de rentabilité des produits
- l'adéquation des provisions techniques.

Diplômé d'une école d'Actuarial, vous avez une première expérience de 2 ans minimum en IARD ou en Vie. Réf. PRJJA

Pour ces 2 postes, basés à Paris (IXe), des déplacements à l'étranger sont à prévoir et vous devrez maîtriser l'anglais ou une autre langue de la CEE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence du poste choisi, au GAN, DRH/GRG, 2 rue Fille-Viville, 75448 Paris Cedex 09.

gan
ASSURANCES

L'ÉNERGIE DE TOUS LES PROJETS

هكسان الفحل

هكمن النحل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 3 mars 1993 37

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

**C'est à l'Homme
que notre banque
accorde le plus de crédit**



Nous recherchons pour notre Siège Social à Nanterre, un(e)

SPECIALISTE CREDIT-BAIL IMMOBILIER

Responsable du service après-vente de l'activité CBI, vous serez le garant de la bonne gestion administrative et financière des contrats (facturations, cessions, transferts, pré-contentieux...).

Vous participerez, en outre, activement au transfert de la gestion sur un nouveau système informatique.

Spécialiste du droit et de la fiscalité de l'immobilier, vous justifiez d'une dizaine d'années d'expérience dans ce secteur en ayant démontré de réelles qualités d'encadrement, d'organisation et de négociation.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo) sous réf. DPC/MON à BRCC/DRH - BP 211 - 92002 NANTERRE Cedex.

**CREDIT
COOPERATIF**
UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

JEUNE ORGANISATEUR

Besançon - Notre banque à vocation régionale connaît un développement important et régulier : 66 agences, 180.000 clients, 880 collaborateurs. Au sein du D.O.I., le professionnel de l'organisation que nous recherchons aura pour mission de participer au double objectif de la structure organisation générale et informatique : conduite de missions d'organisation générale - incluant l'animation d'équipes/projet - et participation à la mise en place du plan informatique de la banque en assurant l'interface du GIE,

regroupant les moyens internes avec les utilisateurs et décideurs. A 25 ans au moins, de formation ESC, ingénieur ou maîtrise de gestion, vous avez déjà réussi une première expérience de deux à quatre ans dans la banque, l'industrie ou le conseil, dans une fonction de type audit, conseil en organisation ou inspection. Ecrire à Didier BONNEFOY en précisant la référence V/0272M - PA Consulting Group - 78, bd du 11 Novembre - 69626 VILLEURBANNE Cedex - Tél. 78.93.90.63.

**PA Consulting
Group**
Creating Business Advantage

ISM SA

Important Groupe de sociétés spécialiste de l'immobilier d'entreprise (patrimoine de 35 milliards de francs) recherche :

JURISTE FISCALISTE

Spécialiste de l'immobilier et du crédit, le collaborateur recherché assurera une double mission :

Opérationnelle : il animera l'équipe chargée de la réalisation des opérations engagées, Fonctionnelle : il assistera les différents départements de la Direction Investissement-Engagements dans : • la conception des montages juridiques et fiscaux des opérations immobilières ou de crédits, • l'élaboration des contrats et protocoles divers.

Ce poste sera confié à un candidat de formation juridique supérieure, de 40 ans au moins, disposant d'une expérience significative acquise de préférence au sein de la Direction Juridique d'une Banque ou d'une importante Société de promotion immobilière.

Pour réussir dans cette fonction le candidat devra allier rigueur et imagination et faire preuve de qualité de contact. Ce poste peut déboucher sur la création d'une Direction Juridique.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions sous la référence B 304 JF à : ISM SA, Nicole ROBIN, Grand-Ecran, 30 Place d'Italie, 75628 PARIS Cedex 13.

GENIE CLIMATIQUE
THERMIQUE ENVIRONNEMENT
PROTECTION INCENDIE

Notre groupe, 1.400 collaborateurs, réalise un CA de 1,1 milliard et souhaite accueillir :

JURISTE D'ENTREPRISE ASSURANCES CONTENTIEUX

De formation BAC + 3 ou 4, vous disposez impérativement d'une expérience de 2/3 ans et maîtrisez l'anglais. Vous assurerez l'étude des clauses assurances de nos contrats et le suivi de nos dossiers contentieux avec des responsables d'affaires, des avocats et des courtiers.

Ce poste est à pourvoir à RUEIL MALMAISON.

Adressez votre candidature avec prétentions à TUNZINI, Caroline ALOY, D.P.R.H., 250 route de l'Empereur, 92508 Rueil-Malmaison Cedex.

**ISSY ?
NON, ICI !**

HCA

PLAIN-CHAMPS

RSCG CARRIERES

s'installent au
10, rue du Plâtre - 75004 PARIS
Tél : 42 71 51 51

GROUPE EURO-RSCG

Société exportatrice à forte croissance, spécialisée dans le domaine médical recherche son

Responsable Juridique

Littoral Nord

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous avez pour mission de créer et animer la fonction juridique. Vous êtes responsable de la mise en place des procédures juridiques dans la société ainsi que dans les filiales.

Vous supervisez l'ensemble des contrats (commerciaux, R et D, etc...) négociés par la société tant en France qu'à l'étranger en veillant à leur conformité.

Vous gérez le portefeuille des polices d'assurances ainsi que les dossiers de responsabilité civile en liaison étroite avec les cabinets et consultants extérieurs. Vous suivez aussi le secrétariat juridique de la société et de ses filiales.

Agé de 30/33 ans de formation juridique supérieure (DEA, DESS...) vous avez acquis impérativement une expérience de 3 ans en entreprise ou en cabinet en tant que juriste d'affaires généraliste.

Excellent juriste, ayant un goût prononcé pour le conseil et aimant les contacts vous êtes dynamique et motivé et souhaitez vous investir dans une société riche en perspectives d'évolution. Un excellent niveau d'anglais est indispensable.

Contactez Antoine Rusconi, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. AR8812MO.



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

UN DES PLUS IMPORTANTS INTERMÉDIAIRES SUR LE MARCHÉ OBLIGATAIRE (Paris)

RECHERCHE

1 OPÉRATEUR (H/F) EURO-OBLIGATAIRE confirmé(e) ou débutant(e)

- Cette personne rejoindra une équipe reconnue sur la place financière.
- L'opérateur senior aura une expérience réussie de 3 à 5 ans sur les euro-marchés.
- Le candidat débutant sur l'euro-marché devra impérativement avoir une expérience de 1 à 2 ans d'opérateur sur le marché obligataire domestique (primaire ou secondaire).
- Son dynamisme et son sens du contact commercial avec la clientèle (française ou étrangère) seront très appréciés.
- La pratique courante de l'anglais est demandée.

Envoyez CV, photo et prétentions au journal, qui transmettra sous référence 8633
LE MONDE PUBLICITÉ, 15/17, rue du Colonel-Pierre-Avie - 75902 PARIS Cedex 15

ISM SA

Important Groupe de sociétés spécialiste de l'immobilier d'entreprise (patrimoine de 35 milliards de francs) recherche pour sa Direction Gestion Immobilière :

RESPONSABLE DU SERVICE CONTENTIEUX

• Animant une équipe de 2 personnes, vous assurerez la mise en place et le suivi des procédures (désordre construction, litiges locataires : PME-PMI, législation baux commerciaux etc...). Vous aurez de plus un rôle de conseil auprès des cadres gestionnaires du patrimoine et animerez la réflexion juridique et fiscale de la Direction Gestion par des notes d'actualités sur les problèmes courants.

• Agé de 40 ans environ, de formation juridique supérieure, spécialiste des procédures et des baux commerciaux, vous aurez 5 ans d'expérience minimum dans un service juridique et contentieux, spécialisé de préférence dans l'immobilier.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions sous la réf. B 303 RC à : ISM SA, Elisabeth Jeanbermé, Grand-Ecran, 30 Place d'Italie, 75628 PARIS Cedex 13.

Pré Communication

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

JURISTE D'AFFAIRES
CONFIRME

Notre Secrétariat Général recherche un Juriste d'Affaires confirmé.
En collaboration avec une équipe de juristes pluridisciplinaires, vous aurez à étudier et traiter des sujets complexes et variés relatifs à la vie du Groupe : réglementation économique relative à la distribution des produits d'assurances, droit boursier et financier, acquisition de sociétés et montages en droit des sociétés, contentieux relatif au droit des affaires, contrats de toute nature et marques...

Titulaire d'un DESS ou DEA en droit, votre

expérience de 5 ans minimum en entreprise ou en cabinet vous a permis d'analyser et de régler une grande diversité d'affaires dans de nombreux domaines.

Cette expertise a aiguisé votre esprit d'analyse et vos talents de négociateur.

Vous maîtrisez l'anglais et/ou l'allemand.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle), sous référence M2S, à Christine LABBE - AGF Département Ressources Humaines - 33, rue La Fayette - 75009 PARIS.

Aux AGF, en étudiant chaque jour les courbes des grandes évolutions de ce monde, nous anticipons pour offrir des produits sans cesse plus compétitifs, plus adaptés et pour faire progresser le métier de l'Assurance.

Nous sommes 20000 personnes. Nous réalisons un C.A. de 55 milliards en France et dans plus de 30 pays.

Ensemble, nous allons donner de l'avenir à votre avenir.

PARCE QUE DEMAIN SE DÉCIDE AUJOURD'HUI.

AGF

A LA POINTE DU PROFESSIONNALISME
NOUS REHAUSSONS LE BLANC.

C O N T R Ô L E U R D E G E S T I O N

Pour concevoir la gamme du blanc la plus performante, il faut la rehausser de certaines valeurs : satisfaction client, qualité totale, engagement pour le bien commun, bien-être de nos collaborateurs...

Dans le monde Whirlpool, 38 000 personnes réalisent 7 milliards de \$ de CA dans 120 pays. Chacun y a sa place pour apporter sa touche personnelle et réaliser de grands desseins.

Au sein de l'équipe Contrôle de Gestion de Whirlpool France (3 MdF de CA en 1992), rattaché à la direction administrative et financière de la région Ouest (France, Belgique, Espagne et Portugal), vous intégrerez une équipe légère et performante avec des responsabilités très polyvalentes. Vos prochains domaines d'intervention : contrôle de gestion, contrôle budgétaire d'une marque, participation au plan stratégique, études et analyses financières spécifiques. A 28/30 ans, de formation ESC, Dauphine ou équivalent, vous avez une expérience de 3/4 ans en entreprise et maîtrisez parfaitement l'anglais et l'outil informatique (tableurs). Merci d'adresser votre candidature, à Whirlpool France, Michel Crouzet, Direction des Ressources Humaines, 2 rue Benoît-Malon, BP 300, 92156 Suresnes Cedex.

Whirlpool
N°1 MONDIAL DE L'ELECTROMÉNAGER

CONSEILLER
DE GESTION

REGION OUEST

Dans le but d'accroître les performances financières de notre réseau, votre rôle consistera, d'une part, à conseiller nos concessionnaires de l'Ouest de la France dans le domaine de la gestion financière (analyse des éléments comptables, suivi de la trésorerie, élaboration de plans de financement), et d'autre part, de mettre en place, sur le terrain, les préconisations de BMW France en matière de gestion.

Vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce et/ou DECS, et vous avez acquis une première expérience de 2/3 ans dans le domaine de la comptabilité et/ou de la gestion financière alliée à une bonne pratique de l'informatique (audit, contrôle de gestion).

La connaissance de l'Anglais et/ou de l'Allemand serait un plus.

Le poste est basé sur la région concernée (Ouest) et implique une grande mobilité. Une voiture de service est fournie.

Adressez votre lettre de candidature, CV, photo et prétentions, sous référence 93/04/M à :

BMW France
Département des Relations Humaines
78886 Saint-Quentin en Yvelines Cedex

CHEF DU PERSONNEL

Etablissement Hospitalier Privé

Région Nord-Pas-de-Calais

Un établissement hospitalier privé (Effectif : 300 p. - CA : 120 MF) en plein développement (Investissements : 100 MF) et qui possède une excellente réputation sur le plan régional grâce à la compétence de ses équipes médicales et chirurgicales pluridisciplinaires (n = 50 p.), utilisant un plateau technique ultramoderne, recherche un CHEF DU PERSONNEL. Sous l'autorité du médecin, Président de la Société d'Exploitation, il assurera la gestion du personnel à l'exception des médecins et chirurgiens. A ce titre, il sera chargé du recrutement, de la gestion des contrats, de la paie, de l'organisation des plannings (roulement des équipes, remplacements, congés payés, ...). Il suivra l'évolution de la législation sociale et il veillera à son application au sein de l'établissement. Il participera à la définition de la politique de formation et il veillera à sa mise en œuvre. Il traitera les problèmes de contentieux. Il sera l'interlocuteur des autorités administratives et professionnelles (URSSAF, Inspection du Travail, Caisse de Retraite, ...). Ce poste sera confié à un candidat (H ou F), âgé d'environ 32 ans, de formation supérieure et possédant plusieurs années d'expérience professionnelle acquise dans une fonction semblable au sein d'une PME-PMI. La connaissance du secteur hospitalier n'est pas indispensable. Ecrire sous référence 1381 M à :

GRH Conseils

12, rue de Castiglione
75001 PARIS.

Discrétion assurée

Grand Groupe Français, leader dans son secteur, recherche un

Juriste droit public

PARIS

LE POSTE : Conseil, assistance et négociation, suivi, en droit public, de la réglementation interne et communautaire dans le domaine des télécommunications en collaboration avec le département de droit communautaire et de la concurrence.

LE CANDIDAT : Publiciste, âgé de 27 à 30 ans, 3ème cycle en droit public économique, formation IEP appréciée, suivie d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans acquise au sein d'une entité publique ou privée, aptitude à traiter des affaires en droit public.

Veuillez contacter Charles SIMON THOMAS au (1) 42.89.09.17 ou envoyer un dossier de candidature complet sous référence 1421R/SIM à NORMAN PARSONS - 12, rue de Ponthieu - 75008 Paris.



Norman Parsons
GROUPE ROBERT HALF

ADVANCED COMPUTER RESEARCH INSTITUTE

Développer et vendre un Superordinateur Européen, c'est le défi que relève aujourd'hui notre équipe multinationale (130 personnes).

Adjoint
au Chef Comptable
Bilingue anglais - Lyon

Rattaché au chef des Services Comptables du Groupe et assisté de deux collaborateurs, vous assurerez l'ensemble des missions comptables liées à nos deux établissements français.

A ce titre vous prenez en charge : la comptabilité fournisseurs, le suivi de trésorerie, les crédits mensuels, la préparation du bilan, la cohérence avec la comptabilité analytique, et les déclarations fiscales courantes.

A 30/35 ans, de formation supérieure (Bac+5, DECS ou équivalent) vous possédez une expérience de 5 ans minimum en cabinet et/ou dans une structure internationale. La pratique de l'informatique de gestion sur PC et gros systèmes est indispensable.

Si vous souhaitez intégrer une entreprise jeune et évolutive, merci d'adresser votre candidature à Catherine Lardon :

ADVANCED COMPUTER RESEARCH INSTITUTE,
1 bd Vivier Mérie, 69443 Lyon cedex 3, s/réf. 93/02/312.

Notre Grand Projet : un Superordinateur Européen

"La fonction juridique
au Gan, une assurance
de réussite"

Nous sommes l'un des tout premiers groupes d'assurance aux particuliers et aux entreprises et nous créons au sein de notre Secrétariat Général un poste de :

JURISTE CONFIRMÉ
EN DROIT DES SOCIÉTÉS.

Rattaché au Service Sociétés, vous participerez à la préparation, au montage, à la réalisation et au suivi des opérations juridiques des filiales du groupe ainsi qu'à leurs projets de développement. Vous rédigerez les actes correspondants : constitution d'entités juridiques, délibération des conseils d'administration, assemblées générales, opérations sur le capital, acquisitions et prises de participation.

Diplômé d'un 3è cycle en Droit des Affaires, vous avez de solides connaissances en Droit des Sociétés et une expérience similaire de 5 ans en entreprise ou en cabinet. Vous avez acquis une excellente maîtrise de la rédaction et vos qualités relationnelles affirmées vous permettent d'être un interlocuteur apprécié, à tous les niveaux de l'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. PR/03, au GAN, DRH/GRC, 2 rue Piller-Will, 75448 Paris Cedex 09.



L'ÉNERGIE DE TOUTES LES PROJETS

Lectra Systèmes

Groupe français leader mondial sur son marché, spécialisé dans la conception, la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement High Tech (CAO, FAO), recherche pour sa Division FRANCE (105 pers.) et dans la perspective de la prochaine filialisation de celle-ci un

Directeur
Administratif
et Financier

Rattaché à la Direction de cette future filiale, vous assurerez la responsabilité d'une équipe administrative et financière.

Votre mission :

- Contrôler la comptabilité générale et analytique.
- Maîtriser les flux financiers.
- Superviser la gestion du Personnel et l'administration des ventes.
- Assurer les obligations de reporting.

De formation supérieure et justifiant d'une expérience réussie à ce poste dans un milieu à forte culture commerciale, votre position vous amènera à utiliser vos compétences afin d'optimiser la gestion de l'entreprise.

Ce poste basé à NANTERRE est à pourvoir immédiatement.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV, sous réf. DAFN, à Denis MARTIN, LECTRA SYSTEMES, Chemin de Marliot, BP 34, 92111 CESTAS CEDEX